

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix – Travail – Patrie  
\*\*\*\*\*

UNIVERSITE DE YAOUNDE I  
\*\*\*\*\*

CENTRE DE RECHERCHE ET DE  
FORMATION DOCTORALE, EN SCIENCES  
HUMAINES, SOCIALES ET EDUCATIVE.  
\*\*\*\*\*

UNITE DE RECHERCHE ET DE  
FORMATION DOCTORALE EN SCIENCES  
HUMAINES ET SOCIALES  
\*\*\*\*\*

DEPARTEMENT DE GEOGRAPHIE



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work – Fatherland  
\*\*\*\*\*

THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I  
\*\*\*\*\*

POST GRADUATE SCHOOL FOR  
SOCIAL AND EDUCATIONAL  
SCIENCES.  
\*\*\*\*\*

DOCTORAL RESEARCH UNIT FOR  
HUMAN AND SOCIAL SCIENCES  
\*\*\*\*\*

GEOGRAPHY DEPARTMENT

**CRISE CAFEIERE, IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES ET  
STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT DE LA VILLE DE  
NKONGSAMBA**

**Mémoire présenté et soutenu publiquement le 26 juillet 2023 en vue  
de l'obtention du diplôme de Master II en Géographie.**

**Spécialité : Marginalité, Stratégie de Développement et  
Mondialisation (MSDM)**

**Présenté Par :**

**SEN BASSI ANTOINETTE FELICITE  
Licenciée en Géographie physique**

**MATRICULE :16J285**

**Jury**

**Président : Pr. ENCHAW Gabriel BACHANGE, MC,  
Membre : Dr. TENDE Renz, CC,  
Examineur : Pr. OJUKU TIAFACK, Professeur,**

**Université de Yaoundé I  
Université de Yaoundé I  
Université de Yaoundé I**



**Année Académique 2022-2023**

# **DEDICACE**

**À LA FAMILLE BASSI**

## REMERCIEMENTS

Ce travail de recherche est le fruit des efforts conjugués de plusieurs personnes à qui nous tenons à exprimer notre profonde gratitude. Ces remerciements vont particulièrement à l'endroit de :

Docteur **TENDE Renz** qui malgré ses multiples occupations a accepté de nous encadrer dans un esprit critique, de rigueur et de travail bien fait. Qu'il trouve en ce présent mémoire, notre profonde gratitude.

Tous les enseignants du département de géographie de l'université de Yaoundé 1, pour la qualité des enseignements reçus tout au long de notre parcours dont ce mémoire en est le fruit. Une pensée particulière au professeur Paul TCHAWA, chef du département de géographie.

**Dr EPANDA Edimo** pour ses conseils, son encouragement, son orientation surtout sa disponibilité depuis le début de ce travail ;

**A messieurs les Sous-Préfets** des Arrondissements de Nkongsamba pour leur accord et collaboration dans le cadre de la conduite de nos enquêtes de terrain dans leurs unités de commandement, qu'ils en soient remerciés ;

Toute la famille **BASSI** particulièrement mes parents **BASSI** Antoine lobé et Marceline **NGOMANZOURI** sans oublier mes frères et sœurs mes oncles et tantes pour leurs soutien et présence inconditionnel.

Tous nos ami(es) et proches qui de près ou de loin ont contribué à la réalisation de ce travail. Qu'ils soient tous en remerciés. Nous pensons en particulier à **SEUMEU** Saint-Claire, Nelly **TIENCHEU**, George **MUKURI**, André-Claude **KOUNG**, Aichetou **BIELOU**, Sakinatou **NSABI**, Billy **NDANGANG**, Eloge **DOUMREMADJI**, Duval **TIANI**, Flavie **SONKENG**, Ézéchiel **NYASSIRI**.

## RÉSUMÉ

Ce mémoire intitulé : « Crise caféière, impacts socio-économiques et stratégies de développement de la ville Nkongsamba » montre que l'agriculture en général et la caféiculture en particulier ont pour objectif premier d'assurer la sécurité financière des populations. En effet, pendant environ 30 ans, le café a été la locomotive du développement de la ville de Nkongsamba. Cependant, la crise caféière survenue à la fin des années 1980, viendra montrer la vulnérabilité de l'économie caféière de ce vieux bassin agricole. En effet le déclin de la caféiculture au début des années 1990 s'est accompagné du délabrement progressif du tissu économique dont les indices visibles sont : l'abandon des caféières devenues peu rémunératrices et la timide reconversion vers d'autres activités agricoles a priori rentables mais, très contraignantes. À ce constat s'ajoute : la fermeture de multiples usines à café et entreprises et la mise en chômage de nombreux employés, le délabrement des infrastructures de tout genre et l'augmentation du prix des intrants agricoles en raison du désengagement de l'État du secteur agricole. C'est ce constat alarmant qui ouvre la réflexion sur la diversification agricole et la multiplication des autres activités économiques à Nkongsamba. Il est question de montrer que la chute des prix du café et le désengagement de l'État du secteur agricole ont eu les impacts socio-économiques dans la ville de Nkongsamba. L'objectif de ce mémoire consiste à analyser les impacts de la crise caféière à Nkongsamba et de savoir si les stratégies entreprises par les paysans peuvent éradiquer ce fléau et contribuer au développement de la ville de Nkongsamba. Sur la base d'une méthodologie qui interprète les résultats d'un travail empirique de cinq mois de terrain dans la ville de Nkongsamba, la démarche hypothético-déductive a permis d'exploiter les statistiques et des informations recueillies sur le terrain. À l'issue des investigations, les résultats obtenus dévoilent qu'entre 1970 à 1990, on est passé d'une production de café de 7890,22 T à 19169,7 T. Cette dynamique était due en grande partie à l'encadrement multiforme dont bénéficiait le planteur autrefois. Aujourd'hui, Nkongsamba produit à peine 2000 T de café. Par ailleurs, la production des vivres et du maraîchage permet aux grands producteurs de vivre au-dessus du seuil de pauvreté et d'oublier peu à peu le café. En fait, les différents secteurs d'activité économique permettent aux différents acteurs d'engranger beaucoup d'argent. Par exemple les petits producteurs des vivres en général et du manioc en particulier ont un revenu moyen de 78 000 FCFA/mois, contre 158 000 FCFA, pour les cultivateurs moyens et environ 330 000 FCFA pour les grands producteurs. Toutefois, beaucoup reste à faire, car certains facteurs limitent la production des vivres. Ainsi, pour booster le développement économique de Nkongsamba, certains plans d'actions sont mis en place. Ces plans sont : l'assainissement du matériel végétal. En fait, l'État peut permettre aux petits producteurs d'entrer en possession des plants à haut rendement. La deuxième action consiste à subventionner les intrants agricoles au moins de 50%. La troisième action est de former les ingénieurs spécialistes dans divers domaines agricoles. La quatrième action consiste à homologuer le prix du kilogramme des différents vivres et à développer des programmes de gestion viables des déchets provenant des vivres. La cinquième action est de moderniser le secteur du vivrier-marchand et du maraîchage.

**Mots clés** : Crise caféière, impacts socio-économiques, développement, Nkongsamba

## ABSTRACT

This study, entitled "Coffee Crisis: Socio- Economic Impacts, and Development Strategies for the City of Nkongsamba," posits that food security serves as the primary impetus for agriculture broadly and coffee cultivation specifically. Historically, the coffee industry of Nkongsamba has been a principal economic driver over the past three decades. However, a crisis beginning in the late 1980s exposed the vulnerability of the coffee industry in this long-standing agricultural region. Indeed, the downturn in coffee production since the early 1990s has paralleled a broader economic decline, most visibly reflected in the exodus of farmers from a once profitable industry and a cautious reversion to more traditional agricultural activities. This trend has been exacerbated by the state's withdrawal from the agricultural sector, which has precipitated an increase in the cost of agricultural inputs and the closure of multiple coffee production and manufacturing facilities, thereby resulting in substantial layoffs. These revelations prompt a discussion about diversifying economic activities in Nkongsamba beyond agriculture. The central question explored in this dissertation is the extent to which the decline in coffee prices and the government's disengagement from the agricultural sector have impacted society and the economy of Nkongsamba. The aim of this research is to scrutinize the effects of the coffee crisis on Nkongsamba and to evaluate the efficacy of locally initiated actions in alleviating these issues, while contributing to the city's growth and development. Employing a hypothetical-deductive approach, we were able to utilize data and information gathered in the field. This methodology relies on interpreting the results from a five-month empirical study conducted in Nkongsamba. The study reveals that coffee production increased from 7890.22 metric tons to 19169.7 metric tons between 1970 and 1990, largely attributable to the robust support structure previously in place for farmers. Presently, Nkongsamba's coffee production is limited to approximately 2,000 metric tons. Additionally, the cultivation of crops and market gardening has enabled major producers to rise above the poverty line and gradually phase out coffee production. In fact, various economic sectors allow for different actors to accumulate significant wealth. To illustrate, the average monthly income for moderate farmers is 158,000 FCFA, large farmers earn about 330,000 FCFA, while small farmers earn 78,000 FCFA. Yet, there is substantial work ahead due to factors limiting economic diversification. The city's economic growth has been impeded, prompting the implementation of strategies to rectify the situation. These proposed solutions include: providing small farmers with high-yielding plant varieties; offering at least a 50% subsidy to new entrants into agriculture; training engineers specializing in diverse agricultural sectors; developing effective strategies for managing agricultural waste products; and standardizing price per kilogram. The final step is to modernize the farming and livestock industries.

**Key Words:** Coffee Market Collapse, Socioeconomic Effects, Economic Growth, Nkongsamba

## SOMMAIRE

<b>DEDICACE .....</b>	<b>i</b>
<b>REMERCIEMENTS .....</b>	<b>ii</b>
<b>RÉSUMÉ .....</b>	<b>iii</b>
<b>ABSTRACT.....</b>	<b>iv</b>
<b>LISTE DES FIGURES .....</b>	<b>vi</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX.....</b>	<b>vii</b>
<b>LISTE DES PLANCHES .....</b>	<b>viii</b>
<b>LISTE DES PHOTOS .....</b>	<b>ix</b>
<b>LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES .....</b>	<b>x</b>
<b>INTRODUCTION GENERALE .....</b>	<b>1</b>
<b>PREMIÈRE PARTIE : CAFÉICULTURE À NKONGSAMBA : DE LA PROSPÉRITÉ À LA CRISE .....</b>	<b>47</b>
<b>CHAPITRE 1 : LES FACTEURS FAVORABLES À LA CAFÉICULTURE ET LE RÔLE JOUÉ PAR LE CAFÉ À NKONGSAMBA DE 1975 À 1990 .....</b>	<b>48</b>
<b>CHAPITRE 2 : DE LA PRODUCTION CAFEIERE A LA CRISE CAFEIERE A NKONGSAMBA .....</b>	<b>73</b>
<b>DEUXIEME PARTIE : LES IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES, ENVIRONNEMENTAUX ET LES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT DE LA VILLE DE NKONGSAMBA .....</b>	<b>100</b>
<b>CHAPITRE 3 : IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES DE LA CRISE CAFEIERE A NKONGSAMBA .....</b>	<b>101</b>
<b>CHAPITRE 4 : STRATEGIES ADOPTEES PAR LES DIFFERENTS ACTEURS POUR BOOSTER LE DEVELOPPEMENT DE LA VILLE DE NKONGSAMBA ..</b>	<b>126</b>
<b>CONCLUSION GENERALE .....</b>	<b>149</b>
<b>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....</b>	<b>i</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>viii</b>
<b>TABLE DES MATIERES.....</b>	<b>xvi</b>

## LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Carte de localisation de la zone d'étude .....	7
Figure 2 : Conceptualisation de la Crise caféière Source : Auteur, 2022 .....	23
Figure 3:Conceptualisation d'Impacts Socio-économiques sources : auteur 2022.....	26
Figure 4: Conceptualisation du développement.....	28
Figure 5: Conceptualisation de la stratégie de développement .....	30
Figure 6: Schéma synoptique de la méthodologie.....	44
Figure 7 : tableau synoptique Source : Conception auteur Aout, 2022 .....	46
Figure 8: Carte Pédologique de Nkongsamba.....	54
Figure 9: courbe des précipitations et températures de la ville de Nkongsamba .....	55
Figure 10: Carte du réseau hydrographique de Nkongsamba .....	57
Figure 11: Évolution de la population de Nkongsamba de 1970 à 2005 .....	60
Figure 12: Résumé des éléments techniques de la fiche .....	72
Figure 13: Évolution des prix nationaux du kilogramme du café robusta de 1975 à 1992 en FCFA.....	82
Figure 14: Évolution des prix internationaux du kilogramme du café robusta de 1975 à 1992 en FCFA .....	82
Figure 15 : occupation du sol par le verger caféier avant les années 1990 .....	85
Figure 16: Destinations des revenus caféiers.....	91
Figure 17: Estimation des parts sectorielles dans le total des emplois créées dans la filière café.....	92
Figure 18: Offre et demande des stocks mondiaux de café.....	96
Figure 19: Variation mensuelle des cours du café .....	96
Figure 20 : Schéma de la dynamique de la production à la crise .....	99
Figure 21: Niveau de vie des caféiculteurs après la décadence du café .....	102
Figure 22: Lieu d'achat des médicaments par les paysans à Nkongsamba.....	104
Figure 23: illustration des parts des sacs de café obtenu cette année. ....	107
Figure 24 : Illustration du nombre de sacs de café obtenus au cours des années antérieures de certains caféiculteurs .....	108
Figure 25 : carte de l'occupation du sol par le verger caféier après la crise .....	118
Figure 26 : part du café dans le PIB Camerounais.....	119
Figure 27 : relation entre les acteurs dans la chaîne de commercialisation des produits vivriers .....	136
Figure 28: Quelques bassins de production de manioc Nkongsamba .....	140

## LISTE DES TABLEAUX

<b>Tableau 1 : Taille de l'échantillonnage .....</b>	<b>40</b>
<b>Tableau 2 : Répartition de l'échantillon des entretiens par quartier .....</b>	<b>41</b>
<b>Tableau 3 : Logiciels d'analyses et de traitements des données .....</b>	<b>42</b>
<b>Tableau 4: tableau de variation des précipitations et températures de la ville de Nkongsamba .....</b>	<b>55</b>
<b>Tableau 5 : structure administrative de la ville de Nkongsamba constituée des communes, villages et quartiers.....</b>	<b>58</b>
<b>Tableau 6 : Les modes d'acquisition des parcelles par les paysans enquêtés avant 1999.....</b>	<b>64</b>
<b>Tableau 7 : Caractéristiques des deux espèces de caféiers cultivées .....</b>	<b>67</b>
<b>Tableau 8 : Exportations et fertilisation minérale du caféier .....</b>	<b>69</b>
<b>Tableau 9 : Temps de travaux pour la plantation et l'entretien de la caféière .....</b>	<b>69</b>
<b>Tableau 10 : Les maladies et ennemis de la culture.....</b>	<b>70</b>
<b>Tableau 11 : Résumé des éléments techniques de la fiche.....</b>	<b>71</b>
<b>Tableau 12 : Les excédents relevés au kilogramme entre les prix internationaux et les prix nationaux du café robusta de 1975 à 1986 en FCFA .....</b>	<b>83</b>
<b>Tableau 13 : évolution de la production du café en Nkongsamba de 1970à 2021.....</b>	<b>83</b>
<b>Tableau 14 : Rapport entre les surfaces exploitées et la production moyenne de café avant 1990.....</b>	<b>84</b>
<b>Tableau 15 : La production caféière de la ville de Nkongsamba de 1970 à 1990.....</b>	<b>88</b>
<b>Tableau 16 : statut matrimonial et la taille famille à Nkongsamba .....</b>	<b>90</b>
<b>Tableau 17 : Évolution des prix des engrais en Nkongsamba depuis la crise en FCFA (1990-2021).....</b>	<b>98</b>
<b>Tableau 18 : Revenus du planteur avant 1990 à nos jours par hectare.....</b>	<b>112</b>
<b>Tableau19 : Évolution des petits métiers dans la ville de Nkongsamba .....</b>	<b>113</b>
<b>Tableau 20 : Évolution du prix du sac de café pré financé de 1993 à 2014 .....</b>	<b>123</b>
<b>Tableau 21 : Évolution des prix du café de 1970-2021 .....</b>	<b>127</b>
<b>Tableau 22 : Évolution de la production et des superficies du manioc à Nkongsamba et dans le département du Moungo .....</b>	<b>130</b>
<b>Tableau 23 : Réalisations effectuées avec les revenus provenant de la culture du manioc .....</b>	<b>134</b>
<b>Tableau 24 : Bénéfices réalisés par les acheteurs et fabricant de « tapioca ».....</b>	<b>135</b>
<b>Tableau 25 : Bénéfices réalisés par les différents vendeurs de tubercules de manioc ..</b>	<b>135</b>
<b>Tableau 26 : Bénéfices réalisés par les acheteurs et fabricant de « bâtons de manioc » .....</b>	<b>136</b>



## **LISTE DES PLANCHES**

<b>Planche 1: les différents types des cerises de café .....</b>	<b>74</b>
<b>Planche 2: Usine à café et machines de décorticage à café en plein délabrement.....</b>	<b>110</b>
<b>Planche 3: État de certaines caféières après la crise du café à Nkongsamba .....</b>	<b>115</b>
<b>Planche 4 : Déprise caféière .....</b>	<b>117</b>
<b>Planche 5 : les maisons inachevées en raison de la crise .....</b>	<b>120</b>
<b>Planche 6:Les différents champs de manioc.....</b>	<b>129</b>
<b>Planche 7:Culture de manioc et de maïs.....</b>	<b>133</b>

## LISTE DES PHOTOS

<b>Photo 1 : Les cerises de café non mûr .....</b>	<b>75</b>
<b>Photo 2 : Les cerises de café mûr.....</b>	<b>75</b>
<b>Photo 3 : Vue de face de l'hôtel le Moungo, construit par un grand caféiculteur .....</b>	<b>87</b>
<b>Photo 4: Villa d'un grand caféiculteur à Nkongsamba .....</b>	<b>89</b>
<b>Photo 5 État actuel de certaines usines à café à Nkongsamba .....</b>	<b>110</b>
<b>Photo 6 : Déprise industrielle de certaines usines à café à Nkongsamba.....</b>	<b>110</b>
<b>Photo 7 : Machines de décortilage à café en plein délabrement à Nkongsamba .....</b>	<b>110</b>
<b>Photo 8 : Vieillesse et abandon des caféiers.....</b>	<b>115</b>
<b>Photo 9 : Caféier atteint du scolyte, maladie du café.....</b>	<b>116</b>
<b>Photo 10 : régression de l'espace caféier.....</b>	<b>117</b>
<b>Photo 11 : Complantation dans une ancienne caféière.....</b>	<b>117</b>
<b>Photo 12 : maison inachevée depuis plusieurs années .....</b>	<b>120</b>
<b>Photo 13 : maison inachevée et abandonnée.....</b>	<b>120</b>
<b>Photo 14 : Champ de manioc dans la vallée .....</b>	<b>129</b>
<b>Photo 15 : Champ de manioc sur le rebord du plateau.....</b>	<b>130</b>
<b>Photo 16 : Tubercules de manioc .....</b>	<b>133</b>

## LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

<b>ACEFA :</b>	Amélioration de la Compétitivité des Exploitations Familiales Agropastorale
<b>ACF :</b>	Action Contre la Faim
<b>AVZ :</b>	Agent de Vulgarisation de Zone
<b>BAD :</b>	Banque Africaine de Développement
<b>BM :</b>	Banque Mondiale
<b>CPR :</b>	Comité de Plan de Retentissement ;
<b>CICC :</b>	Conseil Interprofessionnel du Cacao et du Café
<b>COOPLACARM :</b>	Coopérative des Planteurs du Café Robusta du Moungo ;
<b>COOPLAM :</b>	Coopérative des Planteurs du Moungo ;
<b>DADER :</b>	Délégation de l'Agriculture et Développement Rural ;
<b>DGV :</b>	Distribution Générale de Vivres
<b>DSCE :</b>	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
<b>ENS :</b>	École Normale Supérieure
<b>FESTICOFFEE :</b>	Festival International du Café ;
<b>FALSH :</b>	Faculté des Arts Lettres et Sciences Humaines
<b>FMI :</b>	Fond Monétaire International ;
<b>FAO :</b>	Organisation des Nations Unis pour l'alimentation et l'Agriculture
<b>GIC :</b>	Groupement d'Intérêt Commun
<b>IA :</b>	Insécurité Alimentaire
<b>IRAD :</b>	Institut de Recherche Agronomique pour le Développement
<b>IRD :</b>	Institut de Recherche pour le Développement
<b>INC :</b>	Institut National de la Cartographie
<b>INS :</b>	Institut National de la Statistique
<b>Km<sup>2</sup> :</b>	Kilomètre Carré
<b>MIDEVIV :</b>	Mission de Développement des Cultures Vivrières
<b>MINADER :</b>	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
<b>MINCOMMERCE :</b>	Ministère du Commerce ;
<b>MINAGRI :</b>	Ministère de l'Agriculture.

<b>OIC :</b>	Organisation Internationale du Café.
<b>OIAC :</b>	Organisation Interafricain du café
<b>OMC :</b>	Organisation Mondiale du Commerce ;
<b>OMS :</b>	Organisation Mondiale de la Santé
<b>ONACC :</b>	Observatoire National sur les Changements Climatiques
<b>ONCC :</b>	Office National du Café et du Cacao
<b>ONCPB :</b>	Office Nationale de Commercialisation des Produits de Base
<b>ONG :</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>OP :</b>	Organisation Paysanne
<b>OP :</b>	Organisation des Producteurs
<b>PDBF :</b>	Programme de Développement de Bas-Fonds
<b>PDPV :</b>	Programme de Développement des Palmeraies Villageois
<b>PDRBA-MN :</b>	Programme de Développement Rural du Bassin Agricole du Moungo-Nkam ;
<b>PNACC :</b>	Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques du Cameroun
<b>PNDP :</b>	Programme National de Développement Participatif
<b>PNUD :</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PNVA :</b>	Programme Nationale de Vulgarisation Agricole
<b>PNVFA :</b>	Programme Nationale de Vulgarisation et de Formation Agricole
<b>PNVRA :</b>	Programme Nationale de Vulgarisation et de Recherche Agricole
<b>PPTE :</b>	Pays Pauvres Très Endettés
<b>PRDFC :</b>	Plan De Relance Des Filières Cafés
<b>PRDFCC :</b>	Plan de Relance et de Développement des Filières Cacao et café ;
<b>PRFP :</b>	Programme de Relance de la Filière Bananier Plantain
<b>RGPH :</b>	Recensement Général des populations et de l'Habitat
<b>SA :</b>	Sécurité Alimentaire
<b>SOCOAPCAM :</b>	Société des Coopératives des Agriculteurs des Planteurs du Moungo
<b>UNICEF :</b>	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
<b>STU :</b>	Science de la Terre et de l'Univers ;
<b>UY1 :</b>	Université de Yaoundé 1 ;
<b>ZAE :</b>	Zone Agro Écologique

## **INTRODUCTION GENERALE**

L'introduction de la culture du café à Nkongsamba remonte à la période sous-mandat française, plus précisément à la fin des années 1920. Mais le café va commencer véritablement à structurer l'espace de Nkongsamba après l'Indépendance du Cameroun. Pendant environ 25 ans, l'économie de ladite ville va dépendre de la culture du café robusta en particulier. Cette culture, moteur du développement de Nkongsamba, va permettre non seulement l'amélioration du cadre de vie du cultivateur de café, mais aussi des conditions d'existence de ses populations. Le verger café à lui seul, fournissait environ 80% des revenus comptabilisés du planteur jusqu'à la fin des années 1980. Cependant, au début des années 1990, la ville de Nkongsamba entre de plain-pied dans un marasme économique, dû à la crise caféière corollaire à la crise économique, dont l'issue devient compliquée, sombre et incertaine pour ses populations. En effet, la mamelle nourricière de Nkongsamba, le secteur café a été durement touché à la suite de la baisse des cours des matières premières au marché mondial et le désengagement de l'État du secteur agricole. Par ailleurs, le planteur, n'étant pas préparé à ce type de situation a perdu ses repères. Face à cette crise brutale et imprévisible, les tentatives de solutions sont entreprises par les différents acteurs de ce monde rural. Ainsi, pour éradiquer la crise, ces derniers vont, tenter d'augmenter le nombre de plants de caféiers et de cacaoyers. Malgré ces multiples efforts, les résultats ne seront pas satisfaisants, car la grande partie du verger dépasse 25 ans d'âge. Pire encore les prix des intrants agricoles ont pratiquement quadruplé au niveau des marchés et ils deviennent presque inaccessibles aux planteurs. Toutefois, au début des années 2000, on note un revirement des populations vers la pratique du vivrier-marchand, la pratique du maraîchage et d'autres cultures (palmier à huile, arbres fruitiers..., plantes providentielles, autrefois marginalisées, à cause de la caféiculture. À partir des années 2010, ces différentes pratiques agricoles vont redonner un nouvel espoir aux paysans de la ville de Nkongsamba, dans le cadre de la reconversion d'où la préoccupation de ce mémoire qui porte sur : **« Crise caféière, impacts socio-économiques et stratégies de développement de la ville Nkongsamba »**.

# I. CONTEXTE GENERAL ET JUSTIFICATION DU SUJET

## I.1. CONTEXTE GENERALE DE LA RECHERCHE

Dans la plupart des pays de la zone tropicale, l'agriculture demeure la principale activité de base du développement économique national et local. C'est ainsi que les cultures de rente, notamment le café, contribuent à la croissance économique des nombreux pays tropicaux tels que le Brésil<sup>1</sup>, le Vietnam, l'Indonésie et accessoirement le Cameroun. Par ailleurs les exportations de café en Afrique ont atteint le chiffre de 20,03 millions de sacs en 1975, représentant 34,40% de la production mondiale. Aujourd'hui la production africaine est inférieure à 19 millions de sacs soit environ 12% de la production mondiale avec une part du marché de 11,80 % (OIC 2020). Mais depuis la fin des années 1980 pour les pays très dépendants de la production caféière, l'effondrement des cours mondiaux de café (1326 FCFA en 1984 à 254 CFA en 1992 prix internationaux du café robusta en FCFA) a plongé l'économie en général et les grandes régions de production dans de grandes difficultés se manifestant souvent par la déprise caféière<sup>2</sup> dans de nombreuses zones productrices. Entre 1989 et 2007, la participation de l'Afrique dans la production mondiale du café a baissé de 50%, passant de 22% à un peu plus de 11%. Les revenus des pays exportateurs ont baissé (OIC). À la suite du découragement et de l'abandon des caféières, les revenus de nombreux planteurs ont chuté de manière drastique entraînant la pauvreté et provoquant une baisse de la consommation globale et des difficultés sur d'autres secteurs économiques : fournitures d'intrants, banques, commerces...

Cette situation générale des pays africains est identique au Cameroun. Les cultures de rente<sup>3</sup> y sont introduites et encouragées depuis la période coloniale. La culture et la production du café ont en effet permis la croissance économique et le développement, contribuant à l'épanouissement individuel de nombreux planteurs et au développement de

---

<sup>1</sup> Le Brésil est le premier producteur de café dans le monde avec une production de 69 millions de sacs de 60 kg en 2021, soit 40,6% de la production mondiale.

<sup>2</sup> Recul de la mise en valeur du café dans une région.

<sup>3</sup> Pendant la période coloniale le Cameroun a été divisé en trois grandes zones agricoles : le café robusta et le cacao dans le grand Sud, le café arabica et le quinquina à l'Ouest et les cultures sèches (coton et arachide) au Nord.

plusieurs bassins de productions de café, parmi lesquelles : le bassin de production du Noun à l'Ouest-Cameroun et le bassin de production du Moungo.

Toutefois, l'effondrement des cours du café robusta qui intervient à la fin des années 1980 provoque la chute des revenus des producteurs et les met dans de grandes difficultés financières et psychologiques tant et si bien qu'ils sont amenés à développer les activités alternatives à la caféiculture afin de diversifier leurs sources de revenus et de chercher à retrouver leur niveau de vie avant les années 1990. C'est au regard de cet état de choses que nous avons opté pour notre thématique de recherche portant sur : « **Crise caféière, impacts socio -économiques et stratégies de développement de la ville Nkongsamba** ».

## **I.2. JUSTIFICATION DU CHOIX DU SUJET**

Ayant vécu Nkongsamba pendant environ 22 ans, nous avons longtemps observé au quotidien un certain nombre de pratiques agricoles dans cette localité en l'occurrence la culture du palmier à huile, la pratique du vivrier marchand<sup>4</sup> et le maraîchage entre 2015 à nos jours. Ces pratiques agricoles semblent avoir redonné un nouveau souffle aux caféiculteurs et chômeurs, qui avaient autrefois perdu tout espoir de vie. C'est ainsi que ces mutations agricoles nous ont inspiré sur le plan scientifique. Mais la difficulté à notre niveau était la formulation d'un thème de recherche à partir des réalités observées sur le terrain.

En fait, plusieurs motivations sous-tendent le choix dévolu sur de ces activités agricoles. En effet, deux principales raisons ont présidé au choix de ces activités agricoles comme objet d'étude. La première est liée à la crise économique corollaire à la crise agricole, qui a permis aux caféiculteurs de Nkongsamba d'opter pour la diversification agricole. La deuxième raison prend en compte la place que les pouvoirs publics accordent à certaines pratiques agricoles (la culture des vivres, culture du palmier à huile...) En fait, le Cameroun fonde de nombreux espoirs sur ces types de pratiques agricoles en raison de la flambée des prix du blé et du riz. Ainsi, pour atteindre l'émergence du Cameroun à

---

<sup>4</sup> Concept développé pour la première fois en 1996 par CHARLEARD J.L., dans son ouvrage : « Temps des villes, temps des vivres : l'essor du vivrier en Côte d'Ivoire ».

l'horizon 2035. Ces pratiques agricoles ont retenu l'attention du NEPAD et de la FAO dans le cadre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA). C'est alors que, la culture des tubercules ainsi que celles du palmier à huile et bananier-plantain ont été retenue comme des cultures porteuses d'emplois au Cameroun par le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MINEFOP, 2004). Tout ceci montre l'importance que les autorités camerounaises et leurs partenaires accordent à la redynamisation du manioc. Aujourd'hui, ces différentes pratiques agricoles à Nkongsamba font l'objet d'un sujet de questionnement géographique, et donc scientifique, car des récoltes offre la possibilité aux paysans d'améliorer leurs conditions d'existence, et d'injecter le surplus de leurs revenus dans d'autres activités économiques. Ceci nous a permis de porter une attention particulière sur ces pratiques agricoles, d'où le thème : **« Crise caféière, impacts socio-économiques et stratégies de développement de la ville Nkongsamba ».**

## **II. DELIMITATION DU SUJET**

Il est important d'effectuer une délimitation thématique, temporelle et spatiale dans notre travail car cela permettra de situer notre zone d'étude dans un espace approprié permettant facilement de le repérer et de la cerner avec précision ce sur quoi nous travaillons.

### **II.1. DÉLIMITATION THÉMATIQUE**

Au Cameroun comme dans la plupart des pays africains gros producteurs de café, la crise née des bas niveaux des cours mondiaux, niveaux jamais enregistrés dans l'histoire du marché du café, a ébranlé la fondation de l'économie depuis plus de 20 ans. La baisse de la production et du revenu du planteur directement imputable à cette crise a affecté des milliers de personnes dans les espaces ruraux. Au début des années 1990, désaxés par cette baisse imprévisible et inhabituelle en milieu rural, les paysans ont eu du mal à trouver des solutions concrètes et rapides leur permettant de combattre avec efficacité la crise et retrouver un niveau de revenus acceptable. Dans les régions de l'Ouest, du Sud-Ouest, du Littoral et du Centre, les paysans ont opté pour une diversification agricole. C'est ainsi



que les activités agricoles, notamment l'agriculture vivrière, le maraîchage, le petit élevage (volaille, porc, caprin) ont été renforcées dans la plaine des Mbo à Kékem (Epanda Edimo F A 2012), et la culture du palmier à huile dans le Centre Bikai Nhiomog E P. (2014) et dans le Bas Moungo, (Elong J G 2008). Pour mieux résister à la crise dans le monde rural, de nouvelles activités relevant du secteur informel vont voir le jour à côté de cette diversification agricole dans les campagnes et les centres urbains locaux. Elles vont absorber une grande partie de la population rurale, ne trouvant plus ses intérêts dans l'agriculture. Ces activités sont : la vente à la sauvette, le transport par moto taxi, les services de téléphonie mobile (call box), la vente dans les débits de boissons...

A Nkongsamba, la caféiculture est introduite dès 1928 et permet la croissance de cette localité jusqu'en 1989. Mais la crise caféière qui survient à la fin de la même année entraîne les paysans à s'orienter vers la culture du vivrier marchand et le maraîchage et d'autres cultures industrielles. Et, cela nous suggère le sujet de réflexion suivant : « **Crise caféière, impacts socio-économiques et stratégies de développement de la ville Nkongsamba** ».

Ce travail se situe dans le cadre de la diversification des activités économiques, sources de revenus dans le monde rural, mais dans un contexte de crise des anciens produits de rente, notamment le café et le cacao. Il s'agit, dans un cadre général, de l'étude des dynamiques des espaces ruraux consécutives à la crise des produits de rente.

La ville de Nkongsamba, dans le département du Moungo, a retenu notre attention en raison de la pertinence du problème étudié dans cette localité.

## **II.2. DÉLIMITATION TEMPORELLE**

Les retombées de la production caféière à Nkongsamba sont mieux palpables à partir des années 1970. Ensuite, survient la crise caféière au début des années 1990 qui va voir se développer la diversification des activités économiques nouvelles, source de revenus des planteurs. Notre étude couvre par conséquent une période allant de 1975, période pendant laquelle la production caféière devient très abondante à Nkongsamba. Cette production qui va crescendo, associée au prix du kilogramme de café qui augmente au fur et à mesure, va permettre aux caféiculteurs d'effectuer de grandes réalisations

(construction des maisons, achat d'autres plantations, achat de moyens de locomotion...) 2022 par contre représente l'année de la fin de nos enquêtes sur le terrain.

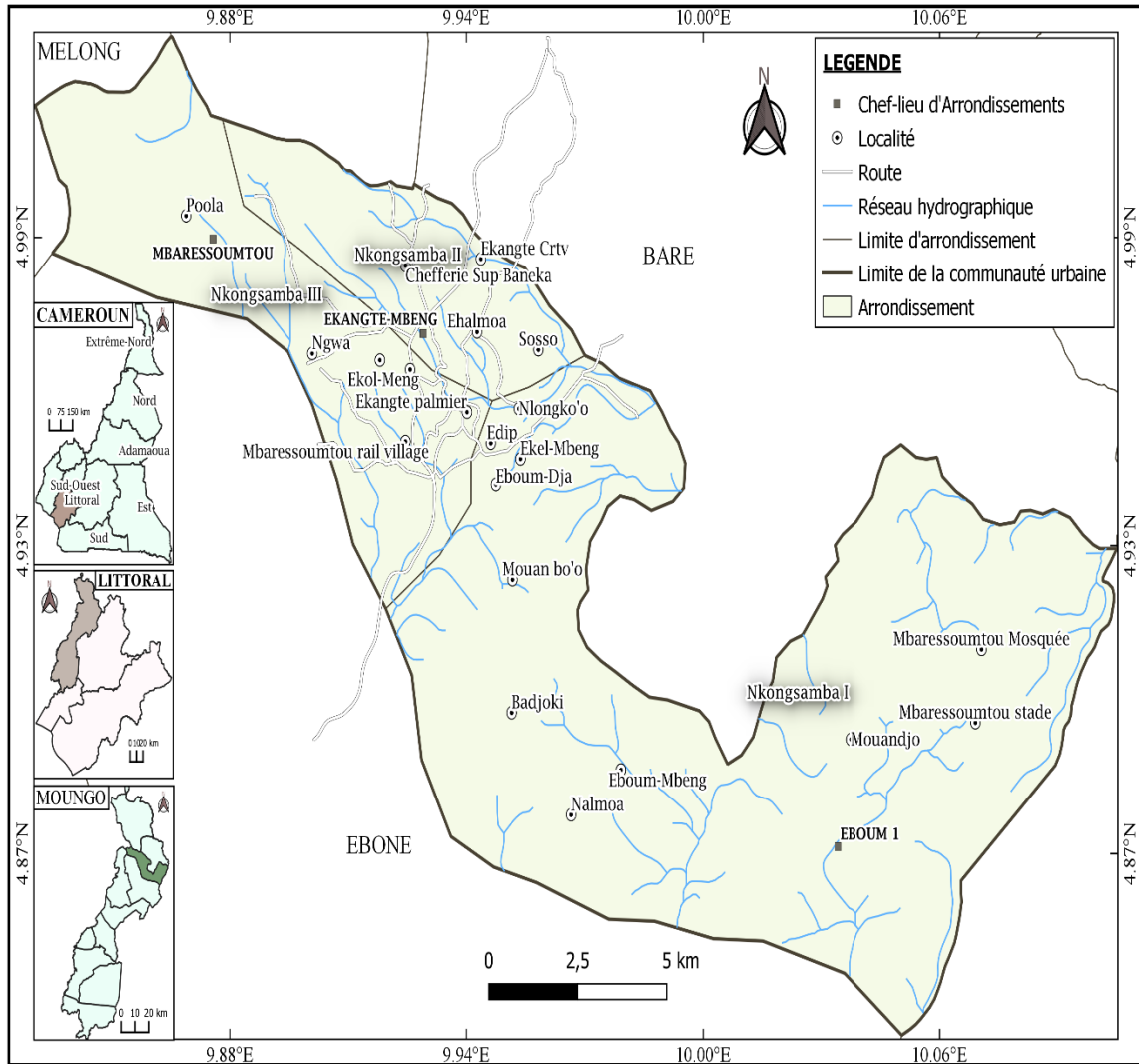
### **II.3. DÉLIMITATION SPATIALE**

Considéré autrefois comme étant la troisième ville du Cameroun, Nkongsamba est une ville du Cameroun, située à 140 kilomètres de Douala région du littoral (loi n°2004 /019 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux régions) et à 370 kilomètres de Yaoundé région du centre. Elle est le chef-lieu du département du Moungo avec une superficie d'environ 179.45Km<sup>2</sup> et compte une population cosmopolite de 105383 habitants en 2005 (RGPH 2005). Érigée en commune urbaine de Nkongsamba en 2008 (décret n°2008 /025 du 17 janvier 2008 portant création de la communauté urbaine de Nkongsamba, in Cameroon tribune, n° 9018 du vendredi 18 janvier 2008, p.5), la ville est structurée en trois communes arrondissements : Nkongsamba I ; Nkongsamba II et Nkongsamba III. Nkongsamba est logée sur les flancs ouest du mont Manengouba, (2396 m) et les pieds du mont Nlonako (1822m) sur une altitude moyenne de 900m au-dessus de la mer ; la commune de Nkongsamba est une charnière de la plaine côtière du sud et les hauts plateaux de l'Ouest.

Elle se déploie géographiquement entre le 4°54' et le 5°10' de latitude Nord, et 9°30' et le 10°00' de longitude Est.

Les limites actuelles du périmètre de la commune de Nkongsamba datant du 03 novembre 1954 (arrêté n°282 DU 08/02/1955 du haut-commissaire de la république française au Cameroun. Délibération n°282 du 03/11/54 fixant les limites du périmètre de la ville de Nkongsamba. Article unique. Les limites du périmètre urbain de la ville sont fixées comme suit :

- Au Nord par les arrondissements de Melong et de Baré-Bakem
- Au Sud par l'arrondissement d'Ebonè
- À l'Est par l'arrondissement de Baré-Bakem
- À l'Ouest par le sommet du Mont Manengouba, limitrophe avec Baguem dans le Sud- Ouest.



Source : Base de données SOGEFI Cameroun, 2019

Figure 1 : Carte de localisation de la zone d'étude

### III. PROBLEMATIQUE

Depuis pratiquement soixante ans, le développement agricole et rural est la préoccupation des pays d'Afrique subsaharienne. Dufumier M (1986) note que, pour les pays en développement, la place importante du secteur agricole se justifie par le fait que l'agriculture fournit des produits agroalimentaires et des matières premières agricoles. Cette agriculture contribue aussi à apporter une grande quantité de capitaux aux autres secteurs de l'économie. Au Cameroun, au lendemain de l'indépendance, le secteur

agricole est considéré comme la base de l'économie et le fondement de la croissance (Engola Oyep J., 1984). Cette économie agricole était bâtie sur les cultures d'exportation. Dans chaque grande zone agricole, l'Etat, dans l'optique du colon, a promu les cultures adaptées du point de vue agro écologique et destinées à l'exportation.

C'est ainsi que le café robusta et le cacao étaient cultivés dans le sud du pays, le café arabica et le quinquina à l'ouest et les cultures sèches (coton, arachide, mil...) au nord Cameroun. Jusqu'à la moitié des années 1980, la stratégie de développement est dite « interventionniste ». Dans les grandes zones agricoles du pays, l'État avait mis en place les missions et les organismes de développement ainsi que des coopératives agricoles qui avaient pour rôle de desservir les zones rurales en intrants agricoles, au fait tous les moyens nécessaires pour améliorer les conditions de vie en campagne de manière à limiter ainsi l'exode rural.

C'est dans cette optique que l'agriculture dans le bassin agricole du Moungo et celles des Hautes terres de l'Ouest se sont construites autour de la caféiculture, le café arabica pour les hautes terres et le café robusta pour le bassin agricole du Moungo. Ces « grains d'or », introduit par le colon était devenu la base de l'économie des deux régions.

Au milieu des années 1980, l'économie camerounaise entre dans une phase de récession due principalement à la baisse des prix mondiaux des principaux produits d'exportation : café, cacao et pétrole. La plupart des structures de développement créées par l'État font faillite. Dans le département du Moungo en général et la ville de Nkongsamba en particulier, l'ONCC qui tirait donc ses ressources de la vente du café robusta, connaît des difficultés financières et ses activités d'encadrement ralentissent.

L'État adopte une politique dite de désengagement des activités agricoles, conseils techniques, commercialisation. Le secteur agricole connaît alors une libéralisation sur fonds d'abandon de soutien des fonds publics. De là naît la loi n°96/053/ du 19 décembre 1990, portant liberté d'association et d'Organisation Non Gouvernementale (ONG)<sup>5</sup>. La loi n°96/006/ du 14 août 1992, relative aux sociétés, coopératives et aux Groupes

---

<sup>5</sup> Cette loi de 1990 sur les associations sera suivie par celle n°99 /014 du 22 décembre 1999 régissant les Organisations Non Gouvernementales au Cameroun (ONG). Elle définit une ONG « comme association déclarée ou une association étrangère autorisée conformément à la législation en vigueur et agréée par l'administration en vue de participer à l'exécution des missions d'intérêt général » (BEDI 2008).

d'Initiatives Communes (GIC), et le décret 92/455/PM du 23 novembre 1992 permettant aux agriculteurs de s'organiser facilement et, ceci contribue à mettre fin au monopole que détenait l'UCCAM pour ces questions dans le département du Moungo.

Les années 1990 sont marquées par les profonds bouleversements qui affectent les planteurs du département du Moungo, ceux des Hauts Plateaux de l'Ouest et dans une certaine mesure ceux du plateau sud camerounais, car l'effondrement de l'économie caféière a amené le planteur à diversifier progressivement sa production (Kamga A 2002). On assiste à l'insertion d'autres cultures dans les caféiers (Epanda Edimo F A 2012). En effet, plusieurs autres pratiques agricoles se développent en l'occurrence le maraîchage et le vivrier marchand (tomate, piment, pomme de terre banane, manioc...). Les producteurs adoptent diverses stratégies dont l'objectif est soit de diversifier les sources de revenus, soit de réduire les charges familiales.

Les nouveaux acteurs économiques voient le jour et occupent les secteurs du marché libérés par l'Etat : vendeurs de produits agricoles, vendeurs d'intrants agricoles, structures d'épargne et de crédit, coxieurs...

Avec la libéralisation, les paysans doivent affronter eux-mêmes le marché, pour l'achat des produits agricoles, la commercialisation de leurs vivres, la recherche des financements...

Au niveau de Nkongsamba, vieille ville de tradition caféière, la chute du revenu du planteur dès le début des années 1990, plonge la localité dans un marasme économique dont l'issue s'avère compliquée. L'impact de cette activité constitue un élément majeur sur la recherche des stratégies nouvelles pour diversifier les sources de revenus des planteurs à travers les pratiques agricoles telles que : le vivrier marchand et le maraîchage sans oublier d'autres activités économiques.

Toutefois, malgré l'ancienne forme d'organisation et de la production de l'espace, les nouvelles constructions territoriales se font ressentir à l'aube des années 2000. Les initiatives de développement portées par les instances locales et nationales semblent intensifier la détermination de certains jeunes et des femmes très actifs dans les pratiques telles que le vivrier-marchand et le maraîchage voire d'autres cultures commerciales. Avec des organisations paysannes jeunes dont les capacités d'organisation et d'innovation sont faibles, on peut se poser la question de savoir si le dynamisme des vivriers et des

maraîchers ainsi que celui d'autres planteurs est assez fort pour assurer une réponse efficace et durable à la demande et booster l'économie de la ville de Nkongsamba, comme l'avait si bien fait le café jadis.

#### **IV. CONTEXTE SCIENTIFIQUE ET REVUE DE LA LITTÉRATURE**

Les réflexions scientifiques sur les dynamiques agricoles et les solutions possibles à la crise caféière de la fin des années 1980 peuvent être résumées en trois grandes approches.

##### **IV.1. L'approche préconisant la réduction de la crise par la diversification agricole**

En effet l'approche utilisée dans notre zone d'étude est : l'approche hypothético déductive, car nous sommes passé par l'émission d'un certain nombre d'hypothèses avant de les conclure dans la zone d'étude, qui est la ville de Nkongsamba.

Dans cette approche, il s'agit de dépasser le cadre de la monoculture dans cette région et de mettre en place d'autres activités économiques capables de générer des revenus pour les planteurs. Au moins trois axes se dégagent de cette approche.

##### **Le premier axe repose sur le « pur bon sens ».**

Le concept de diversification a pris son importance avec la théorie moderne de gestion développée par Markowitz H (1991) pour qui, l'un des grands principes de la constitution de portefeuilles repose sur un adage de pur bon sens qui dit : « ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier ». Prenant ainsi pour exemple les pays producteurs de café, il voit dans leur volonté de diversification, la nécessité pressante de renforcer leur capacité d'adaptation à l'environnement économique changeant et instable.

##### **Le deuxième axe porte sur l'adaptation des agriculteurs aux évolutions du secteur aux nouvelles attentes en diversifiant leur production**

Ici Allaire G et Boyer R (1995), Coutureau G (1997) et Lagarde V (2003) ont montré que les agriculteurs s'adaptent aux évolutions du secteur aux nouvelles attentes en diversifiant leur production. Cette option, d'après Ngapgué0 J. N (2006), est considérée comme une stratégie de changement et de rupture par rapport à la situation initiale. Certains spécialistes du management comme (Pen R 1963, Porter M 1991) voient dans la

diversification, une manœuvre défensive réservée par défaut aux entreprises compétitives, alors que, d'autres analystes (Ansoff I., 1989) pensent que cette optique est une stratégie audacieuse permettant de rechercher la croissance. Pour le moment, nous pouvons affirmer que depuis que l'État a retrouvé sa santé économique, notre zone d'étude bénéficie de beaucoup de projets agricoles. Cependant, nous devons reconnaître que la crise de la fin des années 1980 avait une fois de plus montré la vulnérabilité de l'économie bâtie sur les produits de rente. Les grandes plantations qui avaient fondé leur existence sur la culture des plantes à faible coût de production se sont avérées incapables de résister aux fluctuations de l'économie internationale (Charlery B 1994). Les États qui avaient bâti leur économie sur l'exportation des produits de rente, incapable d'assurer la relance se sont désolidarisés (Ngapgué J. N Opt cit). La faillite de l'économie de traite remet en cause le vieux système économique.

### **Le troisième axe porte sur la faisabilité des politiques de substitution et d'exportation**

Le conseil international du café réuni à Londres au mois de mai de 2002 a exploré l'opportunité et les conditions de mise en place de programmes de diversification dans le cadre de la lutte contre la pauvreté dans les pays producteurs de café. Cette solution a été diversement appliquée dans ces pays. Si l'on a pu parler du miracle brésilien, c'est sans doute à cause de sa capacité à développer à tout moment de crise agricole, des politiques de substitution et d'exportation (Maréchal G 2002). Ainsi, l'industrie brésilienne des agrumes a commencé à jouer un rôle dans l'économie à partir des années 1930, à la suite de la crise caféière. Alors que le grand producteur de café amorçait dans les années 1930 de grandes réformes de structure, l'administration coloniale commença à craindre que l'exemple brésilien ne s'étende aux autres colonies où elle œuvrera plutôt en faveur de la création des plantations de café. C'est alors pendant cette époque que le bassin agricole du Moungo ainsi que les plaines des Mbo s'inscrivent dans cette logique : sauver la caféiculture en évitant la diversification à la brésilienne.

## **IV.2. L'approche des répercussions mitigées des transformations des zones agricoles**

Certaines mesures innovantes ou nouvelles sont prises dans les campagnes et le débat est plutôt ouvert quant à leur réel apport comme solution aux problèmes ruraux

On observe aussi une approche mitigée des transformations rurales. Pour le groupe AMIRA (1989), les sociétés rurales sont en voie de transition vers le capitalisme. Après la phase de transition vers le capitalisme marqué par l'engagement des indigènes dans le processus de modernisation et d'intégration à l'économie de marché, Hyden G (1980) affirme qu'on assiste en ce moment à l'étape de la déconnexion. Théoriquement, le vivrier des campagnes ne relevait pas d'un mode d'organisation et d'accumulation capitaliste. La colonisation et ensuite les États indépendants « ont pu par différentes mesures (diffusion du manioc, obligation de cultiver certaines cultures vivrières, importation, etc.), réduire de temps en temps la disette et la famine sans pour autant vouloir ou pouvoir intégrer la production vivrière dans le développement économique des territoires » (Charlery B 1994).

Parlant de certaines innovations sociales, Gautier M (1997) affirme qu'elles constituent une bonne réaction face à la crise mais se demande quelle peut bien être leur efficacité dans la durée.

Les sociologues comme Babacar Sall (1993) trouvent que ce sont plutôt des « stratégies d'adaptation » face aux problèmes quotidiens. Pour Husson B (2003), les exemples d'organisation répondent à une logique : « On se regroupe, on se serre les coudes autour d'objectifs communs et de besoins précis ». Fontaine J. P (1998) trouve que les innovations sont simplement palliatives, car elles n'ont pas encore fait la preuve de leur capacité à transformer radicalement une situation.

Les néolibéraux pensent qu'il n'y a aucun intérêt à maintenir en activité des petits producteurs incapables de résister à la concurrence internationale. Si les agricultures paysannes sont capables de répondre à la demande intérieure, sont-elles aussi préparées à s'intégrer au marché mondial ? En effet, la libéralisation des échanges et des nouvelles règles nées avec l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) constitue une véritable rupture pour le monde rural africain. L'ère est à la dérégulation, à la compétition. De nombreuses sociétés publiques, principaux clients des producteurs, ont été fermées ou privatisées ou sont en voie de l'être ; la fixation et la garantie des prix devient de plus en



plus aléatoire. Il est donc urgent de trouver un compromis entre les grandes firmes, la paysannerie et l'État (Losch B 1996). Il est indispensable que les gouvernements africains et leurs partenaires extérieurs apportent leur soutien aux millions de petits agriculteurs pauvres d'Afrique.

Pour les agroéconomistes, on est passé d'une période où l'État était fort et le marché faible à une période où l'État s'est affaibli tandis que le marché s'est renforcé Devèze J. C (1996). Si le marché n'est pas une nouveauté, il ne fait aucun doute que le contexte est nouveau (Winter G 1997). Le recours aux paysans peut-il être considéré comme une négation au développement même si une nouvelle orientation de l'économie basée sur la production des vivriers s'installe ? Démunis, pauvres, impréparés, les paysans pourront-ils facilement réussir lorsqu'on sait que le développement et le maintien des cultures d'exportation avait reçu des soutiens multiformes ? Avec quelles structures d'encadrement pourrions-nous apporter un bon encadrement aux populations rurales dans l'effort de développement et de lutte contre la misère qui sévit dans les campagnes ?

### **IV.3. L'approche politique**

Il existe un débat contradictoire au niveau des politiques agricoles entre l'Occident et les Pays en développement. En effet, en Occident, l'existence d'une véritable politique agricole permet aux agriculteurs de se hisser au rang des fortunés. Tandis que dans les pays du Sud en général et au Cameroun en particulier, l'inexistence d'une véritable politique agricole permet aux paysans de s'engouffrer dans la misère. Engelhard PH (1998) et Chedanne P (2005) montrent que l'Afrique est privée de véritables politiques économiques depuis une vingtaine d'années où elle est soumise à l'ajustement structurels. Cependant, la plupart des pays impliqués ne considèrent pas l'agriculture comme un secteur prioritaire. C'est ce qui explique le désengagement des bailleurs de fonds, particulièrement en Afrique Noir où les dirigeants n'ont pas donné suite aux déclarations prometteuses de Maputo relative à la mise en œuvre du programme agricole du NEPAD. Ce dernier visait à consacrer 10% du budget national au secteur agricole. Or, jusqu'à ce jour, la moyenne de cette contribution nationale au secteur agricole ne se situe qu'entre 2 et 5% et cela, bien que les conditions du secteur agricole au PIB soient de l'ordre de 10% à 20%. Il est donc

nécessaire de développer une politique économique réaliste qui reposait sur l'économie populaire.

Les chercheurs comme Dévèze J.C (1996) et Chedanne P (2005), soutiennent l'idée selon laquelle il existe une crise des politiques agricoles en Afrique. Comparativement à l'Europe et aux pays développés où on observe une politique de soutien aux agriculteurs, dans les pays d'Afrique noire, on observe une minoration du secteur agricole. En effet, dans les pays industrialisés, la politique agricole, après avoir recherché dans les années 1960-1970 à satisfaire le marché domestique en fixant un cadre de protection tarifaire et garantie de revenus aux producteurs, attend aujourd'hui mettre sur pied une batterie de mesures comprenant des prix minimum garantis, des organisations des marchés et des mécanismes de l'offre, des dispositifs d'approvisionnement et de financement incluant de nombreuses formules de subventions Chedanne P (2005). Les réformes dans ce secteur de la production économique cherchent à aligner les prix aux producteurs sur les cours mondiaux et à éliminer les instruments de régulation.

Dans les pays en développement par contre, l'avenir économique et sociale des agriculteurs et partant de ceux des ménages agricoles et sans lendemain ; de la sorte, les pays de l'Afrique noir en particulier connaissent des politiques agricoles en crise (Chedanne P, Opt cit). Ils n'ont pour ainsi dire pas de politique de développement agricole. On leur impose des voies à suivre. C'est le cas par exemple du consensus Washington qui aboutit à une libération des marchés étendus aux produits agricoles et alimentaires une libération des marchés désormais considérée comme des biens marchands sans spécificité particulière.

Comme on le constate, l'accroissement de la dépendance de l'agriculture des pays du Sud pose le problème de son avenir économique et social et celui des ménages agricoles. Il est de bon ton de reconnaître les limites de l'argumentaire traditionnel caractérisé par le décalage entre les paroles et les actes, la révision de la gestion des projets agricoles mal insérée dans les politiques sectorielles le plus souvent inexistante ou virtuelle, la réexaminations du consensus de Washington, la relance du débat sur l'avantage relatif de l'agriculture par rapport aux autres secteurs productifs de l'économie de P.E.D (Pays En Développement).

Actuellement, il faut s'interroger sur ce type de transition à adopter, s'agissant de l'aide pour l'économie rurale agricole des pays du Sud face à l'accroissement attendu de la population, à la sécurité, aux conflits, aux tensions sociales et même souvent ethniques. De nos jours, la mondialisation des échanges pose le problème de déficit alimentaire, des modèles agricoles et de la compétitivité de l'agriculture. C'est-à-dire que dans le secteur agricole, le développement des grands projets devrait être abandonné si on veut relever le défi à l'insertion de l'agriculture dans le développement économique des pays concernés. On devrait procéder à des choix sélectifs en cherchant avant tout à agir sur les principaux goulots d'étranglement que sont : L'absence d'un engagement politique fort des décideurs, le manque des politiques sectorielle telle entreprise actuellement au Mali, au Sénégal et en Côte d'Ivoire dans le cadre des chantiers en cours d'élaboration des lois d'orientation agricole, le recentrage de la finalité des objectifs dans le secteur agricole qui devrait permettre l'incitation au changement, le maintien des programmes pilotes innovants et la poursuite des efforts de renforcement des capacités des acteurs aux plans individuels et collectifs ( travaux de Dénèze J.C sur le coton).

Au Cameroun par exemple, après la crise économique, l'un des enjeux agricoles majeur consiste à anticiper en permanence l'augmentation de la demande en farine de manioc de manière à maintenir l'équilibre entre l'offre et la demande. Avec l'huile de palme cette anticipation impliquait déjà, au milieu des années 1990, d'engager rapidement un programme de replantation des veilles palmeraies industrielles (Hirsch R 1996). Mais les mutations de ce secteur, la privation des sociétés publiques et les rachats des sociétés privées n'ont pas permis d'anticiper suffisamment l'augmentation de l'offre pour satisfaire la demande croissante en huile de palme et ses dérivées.

Ainsi, alors que le verger industriel n'augmente que faiblement ainsi que sa production annuelle, ainsi que le verger villageois est en plein essor malgré l'arrêt des crédits à la plantation et du suivi technique approcher (Hirsch R 1999), Babouké et Al. (2002). En effet, au lendemain des années 1990, l'exode rural s'estompe pour donner lieu à un « retour au village » des exclus de la ville et regain d'intérêt des élites extérieurs pour le milieu rural (Oyono et temple 2003).

D'autre part, avec un marché des biocarburants en pleine expansion, la demande en huile de palme tend à croître de plus en plus rapidement du fait de ses rendements élevés

comparativement aux autres oléagineux (Masson B 2007). Dans un contexte si favorable au développement des palmeraies villageoises, il devient crucial d'évaluer leurs performances et de reconsidérer les principes sur lesquels fonder le conseil technique aux petits planteurs.

Notre étude s'inscrit dans le prolongement de cette approche. En effet, elle part de l'interrogation qui s'appesantit sur l'absence d'une véritable politique agricole en Afrique et au Cameroun au lendemain de la crise économique, mais aussi sur la production, mitigée des vivres au Cameroun en général et à Nkongsamba en particulier. Cette approche met à nu les menaces qui ont pesé sur les caféiculteurs et relève aussi les conséquences qui découlent. Elle vise à saisir également les mécanismes mis sur pied pour faire face à ces menaces, afin de booster la production d'autres pratiques agricoles et de faire de Nkongsamba un véritable pôle économique. Enfin, elle pose aussi le problème de la diversification agricole, pour éviter de tomber dans le syndrome de la crise des produits de rentes des années 1990, et donner la possibilité aux paysans d'engranger ses revenus à travers les différentes pratiques agricoles voire d'autres activités économiques

## **V. QUESTIONS DE RECHERCHE**

Les observations et les réflexions faites à base du problème principal de notre recherche nous ont mené à nous poser une série de questions auxquelles nous aimerons apporter des réponses au cours de nos recherches. Nous avons ainsi une question principale et quatre questions spécifiques.

### **V.1. Question principale**

Comment la crise caféière a-t-elle impacté le développement socio-économique de la ville de Nkongsamba et quelles stratégies ont été mises en place pour développer la ville de Nkongsamba ?

De cette question de recherche principale se dégage quatre questions spécifiques. Ces questions sont entre autres :

## **V.2. Questions spécifiques**

1- Quels sont les facteurs favorables à l'émergence de la caféiculture à Nkongsamba et quel est le rôle joué par ce verger avant la crise caféière à Nkongsamba ?

2- Quel est l'état des lieux de la production du café à Nkongsamba et quelles sont les causes de la crise caféière dans cette vieille ville de tradition caféière ?

3- Quels sont les conséquences de la crise caféière à Nkongsamba ?

4- Quelles sont les stratégies mises sur pied pour booster le développement de la ville de Nkongsamba ?

## **VI. OBJECTIFS DE RECHERCHE**

Dans le cadre de nos travaux, nous nous sommes fixés des objectifs. Parmi ces objectifs, nous avons un objectif principal et quatre objectifs spécifiques.

### **VI.1. Objectif principal**

Il s'agit d'analyser les impacts de la crise caféière à Nkongsamba et de savoir si les stratégies entreprises par les paysans peuvent éradiquer ce fléau et contribuer au développement de la ville de Nkongsamba.

Atteindre cet objectif global passera par la réalisation d'objectifs spécifiques. Ces objectifs spécifiques sont au nombre de quatre.

### **VI.2. Objectifs spécifiques**

De façon spécifique, ce travail vise à :

1- Identifier les facteurs physiques, humains et économiques favorables à la caféiculture ainsi que le rôle joué par le café à Nkongsamba avant les années 1990.

2- Montrer l'état des lieux de la production du café à Nkongsamba ainsi que les causes de la crise caféière dans cette vieille ville de tradition caféière.

3- Relever les conséquences de la crise caféière à Nkongsamba.

4- Analyser les stratégies mises sur pied pour booster le développement de la ville de Nkongsamba.

## **VII. HYPOTHESES DE RECHERCHE**

Pour ce qui est des hypothèses, nous avons retenu une hypothèse principale et quatre hypothèses spécifiques énumérées dans les lignes qui suivent.

### **VII.1. Hypothèse principale**

De la question principale découle l'hypothèse principale selon laquelle la chute des prix du café et le désengagement de l'État du secteur agricole ont eu les impacts socio-économiques dans la ville de Nkongsamba.

### **VI.2. Hypothèses spécifiques**

Spécifiquement cette démarche repose sur 04 hypothèses

1- Les facteurs physiques, humains et économiques favorables expliquent prospérité de la culture du café avant 1990.

2- La forte production du café ainsi que le désengagement de l'État du secteur agricole sont les causes de la crise caféière à Nkongsamba, vieille ville de tradition caféière.

3- La fermeture de nombreuses unités de production, l'inflation et la paupérisation sont les principales conséquences de la crise caféière dans la ville de Nkongsamba.

4- L'usage des stratégies adoptées par les paysans et l'État permet de contribuer au développement de la ville de Nkongsamba ?

## **VIII. INTERET DE L'ETUDE**

Le présent travail est digne d'intérêt sur le plan académique, scientifique et socioéconomique.

### **VIII.1. Intérêt académique**

Comme tout travail de recherche académique, celui-ci nous permettra d'avancer dans notre cursus académique à travers l'obtention de notre diplôme de master. Il est donc ainsi largement important au point où il mérite de notre attention et nous impose à ne négliger aucun aspect lors de notre recherche. Ce travail sur le plan académique pourra donc aussi servir de référence ou de base de données fiable à d'autres chercheurs pour des recherches futures ou d'éventuelle étude qui pourront être menée dans le cadre de notre thématique. Il peut également servir de guide pour tout chercheur qui souhaiterait savoir ou voulant mener des études concernant la culture du café.

### **VIII.2. Intérêt scientifique**

Sur le plan scientifique, on constate que ces travaux viennent s'ajouter aux travaux déjà réalisés sur la crise caféière, dans la région du littoral, pour la connaissance sur cette plante, qui fut la locomotive du développement du département du Moungo jadis. En effet, la culture du café dans notre zone d'étude était un laboratoire vivant d'expérimentation, pour résoudre les problèmes des populations. En réalité, cette plante malgré son abandon par certains planteurs, reste d'actualité. Notre recherche s'inscrit dans le cadre des mutations au niveau des activités agricoles en zones urbaine et périurbaine. Ces travaux se situent dans la mouvance des études sur les dynamiques des espaces urbains dans un contexte de développement urbain. Elle tente de proposer des solutions aux problèmes que connaissent les paysans dans les espaces urbains et ruraux surtout en période de crise agricole. C'est une modeste contribution dans la recherche scientifique sur ces différents thèmes.

### **VII.3. Intérêt socioéconomique**

La pertinence de ce sujet tient au fait qu'il pose la problématique de l'efficacité durable de la culture du café et aujourd'hui la diversification agricole dans le domaine socio-économique de la localité et se présente comme un miroir à la décision pour les pouvoirs publics et les populations riveraines.

Notre devoir consiste à attirer l'attention des populations et des autorités publiques sur l'opportunité de mettre en place des outils pour améliorer la productivité et la durabilité des cultures commerciales ainsi que les cultures de contre saison à fort rendement, pour générer régulièrement des revenus aux paysans afin d'améliorer leurs conditions d'existence.

## **IX. CADRE CONCEPTUEL ET THEORIQUE**

### **IX.1. Cadre conceptuel**

Il s'agit ici de donner un sens aux différents concepts que nous allons utiliser dans ce travail de manière à faciliter sa compréhension ; c'est-à-dire de les décomposer en indicateur nous permettant de passer des considérations abstraites aux données observables. D'une manière générale, notre thématique : « **Crise caféière, impacts socio-économiques et stratégies de développement de la ville Nkongsamba** », repose sur trois principaux concepts : **Crise caféière et impacts socio- économiques, développement**. Ces concepts peuvent être complétés par celui qui sous-tend cette recherche à savoir la **diversification agricole**.

#### **IX.1.1. Crise caféière**

Le choix du concept **crise caféière** dans notre travail émane du fait que l'émergence de la pratique du maraîchage, du vivrier marchand, de la cacaoculture et de la culture du palmier à huile observée à Nkongsamba explique en grande partie par la crise qui a fortement ébranlé voire asphyxié la filière cacao-café, entre la deuxième moitié des années 1980 et la fin des années 1990. En effet, le concept crise n'a pas toujours eu la même signification dans les différentes analyses des situations sociales et économiques.

Pour les économistes classiques Torrens, Malthus et Ricardo, c'est à travers l'application de la loi des rendements décroissants définie « *comme la spécification de ce qui arriverait si l'on augmentait la quantité utilisée d'un facteur, en maintenant les autres constants* » qu'il convient de saisir la crise dans un secteur de production. Mais, reconnaissons, bien comme l'affirme Poulon F (1995) que « *toute analyse de la crise est difficile, car la crise est multiforme et prend des aspects variés selon les moments, et les*



*continents* ». Elle est aussi paradoxale et par conséquent déroutante souvent les économistes. La crise au Cameroun illustre bien ces remarques.

En effet, plusieurs tentatives de définitions de ce concept ont été également abordées dans la recherche. Barthe Y (1998) pense que « *la notion de crise suggère un moment d'extrême tension, de paroxysme, de conflit de changement lorsque les régulations du système ne fonctionnent plus de la même manière. Elle est souvent considérée comme un temps de dégradation d'une situation donnée, comme le moment où en même temps qu'une perturbation, surgissent des incertitudes, des interrogations quant au devenir d'une société par exemple* ».

Le sens étymologique de la crise (du grec *krysis*) met l'accent sur le caractère du moment décisif dans l'évolution d'un processus incertain, moment qui autorise des choix.

En ce qui concerne notre travail, nous pouvons dire que la ville de Nkongsamba connaît une double crise, c'est-à-dire : une crise agricole, plus précisément la crise caféière et une crise économique qui ont fortement secoué les structures sociales et économiques. Actuellement, les populations de ladite localité cherchent des stratégies nouvelles pour éradiquer ce fléau qui perdure et continue de plonger les paysans dans l'incertitude, le désespoir, la frustration et le doute ; ce qui semble bien se justifier par cette observation de Morin E (1984) : « *Dans et par la crise se construisent donc de nouvelles trajectoires et stratégies.* » Ceci nous permet de savoir que la crise a toujours un côté positif ; elle a comme le dit si bien Brunneteau B (1992) « *un caractère créateur* ».

En réalité, la crise peut affecter l'économie toute entière ou une branche particulière : crise économique mondiale, crise financière, crise de logement, crise énergétique, crise de transport, crise agricole, crise caféière... Au fait, c'est la crise agricole en général, la crise caféière en particulier qui nous intéresse dans le cadre de notre travail, car Nkongsamba a souffert et continue de souffrir des effets de cette crise qui a paralysé l'économie toute entière de la localité, mettant ainsi les populations dans une situation très inconfortable.

Il se trouve que dans la ville de Nkongsamba, la crise est occasionnée par la chute drastique du prix du kilogramme du café dans le marché mondial et est caractérisée par : la diminution des revenus des paysans, le désengagement de l'État du secteur agricole, la fermeture des structures agricoles, l'augmentation du prix des intrants agricoles, la

faiblesse des rendements et des productions agricoles, la difficulté d'écouler les produits agricoles, la sous-alimentation ou malnutrition et le départ des ruraux vers les villes.

Au regard des différentes réalités observées ci-dessus, nous pouvons alors définir le concept **crise caféière** à l'instar de (Ngapgué J. N, Opt cit) comme étant le temps de dégradation du secteur café caractérisé par l'augmentation subite des coûts de production, la baisse des prix de vente et les difficultés d'écoulement des produits sur le marché. Cela a entraîné l'abandon de la culture du café ou alors la réduction de l'entretien des caféières, d'où une forte baisse de la production.

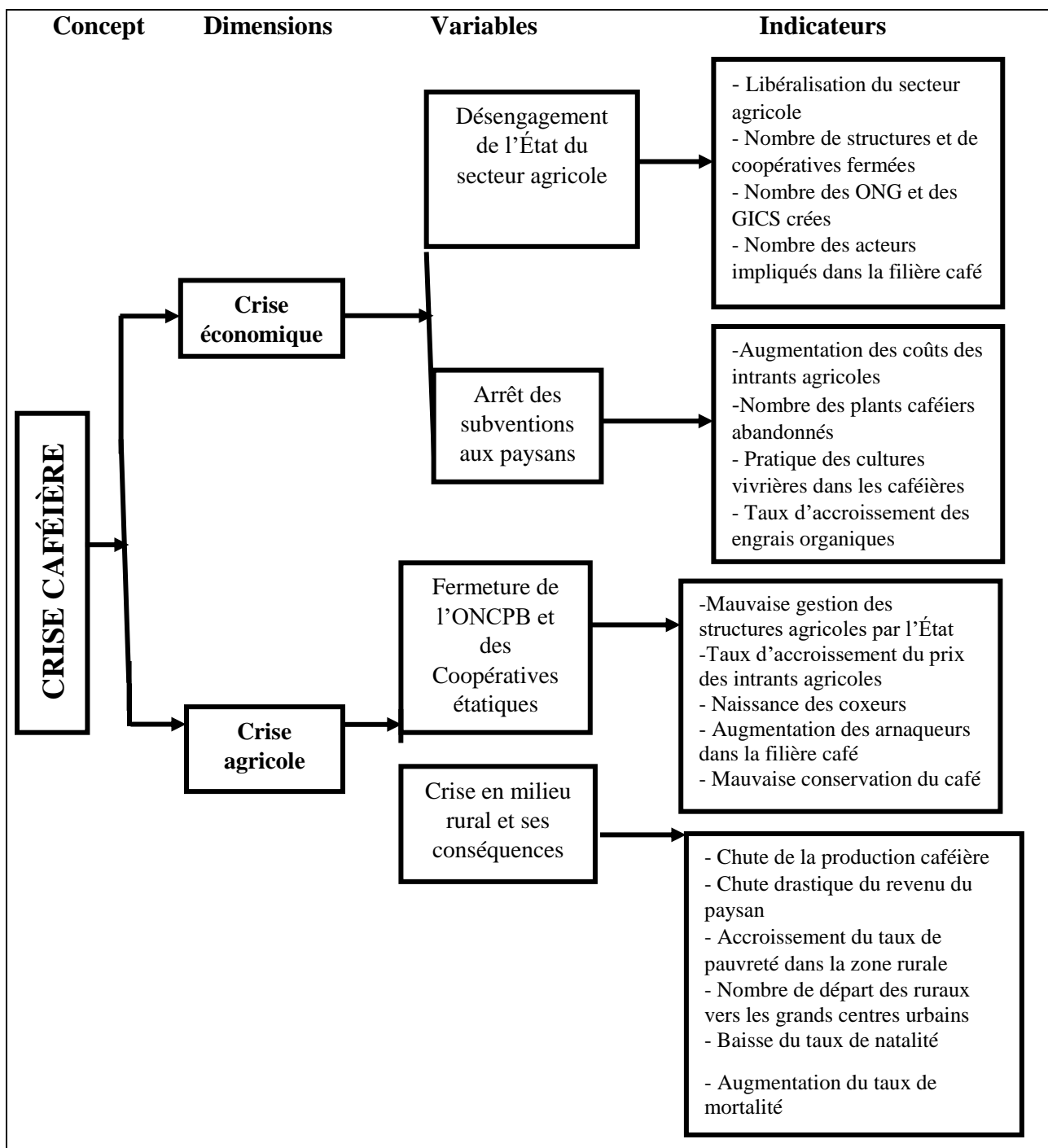


Figure 2 : Conceptualisation de la Crise caféière

Source : Auteur, 2022

### IX.1.2. Impacts socio-économiques

Selon André P et al. 1999, le mot “impact” vient du latin “impactus” du participe passé de “impiguer”, signifiant heurter. Il a été utilisé par extension dans la langue anglaise

pour désigner les retentissements (indirects ou non) d'un évènement, d'un processus, d'une activité, d'une infrastructure sur l'environnement, la santé, l'économie etc. il est entré par la suite (au XXe siècle seulement semble-t-il) dans la langue française par traduction littérale (Fonction 2005). On le retrouve aujourd'hui couramment utilisé par exemple dans l'expression "étude d'impact" dans les domaines de l'environnement, du social, de l'économie, de l'éducation ou de la santé, pour étudier les effets d'une politique. En français, l'impact correspond souvent aux effets négatifs d'une action, d'un évènement, d'une construction ou d'un changement de contexte. D'un point vu strictement écologique, Blandin P (1986), ajoute qu'un impact décrit comme une déviation de dynamique naturelle d'évolution aboutissant à des modifications de l'état théorique d'écosystème. Pour Baker 2000, il est donc le croisement entre l'effet et la sensibilité du territoire ou de la composante de l'environnement touché par le projet.

Impact est défini comme "toute modification quantitative ou qualitative et fonctionnelle, positive ou négative, subie par tout ou partielle d'un système(cible) à la suite d'un choc ou stress externe (d'origine anthropique, artificielle ou naturelle) et dont la magnitude dépend de la valeur et de la vulnérabilité du système cible" (GIEC,2001). Cette définition se différencie de celle figurant dans le dictionnaire des Nations Unies

**L'impact social** est l'ensemble des conséquences d'ordre sociétales, sociétales et environnementales des actions d'une entreprise sur ses parties prenantes et sur la société dans son ensemble.

Sur le développement durable. On entend par impact « toute modification de l'environnement négative ou bénéfique, résultant totalement ou partiellement des activités au service d'un organisme »

Selon Geoffrey, T., 1990, l'impact socio-économique est un ensemble des changements résultants directement d'un sujet sur la population et son économie. Le Centre National de Recherche Anthropologie Social et Culturelle (C.R.A.S.C) le définit dans son rapport final de 2009 comme étant les effets directs et indirects sur l'activité professionnelle des victimes et de leur entourage, sur leur niveau de vie, leur bien-être en général. Dans le cadre de notre recherche, il est relatif aux problèmes sociaux dans leur relation avec les problèmes économiques.

Au regard de ces informations, nous pouvons définir le concept **impact socio-économique** comme étant les modifications qualitatives, quantitatives et fonctionnelles (négatives ou positives) sur les conditions d'existence des populations engendrées par la crise caféière et le désengagement de l'Etat du secteur agricole à Nkongsamba.

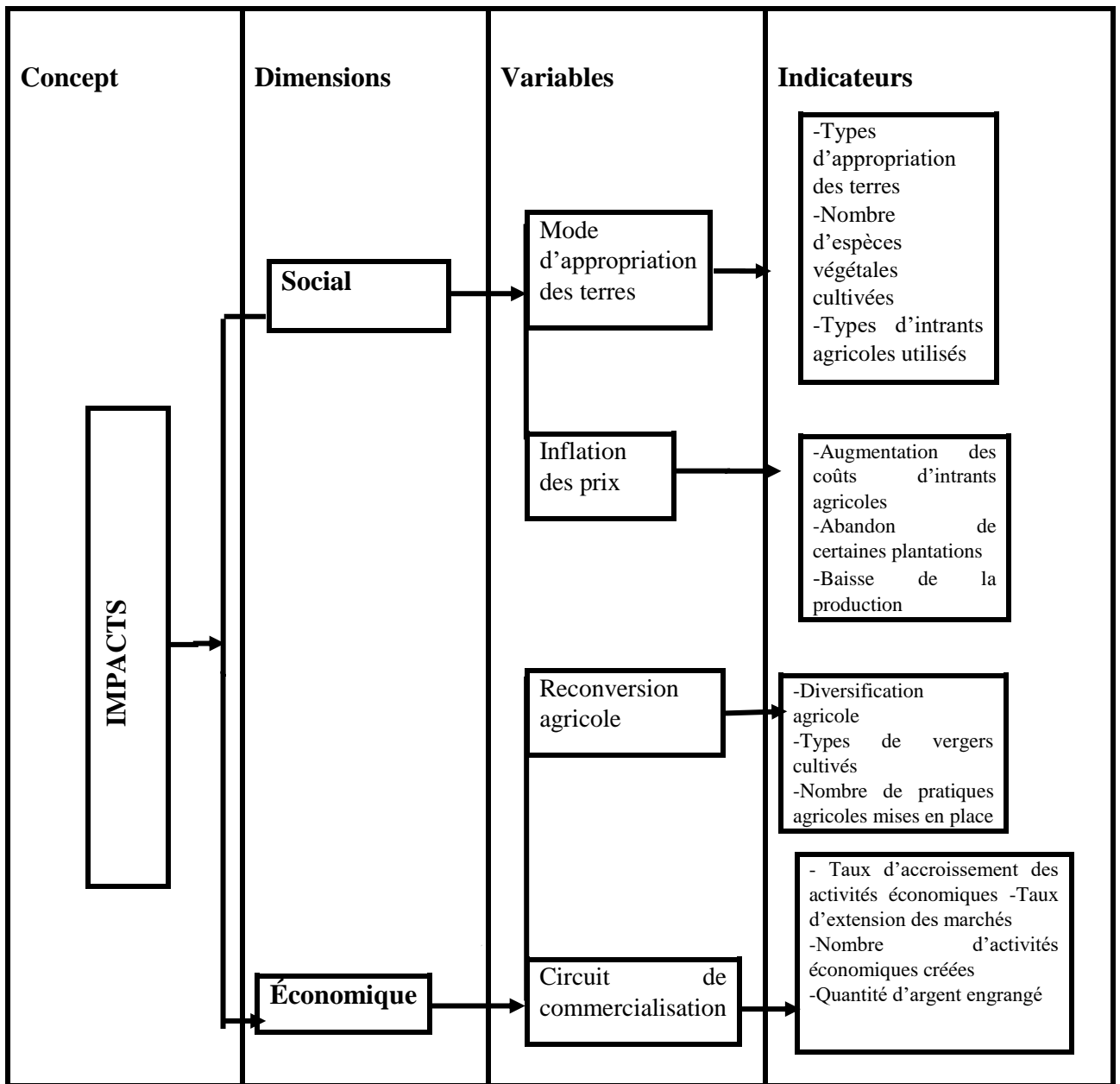


Figure 3: Conceptualisation d'Impacts Socio-économiques sources : auteur 2022

### IX.1.3. Développement

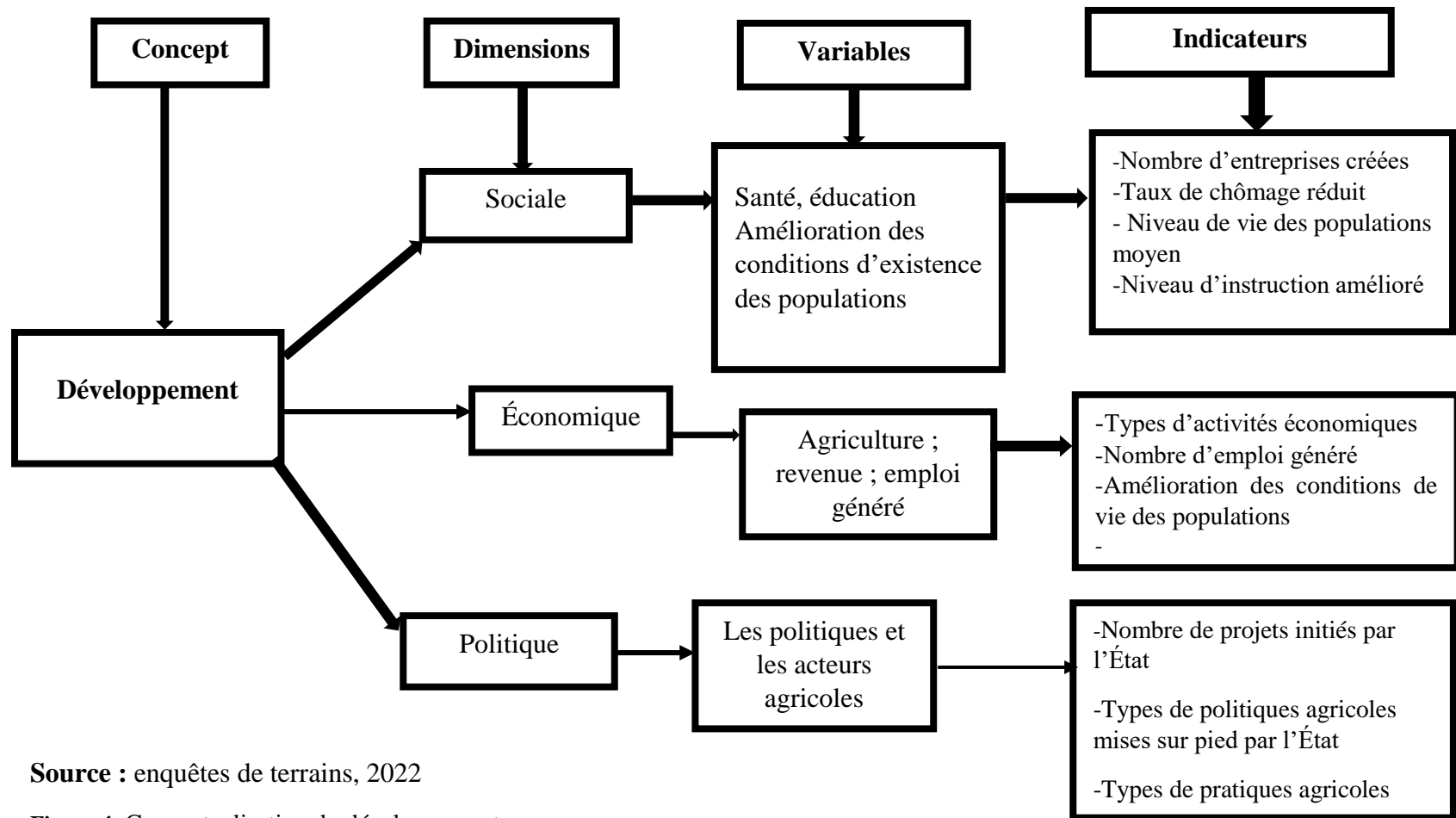
La notion du développement est un exercice à la fois complexe et délicat, car son analyse est très fluide, du fait du contenu que nombreuses disciplines scientifiques lui confèrent.

Étymologiquement, le dictionnaire LAROUSSE (2000) le définit comme étant « l'action de dérouler, de passer en revue, de donner sa pleine ampleur à quelque chose qui

était jusque-là potentiel, possible ». La notion de développement a pendant longtemps été enfermée dans l'unique dimension économique, en la confondant à une simple croissance économique, donc une accumulation effrénée des biens matériels. Jusqu'à la fin des années 1950, cette approche européocentrique et matérialiste du développement a été soutenue par les acteurs tels que Lewin (1955) et Rostow avec respectivement « The theory of economic growth » et « The stages of economy ». Elle distingue les économies des pays sous-développés de celles des pays développés par leur capacité à produire des revenus suffisants Tchekoté (2004).

Au cours des années 1970 et 1980, l'apport des autres disciplines telles que la Géographie, la Sociologie, l'Ethnologie, le Droit et l'Histoire a largement contribué à l'élargissement de cette notion en stipulant que le concept de développement doit être total, complet et interdisciplinaire, prenant aussi en considération le social et le culturel. Ce point de vue est partagé par Georges (1990) lorsqu'il suggère que « *le développement implique forcément des transformations et des modifications des structures sociales et économiques* »

Selon Brunet et al (1992) cités par Victoire en 2014, la notion de développement s'est imposée à l'analyse du géographe, pour désigner une amélioration des situations locales, régionales qui assurent une certaine harmonie entre une croissance qualitative dans les domaines sociaux et culturels. Cette approche est également celle des Nations Unies (1991), qui en considérant l'homme comme finalité de tout projet de développement, y a dégagé aspect humain au moyen de l'indice de développement humain (IDH). En effet, en plus de revenu par tête, l'accès à l'éducation, aux soins de santé et le droit à un environnement sain sont privilégiés. Cette approche, beaucoup plus complète, stipule que le développement, qu'il soit à l'échelle rurale, urbaine, sous régionale ou régionale, doit être durable. Cette durabilité doit tenir compte des dimensions suivantes : économique, sociale, culturelle, environnementale et ethnique.



Source : enquêtes de terrains, 2022

Figure 4: Conceptualisation du développement



### IX.1.4 – Stratégie de développement

La stratégie, vue comme un ensemble de décisions engageants le devenir de l'organisation, doit être considéré également dans sa dimension historique. La démarche stratégique met en évidence les forces et faiblesses de l'organisation ainsi que les opportunités et menaces de son environnement. A partir de ces éléments, l'organisation définit un plan d'actions coordonnées afin d'atteindre les objectifs fixés. Si la stratégie a longtemps planifié dans un contexte plutôt stable et prévisible, elle est aujourd'hui de plus en plus sujette à des ajustements liés à un environnement fluctuant et incertain.

Selon le **cairn. Info** une **stratégie de développement** c'est une action économique concertée, orientée vers la croissance économique et ayant la nation comme acteur collectif et l'État comme instrument fondamental de l'action collective. C'est donc dire que la stratégie de développement est élaborée dans le but d'améliorer les conditions d'existences des populations.

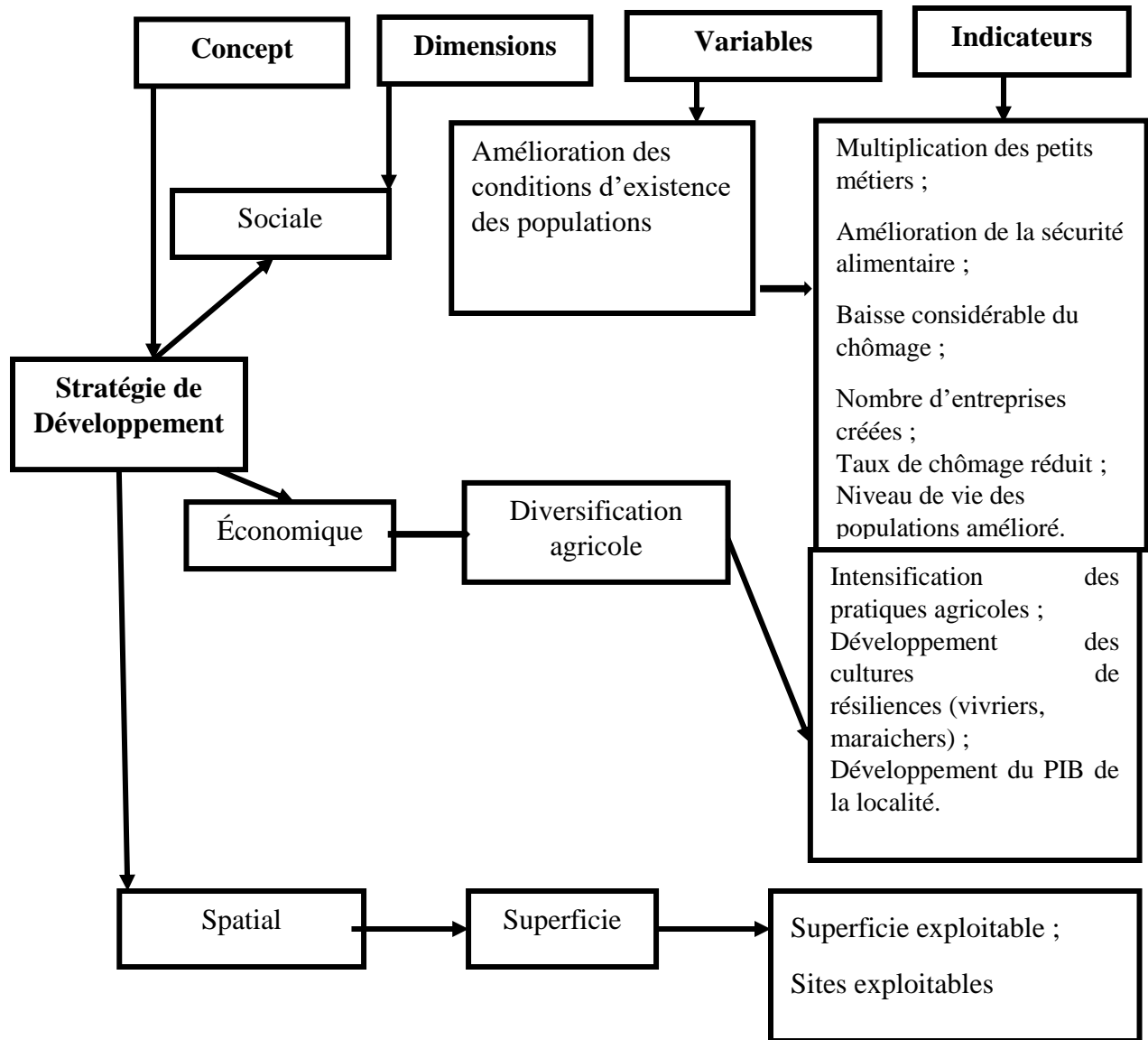
D'après Alfred **Chandler**, « **la stratégie** est l'acte de déterminer les finalités et les objectifs fondamentaux à long terme, de mettre en place les actions et d'allouer les ressources nécessaires pour atteindre lesdites finalités »

La stratégie consiste donc, pour le dirigeant d'une organisation, à se fixer des objectifs à long terme et à se donner les moyens de les atteindre compte tenu de ses ressources matérielles, humaines et financières.

Le **TLFi**, lui définit stratégie comme un « ensemble d'actions coordonnées, d'opérations habiles, de manœuvres en vue d'atteindre le ou les objectifs fixés par la politique en utilisant au mieux les moyens à dispositions ».

De manière générale, la stratégie de développement consiste donc à fixer des objectifs à long terme et à se donner les moyens de les atteindre compte tenu de ses ressources. La stratégie doit permettre d'accroître la cohérence entre la finalité de l'organisation et son environnement, par définition évolutif. Elle s'appuie sur un ensemble d'objectifs et de décisions qui engent le devenir de l'organisation. La démarche stratégique décrit la combinaison des différentes phases qui vont aboutir à la définition de la stratégie. Pour l'entreprise, le processus stratégique est centré sur son ou ses métiers et sur les domaines d'activité stratégiques (DAS). Il s'appuie sur un avantage concurrentiel fondé sur des compétences distinctives. Pour les autres organisations, le processus stratégique est

construit à partir des missions qui leur sont assignées par l'autorité publique ou qu'elles se sont fixées en relation avec leur finalité.



Source : Enquête de terrain, 2022

Figure 5: Conceptualisation de la stratégie de développement

## **IX.2. CADRE THÉORIQUE**

Plusieurs théories vont être identifiées pour conduire notre travail . Il s'agit de :

### **IX2.1-La théorie de la croissance économique de ROSTOW. W.W (1962)**

Rostow propose un schéma théorique de développement agricole qui selon lui, suit une logique d'étape : la valorisation du potentiel agricole, la réforme agraire et la révolution verte. Pour lui, la valorisation du potentiel agricole reste le premier point du décollage agricole. Il s'agit de transformer l'agriculture traditionnelle en mettant en place des actions spécifiques aux agriculteurs. Le développement agricole extensif avec des travaux d'irrigation (barrages, réservoirs, canaux), grands travaux de protection contre les menaces naturelles, inondations...). Elles permettent ainsi de distribuer les terres aux agriculteurs. Puis il faut introduire le système de métayage et de fermage pour inciter ces derniers à l'effort. Enfin les gouvernements doivent faciliter l'accès des terres ainsi que les investissements nécessaires. Enfin, La révolution verte est cependant, un stade avancé de la révolution par la valorisation du potentiel en assurant la formation et l'encadrement des agriculteurs afin qu'ils soient plus productifs.

Adam Smith (1776) et David Ricardo (1819) présentent tous deux la croissance économique comme résultant de l'accumulation du capital, c'est-à-dire de la quantité des instruments (« moyens de production produits », selon Smith) à la disposition des travailleurs. L'augmentation de la production provient de celle du capital par tête. Cependant, les classiques partagent une vision plutôt pessimiste du long terme : la croissance est destinée à disparaître progressivement, à s'annuler dans un « état stationnaire ». La raison à cela réside dans l'évolution de la répartition du revenu national induite par l'accumulation des facteurs.

Les facteurs sont au nombre de trois : le travail, le capital et la terre. Le travail est rémunéré par le salaire, qui ne peut être inférieur au niveau de subsistance et qui, lorsqu'il est supérieur, entraîne une expansion démographique.

### **IX2.2-La théorie de localisation des activités agricoles de VON Thünen (1826)**

Dans son ouvrage intitulé « *der isolierte staat in beziehung auf landwirtschaft und nationalokonomie* » Von Thünen tente d'expliquer la localisation des activités agricoles. Il

élabore un modèle où le seul facteur de structuration de l'espace est constitué par la distance des terres au marché (AYDALOT ,1985). Pour ce faire, il pose les hypothèses suivantes :

- ✓ Il existe une plaine homogène, sans accident géographique, où la fertilité de la terre est constante ;
- ✓ Un centre unique sert de marché à tous les produits ;
- ✓ La plaine est dotée de moyens de communication équivalents dans toutes les directions ;
- ✓ Les coûts de transport sont croissant de manière linéaire avec la distance, le poids et la nature du produit chargé ;
- ✓ Les facteurs de production sont disponibles en tout lieu de l'espace ;
- ✓ Pour chaque produit agricole cultivé, le rendement de la terre et le coût unitaire sont constants ;
- ✓ Le prix des produits agricoles est exogène et déterminé par le marché ;
- ✓ Les agriculteurs sont rationnels et les propriétaires louent leurs terres aux agriculteurs les plus offrants.

Cette théorie est applicable dans le cadre de notre étude dans la mesure où elle nous permettra de comprendre que les coûts de production des produits agricoles sur le marché ne varient pas en fonction de la fertilité de la terre.

### **IX2.3-La théorie du changement social (COMPTE A (1848), TOCQUEVILLE A (1856), MARX K (1867) et DURKHEIM E (1895)**

Le changement social est défini de plusieurs façons. Certaines tendances de changement touchent les pratiques et les mentalités de façon durable et générale. Deux tendances se dessinent. D'une part les **évolutionnistes** considèrent le changement social en termes de devenir, ils recherchent des phases, en identifiant le facteur déterminant. D'autre part, l'approche **fonctionnaliste** privilégie les causes exogènes ou endogènes, l'effet de novation et de diffusion. Étant donné que le changement s'appuie sur quelque chose de neuf, les fonctionnalistes recherchent de grands principes de loi. Toutes les sociétés s'inscrivent dans une démarche commune qui évolue par phases basées sur l'opposition tradition/modernité.

En effet, pour éviter des longues spéculations provenant des pères fondateurs de la théorie du changement social, nous avons préféré nous référer à Leagans J.P et Loomis C. P (1971), qui résume les idées essentielles des économistes, des sociologues et des psychologues sur le changement du comportement des sociétés. Selon eux,

- les économistes suggèrent comme base de changement les besoins économiques. La vie matérielle, disent-ils, détermine le caractère général de la société et de la politique.

Ce point de vue a été démontré par Ricardo, économiste anglais depuis plus de deux siècles. Pour lui, le changement est « le progrès ». Le changement est aussi appelé d'après lui : « accroissement de la richesse nationale », « état progressif », « progrès naturel de la richesse et de la population ». Ricardo D (1817) a le sentiment d'une croissance économique par contraste avec l'état rétrograde de la société. En réalité, il pense que l'effet du progrès économique est une hausse des richesses et une baisse de la valeur, car la valeur dépend de la facilité de production, c'est-à-dire de la quantité de travail. Or quand il y a progrès économique, on augmente la facilité de production. En fait, on réduit au machinisme la quantité de travail nécessaire et ainsi donc, la valeur diminue. Cependant, il admet que l'augmentation de la richesse peut coïncider avec l'augmentation de la valeur dans le cas où une part plus considérable du revenu est consacrée à l'entretien des travailleurs.

- Les sociologues pensent que le changement résulte de la détérioration des buts, des structures et des processus dans le système social (norme, valeur, culture, coutume...). Pour qu'on puisse parler de changement social, il faut que la transformation sociale soit : repérable dans le temps, qu'elle concerne l'ensemble du système social, surtout qu'elle ait des conséquences durables. En effet, le changement social est bien un changement de société, plus qu'un changement dans la société.

Mais, le mobile du changement social est d'après Durkheim E (1895), l'augmentation de la densité démographique qui a provoqué le passage de la solidarité mécanique des sociétés traditionnelles à la solidarité organique des sociétés industrielles. Celle-ci, s'effectue en intensifiant les relations sociales. Aussi, pense-t-il que l'augmentation de l'espèce pousse à la différenciation, à la spécialisation des organes pour survivre.

-Les psychologues quant à eux pensent que le changement de conduite résulte généralement d'une inégalité entre l'homme et son environnement. Cette inégalité engendre une tension et le désir de réduire cette tension entraîne le changement. Le changement est alors inévitable surtout à partir du moment où l'homme est confronté aux difficultés d'ordre vital.

(Lippitt R 1958) affirme que *tout changement est soumis à trois catégories de forces* :

Les forces de changements, les forces de résistance, et les forces d'interférence.

La première, qui montre le besoin de relever le niveau de vie, est l'ensemble des forces qui motivent l'homme à changer par la création d'une insatisfaction avec l'équilibre et un jugement favorable de la situation future.

La deuxième catégorie de force, tel le statut social, motive l'homme à ne pas changer à cause de l'incertitude, de l'inconnu et de l'inhabilité à changer.

La troisième force entrave le changement sans être directement reliée à lui. Ici, la satisfaction latente est un exemple de ladite force.

Nkongsamba intègre la première catégorie des forces, car après la chute du prix du kilogramme de café sur le marché mondial, les paysans ont voulu relever leur niveau de vie. Ainsi, on note que certains facteurs ont pu décourager ou inciter les planteurs de Nkongsamba à l'abandon ou au maintien de la culture du café robusta. (Leagans J.P et Loomis C. P 1971), identifie les facteurs incitateurs et inhibiteurs que l'on a retrouvé à Nkongsamba après la crise caféière.

Parmi ces facteurs incitateurs évoqués par (Leagans J. P et Loomis C. P, Opt cit), nous avons :

- l'effet d'innovation. On note que dans notre zone d'étude, face à la crise caféière, la nouvelle génération de paysans a fortement contribué à la disparition de la jachère en raison de l'utilisation des intrants agricoles et de l'exploitation des espaces en friche (forêts, savane et marécages), dans le but d'intensifier la production.

-parlant du désir d'amélioration sociale, on constate que l'accroissement démographique dans la ville de Nkongsamba suivie de la crise caféière a provoqué le changement des techniques culturales. Autrefois, on utilisait des matériaux rudimentaires

(houes, machettes, plantoirs, sécateurs...) De même des techniques agricoles telles que : la jachère, l'assolement, les feux de brousse, étaient l'apanage des paysans de Nkongsamba. Ces techniques nécessitaient une dépense énorme en énergie. Ainsi, on va passer de la monoculture (caféiculture) à la polyculture (diversification agricole), dans le souci d'améliorer la qualité de son alimentation mais surtout pour résister à la crise.

-En ce qui concerne la technologie moderne et le désir du gain économique, on remarque que de nombreux auteurs font des progrès techniques modernes, un facteur essentiel du changement social. Ainsi, par exemple, le passage de la jachère à l'utilisation des engrais chimiques a permis d'accroître la production agricole dans le système agricole actuel. Ceci se fait remarquer sensiblement à Nkongsamba au lendemain des années 2000 avec la diversification agricole. Dans l'objectif d'améliorer leur revenu, les planteurs en général, certains vivriers et maraîchers en particulier, utilisent des outils agricoles modernes à l'instar des motos pompes, motos, pulvérisateurs, pesticides divers... Ces derniers se réunissent aussi en groupes pour chercher à améliorer leurs connaissances dans le domaine agricole afin de mieux produire.

Enfin les facteurs inhibiteurs se rapportent au niveau d'éducation, au manque de ressources physiques, au niveau de technologie bas, au statut économique moins élevé et aux valeurs traditionnelles. À Nkongsamba, on constate que la diversification agricole se fait en dents de scie en raison du bas niveau d'instruction des grands détenteurs terriens. En effet, ces derniers pour la plupart, n'ont pas contribué efficacement à la reconversion agricole, car même avec la chute du prix du café, ils étaient persuadés qu'aucune plante ne procurerait autant d'argent comme les « grains d'or » l'avaient toujours fait. Tout ceci montre que les rapports de pouvoirs ne sont pas étrangers au changement social, car certaines personnes en ont plus d'intérêts que d'autres. Cette théorie est susceptible de nous aider dans l'élaboration de notre thèse, car le passage de la culture du café à la diversification agricole est un fait visible et dont scientifique.

## **X. METHODOLOGIE**

Il s'agit de présenter les différentes méthodes, techniques, outils et la démarche mise en œuvre pour atteindre nos objectifs et vérifier nos hypothèses à la fois. Ainsi, pour

atteindre nos objectifs, nous nous sommes attardés sur le raisonnement scientifique dit hypothético-déductif. En effet, cette démarche suppose « la déduction qui part des propositions initiales, provisoires et modifiables après vérification et qui permet de poser les problèmes au cœur même du sujet ou des systèmes, de s'appuyer sur une logique de raisonnement clairement indiquée et comprise » Bailly A et al. (1991). Pour vérifier nos hypothèses, nous nous sommes rapprochés des acteurs agricoles, de nos camarades et enseignants d'autres disciplines scientifiques qui interviennent dans le développement rural : sciences sociales (Sociologie, Histoire, Anthropologie...), sciences économiques et sciences agronomiques que nous avons trouvées nécessaires pour une meilleure compréhension de notre étude. Toutefois, nous avons conservé notre démarche méthodologique de géographe.

Pour arriver à nos fins, nous avons effectué une collecte des données aussi bien qualitatives que quantitatives à partir de la recherche documentaire et des enquêtes sur le terrain.

## **X.1. COLLECTE DE DONNÉES**

### **X.1.1. Données de source secondaires**

#### **❖ Recherche documentaire**

Elle a consisté en la lecture des thèses, des mémoires, des articles, des revues et autres publications en rapport avec notre sujet d'étude, en bibliothèque ou sur Internet. La collecte des documents nous a permis de valoriser la littérature existante, dans le domaine de la crise agricole en général et de la crise coton en particulier, ainsi que les solutions prises ou envisagées pour éradiquer ce fléau.

Par ailleurs, ces lectures nous ont permis de cerner le problème dans sa globalité et de mieux le recentrer, le positionner par rapport aux problématiques abordées par d'autres sur la question. Ces lectures ont été menées jusqu'ici dans les bibliothèques de l'Université de Yaoundé 1 (27 juin 2022 au 06 juillet 2022) où l'abondance des livres sur l'agriculture occidentale, sud-américaine et asiatique nous a véritablement édifiés. Au laboratoire du département de Géographie de l'Université de Yaoundé 1 plus précisément celle de la



FALSH et celle de l'École Normale Supérieure de Yaoundé 1 (du 13 au 22 juillet 2022), beaucoup de documents sur l'agriculture nous ont permis de mieux recentrer notre thématique. A l'IRAD (du 03 au 15 août 2022) nous nous sommes rapprochés des nouvelles techniques liées à la pratique du maraîchage et le vivrier-marchand. A la Délégation Départementale d'Agriculture et du Développement Rural du Mounjo (14 au 21 septembre 2022), nous avons consulté les documents afin d'avoir une idée claire sur les politiques étatiques et les stratégies de relance de différents secteurs agricoles en général et de la pratique du vivrier-marchand et du maraîchage en particulier.

Ensuite, nous avons complété nos recherches sur l'Internet (tous les jours). De nos jours, Internet constitue une banque de données incontournables pour tout chercheur. À cet effet, nous avons accordé une importance non négligeable aux recherches sur Internet. Nos recherches sur Internet se sont déroulées généralement entre 5 heures et 10 heures. Nous avons choisi cette tranche horaire parce que les débits internet étaient hauts et plus rapides, rendant la recherche plus facile et confortable. Nous avons accordé une préférence au moteur de recherche Google. Ce dernier nous a paru mieux ordonné, assez fourni et donc plus facile à utiliser.

Chaque fois que nous avons trouvé une information intéressante sur Internet, nous avons pris le soin de la télécharger directement. Nous nous sommes munis d'une clé USB de capacité 8 Go pour l'enregistrement des informations téléchargées. Les fichiers les plus importants pour notre étude ont été imprimés (mis sur support papier). Ainsi, toutes les informations téléchargées ont pu être utilisées en temps réel. Enfin, nous avons exploité les fonds documentaires personnels de nos maîtres de la recherche. Ces documents se rapportant à la pratique du vivrier marchand et à l'agriculture de grandes plantations ont été d'une importance capitale dans la compréhension de notre problématique à l'échelle mondiale et locale.

### **X.1.2. Données de source primaires**

Les données de source primaires sont celles que nous avons collectées sur le terrain dans la commune. Cette collecte de données a consisté à la descente de terrain et nous avons utilisé Quelques techniques essentielles (entretiens, enquêtes, observation etc.) Une fois collectées, ses données ont été traitées avant d'être analysées et interprétées.

## ❖ Observations directes

L'œil est le premier outil du géographe. En effet, toute étude en géographie débute par une observation des faits sur le terrain. Cette étape de notre recherche nous a permis de voir effectivement comment les populations vivent au jour le jour. Pour cela nous avons parcouru des plantations et quelques usines de décorticage du café qui reste encore dans la ville. Ces observations ont été appuyées par les prises de vues chaque fois que cela s'est avéré nécessaire.

### • Entretiens/interviews

Nos entretiens se sont exclusivement passés avec le DADER, les Planteurs possédant des hectares de café, les propriétaires d'usine à café, les chefs de quartiers, le secrétaire général de la commune de Nkongsamba 2<sup>ème</sup>. Grâce à ces entretiens, nous avons pu obtenir des données qui nous ont permis de comprendre la situation dans laquelle vivent les caféiculteurs depuis la crise.

## ❖ Les observations indirectes

### • Enquête par questionnaire

Pour mieux conduire notre étude, nous avons fait notre sortie de terrain avec un questionnaire (confère annexe) qui nous a permis de recueillir des données auprès de l'échantillon.

Le questionnaire que nous avons élaboré et administré était constitué de deux grandes parties :

La première partie de notre questionnaire est constituée d'une brève introduction qui compte la présentation du sujet dudit enquêteur et l'objectif principal du questionnaire et de la recherche.

La seconde partie de ce questionnaire est composée de questions avec proposition de réponses.

L'objectif visé par ce questionnaire était de recueillir des informations de première main auprès des populations très diverses afin de permettre la confrontation fructueuse d'avis et de données.

- **La population d'étude**

La population d'étude désigne l'ensemble des individus se trouvant en lieu déterminé, à un moment précis et sur lequel le chercheur veut mener une étude statique. Dans le cadre de notre étude nous distinguons la population cible et la population accessible.

- **La population cible**

La population cible est l'ensemble des individus qui intéresse le chercheur et sur lequel il voudrait généraliser les résultats au terme de la recherche. Dans le cadre de notre étude, cette population est constituée de l'ensemble des ménages de la ville de Nkongsamba dont l'effectif est d'environ 25974 âmes repartis dans les trois arrondissements

- **Population accessible**

La population accessible est une partie de la population cible disponible au chercheur et facilement repérable ; dans le cadre de notre étude, nous avons choisi les secteurs où il y a une concentration des caféiculteurs pour mener nos enquêtes.

- **Échantillonnage**

Notre enquête dans le cadre de notre étude s'est déroulée au sein de la ville de Nkongsamba. Avec une population estimée à 105383 habitants (selon le dernier recensement RGPH, 2005) et 25974 ménages. Nous avons dû trouver une méthode adéquate et scientifiquement acceptable pour avoir la taille de l'échantillon, qui est celle de l'échantillonnage représentatif selon Nwana (1982) qui stipule que pour déterminer le taux de sondage, il faut prendre en considération les marges suivantes :

- Si la population est constituée de centaines de milliers de personnes, 5% au moins de cette population est représentative.
- Si la population cible est de quelques milliers, 10% sont représentatives.
- Si la population est plusieurs centaines, 20% de cette population est représentative.

Selon NWANA, étant donné que nous allons enquêter sur les ménages, nous allons prendre la première valeur de 5% et étant donné que nous avons 25974 ménages. Ce qui nous donne :  $25974 \times 5 / 100 = 129$  ménages au total à enquêter.

Ainsi, nous avons

N= ménages dans la ville de Nkongsamba et n= 5% Détermination de la taille de l'échantillonnage globale :

25974  $\longrightarrow$  100%

X  $\longrightarrow$  5%      AN : X=  $25974 \times 5\% / 100\% = 129$       X= 129%

Détermination de la taille de l'échantillonnage par arrondissement

1er arrondissement pour N=13461 et n= 5%      AN : X=  $13461 \times 5\% / 100\% = 67$       X= 67

2ème arrondissement pour N= 8764 et n= 5%      AN : X=  $8764 \times 5\% / 100\% = 43$   
X=43

3ème arrondissement pour N= 3749 et n= 5%      AN : X=  $3749 \times 5\% / 100\% = 18$       X= 18

Tout ceci est résumé statistiquement dans le tableau suivant

**Tableau 1 :** Taille de l'échantillonnage

Commune	Arrondissements	Nombre de ménages ciblés	Nombre de ménages enquêtés	Nombres D'enquêteurs
Nkongsamba	Nkongsamba 1 <sup>er</sup>	13461	67	2
	Nkongsamba 2 <sup>ème</sup>	8764	43	
	Nkongsamba 3 <sup>ème</sup>	3749	18	
Total		25975	129	2

**Source :** Enquêtes de terrain, 2022

### 1- Entretiens

Les entretiens se sont déroulés dans la plupart des quartiers dans lesquels l'on pratique la caféiculture, aussi au-delà de ces quartiers. Les personnes cibles sont : les

autorités administratives, les autorités municipales, les chefs traditionnels, les chefs de poste agricole et les agents de vulgarisation des zones du projet PNVRA (Programme National de Vulgarisation de Recherches Agricoles), les ménages, les personnes ressources et les commerçants. Ces entretiens ont été menés au moyen des guides d'interview, c'est-à-dire des supports sur lesquels sont mentionnées quelques questions centrales ou globales, adressées aux interlocuteurs suivant un procédé à moitié orienté. Pour cela, nous avons posé les questions l'une après l'autre et laissé l'interviewer s'exprimer à sa guise afin qu'il fasse état de ses connaissances ou de ses opinions sur le problème posé. Nous ne sommes intervenus que pour préciser la question ou pour recentrer le débat. Cette technique nous a permis d'obtenir les premiers résultats.

## 2- Les entretiens semi-directifs

L'entretien semi-directif nous a obligé de nous rapprocher des acteurs sur le terrain en effectuant **un entretien orienté par un guide d'entretien pas aussi fermé que le questionnaire**, mais laissant une certaine latitude à l'enquêté d'étendre son propos pour nous permettre de comprendre les contours des activités menées. Cette technique nous a permis de recueillir certaines informations précieuses qui n'ont pas été prévues dans le questionnaire. Cette méthode a été beaucoup plus utilisée pour les acteurs intervenant dans la production et la commercialisation de la tomate.

Les enquêtes réalisées auprès des acteurs de la production du café et d'autres cultures se présentent comme le montre le tableau 2.

**Tableau 2** : Répartition de l'échantillon des entretiens par quartier

N°	Nom de l'arrondissement	Nombre d'entretiens	Types d'activités économiques
1	Nkongsamba 1 <sup>er</sup>	09	03
2	Nkongsamba 2 <sup>ème</sup>	09	03
3	Nkongsamba 3 <sup>ème</sup>	09	03
	<b>TOTAL</b>	<b>27</b>	<b>09</b>

**Source** : Enquêtes de terrain, Décembre 2022

Nous avons eu 27 entretiens avec des acteurs de différents types d'activités économiques. Au fait, nous avons recensé 3 activités économiques du secteur de la

caféiculture. (Producteur, vendeur d'intrants agricoles et usiniers. Dans le cadre de ces activités, nous avons interrogé au moins trois acteurs par activité et chacun dans au moins dans un arrondissement différent de l'autre : ce qui donne 27 acteurs. En plus, nous avons interrogé neuf commerçants dont au moins, deux par activité économique.

### **X.1.3. Traitement et analyse des données statistiques**

Les données statistique (données démographiques, économiques, sociales et autres données) collectées dans le cadre de notre étude ont été traitées et analysées à l'aide de plusieurs logiciels.

- Ainsi pour la saisie du texte nous avons utilisé le logiciel Microsoft Word 2016
- Pour produire des tableaux, histogrammes et des diagrammes ... nous avons utilisé le logiciel Excel sur les données collectées à travers le questionnaire administré.

Après avoir dépouillé manuellement ces données, elles ont été introduites dans l'ordinateur à travers une plateforme appelée masque de saisie. Par la suite, nous avons procédé par l'analyse descriptive en opérant des combinaisons d'éléments et croisements de fréquences des données. Les résultats obtenus ont été représenté sous forme de tableaux et d'autres en diagramme.

- Pour la réalisation des cartes nous avons fait usage au logiciel Arc GIS, et Adobe Illustrator regroupés dans le tableau ci- dessous :

**Tableau 3 : Logiciels d'analyses et de traitements des données**

<b>Logiciels</b>	<b>Utilisations</b>
MS Word 2016	Saisies, traitements de textes et tableaux
MS Excel 2026	Statistiques et graphiques
Logiciels SPSS	Analyse de données
Adobe Illustrator	Cartes
Arc GIS	Cartes

## **X.2 LES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES**

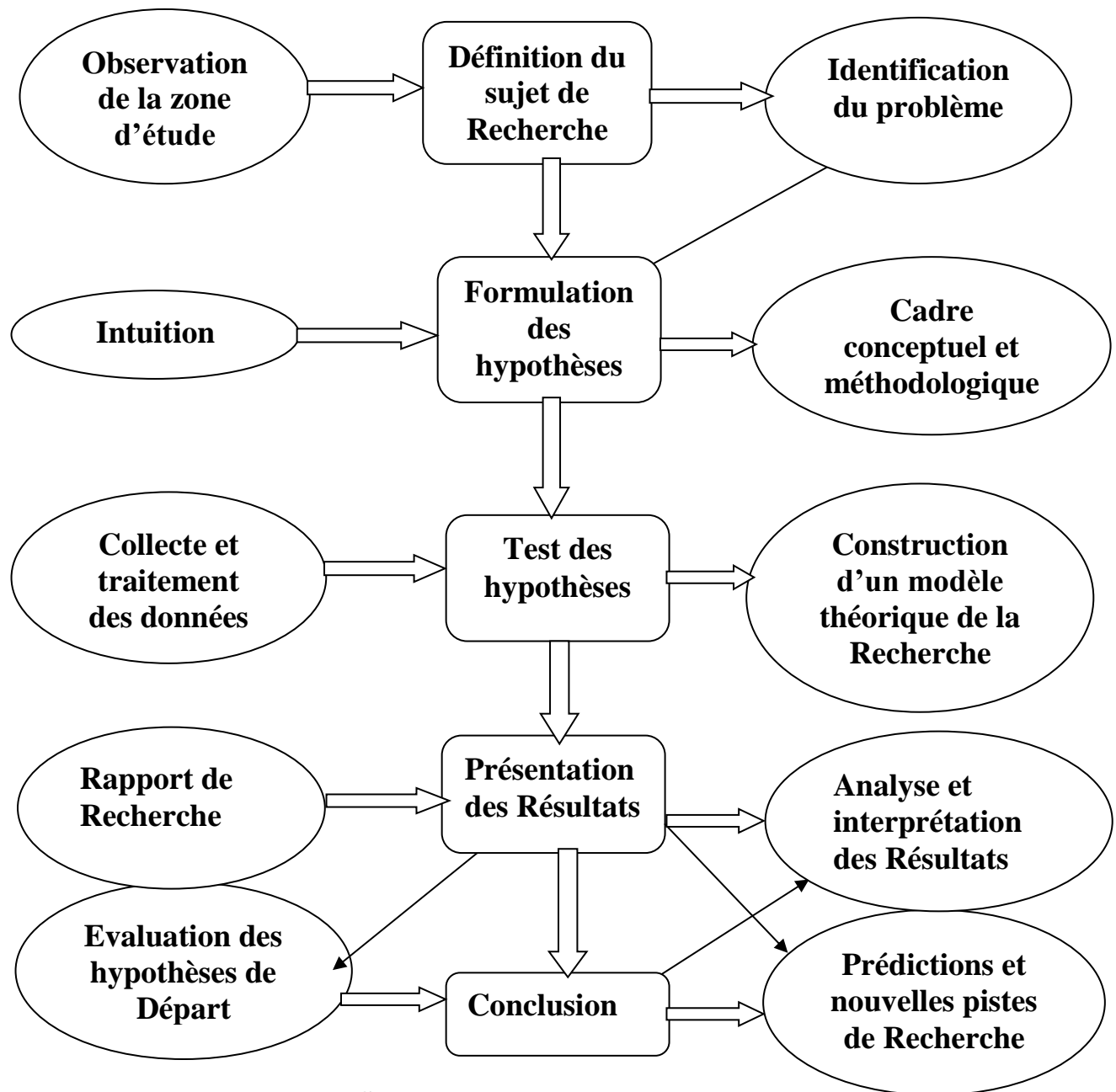
La réalisation de cette étude ne s'est pas faite sans difficultés. Nous avons confronté plusieurs difficultés dont les plus importants sont :

### **X.2.1 Les difficultés liées aux rapports d'activités agricoles de la ville de Nkongsamba**

Les difficultés liées aux rapports d'activités agricoles de la ville de Nkongsamba sont réelles. En effet, il n'existe presque plus de nombreux rapports statistiques sur les activités agricoles de la ville de Nkongsamba en général et la caféiculture en particulier. Néanmoins, nous avons pu exploiter les ouvrages existants rapprochées pour mener à bien notre travail.

### **X.2.2 Les difficultés rencontrés sur le terrain**

La difficulté majeure qu'il convient de relever ici est la disponibilité des populations concernées par l'objet de notre enquête. Il a été très difficile d'avoir certains planteurs des quartiers à enquêter du soit à la fatigue du travail, soit dû au manque de volonté pour certains. Cela ne nous a pas empêché d'effectuer et d'administrer nos questionnaires. En effet, nous avons adopté une nouvelle approche en essayant d'aller directement dans les plantations pour interroger ; mais toujours pas évident pour la plupart de répondre. Malgré toutes ces difficultés auxquelles nous avons été confrontés, nous sommes allés au bout de notre recherche. Ce qui nous a permis d'obtenir des informations afin de bâtir l'armature de notre travail, que nous espérons être à la hauteur des exigences et des attentes académiques et scientifiques.



Source : Auteur, Décembre 2022

Figure 6: Schéma synoptique de la méthodologie

### X.3 ARTICULATION DU MÉMOIRE

Notre travail présente deux parties, constitué de deux chapitres chacune.



**La première partie** est intitulée : Caféculture à Nkongsamba : De la prospérité à la crise. Ici, il est question pour nous de montrer comment certains atouts du milieu et d'autres facteurs humains et économiques ont favorisé la caféculture à Nkongsamba. Aussi, allons-nous nous attarder sur le rôle joué par le café à Nkongsamba de 1975 à 1990.

-Le premier est intitulé : Les facteurs favorables à la caféculture et le rôle joué par le café à Nkongsamba de 1975 à 1990.

-Le deuxième chapitre quant à lui est formulé : De la production caféière à la crise caféière à Nkongsamba

**La deuxième est partie** est formulée : Les impacts socio-économiques et les stratégies de développement de la ville de Nkongsamba

Il est question de montrer comment les impacts socioéconomiques ont plongé la ville de Nkongsamba dans un marasme économique. Aussi, cette partie ressort les stratégies pour entreprises par les paysans pour booster le développement de la ville de Nkongsamba.

-Le troisième chapitre est formulé : Impacts socio-économiques de la crise caféière à Nkongsamba

-Le quatrième chapitre aborde les stratégies adoptées par les différents acteurs pour booster le développement de la ville de Nkongsamba

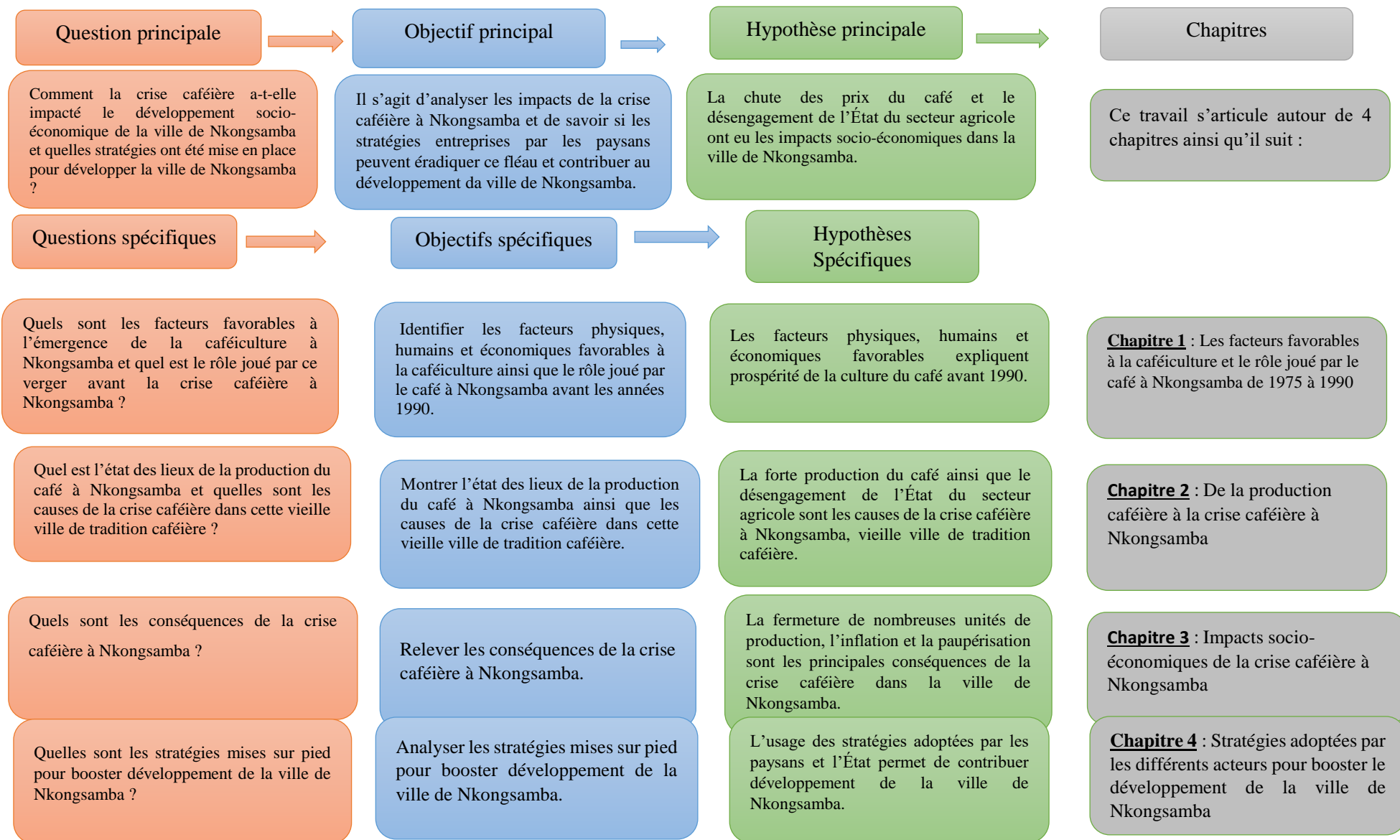


Figure 7 : tableau synoptique

Source : Conception auteur Aout, 2022



**PREMIÈRE PARTIE :  
CAFÉICULTURE À NKONGSAMBA : DE LA  
PROSPÉRITÉ À LA CRISE**

Dans cette partie du travail, il question pour nous de présenter les facteurs favorables à l'introduction de la caféiculture, et le rôle joué par le café de 1975 à 1990 dans la ville de Nkongsamba. Aussi allons-nous nous attarder sur la crise caféière : ses causes, ses manifestations, ses conséquences à Nkongsamba ainsi que les raisons qui ont permis le maintien de cette culture dans ce département.

# **CHAPITRE 1 :**

## **LES FACTEURS FAVORABLES À LA CAFÉICULTURE ET LE RÔLE JOUÉ PAR LE CAFÉ À NKONGSAMBA DE 1975 À 1990**

Introduit au Cameroun pendant la période coloniale, le café, couramment appelé « grains d'or » (Epanda Edimo F A 2012), va connaître une évolution remarquable dès les années 1960 et va devenir la principale source de revenus des paysans de Nkongsamba. Le « dieux café » (Fongang Fouepe G 2004) fournissait près de 80% des revenus comptabilisés annuels des planteurs. Ainsi, pendant environ 20 ans, il sera considéré comme le moteur du développement de la ville de Nkongsamba, considérée comme le premier bassin de production du café robusta au Cameroun. Il est question pour nous de vérifier l'hypothèse selon laquelle les facteurs physiques, humains et économiques favorables expliquent prospérité de la culture du café avant 1990 à Nkongsamba. Dans ce chapitre nous nous attarderons d'abord sur la situation géographique de la ville de Nkongsamba, sur l'historique de cette ville précoloniale ensuite sur les atouts du milieu et enfin sur préalables agronomiques du café.

### **I.1.CONTEXTE GEOGRAPHIQUE**

#### **I.1.1 situation géographique de la ville**

Nkongsamba est une localité urbaine du Cameroun, appartenant au département du Mounjo, région du littoral et à 140 km en direction du nord de la capitale économique du Cameroun Douala. Blotties dans une cuvette triangulaire et délimitée par des monts fascinants qui sont à caractères volcaniques déchiquetés : Manengouba avec (2400m), du mont Nlonako (1822m) sur une altitude moyenne de 900m au-dessus de la mer, et du Mont Koupé, ou aux dires des villageois habitent les dieux protecteurs de la région. La ville de Nkongsamba est sur une charnière de la plaine côtière du Sud et les hauts plateaux de l'ouest. Elle se déploie géographiquement entre le 4°54' et le 5°10' de Latitude Nord, et le 9°30' et de 10°00' de Longitude Est.

## **I.2. CONTEXTE HISTORIQUE**

### **I.2.1. Origine de Nkongsamba**

Nkongsamba est un mot composé « NKONG » synonyme de « clan » ou « village » et de « SAMBA » qui signifie « sept » on peut le composer en « localité de Sept Clans/Villages ». À l'arrivée des explorateurs Allemands M. BECKE, les Dr. ESCH et HASSER-SCHLOSSER en 1904, le territoire était occupé par 200 habitants regroupés en sept (07) village : EBOUM, EKEL, DOGMOA, EDJOGMOA, EKANGTE, BARESSOUMTOU, POOLA ; d'où l'appellation de la localité donnée aux Allemands par les autochtones, « NKONG SAMBA ». Le territoire sur lequel repose la ville de Nkongsamba a été occupé pour la première fois au XVIIIe siècle par les descendants du peuple BAKOUNDOU, les NGOH et NSONGO. Ce sont les cousins des DUALA avec qui ils partagent la même culture : la croyance aux esprits de l'eau, la composition clanique des villages (Données départementale de l'agriculture de Nkongsamba 2021)

### **I.2.2. Parcours historique**

La localité de Nkongsamba, depuis sa création n'a connu d'interruption ou de temps mort dans les faits marquant qui ont meublé son quotidien jusqu'à nos jours (Ebanda Ebanda. J 2011). Ainsi pour mieux saisir son histoire, nous l'avons subdivisé en trois étapes :

#### **I.2.2.1. De la découverte du territoire par les explorateurs allemands en 1904 à 1950**

Le territoire dit « localité de sept clans/villages » est découvert en 1904 par les explorateurs Allemands M. BECKE, les Dr. ESCH et HASSER-SCHLOSSER. L'objet de leur exploration selon la CTCUN9 était la réalisation de la première phase du chemin de fer reliant Douala au Tchad. Elle consistait à la construction du chemin de fer Douala-Mont Manengouba, dont les travaux démarrèrent en 1906. Et le 11 avril 1911, le train siffla pour la première fois à Nkongsamba. Cependant, la réalisation du chemin de fer et l'exploitation agricole des Allemands nécessiteront l'utilisation d'une main d'œuvre nombreuse et variée. C'est à partir de 1907, année du début de la construction de chemin de fer Bonaberi-Nkongsamba que le Moungo vit les étrangers originaires des plateaux de l'Ouest arriver en masse. En effet, compte tenu du fait que les autochtones étaient inaptes dans le domaine agricole, car leur spécialité est la pêche dans une certaine mesure la chasse et l'artisanat. Les Français, pour capitaliser leur intérêt économique, ont facilité l'immigration bamiléké à Nkongsamba afin de continuer à exploiter les plantations abandonnées par les Allemands et intensifier la culture du café.

De même certaines personnalités comme GUIFFO Jean Philippe estiment aussi que le faible peuplement du Mounjo a conduit l'administration coloniale française à faire venir dans ce département de nombreux étrangers : Bamiléké, Haoussa, Bamoun, Ewondo, Tikar, Babouté, etc. pour intensifier de nombreuses plantations Européennes, À la même période le poste administratif de BAREKO est transféré à NKONGSAMBA, et le 04 mars 1923 la ville connaît l'arrivée du Haut-commissaire de la République française le Gouverneur MARCHAND. La localité devint un centre Urbain en Mai 1923 et connu sa première mutation Administrative. Après le transfert de la Subdivision de BARE à NKONGSAMBA en 1923, elle devient chef-lieu de circonscription en phagocytant la circonscription de MBANGA. En 1935 elle perd le nom de circonscription pour la Région. En 1945, cette ville est classée troisième ville économique du Cameroun après Douala et Yaoundé. L'activité économique fondée autour de la caféiculture (café robusta) atteint une ampleur considérable. De même, d'après la CTCUN, la ville passe de 2100 habitants en 1933 à plus de 7760 habitants avec un taux de croissance moyen de 11%. L'on voit la construction des équipements socioéducatifs d'importances nationales telles que le Centre Commercial de Comptabilité et de Secrétariat en 1946 (CCCS) et le lycée du Manengouba (1947-1948).

#### **I.2.2.2. La période de tension (1950 à 1991)**

D'après les informations recueillies dans l'ouvrage de GUIFFO Jean Philippe « ...les membres du comité général de l'UPC réuni en assemblée générale à Esaka de 1952 au domicile de David KAMDJE, un originaire de Dschang, au quartier 6, décidèrent de proposer au congrès l'envoi d'un pétitionnaire aux Nations Unies ». Ainsi au cours du congrès réuni du 28 au 30 Septembre 1952 à ESEKA une décision fut prise d'envoyer un représentant authentique des populations à l'ONU pour exposer les points de vue du peuple et non celui des autorités administratives sur les trois questions suivantes : réunification immédiate du Cameroun, fixation d'un délai de l'octroi de l'indépendance et la détermination de la position du Cameroun vis à vis de l'Union Française. Le comité directeur de l'UPC avait donné mandat à Ruben UM NYOBE de parler en son nom, ainsi le comité régional de Nkongsamba se mobilisa pour procurer à temps l'essentiel des fonds nécessaires pour le voyage aux Nations Unies.

Le 15 mai 1955, un meeting de l'UPC fut sévèrement réprimé, bien avant ces évènements, plusieurs grands meetings s'étaient tenus dans plusieurs secteurs du département. En date du 25 mai 1955 on assiste à une confrontation musclée et sanglante entre la garde Camerounaise et les populations.

Dès les années 1959 on assiste à un renforcement de l'arsenal répressif à travers des pratiques de torture lors des contrôles d'identité et de laissez-passer, le kalé-kalé<sup>12</sup>. Devant le succès de cette opération, les autorités eurent recours à une opération plus efficace « le cadî anti-terroriste au chien noir ». L'opération comportait deux phases : la confession publique qui consistait pour un individu non seulement à révéler devant ses compatriotes si oui ou non, où et quand il aurait participé à la rébellion, mais aussi à dénoncer ses camarades rebelles. La seconde phase : le chien noir à quatre yeux rituellement préparés par un groupe de sorciers. A la fin du rite, le chien noir était enterré vivant c'est-à-dire sacrifier pour la cause de la paix. Dans la même mouvance, le taux de croissance annuel de la population s'est réduit à 5,6% en moyenne, avec l'insécurité grandissante de nombreux étrangers et intellectuels abandonnent la ville et leurs biens pour d'autres lieux.

En Mars 1967, la cité de Nkongsamba passe de commune mixte urbaine à commune urbaine de plein exercice et commune urbaine à régime spécial en décembre 1974. Autour des années 1985, la ville a connu une longue agonie due principalement à la chute dramatique des cours mondiaux, le prix du kilogramme de café dégringole en passant de 1000 FCFA en 1985 à 650 FCFA en 1987, 350 FCFA en 1990 et à 300 FCFA en 1991.

### **I.3. LES FACTEURS DE DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES AGRICOLES**

Ces facteurs sont entre autres les atouts du milieu naturel, les facteurs humains et économiques.

#### **I.3.1. Les atouts naturels**

##### **I.3.1.1. Le relief**

Le relief de la ville de Nkongsamba est extrêmement Varié. Toutefois il se distingue par de hautes montagnes et de bas-plateaux et plaines. D'une manière générale, l'élévation du relief se fait par paliers successifs sous la forme d'un escalier. C'est ici qu'on retrouve les hauts sommets : Mont Manengouba (2 268 m), le Mont Nlonako (1 800 m) et le Mont Koupé (2 064 m). Ces monts seraient d'anciens volcans éteints. Ils se trouvent sur la chaîne montagneuse encore appelée la dorsale camerounaise qui traverse le département du Mounjo. Le dernier palier se trouve au nord du département et se manifeste sous la forme d'une dépression avec une altitude de 740 m. Il s'agit d'une plaine appelée la plaine des MBO.

### **I.3.1.2. Une variété de sols favorables à l'agriculture**

La ville de Nkongsamba repose sur un sol d'un potentiel d'hydrogène de 6 en moyenne, et une pédologie multiforme composée de basalte et andésite porphyrique, syénite, des cendres et lapillis puis d'un mélange basalte-trachyte (caldera des Bamboutos) que l'on peut regrouper en trois types : les sols hydromorphes, les sols peu évolués et les sols ferralitiques.

#### **I.3.1.2.1. Les sols hydromorphes**

Ces sols sont constitués des dépôts argileux et sableux. Ils occupent les fonds marécageux et s'étendent le long des cours d'eau (Essoua, Djouhe...) Ils ont une texture argilo limoneuse et sablo limoneuse et, la friabilité de ces sols explique leur hydromorphie. Ces sols possèdent une forte teneur en matières organiques déposées par les eaux de crue et par conséquent, ils ont également une forte teneur en potassium, magnésium et phosphore, ce qui les rend a priori propices à l'agriculture vivrière et maraîchère, si le drainage est bien fait. Ces sols se trouvent dans des bas-fonds et le long des cours d'eau. Ils sont généralement des sols très riches et favorables à la culture de légumes et légumineuses, maraîchage et raphia. Ces sols hydromorphes sont à certains endroits recouverts d'une couche superficielle d'alluvion d'environ 10 cm (Tsalefack M 1999). Pour accroître leur revenu annuel, les planteurs ont inséré les cultures de rente qui ont été plus cultivé dans la localité, par rapport aux cultures de décrues (taro, maïs, macabo, igname...) et du maraîchage. Ces sols couvrent moins de 10% de l'espace agricole de Nkongsamba.

Cependant, en fonction des saisons, le niveau de la nappe phréatique varie considérablement : entre 4 cm et 2 cm à l'exutoire de la plaine, entre 5 et 6 cm à l'amont. Ces variations restent dans l'ensemble peu significatives, de sorte que les cours d'eau venus des plateaux environnants et chargés d'alluvions modifient sans cesse leur lit et créent des inondations dans toute la plaine aux mois d'Août et de septembre, en pleine période de culture, privant ainsi les paysans d'une bonne partie des terres agricoles. Ces terres sont libérées en saison sèche permettant ainsi des cultures de contre-saison.

#### **1.3.1.2.2. Les sols peu évolués**

Les sols peu évolués sont les sols d'origine volcanique qui se sont développés sur les matériaux légers. La présence de ce type de sol dans la localité émane des coulées volcaniques issues du mont Manengouba.

Cette coulée, en barrant la vallée du Nkam a entraîné la constitution en amont d'un lac dans l'actuelle plaine de Mbo<sup>6</sup>. Ces sols peu évolués sont très riches en matières organiques, en azote

---

<sup>6</sup> Les Mbo sont les peuples Bantou constitués jadis des pêcheurs, des artisans et de quelques chasseurs. Ils se sont installés dans les hautes montagnes et sur la plaine il y a environ trois siècles. On les retrouve dans trois régions du Cameroun à savoir : la région du littoral, la région du Sud-Ouest et la région de l'Ouest Cameroun.



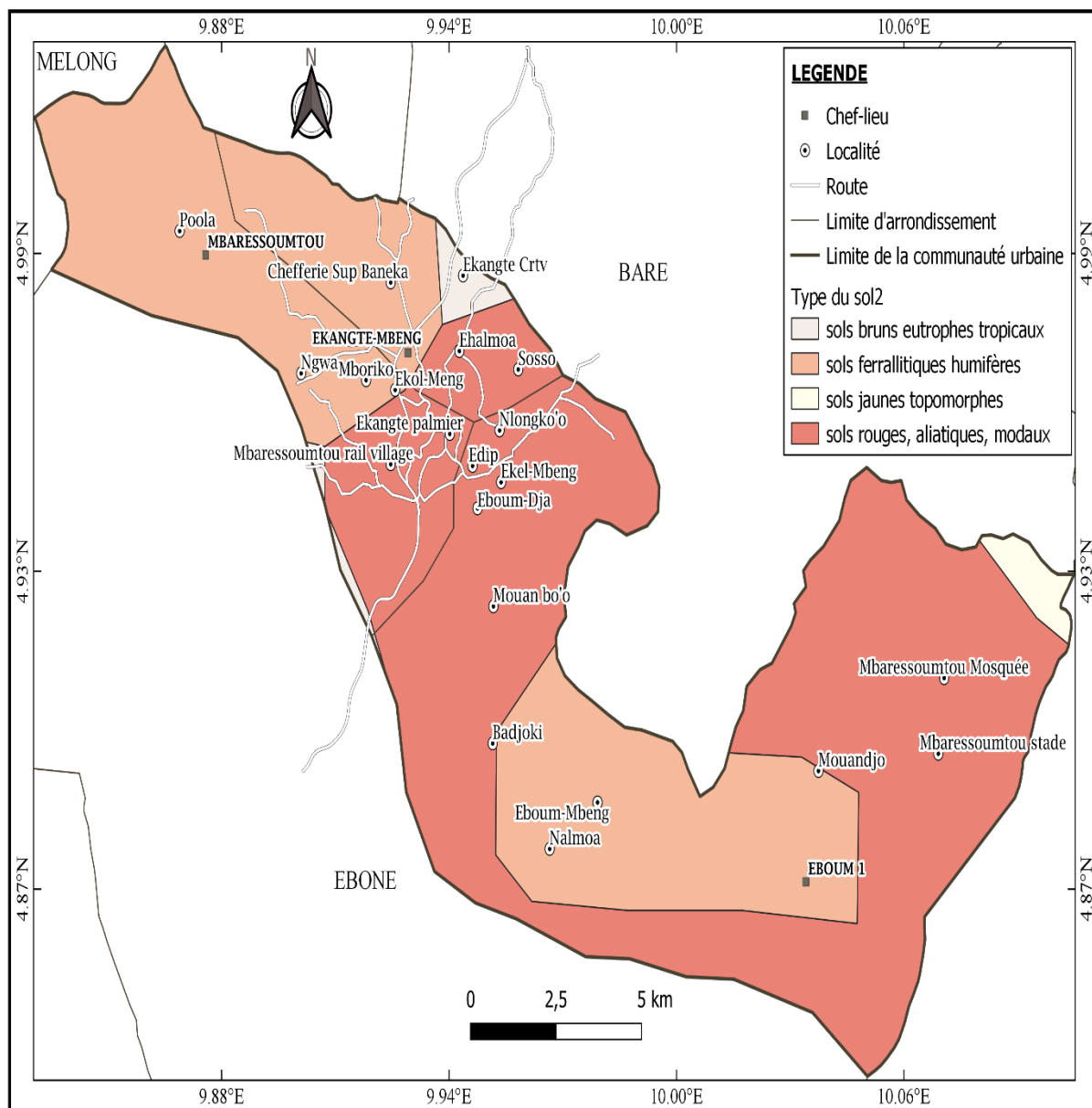
(N) et en bases échangeables. Ils sont constitués d'alluvions et de tourbe. Ces sols sont de couleur noire, ils sont également fins et perméables. On rencontre ce type de sol dans la partie sud-ouest, nord et sud de la ville de Nkongsamba. La fertilité de ces sols les rend propice aux cultures vivrières, mais les populations ont préféré y pratiquer la culture du café et du cacao.

#### **I.3.1.2.3. Les sols ferralitiques**

Ces sols occupent près de la moitié de la ville de Nkongsamba et sont constitués des sols bruns. Elles sont superposées sur les roches basaltiques. Ces sols ont une texture sablo argileuse et présentent des propriétés physiques et hydriques excellentes. Leurs qualités chimiques sont excellentes en raison de la forte teneur en cations. La fertilité de ces sols dépend en grande partie de l'épaisseur et de la profondeur de l'horizon caillouteux. Du fait de leur rajeunissement, ces sols ferralitiques bruns sont fertiles et adaptés à la caféiculture, à la cacao culture et aux cultures vivrières. Cependant compte tenu de l'existence des pentes, ces espaces sont souvent menacés par l'érosion.

En effet, les sols bruns eutrophes tropicaux : sols riches en matières organique, parfois saturés pour plus de 50% de capacité d'échange. Ces sols qui sont généralement riches en éléments nutritifs se forment dans les régions tropicales humides ou semi-humide (700-1700 m) surtout des affalés volcaniques, des dépôts alluvionnaires riches en minéraux altérables et des roches cristallines basiques. Ils sont généralement bien structurés et perméables.

Les sols à savoir : les sols hydromorphes, peu évolués et ferralitiques qu'on rencontre à Nkongsamba sont pour la plupart extrêmement fertiles, car leurs propriétés physiques et chimiques permettent le développement d'une agriculture vivrière et commerciale intense. Ainsi on constate que les sols hydromorphes sont plus fertiles que les autres types de sols, car ils offrent de meilleurs rendements que d'autres.



Source : base de données SOGEFI Cameroun, 2019

Figure 8: Carte Pédologique de Nkongsamba

### I.3.1.3. Le climat

Cette localité regorge un type de climat équatorial de type camerounien à deux saisons d'égales amplitudes : une longue saison pluvieuse oppressante et couverte de mi- Mars à mi-Novembre (08mois) et une courte saison sèche de mi- Novembre à mi- Mars (04 Mois). La saison sèche est lourde et nuageuse dans l'ensemble et le climat est chaud tout au long de l'année. Au cours de l'année, la température varie généralement de 16°C à 23°C avec des amplitudes thermiques variant de 3°C à 4°C, des hauteurs des précipitations d 2400mm et une humidité relative de près de 80%.

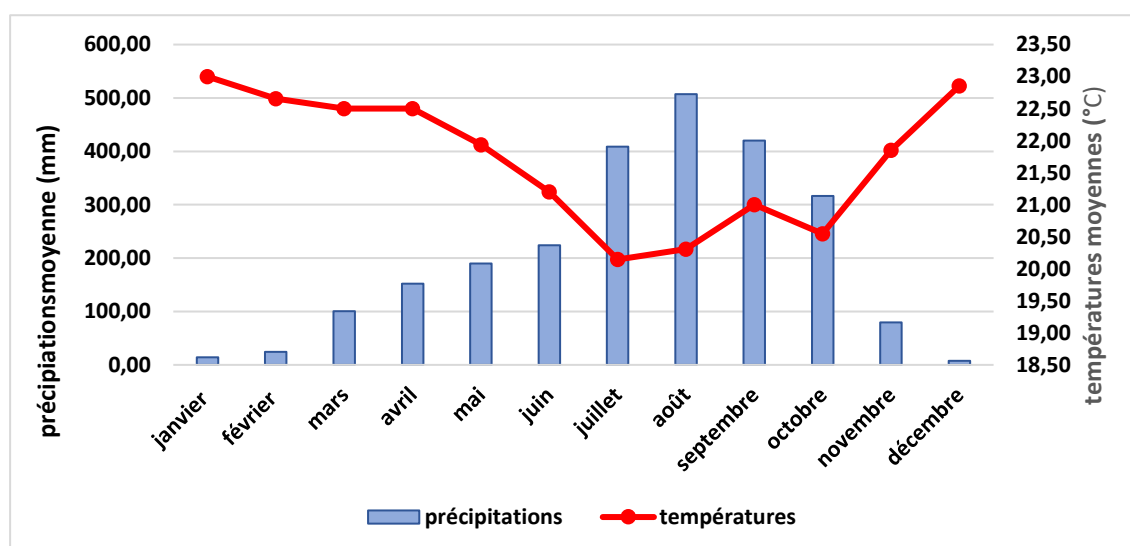
La saison chaude dure 3,1 mois, du 8 Janvier au 10 Avril, avec une température moyenne maximale supérieure à 28°C. le mois le plus frais de l'année à Nkongsamba est juillet, avec une température moyenne maximale de 20°C et minimale de 19°C

Ainsi, la ville de Nkongsamba, contrairement aux villes voisines, on note une légère différence au niveau des précipitations et d'autres éléments du climat. En effet, c'est cette différence qui fait de Nkongsamba l'une des zones les plus productrices du département du Mounjo, s'il faut se fier aux différents tableaux statistiques du dit département.

**Tableau 4:** tableau de variation des précipitations et températures de la ville de Nkongsamba

	janv.	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	oct.	nov.	déc.
T°C	23	22,66	22,50	22,50	21,94	21,20	20,15	20,31	21,00	20,55	21,85	22,85
Précipitations (Mm)	14,38	24,59	100,50	152,31	189,66	223,91	408,74	507,28	420,29	316,40	79,25	7,57

**Source :** Direction nationale de la météorologie, 2022



**Source :** Direction Nationale de la Météorologie, 2022

**Figure 9:** courbe des précipitations et températures de la ville de Nkongsamba

La figure 9 présente le diagramme ombrothermique de la ville de Nkongsamba, on constate que cette ville est très humide car elle enregistre des précipitations annuelles très élevées. Les mois de juillet et d'Août sont les plus froids avec des précipitations respectives de 408,74mm et 507,7mm. Concernant la température, les mois les plus chauds sont Décembre et Janvier avec les températures de 22,85° et 23°C''.

#### **I.3.1.4. La végétation**

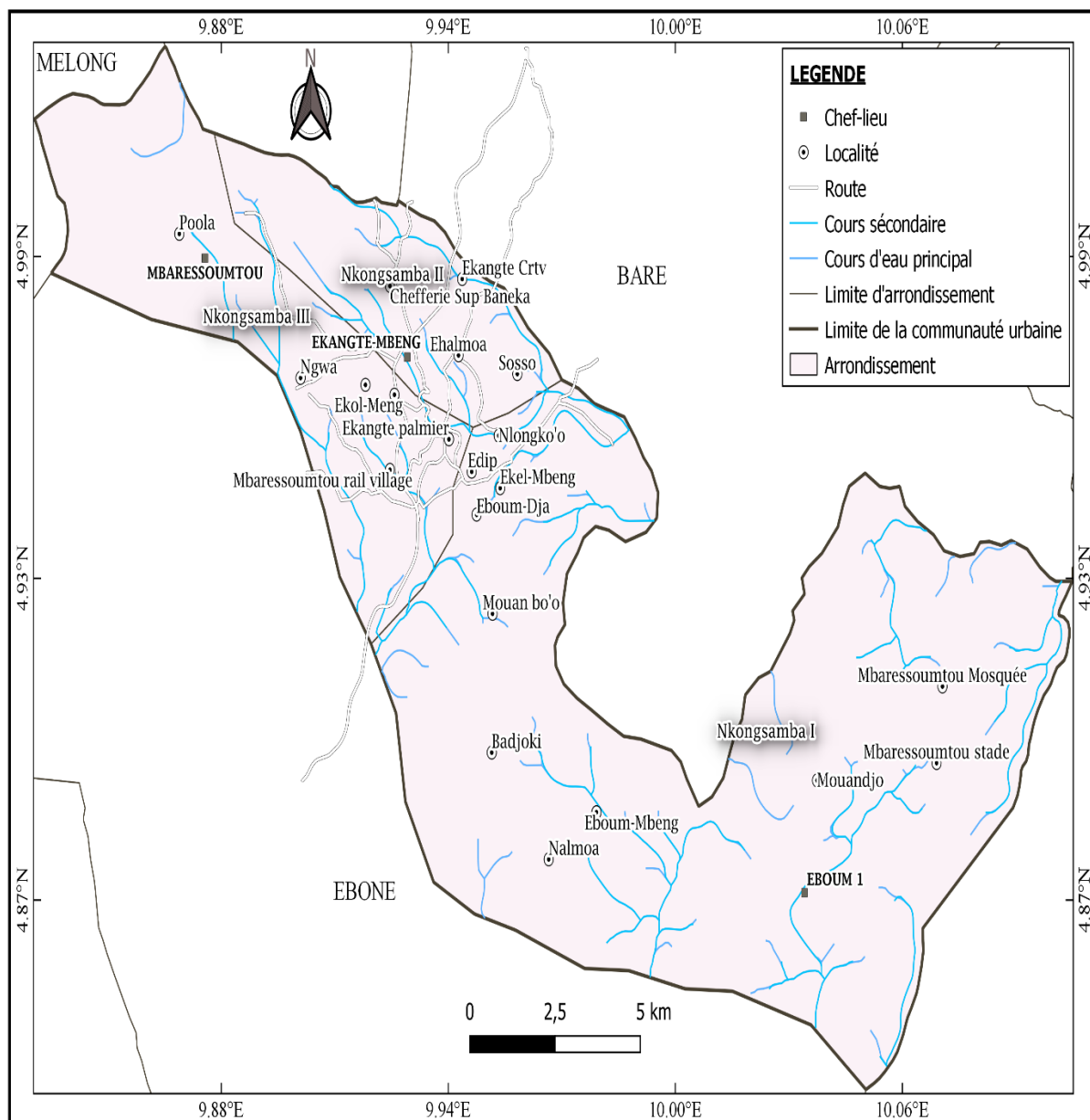
La végétation de la localité présente trois aspects distincts : un aspect distinct dominé par la forêt galerie d'altitude, un autre aspect plus anthropique marqué par des champs de cultures ceinturant la partie urbaine de la Commune, enfin une végétation infra urbaine typique. A cette forêt galerie d'altitude s'oppose des îlots de forêts secondaires alternant avec des vastes zones de plantations de caféiers ou de cacaoyers plus ou moins entretenues surtout vers la limite nord de la Commune. C'est aux dépens de la forêt qu'une végétation anthropique s'est durablement installée. On relève parfois aussi des vastes clairières où poussent des palmiers, des avocatiers, des manguiers, des safoutiers, quelques cocotiers, des bananiers, des orangers, et des multiples cultures vivrières dont le maïs, macabo, arachide, manioc, ignames, patate, haricot, tarot... Dans l'ensemble, cette végétation est riche et abondante surtout au bord des cours d'eaux.

À l'intérieur de la zone urbanisée, on rencontre des vestiges des plantations retranchées dans quelques dépressions profondes non envahies par l'habitat spontané. Dans certains quartiers populaires et périphériques on assiste à l'alternance des constructions avec une végétation anthropique. Cela ne devrait pas surprendre, car la ville ne s'étend qu'en consommant les terres agricoles. Cette catégorie de végétation donne à certains endroits un aspect pittoresque

#### **1.3.1.5. Hydrographie**

Le réseau hydrographique de Nkongsamba est assez abondant, composé de nombreux petits drains. Ce réseau a été très influencé par le site naturel et vis-versa. Nkongsamba est traversée par de nombreux cours d'eau dont les plus importants sont l'ESSOUAH et le DJOUHE. Elle repose sur un sol d'un potentiel d'hydrogène de 6 en moyen (pH=6), et une pédologie multiforme composée de sols volcaniques, ferrallitiques et hydromorphiques.

D'emblée, le Mont Manengouba apparaît comme le château naturel de toute la ville de Nkongsamba. Parmi ces nombreux petits drains qui creusent des dépressions parfois remarquables dans la ville. On relève principalement le cours d'eau Essoua. Il prend sa source sur le Mont Manengouba, 1500m d'altitude. Il coule en cascade en direction de l'Est en servant de limite administrative entre les trois arrondissements de Nkongsamba. Tous ces facteurs physiques sont favorables aux diverses activités agricoles à Nkongsamba, mais l'homme est au centre de ces activités.



Source : Adaptation carte de Nkongsamba base de données SOGEFI Cameroun, 2019

Figure 10: Carte du réseau hydrographique de Nkongsamba

## I.4. LES FACTEURS HUMAINS

### I.4.1 situation administrative

Nkongsamba s'étend sur une surface de 340 km<sup>2</sup> et compte une population cosmopolite de 105.383 habitants en 2005 (BUCREP RGPH 2005). Érigée en Communauté urbaine le 17 janvier 2008 (décret n° 2008 / 025 du 17 janvier 2008 portant création de la communauté urbaine de

Nkongsamba, in Cameroon tribune, n° 9018,) la ville est structurée en trois arrondissements : **Nkongsamba I, Nkongsamba II et Nkongsamba III.**

Ces trois communes d'arrondissement sont : Nkongsamba I avec comme chef-lieu EBOUM I, Nkongsamba II avec pour chef-lieu EKANGTE-MBENG, Nkongsamba III son chef-lieu BARESSOUMTOU VILLAGE, vingt—deux quartiers et sept villages : NGALMOA, ENIOKI (Nkongsamba 1<sup>er</sup>) ; DOGMOA, EDIAKAP (Nkongsamba 2<sup>ème</sup>) ; MBORIKO, NGWA (Nkongsamba 3<sup>ème</sup>).

**Tableau 5 :** structure administrative de la ville de Nkongsamba constituée des communes, villages et quartiers

Commune d'arrondissement	Superficie(km2 )	Population (2005)	Chef- lieu	Quartiers
<b>Nkongsamba I</b>	105,5 km2	<b>52434 hbts</b>	Eboum I	Barehock, Ekanbeng, Essel, Eboum1, mbaressoumtou carrière, Eboum-Dja, Mbaressoumtou Stade, Mouandja, Mbaressoumtou Mosquée, Nlonko'o, Ekel-Ko'o, Mouanbo'o, Ekel-Mbeng, Edip Ngalmoa, Eboum-Mbeng Badjoki.
<b>Nkongsamba II</b>	25,40 km2	<b>37 154 hbts</b>	Ekanté-Mbeng	Baré, Ekanté, Ekanté-Mbeng, Ndogmoa, Ehalmoa, Bonangoh, Sosso, Ekanté-Baneka, Dogmoa-Ko'o
<b>Nkongsamba III</b>	48,55 km2	<b>15 795 hbts</b>	Mbaressoumtou	Mbonko, Nlonko, Ekel-Mbeng, Mbaressoumtou-RailVillage, Mbaressoumtou Aviation, Ngwa, Mboriko, Poola
<b>Nkongsamba</b>	179,45km2	<b>105383 hbts</b>		

**Source :** BUCREP 2005, RGPH

Le tableau 5 montre clairement la répartition de la Communauté Urbaine de Nkongsamba par communes d'arrondissements, les différents quartiers et le nombre d'habitant par arrondissement. Il en ressort que la Commune d'Arrondissement de Nkongsamba Ier est la plus grande avec 105,5 km2 de superficie pour une population de 52 434 habitants. Nkongsamba II vient en deuxième position avec 25,40 km2 pour 37 154 habitants.

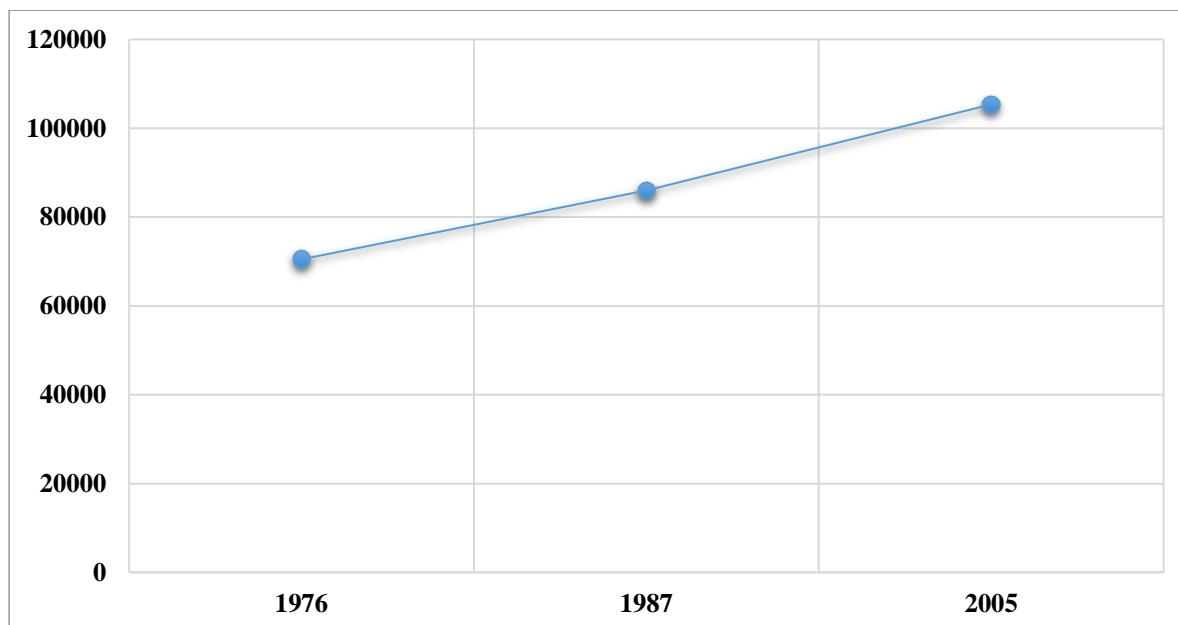
#### **I.4.2. Situation démographique**

Comme d'autres points de concentration de population créés par les puissances coloniales, Nkongsamba, née au hasard de l'arrêt provisoire de chemin de fer Nord à 160 km de Bonaberi, a évolué assez rapidement, au gré du développement économique régional et des humeurs des puissances coloniales (Allemagne, puis France). Elle devint rapidement une des plus importantes villes du Cameroun. Cependant, l'évolution et la répartition ethnique de sa population ne sont connues que superficiellement. L'examen des listes électorales et une enquête sur le recensement de 1976 estimait la population à environ 70500 habitants (recensement de la population BUCREP 1976).

Jusqu'en 1982 elle se maintenait encore au troisième rang dans la hiérarchie des villes du Cameroun, avec plus de 86000 habitants (Tchamgme D. 1984). Les structures démographiques de cette communauté urbaine présentaient des caractères originaux, avec une très forte jeunesse et une supériorité numérique féminines bien marquées pour le groupe d'adultes jeunes.

Suivant les données du 3<sup>ème</sup> recensement démographique de 2005, la population de la ville de Nkongsamba est estimée aujourd'hui à 105383 habitants (BUCREP 3<sup>ème</sup> RGPH 2005). Cette population de Nkongsamba est un mélange de diverses ethnies camerounaises. A côté des autochtones ; les Mbo'o, on trouve entre autres les Bamilékés, les Tikars, les Peuls, Haoussa, Bassa, et même les Bororos.

La ville de Nkongsamba enregistre un taux annuel de croissance démographique de 0,38% avec un sexe ratio de 92,44% hommes pour 100 femmes. 98,7% de la population vit dans un tissu urbain avec une forte densité de plus de 340 habitants/ km<sup>2</sup>. La population est constituée de 40% environ de jeunes (Ebanda Ebanda J 2011).



**Source :** BUCREP, 3<sup>ème</sup> RGPH 2005

**Figure 11:** Évolution de la population de Nkongsamba de 1970 à 2005

La figure 11 montre l'évolution de la population de Nkongsamba. Nous constatons que cette population au fil des années a augmenté. En 1976, cette population était estimée à 70 500 habitants. En 1987 elle était estimée à 86 000 habitants et d'après le troisième recensement de la population de 2005 (RGPH 2005) cette population est de 105 383 habitants.

## **I.5. LES FACTEURS ECONOMIQUES A LA CULTURE DU CAFE A NKONGSAMBA**

### **I.5.1. Un régime foncier en mutation à Nkongsamba**

La terre, capital d'exploitation et substrat de production a subi des mutations en ce qui concerne son appropriation dans la ville de Nkongsamba. Ce changement de statut de la terre va influencer non seulement les moyens de production mais aussi le faire valoir et le système de production à Nkongsamba.

### **I.5.2. Le régime foncier traditionnel à Nkongsamba**

Avant le protectorat allemand, « le mandat » et « la sous tutelle français », la terre était le patrimoine de toute la communauté villageoise « des Mbo'o de Nkongsamba ». En effet, seul le chef exerçait les droits de gestion au nom des collectivités dans les différents groupements. Ainsi, chaque fils de la communauté pouvait cultiver un vaste espace à condition de ne pas empiéter sur



les exploitations appartenant aux autres frères de la communauté. De même, les membres de la communauté pendant l'expansion de leur plantation, ne devraient pas déborder les limites du village dont on est originaire sauf avec l'accord du chef et des notables du village voisin.

Autrefois, ces limites ont été fixées dans le passé à la suite des conflits et des guerres entre les villages ou en accord avec tous les villages limitrophes. L'administration allemande d'une part et française d'autre part n'ont fait que les confirmer (Essamkouen B, Opt cit). Généralement ces limites sont matérialisées par une rivière, un arbre, un massif forestier ou plateau ou une montagne. À Nkongsamba, la terre appartenait aux différents chefs de village et aux notables (chefs de quartiers), qui étaient des gardiens de traditions<sup>7</sup> et des coutumes<sup>8</sup>. Les notables avaient pour rôle de distribuer les portions de terres aux jeunes hommes devenus majeurs. Ces portions de terre étaient transmises aux héritiers de chaque famille. Ces derniers pouvaient les partager soit avec les veuves, pour les familles polygamiques, soit avec leurs frères. Toutefois, ce partage était discriminatoire, car les veuves et les enfants filles ne jouissaient que des droits d'usufruit<sup>9</sup> et d'exploitation et jamais de celui de propriété, sauf dans le cas d'un manque absolu d'héritier garçon (ceci est propre aux familles où le père n'a eu que des enfants filles).

Ce régime est semi-libéral car dès qu'un autochtone bénéficie d'un accord de créer une exploitation dans un coin de forêt, il peut l'étendre dans la mesure de ses forces. Ainsi, pour obtenir un terrain, on devait soit le défricher et y créer sa plantation avec l'accord d'un détenteur coutumier, soit en hériter. Mais ce régime foncier traditionnel sera largement modifié avec la pression démographique, qui a commencé au début des années 1920, conséquence des immigrations bamiléké sous l'influence de l'administration française (Epanda Edimo F A, 2020).

### **I.5.3. L'administration coloniale française et la naissance de la propriété privée**

Avec l'avènement de la colonisation française, le régime foncier traditionnel sera complètement modifié à Nkongsamba au profit de la propriété privée<sup>10</sup>. Ainsi, le colon français va instituer le régime d'immatriculation des terres. La conséquence du passage du régime foncier traditionnel à la propriété collective se matérialise par des symboles traditionnels tels que les arbres de paix et d'autres arbres sacrés (le palmier à huile, le bongossi...)

---

<sup>7</sup> Manière d'agir ou de penser qui se transmet de génération en génération par l'exemple ou la parole.

<sup>8</sup> Façon de vivre héritée du passé particulier à un peuple ou à un groupe social.

<sup>9</sup> En droit civil il signifie le droit provisoire donnant au titulaire la capacité de se servir et de tirer profit d'un bien qui n'est pas sa propriété à condition qu'il en conserve la substance et la destination.

<sup>10</sup> C'est le droit d'user, de jouir et de disposer d'une chose de manière propre, exclusive et absolue sous les restrictions établies par la loi. Il s'agit de la propriété qui appartient en propre à un individu, ou à plusieurs personnes privées, ou encore, depuis le 20<sup>ème</sup> siècle, à une entreprise ou une personne morale.

Cette modification du régime foncier aura des implications sur les modes d'accès à la terre à Nkongsamba. En effet, de nos jours, le mode d'acquisition de la terre par héritage et le don ne sont plus les seuls moyens d'accès à la terre dans notre zone d'étude.

### **I.5.3.1. Les nouveaux modes d'acquisition ou d'appropriation des terres**

Il s'agit : du don, du prêt, de la location, de la vente et du métayage. Ces différents modes d'acquisition de la terre ont permis à la quasi-totalité d'adultes d'entrer en possession d'un lopin de terre pour pratiquer l'agriculture.

#### **I.5.3.1.1. La cession gratuite ou don**

À Nkongsamba, la gratuité absolue d'accès à la terre n'existe pas. Ici, l'acquéreur donne au chef ou aux notables qui lui cède le terrain des présents (deux tines d'huile de palme, du vin de palme, quelques casiers de bière, une à deux chèvres...) et parfois une petite somme d'argent. Généralement, le terrain cédé est un lambeau de forêt ou un espace en jachère. L'acquéreur met en valeur le terrain en respectant les limites fixées par le donateur. L'acte de cession est oral et a pour témoins tous les détenteurs coutumiers du village.

En possession de son terrain, l'acquéreur a en fait l'usufruit total de son espace aussi longtemps qu'il le veut et peut la céder à sa mort à ses héritiers. La cession du terrain ayant été presque gratuite, l'acquéreur ou ses héritiers ne peuvent le vendre une fois qu'il a été mis en valeur qu'avec l'accord conjoint du donateur (ou ses héritiers) et des détenteurs coutumiers des terres du village. La superficie du terrain cédé varie de 0,5 à 2 ha selon l'importance des cadeaux et la gentillesse du donateur. Par conséquent, il peut pratiquer la culture des plantes pérennes, comme le café, le cacao et le palmier à huile. Ce mode de cession de nos jours a pratiquement cessé du fait de la pression démographique, qui est à l'origine de la rareté des terres.

#### **I.5.3.1.2. Le prêt**

À Nkongsamba, le prêt a une durée qui varie entre un à cinq ans. Ce contrat est difficilement renouvelable sauf en cas de soucis majeurs de la part du détenteur de terrain. Généralement ce sont des terrains vierges qui font l'objet du prêt. Toutefois, le détenteur de terrain donne des instructions sur le type de cultures qui sera développé sur cet espace. Il est strictement interdit au demandeur d'y planter les cultures pérennes (café, cacao et palmier à huile). Cette forme d'appropriation temporaire de terrain permet d'aider ceux qui n'ont pas de parcelles adaptées pour les différents types de cultures vivrières ou maraîchères. Autrefois, ce sont des personnes qui avaient quelques

années à passer dans le département (fonctionnaires, manœuvres, un ami de la famille...), qui optaient pour ce type d'acquisition de terrain. Ainsi, la superficie de terrain prêté dépassait rarement un 0,5 ha. Ce mode de cession est fréquent jusqu'à présent.

#### **I.5.3.1.3. Location contre remboursement ou à usure**

Un propriétaire terrien peut se retrouver totalement fauché sur le plan financier à l'issue d'un évènement quelconque (scolarité des enfants, maladie grave, deuil, mariage...) pendant la période dite « morte ». Alors, il est obligé de louer une de ces plantations ou partie de sa plantation contre une certaine somme d'argent (100 000 à 1000 000 FCFA) et pour une période bien déterminée (1 à 10 ans). Ainsi, il va s'engager à rembourser au bout d'une période fixée soit une partie de cette somme soit la totalité de celle-ci, ou avec un intérêt si la plantation n'est pas encore bien rentable. Un contrat est alors signé en présence de témoins et le locataire peut garder définitivement la plantation s'il n'est pas remboursé à temps. De nos jours, ce type de mode d'acquisition de terrain est mono courant à Nkongsamba et, pour éviter les litiges entre les parties, un contrat est légalisé auprès des autorités administratives.

#### **I.5.3.1.4. La vente des plantations**

C'est la forme d'appropriation d'acquisition de terrain la plus pratiquée de nos jours. Un contrat de vente en bonne et due forme est établi en présence de témoins puis légalisé auprès des autorités administratives. Ainsi, l'acquéreur est alors libre de revendre sa plantation en cas de besoin. Il peut aussi le réaménager à sa guise sans toutefois empiéter sur le terrain d'autrui. En effet, la particularité de ce mode d'acquisition du terrain est dû au fait qu'il n'existe pas de discrimination de sexe en ce qui concerne l'acheteur. C'est la raison pour laquelle la plupart des femmes propriétaires foncières de Nkongsamba ont obtenu leur terrain par achat.

Depuis le début des années 1980, les hommes d'affaires, les immigrés, certains hauts fonctionnaires des grandes métropoles ont acheté de centaines d'hectares de forêts et d'autres terrains en friche. Ceci dans l'optique d'une spéculation future pour les uns et pour la création d'une exploitation agricole pour les autres. Cette forme d'appropriation de la terre va à l'encontre du régime foncier traditionnel qui interdit la vente des terrains vierges. Mais la paresse et le souci de vouloir améliorer son cadre de vie et ses conditions d'existence ont poussé de nombreux détenteurs coutumiers de terrains à outrepasser cette loi. Ainsi, les superficies de terrains variant entre deux à vingt hectares étaient vendues entre 50 000 à 500 000 FCFA. Cette vente se faisait aussi sous forme de contrat en présence de témoins.

### **I.5.3.1.5. Le métayage**

Le métayage consiste à obtenir de quelqu'un une plantation que l'on doit entretenir et partager la production en parts égales. Ce type de faire valoir était très pratiqué dans la ville de Nkongsamba entre les années 1992 à 2005. Ce sont surtout les populations en provenance du Nord-Ouest, couramment appelées « Bamenda », qui s'adonnaient à cette pratique en raison de leur mobilité permanente. Jusqu'à présent, ces derniers s'adonnent rarement de façon définitive au travail de la terre où ils se trouvent parce qu'ils peuvent partir au bout d'une certaine période. Ce type de faire valoir est en train de disparaître à Nkongsamba au profit de l'acquisition de terrain par achat ou par location.

Au final nous pouvons retenir que l'acquisition de terrain par héritage est la forme d'appropriation de terre la plus répandue, en raison de la souplesse du régime foncier traditionnel. Mais, avec l'appât du gain manifesté par les détenteurs terriens, on note un déferlement des populations en général, les immigrés en particulier vers l'achat des forêts et des espaces en friche pour pratiquer le vivrier-marchand et le maraîchage voire la culture du palmier à huile. Le tableau 5 montre les modes d'acquisition des parcelles avant 1999.

**Tableau 6 :** Les modes d'acquisition des parcelles par les paysans enquêtés avant 1999

<b>Mode d'acquisition</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Pourcentage</b>
Héritage	59	45,7
Don	11	8,5
Achat	34	26,5
Location	9	7
Métayage	10	7,7
Prêt	6	4,6
Total	129	100

**Source :** Enquêtes de terrain, Novembre 2022

Au regard du tableau 5 on constate que 45,7% des paysans ont acquis une portion de terre par héritage. 8,5% ont reçu gratuitement leur portion de terre. 26,5% des planteurs ont acheté leur lopin de terre. 7,7% ont pu obtenir un espace cultivable par métayage. 7% ont accès à la terre parce qu'ils ont pu louer un espace agricole et 4,6% par le moyen du prêt. Tous ces modes d'acquisition de terres ont permis l'expansion du café robusta avant les années 1990 et d'autres cultures de nos jours.

#### **I.5.3.1.6. Un régime foncier idoine pour le développement de la caféiculture à Nkongsamba**

Contrairement aux autres départements ( Ouest-Cameroun ) où l'accès à la terre est une contrainte majeure au développement du café en raison de la densité de populations et des formes de relief, constituées presque en majeure partie de plateaux, la ville Nkongsamba présente un régime foncier traditionnel souple, en raison de l'hospitalité des autochtones, qui autrefois n'étaient pas des véritables planteurs mais plutôt des pêcheurs, chasseurs et des artisans. Certes, des petits problèmes fonciers existent et font l'objet des tensions entre les populations dans les différents villages. Mais, ces tensions sont facilement résolues par le chef du village ou les autorités administratives. Mais, il n'en demeure pas moins important de visiter ce régime foncier.

Reconnaissons tout de même que les chefs Mbo'o et les notables, étaient les gardiens de la tradition, des biens dont la terre. Mais, aujourd'hui avec l'évolution du monde, les attributs de ces majestés se sont effrités peu à peu d'une part par l'autorité administrative et d'autre part, compte tenu de la qualité des décisions qui étaient rendues en cas de litiges entre diverses familles, des accointances avec le pouvoir politique. Ces derniers continuent néanmoins à jouer ce rôle, mais dans un rayon très réduit. Puisqu'ils n'interviennent que pour des cas de litiges graves, en tant qu'auxiliaire de l'administration.

Ce régime foncier traditionnel souple aux autochtones a été un facteur important d'extension des surfaces cultivables de café et d'autres cultures, au milieu des années 1990.

### **I.6.CONDITIONS NECESSAIRES POUR LA CULTURE DU CAFE**

#### **I.6.1. Historique du verger café**

Les caféiers sont originaires d'Afrique. Ils appartiennent à la famille des rubiaceae, qui compte plus de **6000 espèces**. Seuls deux types de cafés sont cultivés pour leurs graines qui après torréfaction, servent à préparer une boisson. Cette boisson possède des propriétés stimulantes dues à la présence d'un alcaloïde : la caféine. La caféine, sous-produit de l'industrie, est utilisée en pharmacie.

Le caféier vit environ 50 ans dont une trentaine d'année de pleine production. Il peut atteindre la taille de 12 m, mais dans les plantations, il est taillé de façon à ne pas dépasser 2- 3 mètres pour faciliter sa culture et la cueillette. Ses fruits, de couleur rouge, sont appelés " drupes " ou " cerises « Un arbre » produit de 2 à 5 Kg de cerise par an. Il possède des racines profondes qui épuisent rapidement le sol. Feuillus persistant avec des feuilles ovales de couleur sombre et d'aspect vernissé sont opposées avec un bref pétiole, la laminaire est lancéolée avec un aspect acuminé et des marges légèrement ondulées.

La 1<sup>ère</sup> floraison intervient la 4<sup>ème</sup> année, les fleurs sont blanches et naissent en grappes axillaires avec un parfum intense proche du jasmin ou de l'oranger. Au 17<sup>ème</sup>, on appelait le caféier le « jasmin d'Arabie ». Il fleurit plusieurs fois par an.

## **I.6.2. Préalables agronomiques du café**

Ces préalables agronomiques de la culture du café sont entre autres :

### **I.6.2.1. La pluviométrie**

La pluviométrie est un facteur limitant majeur pour la caféiculture. La répartition mensuelle des pluies est plus importante que la hauteur totale des précipitations. Il est nécessaire que les pluies soient réparties régulièrement au plus trois à quatre mois après la floraison pour éviter l'avortement des fruits. La localité de Nkongsamba a un climat vraiment approprié pour le développement de cette plante.

### **I.6.2.2. L'humidité relative**

L'humidité de l'air joue également un rôle important. L'arabica est de ce fait plus exigeant que le robusta.

### **I.6.2.3. Les températures**

Les températures constituent un enjeu majeur dans la caféiculture, en particulier pour l'arabica. L'altitude permet de compenser ces exigences quand on se rapproche des tropiques.

### **I.6.2.4. Les vents**

Le vent agit de façon mécanique en brisant le tronc et les branches des arbres, entraînant ainsi la chute des feuilles lorsque sa vitesse atteint les 70 à 80 km/heure. Les vents sec et chauds entraînent le flétrissement des feuilles et des jeunes rameaux encore verts.

### **I.6.2.5. L'éclaircissement**

L'éclaircissement est important pour la fructification. Longtemps considéré comme plante héliophobe le caféier a été cultivé sous ombrage, en plein soleil les rendements peuvent s'avérer très élevés. Ce mode de culture exige cependant d'utiliser des intrants en quantité suffisante et de pratiquer une taille régulière.

### **I.6.2.6. Les sols**

Les sols de pH compris entre 4,2 et 6,5 conviennent bien au caféier qui ne présente pas d'exigences particulières. La texture se révèle importante lorsque les déficits hydriques se manifestent.

Les deux espèces de caféiers cultivées présentent des caractéristiques et exigences différentes.

**Tableau 7** : Caractéristiques des deux espèces de caféiers cultivées

	<b>Coffea canephora</b>	<b>Coffea arabica</b>
Origine	Zones équatoriales chaudes et humides de basse altitude du bassin du Congo et du golfe de Guinée	Hauts plateaux éthiopiens à saison sèche marquée et températures fraîches
Caractéristiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Diploïde (<math>2n = 22</math>)</li> <li>• Allogame (ou auto stérile)</li> <li>• Caféine 2% à 3,5%</li> <li>• Boisson à arôme faible mais corsé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Allotétraploïde (<math>4n = 2x = 44</math>)</li> <li>• Autogame (ou autofertile)</li> <li>• Caféine 1,1% à 1,6%</li> <li>• Boisson à arôme marqué mais faiblement corsé</li> </ul>
Exigences climatiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Températures entre 14 et 26° C (min 10°C – max 35°C)</li> <li>• Pluviosité</li> <li>• 1500 mm à 3000 mm par an</li> <li>• Saison sèche de 2 à 3 mois</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Températures entre 20 et 25° C (min 5°C – max 30°C)</li> <li>• Pluviosité</li> <li>• 1500 mm à 1800 mm par an</li> <li>• Saison sèche de 2 à 4 mois</li> </ul>

**Source** : Wikipédia, les caractéristiques liées à la culture du café

## **I.7.LES ESPECES CULTIVEES ET LEURS EXIGENCES.**

### **I.7.2. Itinéraire technique et l'élaboration du rendement**

#### **I.7.2.1 La pépinière**

L'ensemencement se fait en utilisant des grains sélectionnés qui sont placés dans des germeaux, préparés avec de la terre de forêt, dans un lieu ombragé. Le terrain est maintenu frais et sarclé. Il est important de désinfecter le sol contre les nématodes et les insectes avant le semis des graines. Le germeau devra également être protégé des rats, poules et autres animaux susceptibles de causer des dégâts par un grillage. Pour un hectare de plantation, il faudra prévoir environ 750 g de semences. Après environ 6-7 mois, lorsque les plantes ont atteint une hauteur d'environ 15 cm elles sont extirpées et replantées dans le vivier, où elles sont gardées à l'ombre, arrosées fréquemment et libérées des mauvaises herbes. Si les petites plantes sont destinées à des plantations qui ne sont pas ombragées, il faut les habituer graduellement à l'exposition directe du soleil, car elle n'aime pas trop le soleil, ni le vent.

#### **I.7.2. La mise en place de la culture**

La mise en place optimale de la plantation dépend fortement de la qualité des plants. Il convient de démarrer la pépinière six à sept mois avant la date prévue pour la plantation. Avant la mise en champ des jeunes plants il est parfois nécessaire de pulvériser toutes les trois à quatre semaines une solution de sulfate d'ammoniaque ou de phosphate d'ammoniaque à raison de 5 g/litre pour stimuler la reprise. Les plants sont mis en terre au début de la saison des pluies pour qu'ils puissent bénéficier de suffisamment d'eau.

Le choix de la parcelle doit tenir compte des caractéristiques propres du sol. Il doit être humifère légèrement acide et permettre une bonne rétention en eau. L'emplacement de la plantation devra permettre un accès aisé et carrossable en toutes saisons. Les lignes de plantation devront tenir compte des courbes de niveau et du drainage des eaux. La densité de plantation dépend de la vigueur des caféiers, mais surtout de la fertilité des sols. Pour les C ; Canephora il est conseillé une densité de **1300 pieds** à l'hectare soit des espacements de **2,5 x 3 m** à **2000 pieds** soit **2,5 x 2 m**. En ce qui concerne le café arabica, la densité peut varier de 1600 pieds (2,5 x 2,5 m) à 2500 pieds (2 x 2 m) pour les variétés à port haut et de 5000 (2 x 1 m) à 10 000 pieds (1 x 1 m) pour les variétés à port bas. La mise en champ commence par le piquetage (opération relative à la matérialisation des emplacements de la trouaison). Pour assurer une bonne productivité, il est important de veiller à planter du matériel sain et robuste. L'origine et la qualité des plants sont très déterminantes dans les rendements de la caféière. La première récolte est faite **la cinquième année** et il produira pendant environ 15- 30 ans.

### **I.7.3. L'entretien**

L'entretien de la caféière consiste principalement en trois types d'opérations : le remplacement des plants manquants, la taille de formation et la fumure.

Le remplacement des plants manquants s'effectue dans l'intervalle des deux ans suivant la mise en plantation des cultures. Il s'agit d'assurer une plantation homogène pour des rendements conséquents. En effet, lors de la transplantation des jeunes plants de caféiers, ils se révèlent encore suffisamment fragiles pour pouvoir subir les contre coups des aléas climatiques et physiques. Cette opération concerne généralement 10 à 20% des plants.

La seconde opération d'entretien de la caféière est celle relative à la taille de formation. Il existe de nombreux systèmes de taille du caféier. Ils découlent des caractéristiques morphologiques de la plante. L'objectif recherché à travers la taille des caféiers est l'optimisation de la production par la stimulation de nouveaux rameaux et la possibilité d'obtenir de bonnes cerises. La taille ne doit cependant être réalisée que sur des plants sains. La taille et l'entretien des plantations sont les deux techniques de base que le producteur doit appliquer s'il veut obtenir un minimum de 500 Kg de café marchand par hectare. La taille est indispensable pour obtenir un caféier solide et généreux. Le caféier pousse vite et son feuillage est pesant. Pour solidifier le tronc, il faut étêter dès que la nouvelle pousse a plus de trois nœuds, juste au-dessus du dernier nœud. De ce point partiront deux nouvelles tiges verticales ; sélectionnez la plus vigoureuse et coupez l'autre. Recommencez ainsi tous les trois nœuds pour obtenir un tronc costaud et bien lignifié. Ne coupez jamais les branches qui partent horizontalement, ce sont elles qui vont porter les fleurs et les fruits.



Tout au plus, sur de vieux sujets, vous pouvez tailler ces tiges horizontales en leur milieu. Deux nouvelles tiges fructifères viendront ensuite remplacer le rameau d'origine.

La fertilisation des plantations de caféiers dépend fortement des exportations constatées. Il est important que des analyses soient menées régulièrement pour équilibrer les formules de fertilisation. Le tableau ci-après récapitule les exportations d'éléments minéraux et propose des quantités de fertilisation de manière générique. Elles devront cependant faire l'objet d'adaptation en fonction de la nature des sols.

**Tableau 8 :** Exportations et fertilisation minérale du caféier

Éléments	Exportations (Kg/100 kg de café)	Recommandations de fertilisation	
		Arabica	Robusta
Azote (N)	15 à 30 Kg	100 à 150 Kg	60 à 100 Kg
Phosphore (P <sub>2</sub> O <sub>5</sub> )	3,6 à 10 Kg	30 à 50 Kg	30 à 50 Kg
Potassium (K <sub>2</sub> O)	24 à 44 Kg	60 à 90 Kg	40 à 60 kg
Calcium (CaO)	2 à 15 Kg	Selon analyses du sol	Selon analyses du sol
Magnésium (MgO)	2 à 6 Kg	Selon analyses du sol	Selon analyses du sol

**Source :** Wikipédia, la fertilisation du caféier

**Tableau 9 :** Temps de travaux pour la plantation et l'entretien de la caféière

Opération	Temps de travaux (jours)
Désherbage préalable	6
Transport des plants	10
Plantation	18
Contrôle et remplacements des plants	18
Désherbage chimique (2 passages par an)	8
Désherbage manuel (4 passages par an)	42
Taille de formation	12
Détourage	10
Traitements insecticides	8
Engrais	6
Régulation de l'ombrage	10
Récolte des baies	17
Traitement	20
Fermentation et séchage	30
<b>Total</b>	

**Source :** Wikipédia, temps de travaux pour la plantation et l'entretien de la caféière

#### **I.7.4. La défense des cultures**

Le caféier possède deux principaux ennemis. Il s'agit des scolytes des baies *Hypothenemus hampei* et la rouille orangée due à *Hémiléria vastatrix*.

Le scolyte des baies provoque jusqu'à 20% de chute des fruits et est responsable de la dégradation de la qualité des fèves en les perforant. Ces perforations permettent des infestations secondaires et des moisissures. La lutte se réalise de manière chimique et est complétée par la lutte biologique qui fait recours à des champignons entomopathogènes (*Beauveria sp*).

La rouille est une maladie qui ravage les plantations d'arabica en provoquant la défoliation des caféiers et leur disparition lorsque les attaques sont très intenses. Les moyens de lutte sont chimiques mais surtout résident dans l'utilisation de variétés hybrides.

**Tableau 10 :** Les maladies et ennemis de la culture

Nature	Dégâts ou symptômes	Observations
<b>Maladies</b>		
• <b>Anthracnose des baies</b>	Provoque la pourriture des fruits à l'état humide (pulpe et jeunes graines)	Pulvériser un produit à base d'oxyde cuivreux à raison de d'une application tous les 20 jours.
• <b>Rouille orangée</b>	Affecte l'appareil végétatif et provoque la perte des feuilles	Éliminer les sources potentielles de contamination Pulvériser un fongicide
<b>Ennemis</b>		
• <b>Scolyte des baies</b>	Attaque les fruits et provoque la chute des baies, pertes de rendements importants	Récolter le café au moment opportun quand il est bien mur Procéder à une récolte sanitaire des fruits laissés sur la plante et ramasser ceux tombés au sol Utiliser un insecticide tel l'endosulfan
• <b>Antestia</b>	Piqûres des jeunes rameaux et des fruits entraînant la baisse des récoltes	Utiliser un insecticide tel l'endosulfan en un seul passage
• <b>Chenilles défoliatrices</b>	Provoque la chute des feuilles du caféier	Utiliser des produits contenant des pyrèthrinoïdes

**Source :** Wikipédia, les maladies et ennemis du caféier

## I.8. LA CUEILLETTE ET LE TRAITEMENT DES CERISES

Après la cueillette, le traitement consiste en une série d'opérations visant tout d'abord à séparer les cerises des déchets dû à la collecte (branchages, mauvaises ou trop petites cerises...) puis à libérer le grain de tout ce qui l'enveloppe pour obtenir le "grain vert marchand".

Deux méthodes bien différentes l'une de l'autre peuvent être employée. Elles auront une incidence directe sur le coût et la qualité du café :

- La voie humide, celle qui produit ce qu'on appelle des "cafés lavés".
- La voie sèche, qui produit des cafés dits "naturels".

### I.8.1. Trempage

Il doit être fait le plus rapidement possible après la récolte, moins de 24 heures après. Les grains sont trempés dans un bain d'eau pendant 16 à 36 heures pour les gonfler et les ramollir. Cette durée dépend de la variété, de la température de l'eau et du taux d'humidité.

### I.8.2. Dépulpage

À l'aide d'une machine, qui combine l'utilisation de la friction et d'un jet d'eau ou équipé de lames, on sépare le grain de la pulpe.

### I.8.3. Fermentation

Les grains sont placés dans des cuves en béton où on les laisse fermenter de 12 à 36 d'heures. Cette opération libère les grains du reste d'une substance visqueuse qui les recouvre encore après le dépulpage.

### I.8.4. Lavage

Après la fermentation, un bon lavage s'impose. On fait donc passer les grains de café à contre-courant d'un courant d'eau afin de les libérer du maximum d'impuretés. Cette étape permet aussi de ne conserver que les grains les plus murs qui étant plus lourds restent au fond ou par l'usage d'une trieuse dite de " Agard ".

### I.8.5. Séchage

À ce stade, le café est en parche<sup>11</sup>. On le fait alors sécher au soleil dans d'immenses tiroirs se déplaçant sur rails, de manière à pouvoir vite les abriter en cas de pluie. Cette opération dure une à trois semaines. Les grandes plantations possèdent des machines accélérant le séchage par l'envoi d'un jet d'air chaud qui peut alors se faire en 24 à 48 heures. La couleur du grain devient jaune doré.

### I.8.6. Décorticage

Avant exportation, le café est décortiqué : on retire la parche pour le café lavé ou la coque pour le café séché. On utilise pour cela une décortiqueuse soit à friction, à rouleaux ou à percussion.

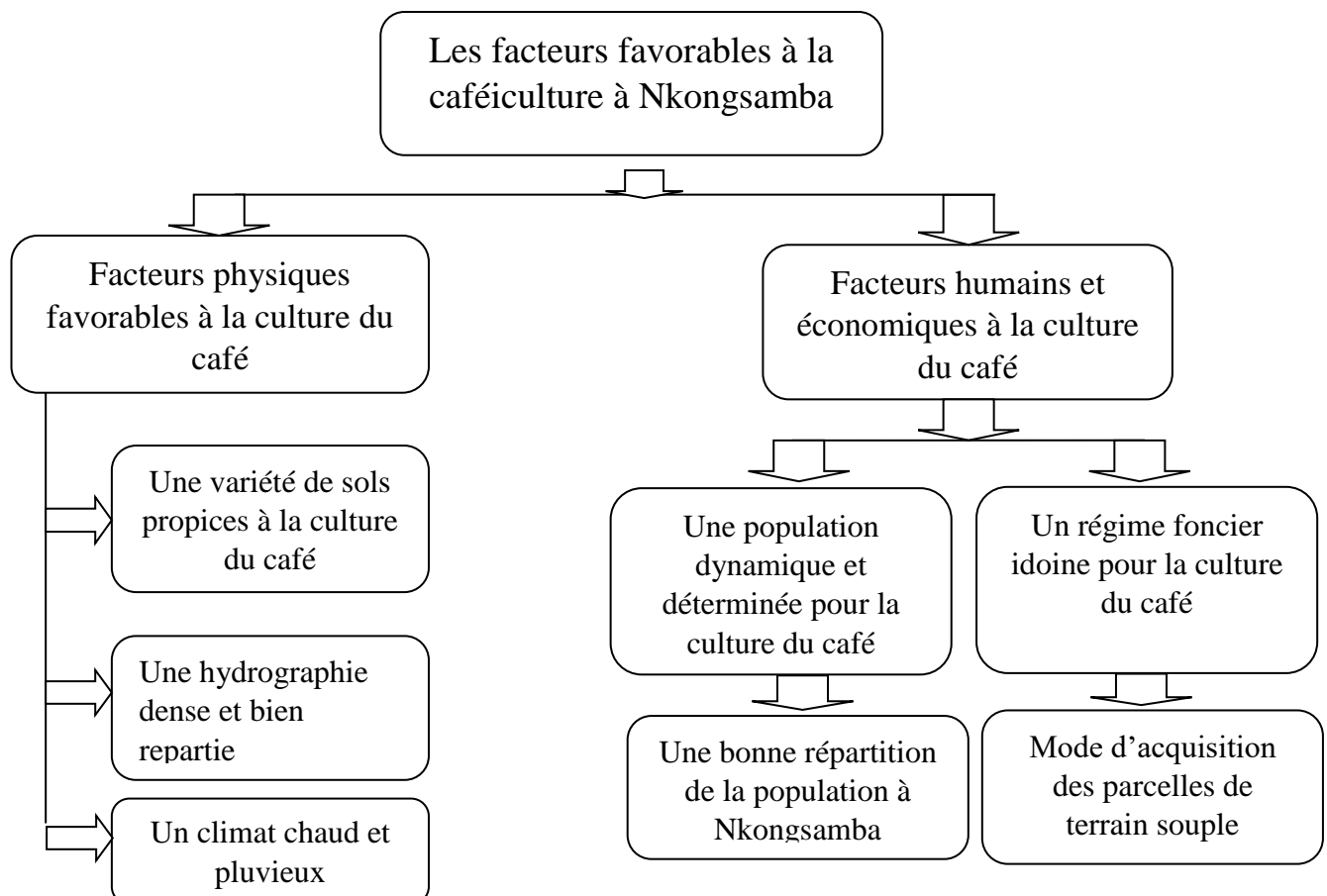
**Tableau 11 : Résumé des éléments techniques de la fiche**

Paramètres	Observations
<b>Terrain</b>	Rechercher des sols humifères légèrement acide, qui permettent une bonne rétention en eau. Sols meubles, riches, bien drainés ; pH entre <b>4,2 - 6,5</b>
<b>Ensoleillement</b>	Mettre en place la plantation sur des parcelles ombragées et réguler progressivement l'ensoleillement.
<b>Préparation du terrain</b>	Abattage du sous-bois, Tronçonnage des arbres, extraction des souches et andainage, brûlis des andains, piquetage pour cacaoyer et au besoin pour plantes intermédiaires telles le bananier, trouaison et plantation
<b>Semences</b>	Semis des graines en pépinière en veillant à orienter l'hip vers le bas. Semer à une profondeur de 5 cm.
<b>Densités de semis</b>	Variable de 1600 à 2000 pieds par hectare en fonction de la nature des sols

<sup>11</sup> Enveloppe de chaque graine de café, de consistance parcheminée

<b>Période de plantation</b>	Mettre les plants en terre au début de la saison des pluies
<b>Lutte contre les mauvaises herbes</b>	Défricher de manière régulière la plantation pour éviter l'enherbement et surtout les gîtes de maladies
<b>Protection phytosanitaire des champs</b>	Appliquer les méthodes conseillées de lutte de manière minutieuse et soignée. La récolte en dépend fortement.

Source : Wikipédia,



Source : Auteur, Décembre 2022

Figure 12:Résumé des éléments techniques de la fiche

Le chapitre premier qui s'achève a permis de vérifier la première hypothèse de recherche qui met en relief les facteurs physiques, humains et économiques favorables expliquent prospérité de la culture du café avant 1990 à Nkongsamba. Il ressort de cette hypothèse que les facteurs favorables vont permettre dès le début des années 1930, de planter le café robusta dont les conditions climatiques et pédologiques sont réunies pour une bonne émergence. Et, pour cela, il a fallu attendre 1957, avec la loi portant sur la libéralisation des cultures de rente, pour voir le caféier devenir un élément structurant l'espace à Nkongsamba. C'est ainsi que le café robusta va poser les bases d'une nouvelle forme d'économie et d'organisation de l'espace.

## CHAPITRE 2 : DE LA PRODUCTION CAFEIERE A LA CRISE CAFEIERE A NKONGSAMBA

Pendant presque 20 ans, le secteur café-cacao a généré beaucoup de recettes fiscales, soit directement, soit indirectement avec ses effets d'entraînement sur la consommation, l'investissement et le commerce extérieur (Agence Française de Développement, AFD, 2005). À Nkongsamba, la forte production à l'hectare du café robusta a contribué à l'amélioration de la sécurité alimentaire et du cadre de vie des populations. Cette forte productivité<sup>12</sup> du café a aussi permis non seulement l'accroissement rapide de la population, mais a façonné une élite bourgeoise qui a bâti sa fortune à partir des revenus engrangés du café. Avec le prix du kilogramme de café qui augmentait d'environ 20 FCFA par an, le planteur était un homme équilibré et orgueilleux. Cependant, ce « bonheur » ne sera pas de longue durée, car à la fin des années 80, l'économie camerounaise entre dans une phase de récession. Il sera question de vérifier l'hypothèse selon laquelle la forte production du café ainsi que le désengagement de l'État du secteur agricole sont les causes de la crise caféière à Nkongsamba, vieille ville de tradition caféière.

### II.1. DYNAMIQUES DE LA PRODUCTION DU CAFE A NKONGSAMBA

#### II.1.1. Brève description de l'origine du café et des conditions favorables à sa culture

Originaire de l'Arabie, le caféier, petit arbre pouvant atteindre jusqu'à 3m de haut, s'est développé très aisément en Éthiopie. C'est partant de ce pays d'Afrique de l'Est que les Européens l'ont transporté en Amérique du Sud et, plus tard, dans leurs colonies d'Afrique où ils vont l'imposer comme culture commerciale.

Il existe deux principales variétés de café : le café **arabica** est un petit arbre très exigeant, qui ne pousse idéalement qu'en altitude, à une température de 20°C et, sur un sol riche en sels minéraux. L'Arabica est très sensible aux attaques de parasites et des maladies du café. En effet, malgré les conditions complexes qui doivent être réunies pour le produire, l'Arabica

---

<sup>12</sup>

En industrie, c'est le rapport entre la quantité de biens produits et les moyens mis en œuvre pour les produire

est encore le café le plus côté du monde en raison de ses 44 chromosomes qui lui confèrent un arôme spécial, ce qui fait de lui le café le plus cher sur les marchés.

Le café **robusta**, quant à lui, désigne en premier lieu le petit caféier qui pousse principalement sur les basses altitudes. Le café robusta contrairement à l'arabica se développe sous une température supérieure ou égale à 22c. Il est produit en Afrique centrale, occidentale, orientale, en Asie du sud-est, et au Brésil. Il présente d'énormes avantages, car il est plus riche en caféine, il fournit suffisamment de l'énergie aux hommes, il est plus productif, moins fragile et ne nécessite aucun soin particulier pendant sa culture. Il est naturellement plus résistant aux parasites et aux champignons que l'arabica.

Le café est l'une des plantes à grands enjeux tant du côté du colon que du producteur au Cameroun. Les Allemands l'avaient relégué au second plan pour essai non concluant. Pourtant, « à partir de 1930, il va devenir une plante à la fois stabilisatrice, régulatrice de la société » (Kut M 1996). L'essor des plantes riches est conforme aux objectifs du plan Sarrault (ministre français des colonies) de 1921 qui prévoyait la constitution des petites propriétés individuelles où la famille en toute indépendance et à sa propre initiative, travaillerait pour obtenir sa récolte. Il est renforcé par la charte de la Société Des Nations (SDN) qui stipule en son article 22 que « le mandataire accroîtra par tous les moyens en son pouvoir le bien-être matériel et favorisera le progrès social et humain ».

**Planche 1:** les différents types des cerises de café



Cliché Sen Bassi, Août 2022

**Photo 1:** Les cerises de café non mûr



Cliché Sen Bassi, Décembre 2022

**Photo 2 :** Les cerises de café mûr

### **II.1.2. Les circonstances de l'introduction du café dans le bassin agricole du Moungo et ses environs**

Le café a été introduit dans l'Ouest du Cameroun pendant la période coloniale par les allemands. Selon Saha P. K., (2000), le café a été introduit dans la Ménoua au sortir de la guerre de 1914-1918 par les soldats français, qui se sont efforcés d'en tirer un maximum de profit. À cette période, le café est resté pendant longtemps le monopole des colons européens et de quelques indigènes privilégiés en raison de leurs affinités avec le pouvoir colonial.

Le café robusta fut introduit dans le Moungo par les colons français, anciens militaires de réserves qui avaient reçu de l'administration coloniale des terres en concession (Tchouamo I. R 1994). Il est cultivé soit sur les rebords du plateau (Bafang, Bangangté), soit dans les zones situées en contre-bas. Ces zones correspondent également aux forêts sempervirentes atlantiques de moyennes altitudes et semi décidues à sterculiacées. En général, le café robusta est une espèce de basse altitude et de forêt équatoriale très humide.

#### **II.1.2.1. Les circonstances de l'introduction du café à Nkongsamba**

Introduit avant les années 1920 au Cameroun, la culture du café avait longtemps été interdit « aux indigènes ». Cependant, à partir des années 1928, on remarque une croissance exponentielle des champs capitalistes dans le département du Moungo . Le café arabica pendant cette période apparaît sur les basses terres bordières de l'Ouest, en l'occurrence dans les arrondissements de Santchou et de Kékem, près de la Moumée. Le grec Koutsomipoulos (Kuété

M. 1996) avait développé 13000 pieds de café arabica, mais à partir de 1930, l'échec de l'arabica dans les basses terres (700-800m) est constaté. Les conditions climatiques associées aux conditions écologiques ont favorisé le développement des maladies dont l'hémiléia. En 1932, environ 35000 pieds de café arabica sont détruits complètement dans les plantations (Essamkouen B., 1999).

Face à cet échec de l'arabica, deux solutions sont proposées :

- La politique de lotissement : dès juillet 1932, on envisage de regrouper les caféiers sur les terrains communaux (lotissement le long des routes à proximité des chefferies pour mieux surveiller cette culture). Ainsi, les emplacements répondant aux normes topographiques et pédologiques sont alors choisis ;

- La politique de création et d'agrandissement des plantations des nobles mises en place par le responsable de la circonscription. Ainsi, cette déclaration doit porter les indications suivantes : situation du terrain, superficie, nombre de pieds et origine des plants. Il s'agit ainsi d'un contrôle de l'administration coloniale sur les paysans indigènes assortis des dispositions correctives. En 1937, l'élaboration d'un véritable code sur le café arabica et robusta vient amplifier la culture du café au niveau du territoire national en général et de Nkongsamba en particulier, car désormais, chefs, notables et anciens tirailleurs ont le droit de cultiver « l'arbre à cerises ».

Entre 1948 et 1957, une véritable ruée vers la culture du café se manifeste de la part des indigènes. Cette ruée se justifie par les prix au niveau national et international, mais surtout par le geste effectué par l'Assemblée Représentative du Cameroun (ARCAM)<sup>13</sup> du 31 mars au 14 avril 1949, de libéraliser la culture du café au Cameroun (Kuété M, Opt cit).

Ce décret confisqué et conservé par les autorités administratives ne sera opérationnel dans la province de l'Ouest qu'à partir de mars 1957 sous la pression des chefs de subdivision. Mais cette libéralisation a des conséquences sur la structuration puisqu'elle permet aux paysans de la ville de Nkongsamba de créer leur plantation là où ils désirent et même d'associer à la caféiculture les autres cultures de leur choix. Les surfaces caféières vont s'accroître et on va noter l'apparition de la polyculture (caféier-cacaoyer, caféier-palmier à huile, caféier-vivrier).

---

<sup>13</sup> Assemblée Représentative du Cameroun. D'un point de vue historique, l'Assemblée Nationale est la première institution du Cameroun moderne. Elle est en effet la descendante de l'Assemblée Représentative du Cameroun (ARCAM) qui a vu le jour le 22 Décembre 1946 en application de la loi française du 7 octobre 1946 instituant des Assemblées Représentatives dans les ex-colonies françaises. Cette Assemblée-mère était composée de 40 membres dont 24 Camerounais et 16 Français



### **I.1.2.2. La promotion de la caféiculture par l'État à Nkongsamba**

Entre 1975 et 1990, l'État, pour promouvoir la caféiculture à Nkongsamba et ailleurs, a organisé le concours des plus belles plantations. Les lauréats étaient récompensés immédiatement afin d'encourager les autres à mieux faire. De même, toujours pendant cette période, l'État administrait les traitements phytosanitaires aux caféiculteurs et donnait des ristournes à ces derniers après la vente des produits de rente. Les subventions apportées par l'État étaient effectives et concernaient tous les types d'intrants agricoles pour faciliter la tâche aux paysans et leur permettre d'accroître la production (DDADER, 2006).

À côté de cette promotion, l'État a entrepris des initiatives qui consistaient à lutter contre les maladies telles que le scolyte et l'antracnose dans certaines plantations.

Cependant, entre 1991 et 2005, aucune promotion de la part de l'État n'a été entreprise, car avec la longue période de crise qu'a connu le pays, il n'était plus possible pour l'État de trouver les moyens financiers nécessaires afin de continuer avec l'encadrement des paysans qui représentent plus de 65 % de la population active.

## **II.2. LA PERIODE FASTE POST INDEPENDANCE (1960-1987)**

Ce qui caractérise l'économie camerounaise pendant environ 30 ans est le taux de croissance annuel moyen du Produit Intérieur Brut (PIB), qui est de l'ordre de 7% en termes réels. En effet, alors que ce PIB était de 3 146 millions de dollars américains en 1965, il est de 6 339 millions de dollars américains en 1980 (Touna Mama, Opt cit). Cet accroissement du PIB est le fait d'une économie dynamique axée sur les exportations de produits agricoles (café-cacao) et énergétiques (pétrole). Par exemple, alors qu'il exportait 93 600 tonnes de cacao et 48 800 tonnes de café en 1965, le Cameroun en exporte respectivement 110 620 tonnes et 92 460 tonnes en 1975 (FAO, 2008).

La politique économique de cette période, fondée sur la planification et le cadre d'exécution de cette approche fixent les plans quinquennaux. Il s'agissait donc d'objectifs de développement que se fixait l'État sur une période de cinq ans. Le Cameroun a connu cinq plans quinquennaux successifs de 1961 à 1991. Le 6<sup>ème</sup> Plan quinquennal sera abandonné après deux années d'exécution (1986 et 1987) du fait des difficultés financières de l'État et de la mise en place du Plan d'Ajustement Structurel avec le FMI.

### **II.2.1. Le rôle déterminant de l'agriculture dans le développement du Cameroun avant la crise de 1986/87**

Durant la période des Plans Quinquennaux, c'est-à-dire de 1960 à 1987, la politique de développement agricole au Cameroun est caractérisée par une forte intervention de l'État. En effet, avant la crise économique de 1987, la politique de développement du Cameroun était sous-tendue par les plans quinquennaux de développement dont l'objectif général était de doubler le PIB par habitant en 20 ans tel qu'il apparaît dans le premier plan quinquennal (1960-1965). En réalité, un examen attentif des autres plans montre que l'agriculture a toujours occupé une place de choix dans la politique de l'État (Touna Mama, Opt cit).

C'est ainsi que :

- le second plan quinquennal (1966-1971) a été baptisé « plan du paysan », précisément parce qu'il mettait l'accent sur l'amélioration du niveau de vie de la population des zones rurales ;
- le troisième plan quinquennal (1971-1976) avait pour principal objectif l'accroissement de la production et de la productivité agricole, ce qui explique que plus de la moitié des investissements aient été destinés aux projets agricoles directement productifs ;
- le quatrième plan quinquennal (1976-1981) dont l'objectif majeur était d'augmenter le taux de croissance du PIB par tête d'au moins 5% a consacré la majeure partie de ses investissements à l'infrastructure rurale, à l'économie rurale et à l'énergie
- le cinquième plan quinquennal (1981-1986), dont l'ambition était de donner un nouveau visage au Cameroun des années 2000 par l'augmentation du revenu réel par habitant, accordait lui aussi une place de choix au secteur agricole.
- le sixième plan quinquennal, « mort-né » du fait de la survenance de la crise, baptisé « plan renouveau », avait pour objectif principal la consolidation de l'autosuffisance alimentaire du pays (Touna Mama, Opt cit).

Les objectifs intermédiaires de ce plan étaient du reste :

- L'élargissement et la modernisation du secteur agricole ;
- La diversification des exploitations ;
- La création des exploitations agricoles de taille moyenne.
- La transformation des produits agricoles ;
- La préservation de l'environnement.

En effet, dans le prolongement de l'administration coloniale, l'État camerounais s'est investi dans la promotion des cultures d'exportation. Ces principales cultures sont : la cacao culture, la culture du café arabica et robusta, la culture du caoutchouc naturel, la coton-culture, la culture de la banane pour l'exportation, la culture du palmier à huile

et la culture du thé. Pour le jeune État indépendant, ces cultures sont sources de devises<sup>14</sup> et procurent d'importantes recettes comme en témoigne l'évolution du PIB du pays. L'intervention de l'État se fait par une généralisation du recours aux organismes publics et parapublics pour assurer le développement de certaines régions du pays. Il s'est agi de la création d'agro- industries et de projets/missions de développement. Dans le premier cas, ce sont des entreprises agricoles publiques ou parapubliques exploitant des superficies sur lesquelles une main d'œuvre salariée est mobilisée. L'entreprise est gérée par des cadres nommés par l'État et dispose d'une main d'œuvre qualifiée constituée de techniciens (Fongang Fouepe G 2009).

Sur les Hautes Terres de l'Ouest, on relève seulement la présence de quelques exploitations de thé de la société Cameroon Development Corporation (CDC). Plusieurs de ces agro-industries sont situées dans les provinces du Littoral et du Sud-Ouest. On peut penser que l'implantation de ces sociétés prenait en compte les exigences agro-écologiques des cultures et la proximité du port de Douala (ville portuaire et capitale de la province du Littoral) pour l'évacuation de la production et l'acheminement des matières premières. Par ailleurs, avec des densités de populations élevées, les Hautes Terres de l'Ouest n'étaient sans doute pas l'endroit idéal pour disposer de suffisamment de terres pour les agro-industries.

Un autre mode d'intervention fut celui des Projets ou Missions de développement. Dans une région donnée, l'État créait un projet chargé de promouvoir une culture d'exportation adaptée au contexte local et d'assurer le développement de la région. Les paysans étaient alors mobilisés pour cultiver sur leurs propres parcelles, mais avec l'encadrement de l'équipe technique du projet. Cet encadrement portait sur différents aspects : l'approvisionnement en intrants, le financement, l'encadrement technique, la commercialisation. Ce fut le cas par exemple pour la SODECAO (cacao), la SODECOTON (coton). La particularité de l'Ouest-Cameroun fut l'existence de l'Union Centrale des Coopératives Agricoles de l'Ouest Cameroun (UCCAO) sur laquelle l'Etat s'est appuyé dans le cadre de cette stratégie.

L'Etat a mené des actions de promotion des cultures vivrières dans les années 1970 dans le but d'assurer l'approvisionnement des villes. Ici aussi, l'État est intervenu par la création de missions et de sociétés de développement. Nous pouvons citer la MIDEVIV<sup>15</sup>

---

<sup>14</sup> Pendant cette période de faste, les produits de bases agricoles d'exportations représentaient plus de 50% de la valeur des exportations du pays.

<sup>15</sup> Mission de Développement des Cultures Vivrières créée en 1973

chargée d'améliorer la qualité du matériel végétal des cultures vivrières, la SODERIM<sup>16</sup>, la SEMRY<sup>17</sup>, l'UNVDA<sup>18</sup>.

Durant cette période, les cultures d'exportation étaient devenues les principales sources de revenus des populations dans les zones où elles étaient promues. Dans l'Ouest-Cameroun où la plupart des paysans étaient planteurs de café, les revenus issus de la vente du café représentaient plus de 50 % des revenus monétaires annuels de ces planteurs (Recensement agricole, 1984).

La politique agricole camerounaise de 1960 à 1986, sans être excellente, car il n'existe pas de politique agricole excellente dans le monde, a permis à la fois à l'agriculture de contribuer de manière substantielle au développement du pays, de nourrir ses populations, de vivre largement au-dessus du seuil de pauvreté et de tendre vers l'autosuffisance alimentaire.

Cette politique a été démantelée par les programmes d'ajustement structurel qui ont mis l'État hors course et prétendu que le marché allait permettre une situation meilleure (Touna Mama, Opt cit).

## **II.2.2. Évolution des techniques culturales et transformation du mode de vie à Nkongsamba**

L'intensification de la culture du café robusta a contribué à la transformation du mode de vie des cultivateurs de café à Nkongsamba. Ces derniers ont progressivement abandonné la pratique du vivrier, c'est-à-dire l'agriculture de subsistance ou d'autoconsommation au profit des « grains d'or » (Epana Edimo F. A, Opt cit). Désormais, ils peuvent mettre en valeur fréquemment de vastes superficies de terrain (2 à 6 hectares). Pour ce faire, ils s'appuient sur l'aide des ouvriers qu'ils payent, compte tenu de leurs prestations. Cette paie s'effectue généralement en période de vente de café, précisément entre février et mars. En dehors de cette paie annuelle, les ouvriers perçoivent des avances pour survivre. Mais de fois, ils effectuent d'autres types de travaux dont la paie directe leur permet de garder un équilibre financier.

En effet, le travail de ces derniers consistait à défricher le champ, aider le patron à engraisser les plants de café et ces derniers étaient comptés parmi les travailleurs qui étaient recrutés dans

---

<sup>16</sup> Société de Développement de la Riziculture de la plaine des Mbo'o créée en 1973, Cette société aurait dû voir le jour dans la plaine de Kékem, car en 1970, l'expérimentation de la riziculture s'est effectuée. Mais ce projet, a été refusé par les populations de Kékem. C'est la raison pour laquelle, l'arrondissement de Santchou va bénéficier de ce projet quelques années après.

<sup>17</sup> Société d'Exploitation et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua créée en 1972

<sup>18</sup> Upper Noun Valley Development authority créée en 1970

le cadre de la cueillette de café. Toutefois, les salaires de ces ouvriers variaient d'un patron à un autre. Par exemple sur 15 personnes enquêtées à ce sujet, 06 affirment avoir perçu un salaire compris entre 140 000 à 170 000 FCFA par an. Ceci est vrai pour des plantations de 5 à 6 hectares, car ces plantations sont défrichées deux fois l'an. Le prix du plant de café défriché était de 10 FCFA. Lorsqu'on fait la multiplication fois 6000 plants, fois deux, on a pratiquement 120 000 FCFA, ajoutés à la cueillette dont le prix du sac d'engrais de 50 kg coûtait entre 400 et 600 FCFA. Les neuf autres enquêtés avaient un salaire annuel compris entre 80 000 à 120 000 F, car ils travaillaient dans des plantations dont les superficies variaient de 2 à 4 hectares. Comme nous avons dit plus haut, ces derniers diversifiaient leurs revenus, car à côté de la plantation dans laquelle ils étaient ouvriers, ils pouvaient travailler ailleurs comme coupeurs de noix de palme ou encore tailler les pieds de café ou de cacao à l'aide du sécateur. Au final, comme affirment si bien ces six ouvriers, « *nos multiples travaux pouvaient nous permettre d'obtenir en une année plus de 500 000 FCFA* ».

### **II.3. PERIODE DE GLOIRE ET DE PROSPERITE**

Depuis les années 1960, l'économie du Cameroun a connu deux phases importantes : une phase dite faste qui va jusqu'en 1985 et une phase de crise depuis 1985.

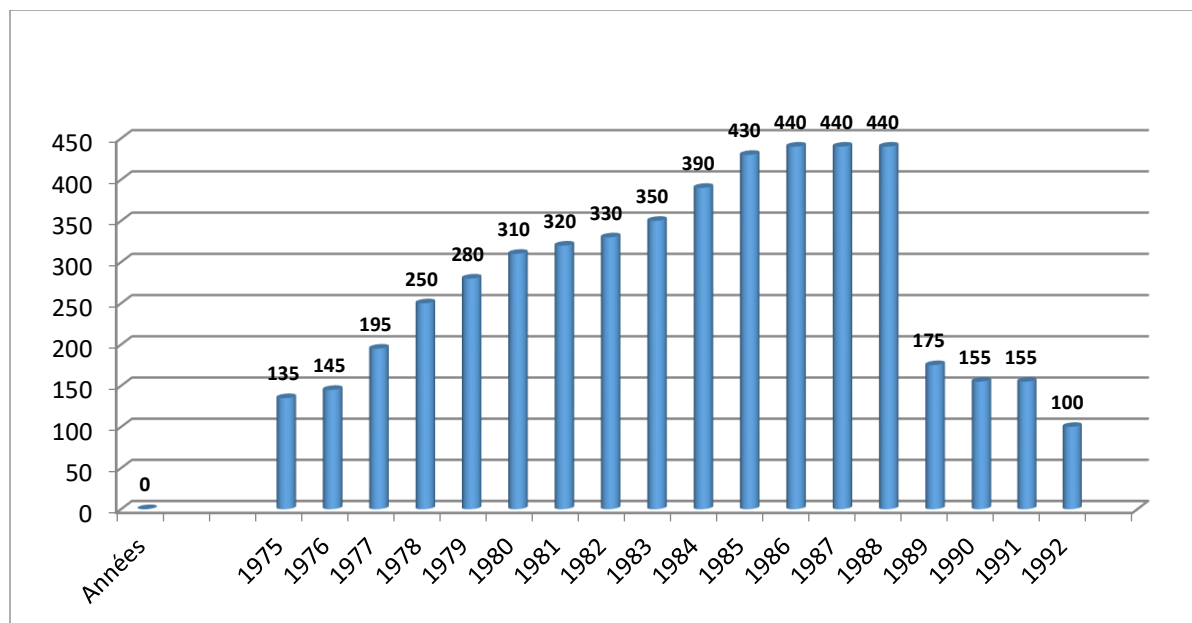
Jusqu'en 1985, l'intervention de l'État était assez forte à travers la création d'agro-industries et de Projets/Missions de développement chargés de promouvoir des cultures spécifiques par région du pays et d'assurer le développement des régions ainsi couvertes. En effet, l'une des caractéristiques majeures de l'économie camerounaise pendant cette période faste est le taux de croissance annuel moyen du Produit Intérieur Brut (PIB) de l'ordre de 7% en termes réels. Ce PIB était de 3146 millions de Dollars Américain en 1965, il est de 6339 millions de Dollars en 1980 (Institut National de Statistiques, Cameroun).

Au regard de cette croissance économique au niveau national et local au lendemain de l'Indépendance, la politique gouvernementale a consisté à regrouper les populations des régions dans lesquelles « le maquis » était d'actualité. Le gouvernement, dans le souci d'assurer la sécurité de ses populations, a créé « les camps » en vue de les protéger des rebelles. C'est ainsi que les populations vont s'installer le long de la nationale n°2<sup>19</sup>, donnant ainsi l'aspect d'un village rue ou linéaire. Ce regroupement avait pour but de les protéger contre les Maquisards. C'est la raison pour laquelle ils se sont installés à proximité de la brigade de gendarmerie, et leur cadre de vie a été modernisé, sachant que celui-ci ne devait pas être détruit par des rebelles.

---

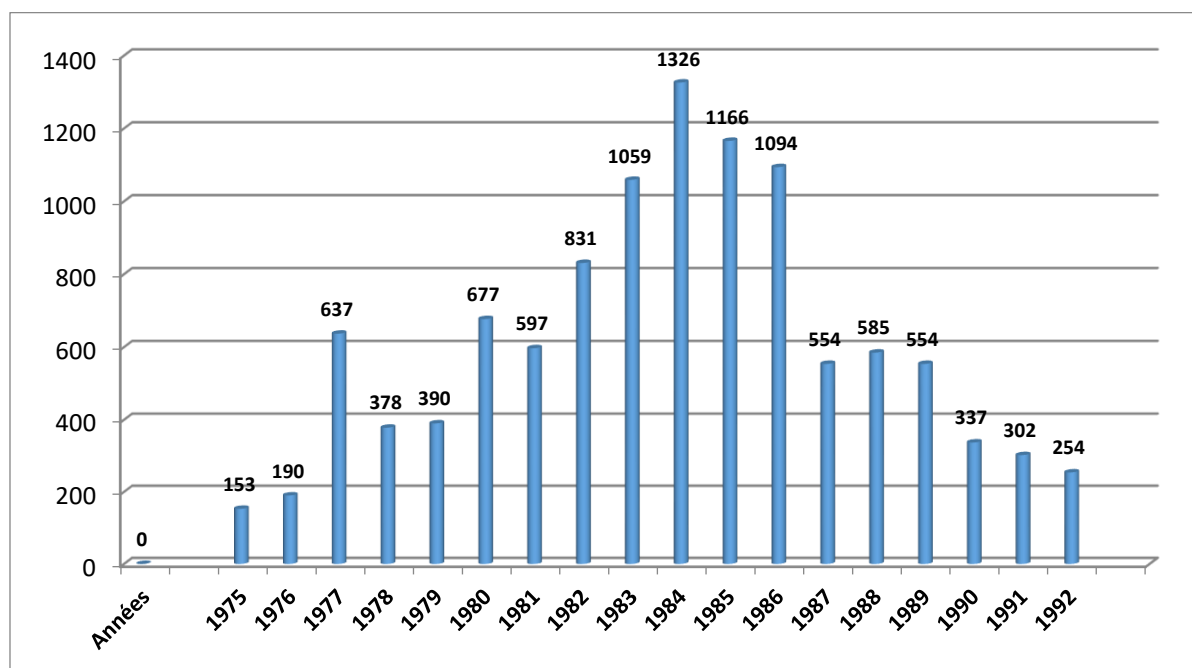
<sup>19</sup> Autrefois l'axe Douala-Bafoussam était la nationale N°2, aujourd'hui, c'est la nationale N°5.

La deuxième période allant de 1989 à 1993 est caractérisée par une baisse continue des prix du kilogramme de café. Il passe de 440 F CFA en 1988, à 175 FCFA, c'est-à-dire moins de la moitié du prix du kilogramme pendant l'année 1988. Cette baisse continue a atteint son point le plus bas en 1992 avec un prix du kilogramme à 100 F CFA, prix jamais enregistré sur le marché national depuis plus de 22 ans.



**Figure 13:** Évolution des prix nationaux du kilogramme du café robusta de 1975 à 1992 en FCFA

**Source :** Bulletin de la BEAC : ONCC,



**Figure 14:** Évolution des prix internationaux du kilogramme du café robusta de 1975 à 1992 en FCFA

**Source :** Bulletin de la BEAC : ONCC,

Le prix du café a véritablement évolué pendant plusieurs années au niveau national et même international de 1975 jusqu'à la fin des années 1980 comme le montre bien les figures ci-dessus.

**Tableau 12 :** Les excédents relevés au kilogramme entre les prix internationaux et les prix nationaux du café robusta de 1975 à 1986 en FCFA

Années	1975	1976	1977	1978	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Excédents	18	45	442	128	367	277	501	709	936	736	656
Années	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Excédents	114	145	114	162	147	99	223	1200	780	420	1045

**Source :** Bulletin de la BEAC : ONCC, 2003

Depuis 1987, le café connaît une perte de vitesse due à la baisse vertigineuse de son prix. Celle-ci a pour conséquence, le découragement des planteurs pour la caféiculture et le sous-développement accentué de la ville de Nkongsamba. Le café qui autrefois, était toute l'espérance des planteurs n'est aujourd'hui qu'un mirage.

### II.3.1. La culture du café : moteur de développement de Nkongsamba

Avec une évolution remarquable entre 1975 et 2000 de la superficie des plantations caféières, le café à Nkongsamba a été considéré jusqu'au début des années 2000 comme la principale source de revenus des planteurs : environ 75 à 80% des revenus comptabilisés des producteurs. « L'arbre à argent » (Morin S., 1994), faisait la fierté du paysan, car il était moins contraignant, moins exigeant et très rentable. Les dépenses effectuées sur le verger café n'étaient pas exorbitantes et permettaient au planteur de réaliser de gros bénéfices après la vente. Ces bénéfices vont permettre au cultivateur d'améliorer ses conditions de vie ainsi que son cadre de vie, de scolariser ses enfants et bien plus...

**Tableau 13 :** évolution de la production du café en Nkongsamba de 1970 à 2021

Année	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010	2015	2021
Production (en tonne)	7890,22	8141,85	9025,84	13200,13	1916,9,7	1742,8,5	1423,2,4	1164,1,2	1020,5,3	9405,60	1031,1,9

Source : annuaire des statistiques agricole de Nkongsamba (1970-2021)

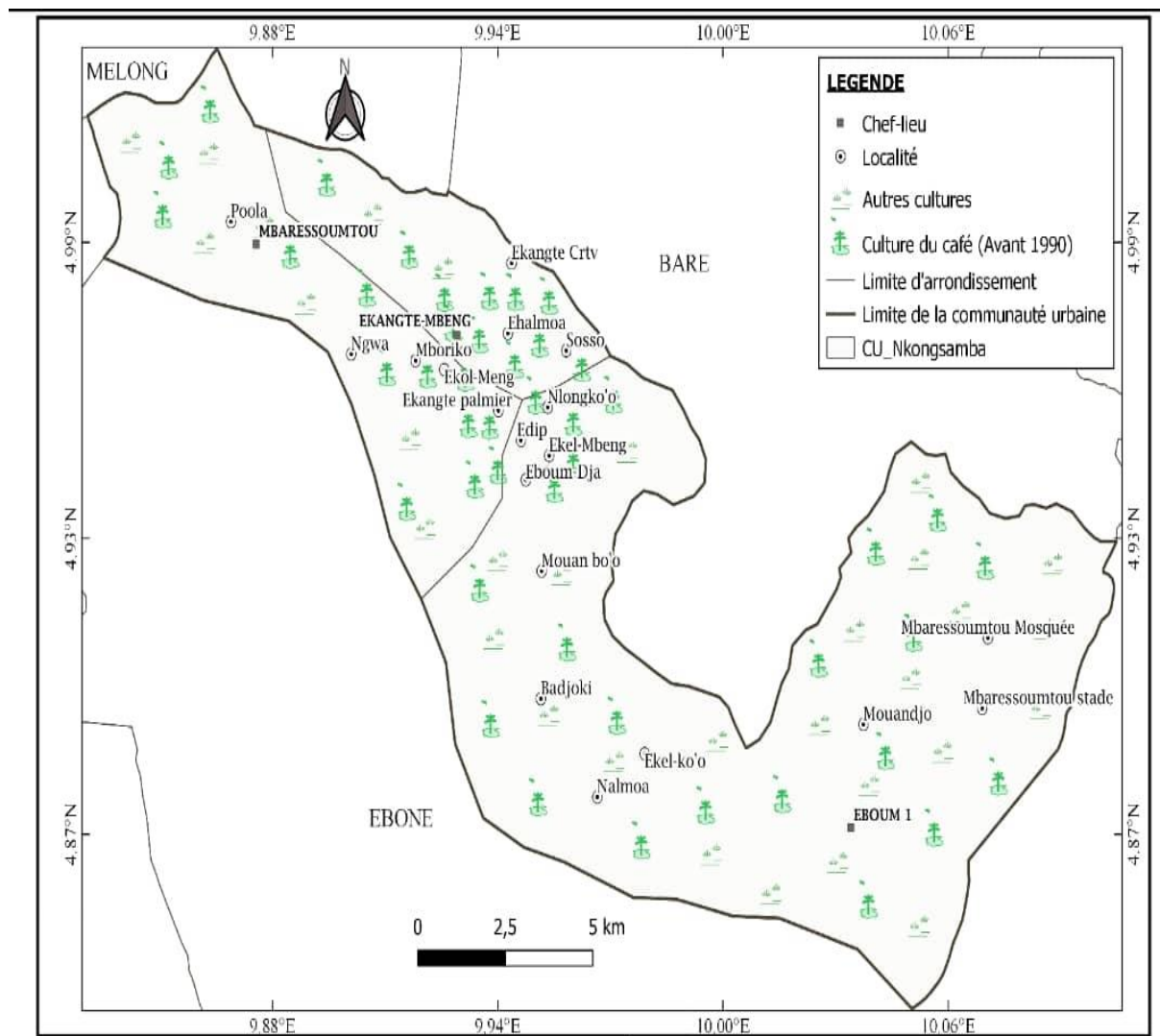
**Tableau 14** : Rapport entre les surfaces exploitées et la production moyenne de café avant 1990.

<b>Surface en (ha)</b>	<b>Production en sacs</b>	<b>Nombre de paysans enquêtés</b>
De 0,5 à 1	10 à 24	55
De 2 à 4	45 à 100	43
De 4 à 8	100 à 190	19
De 10 à 25	220 à 400	10
De 25 à plus de 100	400 à plus de 1000	02
<b>Total</b>	-	<b>129</b>

**Source** : Enquêtes sur le terrain, Août 2022

Au regard des tableaux 13 et 14, on constate que la production du café avant les années 1990 était satisfaisante. En effet, une plantation d'un hectare de café avait une production moyenne de 24 sacs par an. Les planteurs qui avaient des plantations dont les superficies étaient comprises entre deux et quatre hectares pouvaient récolter entre 45 et 100 sacs de café. Les caféiculteurs dont les surfaces étaient comprises entre quatre et huit hectares récoltaient de 100 à 190 sacs de café. Les caféiculteurs moyens dont les plantations s'étendaient de dix à vingt-cinq sacs pouvaient récolter entre 220 et 400 sacs de café. Enfin, les grands caféiculteurs dont les plantations étaient comprises entre vingt-cinq et plus de cent hectares récoltaient entre 400 et plus de 1000 sacs de café. Toutefois, les enquêtes de terrains ont prouvé que certaines plantations situées dans les vallées des cours d'eau, pouvaient fournir jusqu'à 35 sacs en jute de café. Ces revenus vont permettre au paysan non seulement d'agrandir sa famille, de se construire mais aussi d'améliorer son niveau de vie ainsi que son cadre de vie.





**Source :** adaptation carte de Nkongsamba base de données SOGEFI Cameroun, novembre 2019 et enquête de terrain 2022

**Figure 15 :** occupation du sol par le verger caféier avant les années 1990

On remarque à travers cette figure qu'avant les années 90 les plantations étaient dominées par la culture du café. La caféiculture a été une manne précieuse pour l'État Camerounais et surtout pour les populations de Nkongsamba en particulier.

### II.3.1.1. Les transformations sociales : cadre de vie et conditions de vie des populations

Entre 1975 et 1990, la culture du café Robusta a transformé considérablement les structures sociales dans l'arrondissement de Nkongsamba. En effet, profitant de l'évolution exponentielle du prix du kilogramme, les paysans ont su profiter de cette ressource pour investir la qualité de la vie s'améliore au fur et à mesure. Le matin, le paysan ainsi que sa grande famille déjeune avec du pain, du café ou des omelettes. À midi on prépare un bon déjeuner fait de viande de bœuf du bon poisson congelé ou du poisson d'eau douce. À cet effet, un paysan abattu

par la crise agricole affirme : « *Mon fils, entre la période allant de 1975 à 1990, sept à neuf bœufs étaient tués à Nkongsamba tous les jours. Je ne consommait pas du maquereau, encore moins du poisson fumé, car il était considéré comme le poisson des paysans les plus démunis. Je me brossais les dents avec du vin rouge. Aujourd'hui, les données ont changé, de fois en un mois on mange une à deux fois la viande de bœuf chez-moi* ».

Certains se sont dotés de villas, ont mis des moyens financiers et matériels à la portée de leurs enfants afin que ces derniers puissent réussir dans leurs multiples entreprises, et assurer ainsi leur avenir. D'autres cependant se sont laissé aller à des dépenses au quotidien, sans toutefois transformer leur cadre de vie. C'est ce qui explique en grande partie la vétusté et le manque de confort dans la plupart des maisons de Nkongsamba.



Cliché Sen Bassi, Février 2022

**Photo 3** : Vue de face de l'hôtel le Moungo, construit par un grand caféiculteur

Cet hôtel est l'un des premiers hôtels de Nkongsamba construit par un grand caféiculteur avec l'argent issu du café. C'est une fierté pour la ville.

### **II.3.1.2. Installation des usines de décortilage du café**

La caféiculture a permis l'installation et la multiplication de nombreuses unités d'usinage de décortilage du café tant dans la ville de Nkongsamba que dans les petites localités environnantes tels que GORZONIA, ZWOVELO, DELTA, usine SAMEN Patrice (Maire de la commune de Nkongsamba IIème), usine SANI ... D'important flux migratoire à destination du département du Moungo dont les terres fertiles et le climat propice à la culture du café ont constitué un attrait pour les populations jeunes des régions voisines ; Près de 70000 paysans impliqués dans la culture du café avec des parcelles dont la taille variait en moyenne entre 1 et 3 hectares.

Ces usines employaient massivement la population qui par la suite recevait un salaire qui leur permettait de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles. Le chômage était très limité car chacun avait de quoi occuper ses journées grâce à ces usines. Certaines personnes quittaient même des localités voisines pour venir s'installer dans la ville de Nkongsamba à cause du travail.

**Tableau 15** : La production caféière de la ville de Nkongsamba de 1970 à 1990

Années	Production en (t)
1970	<b>7890,22</b>
1975	<b>8141,85</b>
1980	<b>9025,84</b>
1985	<b>13200,13</b>
1990	<b>19169,7</b>

**Source** : Annuaire des statistiques agricoles de Nkongsamba (1970-1990)

Il ressort du tableau 15 que la production de café robusta à Nkongsamba est allée crescendo. En effet, en 20 ans, la production à pratiquement triplé.

### **II.3.1.3. La modernisation de l'habitat rural**

Les premières sommes touchées par le caféiculteur étaient consacrées à la modernisation de sa maison. La diffusion des maisons modernes est allée de pair avec celle de la caféiculture. Plus la culture du café était intense, plus on construisait de plus en des maisons. De plus, chaque habitation était dotée d'une grande cour pour le séchage du café et d'un grand magasin pour stocker les sacs de café en attendant la période de vente.

Le café robusta va poser les bases d'une nouvelle forme d'économie et d'organisation de l'espace. Entre 1975 et 1990, les « grains d'or » (Epana Edimo F. A, Opt cit) vont engranger tellement de revenus aux paysans que leurs conditions de vie vont s'améliorer progressivement ainsi que leur cadre de vie, car les revenus provenant du café représentaient environ 80% des finances du planteur. Ainsi, cet argent va faire de ce dernier un homme suffisant, orgueilleux et limité sur le plan de la réflexion.

Avant les années 1960, la plupart des maisons d'habitation à Nkongsamba étaient des cases construites avec des piquets reliés par des Bambous placés horizontalement de chaque côté et attachés par la liane du bas vers le haut. On pouvait avoir un maximum de sept rangées de bambou selon la hauteur de la case qui ne dépassait jamais 2,5 mètres. Les écorces d'arbres d'environ 30 cm de large étaient enfouies dans la carcasse proportionnellement à la hauteur de la maison. Le tout était surmonté d'un toit à deux pentes recouvertes de nattes. La case pouvait avoir deux à trois pièces en moyenne avec des ouvertures faites de piquets ou de bambous liés. Dans ces cases, le confort était de piètre qualité. On se contentait de dormir sur des lits faits à l'aide de bambou, recouverts de nattes tissées traditionnellement. Les bancs ainsi que la table étaient également confectionnés en bambous de raphia.

Le second type de case était en planches. Ce type de maison est le propre des zones forestières comme le Moungo et le Wouri. Ici, sur les piquets plantés, sont clouées des planches tendres ou dures selon le niveau d'aisance matérielle du paysan. Le toit est également fait de nattes ou de tôles (Essamkouen B, Opt cit). Ces deux types de maisons étaient des constructions propres aux Mbo'o. Les Mbo'o les plus nantis avaient des maisons en planches avec des toits en aluminium et les moins nantis avaient des maisons faites en piquets renforcées de nattes, qui jouaient le rôle de mur afin d'empêcher les passants de se familiariser avec l'intérieur de la maison. Le toit était fait à l'aide des nattes de raphia. Ce toit avait deux pentes et était renouvelé à partir du moment où il était complètement sec et laissait passer de l'eau. Avec le modernisme et l'accumulation de l'argent engrangé dans la culture de café, les plus nantis ont bâti des maisons en parpaings, acheté des feuilles de tôles en aluminium (tôles ondulées). Bien plus, ils ont fait crépir leurs maisons, qui sont devenues des belles villas.



Cliché Sen Bassi, 2022

**Photo 4:** Villa d'un grand caféiculteur à Nkongsamba

Il s'agit ici d'une belle maison construite par un caféiculteur grâce à l'argent obtenu par la vente du café. Lors de son interview ce monsieur nous a affirmé que : *« grâce au café, aujourd'hui, je vis dans une belle et grande maison. Le café a fait de moi un homme comblé, malgré qu'aujourd'hui à cause du caractère fluctuant des prix sur le marché j'ai dû abandonner toutes mes plantations ».*

#### **II.3.1.4. Acquisition de nombreuses épouses**

Par ailleurs, la qualité du prix du café de 1975 à 1988 a permis à certains grands producteurs du « dieu café » (Fongang Fouepe G, 2004) d'épouser plusieurs femmes afin d'avoir beaucoup d'enfants. Vu l'étendue de certaines plantations paysannes, les femmes et les

enfants devaient jouer un rôle prépondérant dans la production et la culture de café, car ils devaient servir de main d'œuvre. Nous savons que l'enfant est un don de Dieu (**Actes 17 : 28**<sup>20</sup>), un signe de grandeur, de puissance, de richesse et de prestige dans nos sociétés africaines (Epana Edimo F A 2020). Mais, dans ce cadre, ils étaient sollicités pour jouer le rôle de manœuvres, car ils n'étaient pas rémunérés et le père, après la vente de ces produits, ne veillait pas toujours à la scolarisation voire au bien-être de ses enfants et même à l'encadrement de ses multiples femmes. Ceci est vrai pour certaines familles Bamiléké installées à Nkongsamba.

**Tableau 16** : statut matrimonial et la taille famille à Nkongsamba

Statut matrimonial du planteur	Effectifs	Pourcentage	Nombre d'enfants par ménage
Monogame	83	70	8
Polygame	20	12	16
Autres	26	18	4
Total	129	100%	-

**Source** : Enquête de terrain Aout 2021

On constate à travers ce tableau que la monogamie est dominante dans la localité. Ceci semble expliquer la faible augmentation de la population. Concernant la polygamie, elle représente 12%. On note que c'est surtout les grands producteurs qui sont des polygames. Les divorcées et célibataires représentent environ 18% de la population enquêtée.

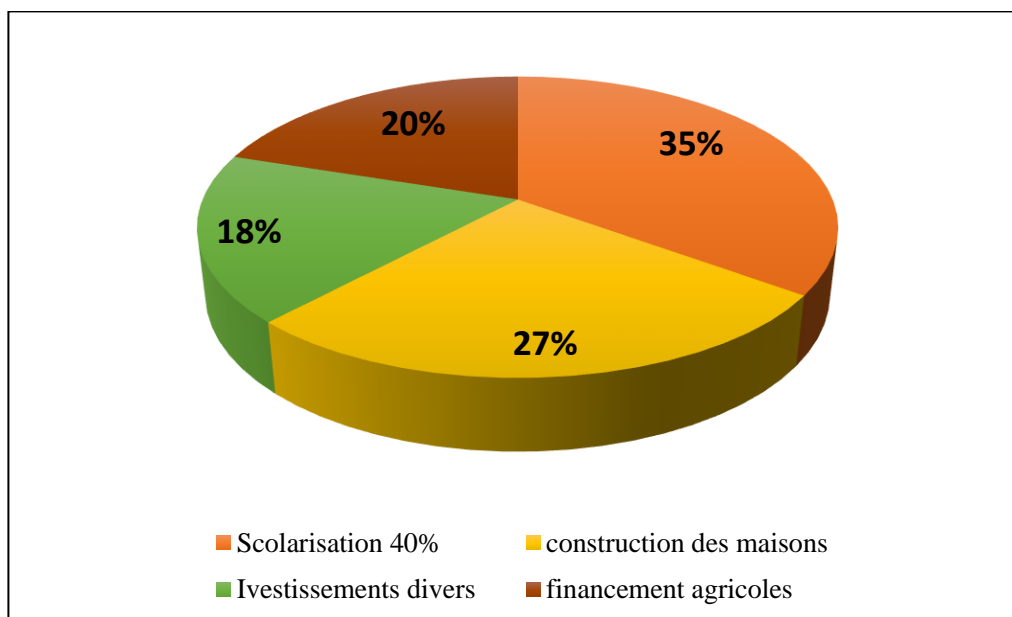
### II.3.1.5. Scolarisation

De 1975 à 1990, plusieurs structures sociales vont naître à Nkongsamba. Ainsi les enfants, compte tenu des moyens financiers dont disposaient les parents, seront scolarisés, vont se faire soigner avec leurs parents à hôpital de district. Tous les paysans malades se procuraient des médicaments dans les pharmacies de la place, les commerçants vivaient au rythme des paysans, le marché périodique était très dense, le vol, l'escroquerie, et bien d'autres maux qui minent la société tels que la prostitution, la délinquance juvénile, le banditisme... étaient rares parce que tout le monde était quasiment à l'abri du besoin. Toutes les activités étaient florissantes et la ville était toujours animée jusqu'au petit matin.

L'apport considérable de la caféiculture a largement motivé les parents d'inscrire les enfants dans les grandes écoles et de payer le loyer et la nutrition de ceux qui étaient déjà dans

<sup>20</sup> « Car par lui, nous avons la vie et nous nous mouvons et nous existons » **Bible** : traduction du Monde Nouveau, version de Louis Segond.

le supérieur dans d'autres localité. Après s'être acquitté des frais de scolarité de ses enfants, le caféiculteur pouvait alors investir dans d'autres projets.



**Source :** Enquête de terrain, 2021

**Figure 16:** Destinations des revenus caféiers

Les revenus issus de la vente du café permettaient d'améliorer les conditions de vie dans les domaines de la scolarisations (35%), construction des maisons (27%), financement agricole (20%) et d'investissement dans d'autres secteurs d'activités (18%) comme le montre la figure ci-dessus.

### II.3.2. Caféiculture, facteur de création d'emplois

La culture du café robusta est loin d'être négligeable, car elle vient immédiatement après le cacao et, représentait en 1990, 30 % du commerce Camerounais des produits agricoles exportés. La filière cacao café emploie environ 600 000 personnes et par ricochet nourrit environ 6 000 000 de camerounais (Minader 2010). Au Cameroun, le secteur rural reste le secteur dominant de l'économie aussi bien par sa contribution à la croissance que par son potentiel en matière de réduction de la pauvreté. Environ 110 milliards de FCFA sont distribués à 600 000 personnes productrices de café cacao (ONCC 2010).

#### II.3.2.1 Emplois directs

L'implantation des entreprises industrielles et l'exploitation de vastes superficies caféières variant entre 100 à plus de 250 hectares par les européens ont suscité le recrutement massif de la main d'œuvre locale pour l'exécution des différentes tâches qui gravitent autour du café : sarclage, récolte, séchage, triage (TATSABOU Doriane et al 2021). Exploité en



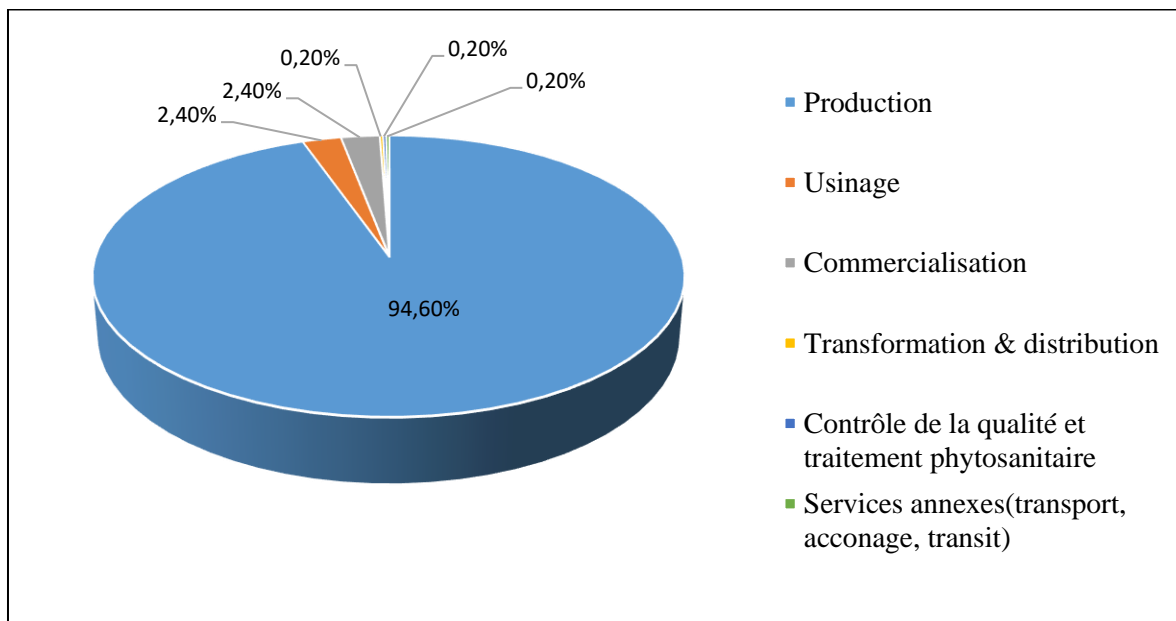
monoculture, et par les tracteurs, les caféiers étaient plantés par rangés avec un écartement de 3m x 3m, soit 1000 pieds par hectare. Au sein des exploitations, familiales, ils étaient juxtaposés par les cultures vivrières (base de l'alimentation locale) sur de faible superficies (moins de 30hectares) (Fadani 1997). Ainsi en 1939, 4millions de caféiers étaient implantés par les paysans locaux du Moungo et près de 3millions provenaient des bassins de productions du Moungo Nord : Nkongsamba, Melong, Baré et Bafang (Etoga 1971). Ce développement spectaculaire de la caféiculture résulte de la main d'œuvre nombreuse et travailleuse.

L'avènement de la culture du café a fait du caféiculteur un homme à part entière, reconnu par les usiniers, les coopératives et les autorités administratives. L'exploitant agricole, propriétaire d'une plantation caféière entrait en possession d'un livret de planteur. Dès lors, celui-ci pouvait effectuer ses opérations à la banque. La caféiculture lui offrait ainsi un emploi direct.

### II.3.2.2 Emplois indirects ou saisonniers

Des possibilités d'emplois pour les populations autochtones et allogènes aussi bien au niveau des exportations caféières qu'au niveau des usines à café.

Le café, de son entretien à la commercialisation offrait aux ouvriers agricoles des emplois indirects ou saisonniers. Ainsi, le planteur qui ne disposait pas d'une main d'œuvre familiale était dans l'obligation de faire recours à une main d'œuvre externe.



**Source :** stratégies de développement des filières cacao et café, 2009

**Figure 17:** Estimation des parts sectorielles dans le total des emplois créées dans la filière café



Comme on le voit dans ce graphique, la filière café a générée beaucoup d'emplois dans tous les secteurs. Le plus marquant est celui de la production qui est estimé à 94%. Après cela, vient l'usinage et la commercialisation avec 2,4% d'emplois. Les services du secteur tertiaire (transport, transit, acconage) clôturent la bande avec 0,2%. Somme toute, la filière café a généré une part importante d'emplois au Cameroun, et doit être valorisée à sa juste valeur

## **II.4. LES CAUSES DE LA CRISE ECONOMIQUE ET CAFEIERE**

À partir de 1985, l'économie camerounaise entre dans une phase de récession. Son PIB, qui avait atteint 9903 millions de dollars américains en 1985, fut de 8792 millions de dollars américain en 1990 (Perspectives Monde, 2008). À partir de 1987, la crise économique qu'a connue le Cameroun va entraîner la privatisation et dans certains cas la fermeture de ces structures sur lesquelles s'appuyait le développement agricole du pays. Ce taux a été d'ailleurs négatif de 1987 à 1994.

### **II.4.1. Les causes de la crise économique de 1985**

À partir de 1985, seulement 25 ans après l'indépendance politique du Cameroun, les stratégies mises sur pied concernant l'économie toute entière se sont révélées inefficaces, voire destructrice à la limite pour l'économie nationale. Les entreprises ainsi créées ont fonctionné suivant des logiques administratives, sans souci de rentabilité. Elles se sont constituées en réservoir de clientélisme politique. Plusieurs d'entre elles ont enregistré des performances économiques désastreuses (Perspectives Monde, 2008).

#### **II.4.1. 1. La crise économique camerounaise et la politique de déréglementation**

Le 5ème Plan camerounais de développement économique et social (1986-1991) est considéré comme « *mort-né* » à cause de la crise économique qui a frappé de plein fouet la nation. Le Président **Paul Biya**, dans son message radiotélévisé du 31 décembre 1986 à la Nation camerounaise, annonçait en ces termes : « *1987 ne sera pas une année facile* ». **Si 1987 marque la date officielle d'entrée en crise du Cameroun (le 19 février 1987, le chef de l'État déclare dans une autre interview exclusive à la Cameroon Radiotélévision affirme : « La crise économique est là », et le 20 juin 1987, il annonce solennellement, devant les députés à l'Assemblée Nationale que l'État ne doit plus être considéré comme une « vache à lait »,** Cependant, il faut situer à 1985 la fin de la période faste et le début de l'essoufflement de l'économie camerounaise, avec **la chute brutale des prix de ses produits de base et la**

**dépréciation du dollar américain.** Cela s'est traduit notamment par une diminution des recettes d'exportation **de plus de 500 milliards de FCFA** par rapport à 1984 et une aggravation du déficit commercial qui se chiffrait à plus de 400 milliards de francs CFA en 1986-1987. D'ailleurs, le gouvernement camerounais avait vu venir la crise dès fin 1985, début 1986 même s'il a tardé à prendre clairement conscience et par suite à prendre des mesures conséquentes.

#### **II.4.2. Les causes de la crise caféière**

Pendant plusieurs plus d'un demi-siècle, la caféiculture a contribué de manière significative la croissance économique du Cameroun et à l'amélioration des conditions de vie des populations paysannes (Guetat- Bernard, 2005, MINADER 2010). Malheureusement la libération intervenue dans la filière en 1990 s'est accompagnée d'une paupérisation affectante 85% de la population rurale (Losch et als 1991 ; INS 2005) L'économie camerounaise entre donc dans une phase de récession à partir de 1985. Son PIB, qui avait atteint 9 903 millions de dollars américains en 1985, fut de 8 792 millions de dollars américains en 1990 (Perspectives Monde, 2008). En effet, les cours mondiaux des produits agricoles d'exportation notamment le café, le cacao et le coton ont connu de fortes baisses et le dollar a aussi été déprécié par rapport au FCFA conduisant à une perte sur la valeur des recettes pétrolières. L'économie camerounaise a enregistré des taux de croissance annuel de -2,14 en 1987 contre 6,77% en 1986 (Perspectives Monde, 2008). Ce taux a été d'ailleurs négatif de 1987 à 1994.

##### **II.4.2. 1. La chute des cours mondiaux du café**

La baisse des cours mondiaux du café depuis 1989 est la principale source économique de la crise du café. La baisse tendancielle des cours du café sur les marchés internationaux, signalée dans les résultats, s'accorde avec ceux obtenus par le CERDI 1992 (Dembou S (1994 et les rapports de l'INS 2004)<sup>21</sup>.

En réalité, le café était autrefois cultivé uniquement par les populations de l'Afrique tropicale et les pays de l'Amérique tropicale. Mais, depuis environ trois décennies, il est cultivé par un grand nombre des pays d'Asie du Sud-est.

Ainsi, l'entrée de l'Asie du Sud-est dans la pratique de la culture du café a apporté une modification de la carte géographique des productions de cette denrée. L'engouement de ces populations pour cette culture a contribué à gonfler le volume de la production livrée sur le

---

<sup>21</sup> Institut National de la Statistique

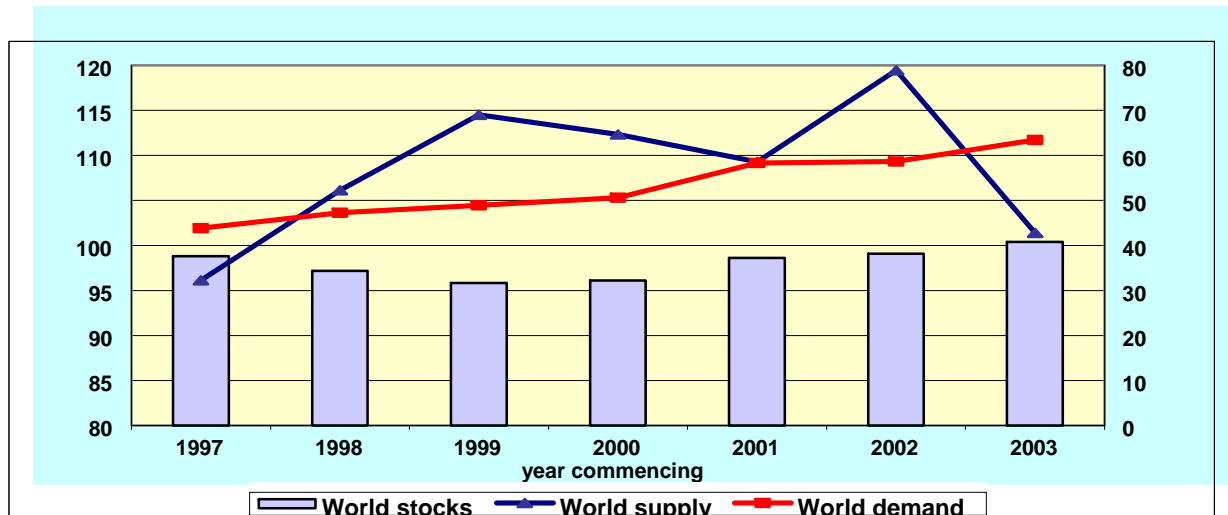
marché de consommation. L'offre, dépassant la demande qui n'est d'ailleurs qu'occidentale, a automatiquement impliqué la baisse des prix.

Le courrier « marché tropicaux » explique que la crise caféière actuelle résulte de l'accumulation en 1988 d'un important stock estimé à 55 millions de sacs dans les pays producteurs. Jusqu'en automne 1991, la situation n'avait toujours pas changé et la suspension des contingents décidée en 1989 avec toutes ses conséquences était encore valable. Conséquence, les dispositions totales de café ont été très supérieures à la demande et aucune transformation fondamentale de nature à redresser la situation des prix n'était envisageable (Sources marchés tropicaux 3 juillet 1992 / 1993).

La chute des cours n'est cependant pas l'unique raison qui expliquerait la crise puisqu'en Amérique Latine et en Asie, on continue à produire. Au Vietnam, l'État soutient la production caféière malgré la crise. Au Cameroun, on peut plutôt parler comme le constate Bopda A (1993) « de la crise du système café dans lequel l'État s'était fortement impliqué et qui a désorganisé une Société paysanne que le développement même de l'économie avait largement monétarisée ».

En fait, nous le savons bien, jadis, lorsque l'économie du pays n'était pas menacée, l'État avait toujours veillé au chevet des secteurs économiques malades. Cette intervention de l'État était propre aux pays développés et certains pays grands producteurs de café comme le Brésil, le Vietnam...

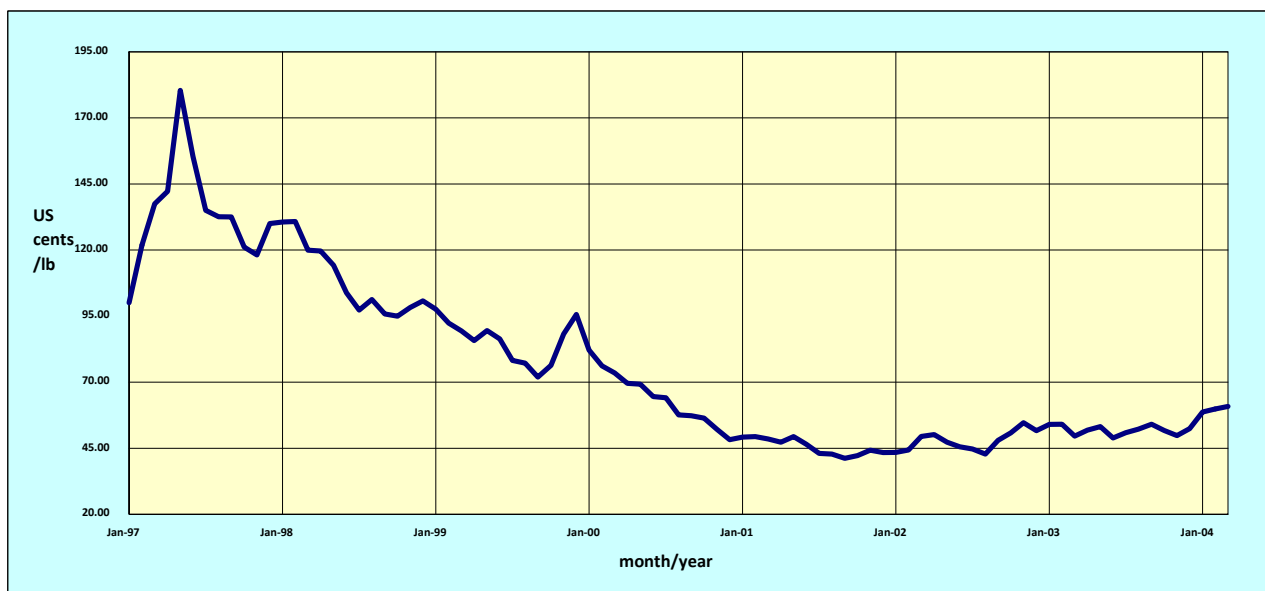
Tous ces problèmes vont provoquer dès 1987 un climat de désordre au niveau du marché mondial dont la conséquence a été la baisse drastique des cours mondiaux de ce produit. Cette baisse qui commence en 1987 se propage au-delà de 1994. Hormis la crise caféière, la plupart des pays de la zone tropicale sont aussi confrontés à un autre type de crise plus dangereuse : il s'agit de la crise économique.



**Source :** OIC, Avril 2004

**Figure 18:** Offre et demande des stocks mondiaux de café

La figure 18 présente l'offre et la demande des stocks mondiaux de café de 1997 à 2003. À l'analyse de cette figure, on constate que, durant les années 1997 jusqu'à la moitié des années 2002, l'offre était largement supérieure à la demande. À partir de la fin des années 2002, on relève une baisse drastique de l'offre en café tandis que la demande ne cesse de croître. Cette chute de production du café occasionne les changements des cours du café chaque année.



**Source :** OIC, Avril 2004

**Figure 19:** Variation mensuelle des cours du café

La figure 19 présente les prix des cours du café. Il ressort que, durant les années 1997, les cours du café ont connu un pic de croissance fulgurant, mais progressivement ils ont commencé à chuter, atteignant ainsi les proportions les plus basses au milieu de l'année 2001.

#### **II.4.2. 2. Le retrait et le désengagement de l'état dans le secteur agricole**

L'État se retire du secteur agricole c'est-à-dire du milieu rural, le planteur se retrouve seul face à la crise et face à son destin avec un revenu de plus en plus faible. Ce désengagement de l'État s'accompagne d'une élévation constante du prix des intrants en générales et des engrais en particulier de l'ordre de 650% entre 1984 à 2000, en ce qui concerne le sac de 50 Kg (Epananda Edimo et al. 2017). En effet, la hausse des prix des intrants agricoles s'explique ici par le désengagement progressif de l'État (frappé par la crise économique qui s'est déclenchée dès 1987). Ainsi, le secteur agricole va voir s'arrêter les subventions étatiques. C'est alors que, la production caféière, base de l'économie baisse de manière drastique et passe de 10231 T en 1989 à 2458 T en 1992.

La libéralisation de la filière en 1991, ajoutée à l'inefficacité du système d'encadrement finit par exposer le paysan à la véracité du marché (Tchinda 2006). Dès 1989, l'ONCPB, qui était l'organe de stabilisation et qui avait, pendant près de 10 ans, engagés près de 375 milliards de FCFA (sur le dos des planteurs), sera incapable d'assurer sa fonction de stabilisation (payer le prix minimum garanti) lorsque s'installe la crise. Elle est déclarée en cessation de paiement et disparaîtra deux années plus tard (1991). Ceci a entraîné l'exposition directe du paysan aux prix du marché, au profit des intermédiaires. Les prélèvements de l'État ont atteint certaines années 60% du prix de réalisation sur le marché (Courade et al 1994).

Après la restructuration des filières cacao et café en 1991, l'on ne s'empêcherait de s'interroger encore, au regard sans doute de l'importance de ces produits sur l'économie du pays, sur des raisons de désengagement de l'état de ces filières. La baisse continue des cours mondiaux des matières premières a provoqué un déficit estimé en 1990 à 100 milliards de francs CFA des filières cacao et café. Il s'agissait de l'argent dû à toutes les opérations intervenant dans les filières : producteurs, soutiens aux exportateurs, usiniers et fournisseurs... Compte tenu des difficultés du gouvernement à pouvoir continuer à faire face au système de stabilisation en vigueur à l'époque et qui générait ce déficit, une solution optimale a été trouvée. Elle consiste à responsabiliser les partenaires des filières à gérer eux-mêmes leur structure. Une telle mesure a pour objectif immédiat de réduire les coûts des filières qui étaient très importantes. À côté de ces problèmes, la libéralisation de la filière café-cacao en 1991, ajoutée à l'inefficacité du système d'encadrement finit par exposer le planteur à la véracité du marché dont il ne maîtrise pas les rouages. Dès 19989, L'ONCPB qui était l'organe de stabilisation qui avait pendant près de 10ans engrangé près de 375 milliards de FCFA (sur le dos des planteurs), sera incapable d'assurer sa fonction de stabilisation (payer le prix minimum garanti) lorsque s'installe la crise. Elle est déclarée en cessation de paiement et disparaîtra deux années plus tard

(1991). Ceci a entraîné l'exposition directe du paysan aux prix du marché, au profit des intermédiaires ; et les prélèvements de l'État ont atteint certaines années 60% du prix de réalisation sur le marché (Courade et al. 1994). A la coopérative, les planteurs se plaignent des tracasseries et de la malhonnêteté de ces agents, car depuis 1989, « la coopérative n'est plus au service du planteur, mais elle est devenue un instrument d'exploitation de ceux-ci.

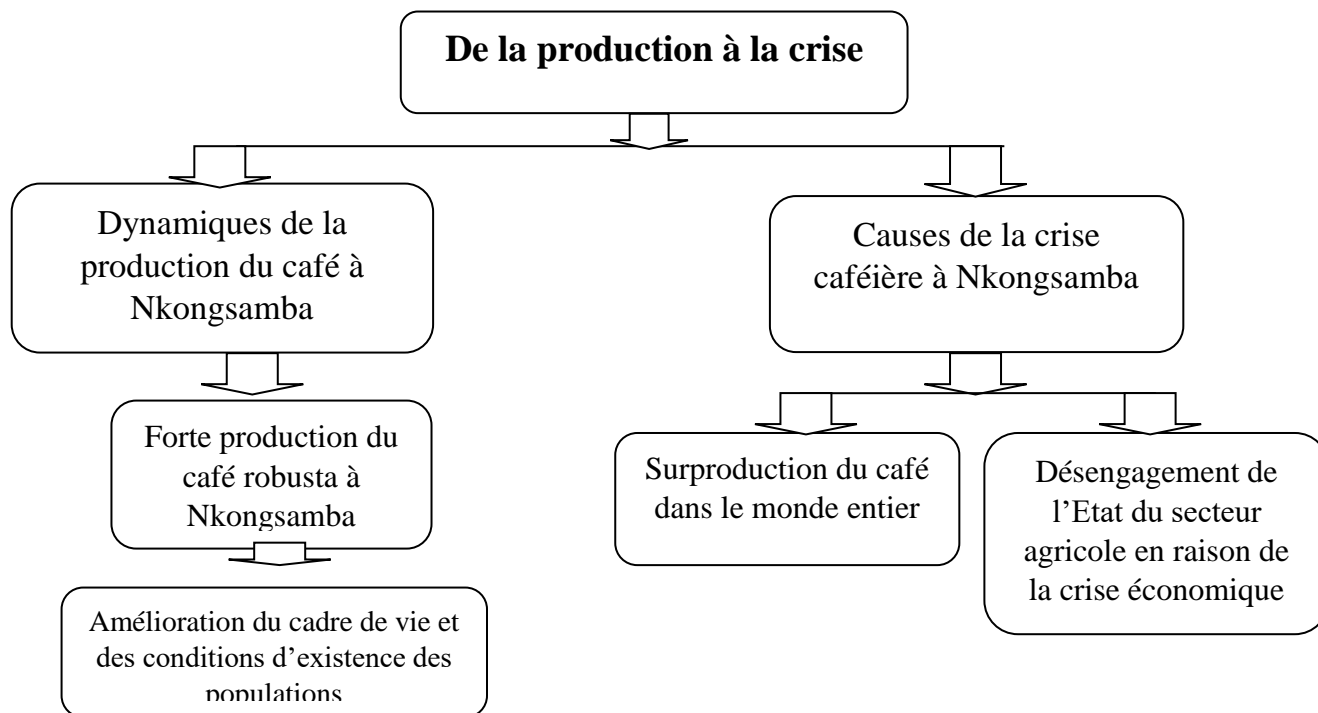
Par ailleurs, le désengagement de l'état fait partie du processus de libération économique défini par le gouvernement dans tous les secteurs. Les filières cacao et café ne pouvaient logiquement échapper à la règle. Du fait du brusque désengagement de l'état, on assiste à la désorganisation totale de la filière. Les planteurs sont livrés à eux-mêmes dans leurs transactions avec les négociants et industriels. Si on laisse la filière du café s'écrouler, le cout financier de sa reconstruction sera énorme. Le désastre social, politique et humain sera irréparable. Nous sommes partisans du libéralisme mais, dans notre système, les planteurs sont maillons faibles de la chaîne. Si l'état ne les protège pas ils vont disparaître. Il doit non seulement officialiser les prix qui lui sont proposés par le CICC, mais aussi encadrer et défendre les planteurs. Des organismes (de droit privé mais reconnu par les pouvoirs publics) regroupant tous les partenaires d'une filière (producteurs, transformateurs, distributeurs, exportateurs) constituant des interprofessions contribueraient au développement harmonieux des filières dans l'intérêt de tous les partenaires.

**Tableau 17** : Évolution des prix des engrais en Nkongsamba depuis la crise en FCFA (1990-2021)

Types d'engrais	1990	2000	2010	2021
Urée	10000	13500	15000	25500
20.10.10	8500	11000	14800	20000
Chlorure de potasse	7200	10500	14200	17500
Sulfate de potasse	13000	15500	18000	28500
Kieserite	9000	13000	16500	20000

On observe dans ce tableau que désengagement de l'État de la zone rurale s'accompagne d'une élévation constante du prix des intrants agricoles. Ainsi la plupart des sols qui avaient été pour la plupart surexploités par la culture du café dont la moyenne d'âge dépasse largement 35 ans auront besoin d'une quantité suffisante d'engrais. Pourtant après 25ans d'âge, la production caféière ne peut être qu'insignifiante, quel que soit l'apport en intrants agricoles

Dans le même temps, le prix des intrants agricoles ne cesse de croître. On est passé de 2000FCFA le prix d'un sac d'engrais en 1987, à 15 500FCFA dans les années 2000, et de nos jours à plus de 28500FCFA dans les boutiques de revente des engrais (tableau 9).



**Source :** Auteur, Décembre 2022

**Figure 20 :** Schéma de la dynamique de la production à la crise

Le chapitre deuxième qui s’achève a permis de vérifier la deuxième hypothèse de recherche qui met en relief la forte production du café ainsi que le désengagement de l’État du secteur agricole comme étant les causes de la crise caféière à Nkongsamba, vieille ville de tradition caféière. Il ressort que la forte productivité a permis l’amélioration du cadre de vie et des conditions d’existence des paysans et des populations de Nkongsamba. Toutefois, ce bonheur ne sera pas de longue durée, car la fin des années 1980, Nkongsamba entre en pleine crise. Cette double crise (crise économique et caféière) aura des conséquences dont des empreintes resteront visibles jusqu’à nos jours.

## **DEUXIEME PARTIE : LES IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES, ENVIRONNEMENTAUX ET LES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT DE LA VILLE DE NKONGSAMBA**

Depuis environ 20 ans, la pratique du vivrier-marchand, du maraîchage, d'autres formes d'agriculture et autres activités économiques font partie intégrante du quotidien de la population de Nkongsamba. Ces pratiques, tout comme les autres types de production agricoles (palmier à huile, cacao, arbres fruitiers) sont susceptibles d'engranger beaucoup d'argent aux cultivateurs dont l'objectif consiste à créer de la richesse à partir des travaux champêtres car la crise caféière de la fin des années 1980 plongera la ville et les populations dans un état lamentable. Dans cette deuxième partie du travail il sera question de nous attarder sur les impacts socio-économiques et environnementaux de la caféiculture Nkongsamba ainsi que de ressortir les stratégies pour sortir la ville de Nkongsamba de la paupérisation dont elle fait l'objet depuis la crise caféière.



## **CHAPITRE 3 :**

### **IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES DE LA CRISE CAFEIERE A NKONGSAMBA**

À la fin des années 1980, l'économie camerounaise connaît une phase de récession économique. Cette récession est due principalement à la baisse des cours mondiaux des principaux produits d'exportation : café, cacao, et pétrole. Cette baisse des cours mondiaux des matières premières de base sera à l'origine de la baisse des recettes publiques, d'où la naissance de la crise économique au Cameroun. Cette double crise (économique et agricole) va se généraliser et va plonger les populations des grands bassins de production de café au Cameroun en général et celui de la ville de Nkongsamba en particulier dans un état très inconfortable. Il sera question dans ce chapitre de vérifier l'hypothèse selon laquelle la fermeture de nombreuses unités de production, l'inflation et la paupérisation sont les principales conséquences de la crise caféière dans la ville de Nkongsamba. Ce chapitre se propose d'étudier les impacts socio-économiques négatifs de la décadence de la caféiculture dans la ville de Nkongsamba.

#### **III.1. LES IMPACTS SOCIAUX LIES A LA CULTURE DU CAFE A NKONGSAMBA**

##### **III.1.1. Exode rural accentué**

Avec l'intensité accrue de la misère, la ville fait figure aujourd'hui de milieu répulsif. Les ruraux supportent mal de vivre constamment sans argent. Le café a cessé d'être un élément dynamisant pour les retenir. Les loisirs sont quelque peu inexistantes où alors très peu variés. La plupart des jeunes quittent sans regret la localité pour les villes plus attrayantes et émergentes telles que : Yaoundé, Douala, Bafoussam à la recherche du bien-être. D'autres par contre vont multiplier les petits métiers relevant de l'économie virtuelle telles que : le petit commerce, coiffure, call box, restaurants café, couture, mototaxi ... ce nombre de jeunes dans divers secteurs d'activité relevant de l'informel peut expliquer en partie, les raisons de l'abandon de la caféiculture.

Suite à la chute des cours du café depuis le début des années 90, principale source de revenus ces populations ont tout simplement jeté les machettes et abandonnées leurs champs. L'exode rural a vidé la ville de sa jeunesse.

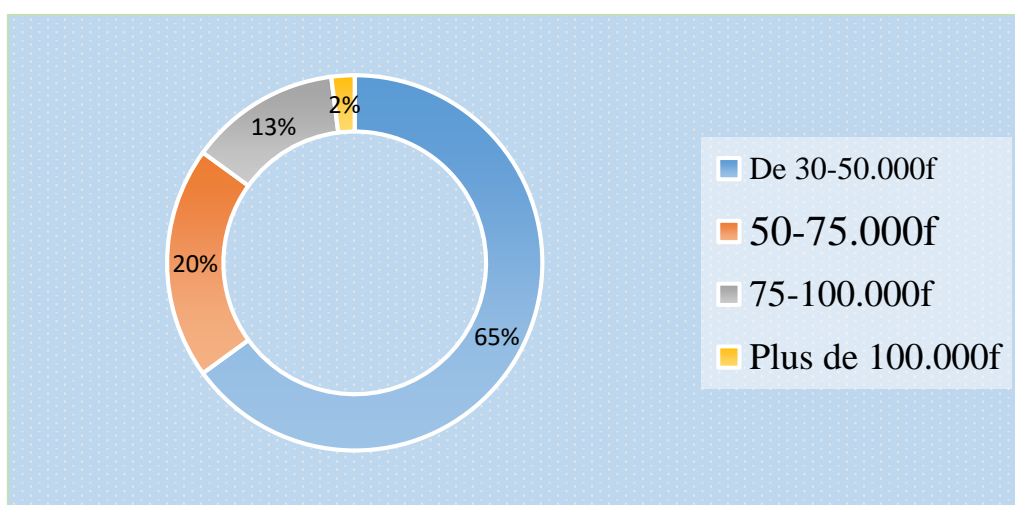
### III.1.2. Augmentation de la précarité de la population et la baisse du niveau de vie

Accélééré par la récession, la pauvreté va s'accroître à un tel point que les caféiculteurs n'auront plus assez de moyens financiers pour subvenir à leurs besoins car les cours du café régressent chaque année. Les retombées de la chute des prix du café prouvent que l'impact de la caféiculture sur le développement de la vie des caféiculteurs a été significatif, car le café représentait beaucoup pour eux (OIC, 2014). Maintenant, ils souffrent de misère et de pauvreté généralisée.

Cette crise a modifié les habitudes alimentaires des planteurs qui ont du mal à se nourrir convenable. Son alimentation qui s'était améliorée est tombée en désuétude. Les denrées comme la viande, le poisson sont devenus de véritables trésors. Le revenu du café ne leur permet plus de diversifier leur alimentation avec les produits de qualités tels que le riz, le haricot, le pain, la sardine etc.

Le niveau de vie a sensiblement baissé. Avec son maigre salaire du revenu du café, le paysan se trouve aujourd'hui incapable d'accéder aux boissons industrielles de la brasserie. Il s'est retourné vers la consommation des vins locaux : vin de palme ou de raphia, bière de maïs, alcool ou « harki ». Les hangars qui constituent les dépôts de ces vins regorgent davantage d'hommes par rapport aux bars qui délaissés, perdent parfois la clientèle.

Le planteur se trouve dans l'impossibilité d'investir avec ses revenus tirés du café. Il ne peut plus équiper sa maison, il fait rarement les achats, ne peut même plus se déplacer facilement et surtout cette pauvreté généralisée ne permet plus à ces caféiculteurs de s'acheter de nouveaux vêtements. Ils convoitent juste alors ceux des fonctionnaires et étudiants.



**Source :** Enquêtes de terrain, Mai 2022

**Figure 21:** Niveau de vie des caféiculteurs après la décadence du café

On observe à travers la figure 22 que la décadence du café à entrainer la pauvreté. Les caféiculteurs qui avaient auparavant de 50 à plus de 200 000 ont aujourd'hui à peine 30 000 et seulement 2% des enquêtés ont plus de 100 000 FCFA

### **III.1.3. La fragilité de la santé et la montée de la pharmacopée**

Pendant les moments de prospérité du café, les caféiculteurs de Nkongsamba étaient dotés d'une bonne santé, car ils avaient suffisamment des moyens pour se soigner dans les hôpitaux. Les soins leur étaient administrés dans quelques dispensaires privés catholique et même protestants de la localité. Les maladies telles que : la typhoïde, le sida, l'appendicite et l'anémie étaient très peu connues du public.

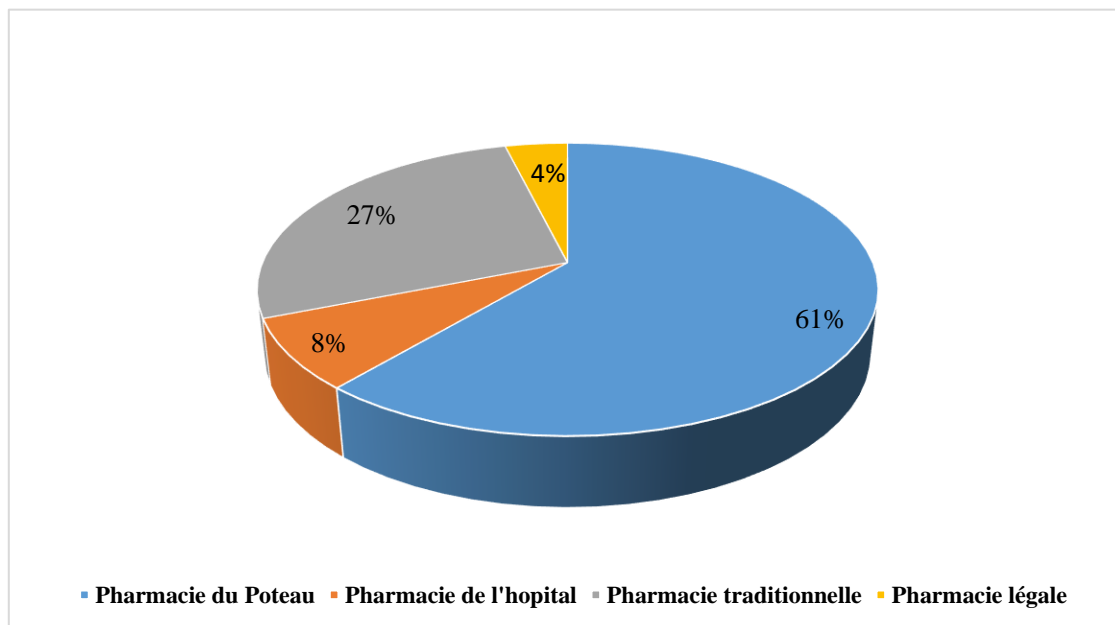
Mais tout a basculé au début des années 1990, avec la conjoncture économique qui a ramené les prix des produits de rente à la baisse et la dévaluation du FCFA. La chute des cours du café aussi s'en est mêlée. Le manque de moyens financier a fragilisé la santé des populations rurales. En effet ils ne parvenaient plus à se soigner convenablement. Les médicaments dans les hôpitaux et dispensaires sont devenus très chères et ne sont plus à la portée des pauvres planteurs. Tous ces phénomènes ont affaibli le paysan qui a perdu son pouvoir, son rôle et même sa personnalité dans le ménage. Pour ce faire, les populations se sont tournées vers les guérisseurs traditionnel « tradipraticiens » et les marabouts. Ainsi les dispensaires qui autrefois leur procuraient des meilleurs soins sont relégués au second plan. Le taux de mortalité a grimpé. La non déclaration des décès rend impossible l'obtention des statistiques. Pour les paysans, toute mort ou maladie est causée par un sorcier de la ville, ignorant qu'ils vivent dans les milieux malsains et insalubres. Ils consultent fréquemment les voyants qui deviennent les détenteurs de vérités. C'est pendant cette période que vont naître beaucoup de maladies surtout pour ceux du troisième âge.

### **III.1.4. La naissance de la pharmacie du poteau ou par terre et la dégradation de la santé des paysans**

La pharmacie par terre tue environ 800 000 personnes par an en Afrique (OMS, 2015). C'est pendant la première moitié des années 1990 que vont naître un peu partout au Cameroun et dans la ville de Nkongsamba, les pharmacies du poteau, appelées « *aide-moi à mourir* », (Epananda Edimo F À 2012). Le pauvre paysan, une fois malade, se dirige immédiatement vers ces lieux où les prix des médicaments défient toute concurrence. Ces pharmacies, d'après les spécialistes de la santé ont renforcé le taux de mortalité car les vendeurs de médicaments ne maîtrisant pas la posologie médicale, font des prescriptions même pour des maladies qui

nécessitent l'intervention des spécialistes du domaine. L'essentiel pour ces derniers consiste à s'enrichir au détriment des patients : les planteurs, avec des produits parfois douteux, inefficaces et même souvent périmés. Ces médicaments pour la plupart viennent du Nigéria, de la Chine et de l'Inde. Certains sont fabriqués à Batcham dans les Bamboutos au Cameroun.

En somme, la pauvreté du planteur, associée à son mauvais état de santé vont contribuer à la chute de la production caféière, car ces derniers se nourrissent mal et se font soigner pour les uns avec des médicaments traditionnels dont la dose et la composition chimiques n'ont rien à voir avec les normes scientifiques. Et pour les autres, les médicaments douteux, achetés dans les « pharmacies du poteau » : ce qui entraîne une diminution de l'énergie du cultivateur, qui va se faire ressentir inéluctablement au niveau de son mental ; d'où la difficulté à la reconversion agricole au début des années 1990.



**Source :** Enquêtes sur le terrain, Décembre, 2022

**Figure 22:** Lieu d'achat des médicaments par les paysans à Nkongsamba

Il ressort de la figure 23 que sur les 129 paysans enquêtés, 79 s'approvisionnent en médicaments auprès des pharmacies de poteau (Pharmacie P), aussi appelées « pharmacie de terre en Afrique de l'Ouest ». Ces derniers sont motivés par des prix relativement bon marché. En effet, certains comprimés sont achetés par ces derniers au marché noir à 25 FCFA la plaquette et sont revendus à 100 FCFA. Mais, ils ne vendent pas des produits des maladies rares.

La pharmacie de l'hôpital de district (Pharmacie H), approvisionne 10 paysans sur les 129 enquêtés. À vrai dire, ce sont surtout les personnes hospitalisées, qui bénéficient des soins

intensifs, qui sont clients dans ce centre de santé. Mais ces personnes se plaignent du fait que les prix établis par les l'État, ne sont pas appliqués par l'hôpital.

35 paysans sur les 129 enquêtés achètent les médicaments dans les pharmacies traditionnelles (pharmacie T), car disent-ils « qu'ils ne veulent pas se faire empoisonner par les produits chimiques dont la provenance est douteuse ». Ils se contentent de consommer des médicaments faits à base d'écorces et des potions pour entretenir leur corps.

Enfin, 05 cultivateurs sur 129 préfèrent acheter les médicaments à la pharmacie légale (Pharmacie L), car disent-ils : « La qualité de l'emballage et la conservation des médicaments permettent aux produits de conserver leur efficacité ».

### **III.1.5. Le capital santé du paysan un obstacle à la reconversion agricole**

Pendant la période de prospérité du café, c'est-à-dire de 1975 à 1990, le paysan était doté d'une bonne santé. Cette santé était due au fort revenu que procuraient « les grains d'or ». Chaque paysan avait des moyens financiers qui lui permettaient d'effectuer régulièrement un bilan de santé qui coûtait a priori moins cher. Ce dernier fournissait moins effort d'autant plus que les manœuvres et les enfants étaient censés faire les travaux difficiles. Ils se traitaient régulièrement à l'hôpital de district et achetaient les médicaments dans les pharmacies légales. Les maladies telles que la typhoïde, le sida, l'appendicite et l'anémie étaient très peu connues du public.

Mais tout a basculé au début des années 1990, avec la conjoncture économique qui a ramené le prix des produits de rente à la baisse et la dévaluation du Franc FCFA. Tous ces phénomènes ont affaibli le paysan qui a perdu son pouvoir, son rôle et même sa personnalité dans le ménage. C'est pendant cette décennie 1990-2000 que le taux de mortalité a été le plus élevé à Nkongsamba, s'exprime un infirmier. Ceci s'explique par l'émergence de la pauvreté qui empêche le paysan de se faire soigner et de bien se nourrir. C'est aussi pendant cette période que vont naître beaucoup de maladies. Par ailleurs, les spécialistes de la santé exhortent les cinquantenaires à effectuer régulièrement un bilan de santé, car ces derniers peuvent être exposés aux maladies cardiovasculaires. C'est la raison pour laquelle les paysans cinquantenaires doivent régulièrement effectuer les examens : selle, sang, urine, cœur et poumon.

### **III.1.6. Pertes importantes d'emplois et mise au chômage des employés**

La fermeture de nombreuses usines de décorticage et l'abandon des plantations du café va entraîner de ce fait la suppression de plusieurs emplois et la mise au chômage de moult personnes. Tandis que les recettes fiscales vont en pâtir suite au départ massif des commerçants vers des villes plus attrayantes.

Le café, de son entretien à la commercialisation offrait aux ouvriers agricoles des emplois indirects ou saisonniers. Désormais l'apparition du salariat dans la plantation était évidente. Le planteur qui ne disposait pas d'une main d'œuvre familiale suffisante était obligé de faire appel à la main d'œuvre externe.

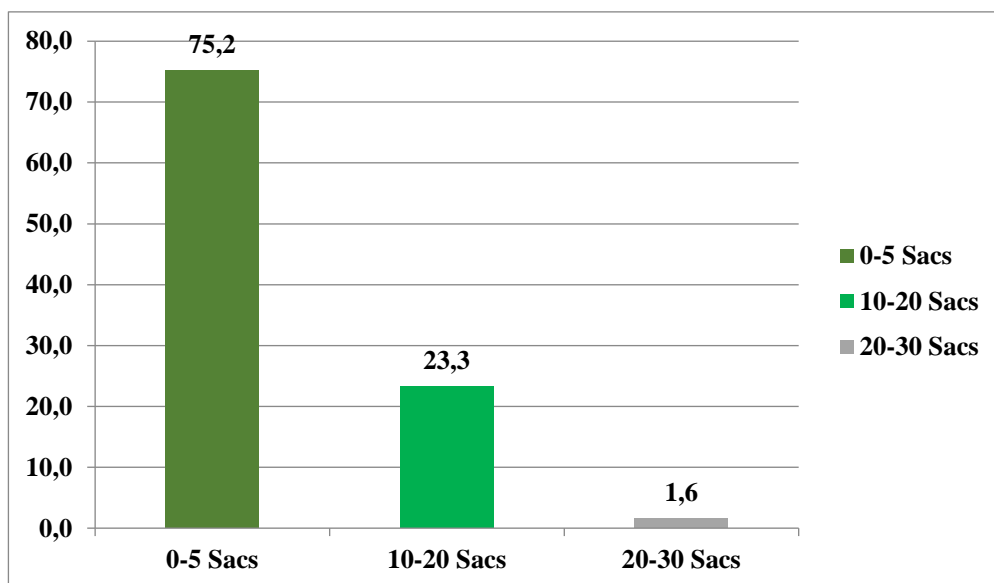
Pour l'entretien d'un hectare de robusta, le défrichage coutait 24000 F l'an et le sarclage 45000 frs. Le désherbage à la machette est une tâche réservée aux hommes parce que plus pénible. Les plus offrants s'adjugeaient le gros du travail disponible ou job et se faisaient par conséquent beaucoup d'argent qui leur permettaient de survivre et de pourvoir à tous leurs besoins. Le planteur qui disposait de la forte main d'œuvre familiale, après avoir nettoyé son champ se lançait à la recherche du travail temporaire. Pour la récolte, les planteurs faisaient appel aux hommes, femmes et enfants. Ceux-ci étaient rémunérés à la fin de la journée ou semaine en fonction des quantités récoltées. En période de vente du café, les chargeurs et les aides usiniers y trouvaient un emploi saisonnier rémunérateur. Ceux-ci subvenaient à leur besoin personnel et à ceux de leur famille. Avec la caféiculture, c'est tout le monde rural, qui s'épanouissait et chacun y trouvait son compte. Tous ceux travaillant dans les usines de décorticage de café vont être mis à la porte car les employeurs ne pouvant plus les rémunérer suite à la chute des prix du café. C'est ainsi que ceux vont croupir dans une misère totale.

### **III.1.6. Le désengouement pour la caféiculture**

Les planteurs de ville de Nkongsamba manquent actuellement d'engouement pour la culture du café. Pour se taire, le chef du quartier ekel- ko 'ô sa majesté TETJOUAN valentin désillusionné s'est exprimé en ces termes : *« nous avons abandonnés nos tubercules, nos maïs, nos cacaoyers pour embrasser le café. Aujourd'hui, nous sommes trompés par les usiniers et les autorités administratives locales. La chute des prix du café nous décourage, nous comptons uniquement sur le café. Comment donc continuer à cultiver une plante qui plutôt nous apporte les problèmes ? »*

Les planteurs sont désaxés. Ils ne se sentent plus dans leur peau face au caractère fluctuant du marché. Ils ne savent plus à quoi s'en tenir.

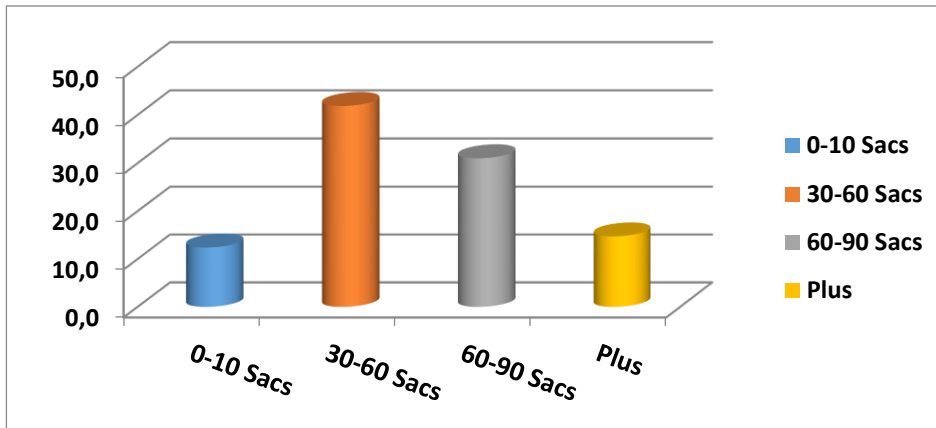
Le café est en perte de vitesse et cela se ressent de part et d'autre dans la ville de Nkongsamba. Depuis plusieurs années déjà certains caféiculteurs ont de la peine à récolter le nombre de sacs de café qu'ils avaient dans les années antérieures. Un caféiculteur très déçu de cette culture nous affirme avec mécontentement : « dans les années 60 à 80 je récoltais dans mes trois hectares de café environ 90 sacs de café ; mais aujourd'hui je ne parviens même plus à en avoir 15 sacs. J'ai perdu tout espoir de cette culture qui auparavant faisant de moi un homme joyeux et heureux »



**Source :** enquête de terrain, Septembre 2021

**Figure 23:** illustration des parts des sacs de café obtenu cette année.

“ La figure ci-dessus nous montre que ces dernières années, 75% des caféiculteurs ont eu à peine 5 sacs de café ; 23% ont eu entre 10-20 sacs et 1,6 % seulement ont eu 20 à 30 sacs ceci du fait que tous ont abandonné et d'autres ont dû réduire l'espace caféière suite à la chute drastique des prix du café.”



**Source :** Enquête de terrain, Août/Septembre 2022

**Figure 24 :** Illustration du nombre de sacs de café obtenus au cours des années antérieures de certains caféiculteurs

Les investigations de terrain nous montrent clairement les difficultés auxquelles ont été confrontés les caféiculteurs ces dernières années. Par contre, la figure 25, nous présente les parts de café obtenues dans les années antérieures c'est-à-dire dans les années de gloire du café et nous constatons que ces parts étaient vraiment considérables par rapport à celles d'aujourd'hui.

## III.2. LES CONSEQUENCES SUR LE PLAN CULTUREL

### III.2.1. Les conséquences au niveau du savoir vivre

Avant la crise de la fin des années 1980, la solidarité, la générosité et l'entraide étaient le socle de la société des populations de Nkongsamba. Aucune famille ne pouvait mourir de faim, car les ménages offraient gracieusement de la nourriture à toute personne qui se retrouvait au sein d'une maison pendant l'heure de repas. Les sols produisaient à profusion les vivres et l'esprit de partage faisait partir de nos valeurs. Des cultivateurs offraient de temps en temps des vivres et du bois de chauffage aux enseignants et aux autres fonctionnaires afin que ces derniers fassent bien leur travail.

Dans les villages de Nkongsamba, les Bamiléké, bien accueillis par les autochtones Mbo'o, vivaient en parfaite harmonie. Ces derniers apprenaient la langue de Mbo'o et se mariaient facilement avec filles du village. Le brassage de culture donnait une certaine coloration à ces villages et, la notion de tribalisme ne figurait pas dans le jargon des populations. Il faisait bon vivre dans ces villages, car le brassage de culture avait façonné des populations hybrides qui se respectaient mutuellement et partageaient ensemble beaucoup de valeurs. Ces valeurs étaient l'amour, la solidarité, la générosité, l'entraide... Cependant, la crise a érodé cet amour fraternel qui, autrefois était le socle de la population de Nkongsamba. De nos jours, les



tensions sont vives entre les différentes ethnies, qui étaient des véritables frères hier. D'ailleurs, la méfiance, l'individualisme, la malhonnêteté, le tribalisme, la sorcellerie et la jalousie sont autant des valeurs négatives que les populations autochtones ont cultivées.

### **III.2.2. La perte des valeurs traditionnelles**

Autrefois, la pêche, l'artisanat (tisser les nasses, les nattes, creuser les pirogues...) étaient les activités principales des Mbo'o. Ces derniers pratiquaient la pêche sous toutes ces formes (à la ligne, au filet, à l'aide des nasses, à l'épervier...) Aujourd'hui, avec la crise caféière et ses multiples conséquences, ces activités ne sont plus l'apanage des Mbo'o. Bien plus à la pêche et l'artisanat, les danses traditionnelles et les louanges étaient effectuées par les femmes en l'honneur des premiers monarques au moins deux fois le mois. Néanmoins la majorité de ces activités en raison de la crise ont cédé place à l'amertume et à l'individualisme. De plus les rassemblements des jeunes, les congrès annuels, des associations culturelles sous toutes leurs formes ont presque disparu. Aujourd'hui, le peuple Mbo'o de Nkongsamba tend vers la perte de son identité sociale.

### **III.3. IMPACTS SUR LE PLAN ECONOMIQUE**

Le café était la porte étendard des bassins de production, la locomotive de développement de la ville de Nkongsamba. Il signifiait beaucoup pour les planteurs et maintenant, les caféiculteurs croupissent dans une misère et pauvreté généralisées.

#### **III.3.1. Fermeture des usines de décorticage du café**

La fermeture en cascade des usines à café telles que : TZOUVELO, GORTZOUNIAN, DAFCAM, CACEP, usine SANY n'existent plus. Certaines d'entre elles sont complètement abandonnées avec des machines en bon état, seul quelques petites unités résistent encore. D'autres ont été achetées par certains entrepreneurs pour d'autres fins ; à l'exemple de GORTZOUNIAN qui est aujourd'hui occupée par l'un des plus grands industriels pluridisciplinaires au Cameroun (le groupe FOKOU) qui excelle dans le commerce de gros, BTP et bien d'autres ...cette usine à café employait à elle seule plus de 2200 employés hommes et femmes y compris.

**Planche 2:** Usine à café et machines de décortilage à café en plein délabrement



Cliché Sen Bassi Août, 2022

**Photo 5** État actuel de certaines usines à café à Nkongsamba



Cliché Sen Bassi Août, 2022

**Photo 6** : Déprise industrielle de certaines usines à café à Nkongsamba



Cliché Sen Bassi Août, 2022

**Photo 7** : Machines de décortilage à café en plein délabrement à Nkongsamba

Les photos 5 et 6 montrent des usines de décorticage à café abandonnées. La photo 7, présentent quelques machines opérationnelles mais qui ont été mises aux arrêts de par la fermeture de cette usine. Ces machines auraient pu être utiles mais la crise n'a pas facilité la tâche pour les remettre en opération.

### **III.3.2. Pertes importantes d'emplois et mise au chômage des employés**

La fermeture de nombreuses usines de décorticage et l'abandon des plantations du café va entraîner de ce fait la suppression de plusieurs emplois et la mise au chômage de moult personnes. Tandis que les recettes fiscales vont en pâtir suite au départ massif des commerçants vers des villes plus attrayantes.

Le café, de son entretien à la commercialisation offrait aux ouvriers agricoles des emplois indirects ou saisonniers. Désormais l'apparition du salariat dans la plantation était évidente. Le planteur qui ne disposait pas d'une main d'œuvre familiale suffisante était obligé de faire appel à la main d'œuvre externe.

Pour l'entretien d'un hectare de robusta, le défrichage coutait 24000 F l'an et le sarclage 45000 frs. Le désherbage à la machette est une tâche réservée aux hommes parce que plus pénible. Les plus offrants s'adjugeaient le gros du travail disponible ou job et se faisaient par conséquent beaucoup d'argent qui leur permettaient de survivre et de pourvoir à tous leurs besoins. Le planteur qui disposait de la forte main d'œuvre familiale, après avoir nettoyé son champ se lançait à la recherche du travail temporaire. Pour la récolte, les planteurs faisaient appel aux hommes, femmes et enfants. Ceux-ci étaient rémunérés à la fin de la journée ou semaine en fonction des quantités récoltées. En période de vente du café, les chargeurs et les aides usiniers y trouvaient un emploi saisonnier rémunérateur. Ceux-ci subvenaient à leur besoin personnel et à ceux de leur famille. Avec la caféiculture, c'est tout le monde rural, qui s'épanouissait et chacun y trouvait son compte. Tous ceux travaillant dans les usines de décorticage de café vont être mis à la porte car les employeurs ne pouvant plus les rénumérer suite à la chute des prix du café. C'est ainsi que ceux vont croupir dans une misère totale.

Au niveau international, les répercussions économiques et sociales de la chute du des cours du café sont analysées dans une étude des pays producteurs faites en 2003 par l'OIC. Le Nicaragua a signalé 122 000 emplois perdus, le Costa Rica 10 000. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'emploi dans le secteur des plantations a chuté de 40%. En équateur, le secteur de la transformation du café ne fonctionne qu'au tiers de sa capacité. Presque tous les pays ont signalé une baisse des revenus et des dépenses chez les ménages dépendants des produits caféiers. Une stratégie d'adaptation apparemment répandue consiste à diminuer les dépenses de santé et

d'éducation. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, 50% des parents vivant sur le haut plateau oriental n'avaient pas réglé les frais de scolarité pour l'année en cours. La sécurité alimentaire a inévitablement été réduite. Une plus grande incidence de la malnutrition est signalée en Colombie, où la proportion de ménages dans les régions de culture du café vivant en dessous du seuil de la pauvreté est passée de 54 à 61% entre 1997 et 2000. La malnutrition toucherait également 45% des enfants dans les régions de culture du café du Salvador, où le programme alimentaire mondial a fourni une aide alimentaire d'urgence à environ 10 000 familles vivant de la production de café. Une enquête menée en mars 2002 au Viet Nam a révélé que 45% des familles vivant de la production de café souffraient de malnutrition (OIC, 2003).

### III.3.3. Au niveau des revenus des planteurs

Les revenus des planteurs ont chuté drastiquement entre 1989 et 1991. En même temps, les prix des intrants agricoles ont connu une augmentation spectaculaire au niveau des marchés. Cet état de choses va influencer l'avenir des exploitations agricoles. Ce qui va entraîner une baisse sensible de la production comme le montre le tableau 18.

**Tableau 18** : Revenus du planteur avant 1990 à nos jours par hectare

Superficie (ha)	Avant 1990	Après 1990	Aujourd'hui	Nombre d'enquêtes
½ ha	Env. 15 0000 F	60 000	<b>39 000</b>	18
1	3 50000 F	110 000	<b>75 000</b>	42
2	6 50000 F	2 10 000	<b>145 000</b>	31
3	9 35000 F	300 000	<b>2 25 000</b>	25
5	1 450000 F	5 30 000	<b>3 10 000</b>	8
10	<b>3 000 000 F</b>	<b>1 20 0000</b>	<b>6 35 000</b>	05
<b>Total</b>				<b>129</b>

**Source** : Enquêtes de terrain Août, 2022

On remarque qu'avant la crise, le paysan avait un revenu nettement appréciable, car avec un demi-hectare de café le bénéfice tiré de cet arbre pouvait atteindre facilement 150 000 FCFA. Le sac de café en jute se vendait entre 15000 et 17000 FCFA et, les plantations les mieux entretenues pouvaient facilement produire entre 25 et 30 sacs de café en jute au. D'ailleurs,

ceux qui avaient des grandes plantations pouvaient facilement avoir 3 000 000 FCFA de bénéfice par an. C'est le cas des personnes ayant les superficies de 10 hectares qui pouvaient se retrouver en une année avec de production comprise entre 250 à 300 sacs. Néanmoins, tout a commencé à basculer à partir de 1990. Aujourd'hui, la situation est devenue pire, car certaines plantations de 10 hectares ont du mal à procurer 600 000 FCFA au paysan par an.

### III.3.4. Accroissement des petits métiers et abandon de l'agriculture par les jeunes

Au lendemain de la crise agricole, surtout de la crise caféière qui a fait beaucoup de mal dans la ville de Nkongsamba, on va assister à une multiplication de petits métiers relevant de l'économie virtuelle (informel).

**Tableau19** : Évolution des petits métiers dans la ville de Nkongsamba

Métiers	Années	1990	2000	2010	2022
Boutiques	-	Env. 120	197	Env. 250	Env. 500
Débits de boissons	-	80	107	209	Env. 300
Coiffeurs	-	29	47	156	255
Call box	-	-	12	238	260
Moto taxi	-	-	29	350	Env. 750

**Source** : Enquêtes de terrain, Août 2022

La crise agricole a modifié la configuration des différents secteurs d'activités à Nkongsamba. En effet, compte tenu du fait que la pauvreté qui a fortement ébranlé les actifs du secteur primaire, les populations se sont rabattues de plus en plus dans les activités informelles qui, jadis étaient constituées uniquement de quelques personnes.

De 120 boutiques environ en 1990, on se retrouve de nos jours à environ 500. Ce qui semble expliquer cette dynamique est le départ des actifs du secteur primaire ne rapportant plus rien vers les autres activités peut rentables mais moins épuisantes.

En ce qui concerne les débits de boissons, on est passé de 80 points de boissons à 209 points à nos jours. D'après une étude sur le terrain, on note une nette évolution des débits de boissons, ceci peut s'expliquer par la pauvreté d'esprit des paysans qui pour la plupart partage le même point de vue lorsqu'ils affirment : « On doit noyer les soucis avec de l'alcool ou le tabac afin d'oublier la période de crise ». En effet, depuis la crise, au niveau national, la production de l'alcool a augmenté d'une manière exponentielle. Ce qui nous amène à nous poser la question de savoir s'il existe un lien entre pauvreté et alcoolisme.

Quant à la coiffure on note ces dernières années une augmentation fulgurante des salons mais le constat est que ce sont surtout les salons de coiffures féminines qui sont en train de prendre de l'avance contrairement à l'ancien temps, c'est-à-dire avant les années 1990, période

pendant lesquelles les salons de coiffures féminines n'existaient presque pas à Nkongsamba. Aujourd'hui, malgré la pauvreté, les femmes et les jeunes filles sont influencées par les coiffures des actrices de différentes séries télévisées. Elles se rendent toutes belles surtout que le prix à payer pour la coiffure coiffures devient de plus en meilleur marché.

De douze « call box » en 2000, on n'a atteint le nombre de 260 en 2022. Aujourd'hui, moins de 100 kiosques de call box sont reconnus par les communes. On n'est sans ignorer qu'en l'an 2001, l'opérateur Orange Cameroun venait d'installer son réseau. Cependant à Nkongsamba, vu le coût des téléphones mobiles et vu les coûts des appels qui étaient de 300 FCFA la minute on ne pouvait qu'avoir quelques « call boxeurs » qui ont su tirer profit de leur activité. En 2010, avec la baisse des prix des téléphones mobiles et des coûts d'appels, passés à 200 FCFA la minute, on a vu le nombre de call box augmenter à plus de 200. Ce nombre va atteindre 38 de nos jours, car depuis 2010, les appels Orange vers Orange coûtent 50 FCFA et 100 FCFA. C'est la raison pour laquelle ces acteurs ont augmenté car, pour ces jeunes qui gèrent ces cabines d'appels, l'activité agricole est relayée au second plan.

Pour ce qui est de la moto taxi encore appelée « Bend skin », il naît dès les années 1992, plus précisément pendant les périodes des « villes mortes », périodes pendant lesquelles les automobilistes n'avaient pas le droit de circuler de peur de voir leurs véhicules incendiés. De 04 « Bend skin » en 1995, on a atteint le chiffre 29 en 2000, plus tard les jeunes ont compris que ce métier pouvait être une activité porteuse contre la réduction du chômage. Aujourd'hui, Nkongsamba compte plus de 750 motos taximen et plus de 1000 commerçants.

Ce nombre fastidieux des jeunes dans divers secteurs d'activités relevant de l'informel peut expliquer en partie, les raisons de l'abandon ou du maintien de la caféiculture, car les parents âgés n'ont pas d'autres alternatives que l'entretien de leurs vieilles caféières.

### **III.3.5. Le vieillissement et abandon des plantations**

Le travail est la devise pour accroître les rendements et permettre le développement d'une localité. De plus en plus, on remarque que le travail ou l'effort fournit par nos parents s'amenuise du fait de leur vieillesse. Le vieillissement des planteurs et des plantations constitue un véritable risque de dégradation de la caféiculture car si tous les efforts sont fournis par les planteurs et qu'à côté, ces derniers ne disposent pas d'intrants agricoles, la production continuera à décroître, car les sols sont épuisés, les vergers vieux. L'âge moyen des grands planteurs se situe entre 50-60 ans. Le plus jeune parmi eux a environ 36 et le plus vieux 80 ans. Les jeunes villageois s'adonnent de moins à moins à la culture du café. Ces grands planteurs à l'avenir n'auront plus de remplaçant. De nos jours, il n'est plus question de parler d'une société



caste. Les fils des planteurs aspirent à d'autres activités économiques autres que celles de la caféiculture. Le café a cessé d'être toute espérance des planteurs. Ils sont désormais conscients que les autorités administratives de la place ne jouent pas pleinement leur rôle d'encadreurs des paysans.

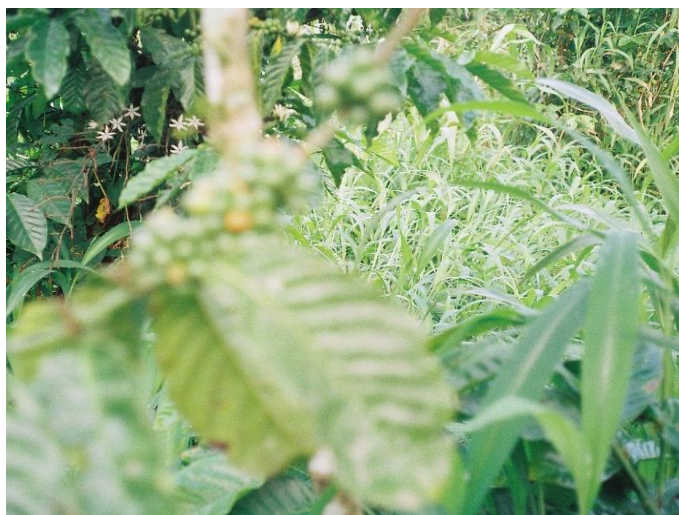
Les caféiculteurs investissent de moins à moins dans leurs caféiers. Cela pourrait venir du fait qu'ils sont familiers des fluctuations des prix du café depuis la fin des années 80. Aussi seraient ils restés plus méfiants que les jeunes planteurs vis-à-vis de la récente hausse des prix (entre 2003/2004 et 2005/2006), craignant encore une nouvelle chute comme par la passée. Et la scolarisation, devenue une nouvelle mesure de valeur, a entraîné un départ massif des jeunes, de la campagne vers la ville, conscient du caractère fluctuant du marché international du café, le caféiculteur se rend donc compte que la promotion sociale passe par l'obtention des diplômés. Ce faisant, les planteurs privés de leur progéniture s'arrangent à entretenir les anciennes plantations sans en créer de nouvelles. Le vieillissement des plantations est une menace à la dégradation du café. Les quelques rares plantations nouvelles occupent des superficies très réduites par rapport aux plantations anciennes. Elles seront exploitées dans le sens de l'amélioration de la productivité. Les planteurs seront appelés à rendre courante l'utilisation des engrais et des pesticides pour préserver la caféiculture de la dégradation. Avec la régénération caféière, il sera possible de libérer certaines terres actuellement occupées par les vieux caféiers appelés à disparaître pour les rendre disponible à d'autres cultures. Aussi, il faudra promouvoir la création de coopératives qui joueront pleinement le rôle d'encadreurs et d'animateurs du monde rural frappé par les institutions de Bretton Wood.

**Planche 3:** État de certaines caféières après la crise du café à Nkongsamba



**Source :** cliché Sen Bassi, Août 2022

**Photo 8 :** Vieillessement et abandon des caféiers



**Source :** Cliché Sen Bassi, Août 2022

**Photo 9 :** Caféier atteint du scolyte, maladie du café

La photo 8 présentent des plantations de café pratiquement abandonnées et dont les herbes ont envahi les cultures et certains souffrent du scolyte (photo 9). Ceci est dû au découragement des planteurs face à la baisse constante des prix du café.

### **III.3.6. Régression de la superficie caféière**

Cette culture de rente devenue peu rémunératrice et par manque de moyen, plusieurs planteurs se sont vus être obligés soit d'abandonner les plantations, soit de réduire la superficie caféière en y introduisant d'autres cultures plus prometteuses et rentables à l'instar du cacao, l'huile de palme et les tubercules ...Car ils ne savent plus à quoi s'en tenir et ne peuvent plus les entretenir. Aujourd'hui les planteurs ne manifestent aucune volonté de reprendre le chemin des champs ; ils sont contraints face au caractère fluctuant du marché du café où seuls les enfants y vont pour et y mènent une agriculture de subsistance, ils y récoltent tout de même les cerises des caféiers florissants. Il ne fait aucun doute que les plantations sont vieilles (plus de 30 ans), la main d'œuvre aussi ce qui constitue un véritable risque de dégradation de la caféiculture. (Cameroun info par Mathieu Nathanael, juin 2007)

Malgré le caractère fluctuant du prix du café le prix des intrants n'a fait qu'augmenter trois fois plus. Aujourd'hui il se vend entre 18000 à 28500 Fcfa le sac d'engrais chimique de 50 kg NPK contre 5000 Fcfa, avant 1990. Avec cette allure peu sont ces caféiculteurs qui parviennent encore à utiliser les engrais faute de moyens. Ils ont presque tous changé d'habitude en utilisant peu d'engrais à cause de la hausse vertigineuse des prix des engrais chimiques et cela.



Pour d'autres planteurs, les plantations sont en jachères pour restaurer la fertilité du sol pour ensuite replanter en café. Ceux-ci semblent encore attachés à la caféiculture même s'ils trouvent qu'elle est devenue peu rémunératrice. Ils justifient cet attachement par le fait qu'ils ont reçu la pratique de la caféiculture de leurs parents et souhaitent le transmettre à leurs enfants. Ils semblent ainsi avoir pour la caféiculture un intérêt à la fois économique et social.

#### **Planche 4 : Déprise caféière**



**Source :** Cliché Sen Bassi, Septembre 2022

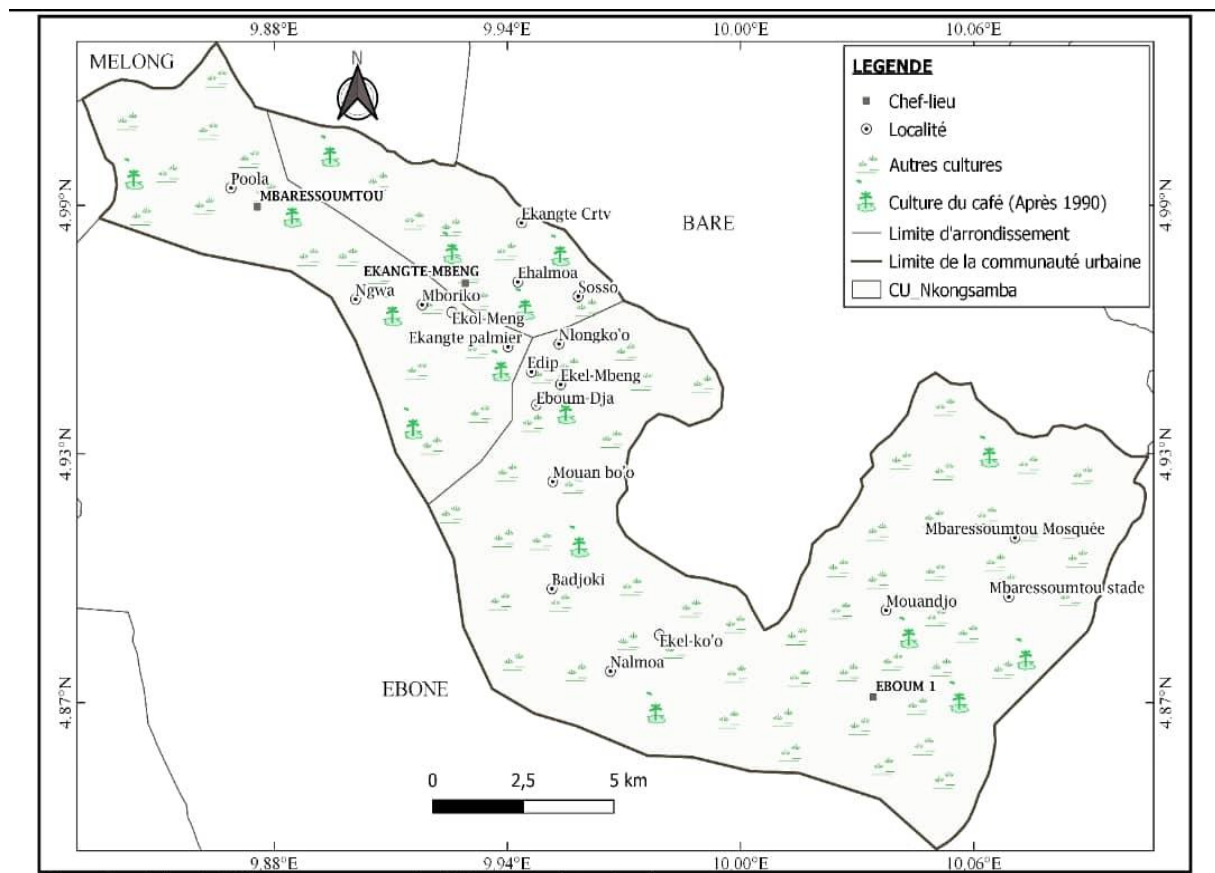
**Photo 10 :** régression de l'espace caféier



**Source :** Cliché Sen Bassi, Septembre 2022

**Photo 11 :** Complantation dans une ancienne caféière

À travers les photos 10 et 11, on observe bien comment il y a eu régression de l'espace caféière. Les caféiers sont de plus en plus associés aux maïs, au macabo et banane plantain car la culture du café à elle seule n'est plus satisfaisante et ne permet plus l'épanouissement des planteurs. Le système jadis caféier est désormais un système multiculture.



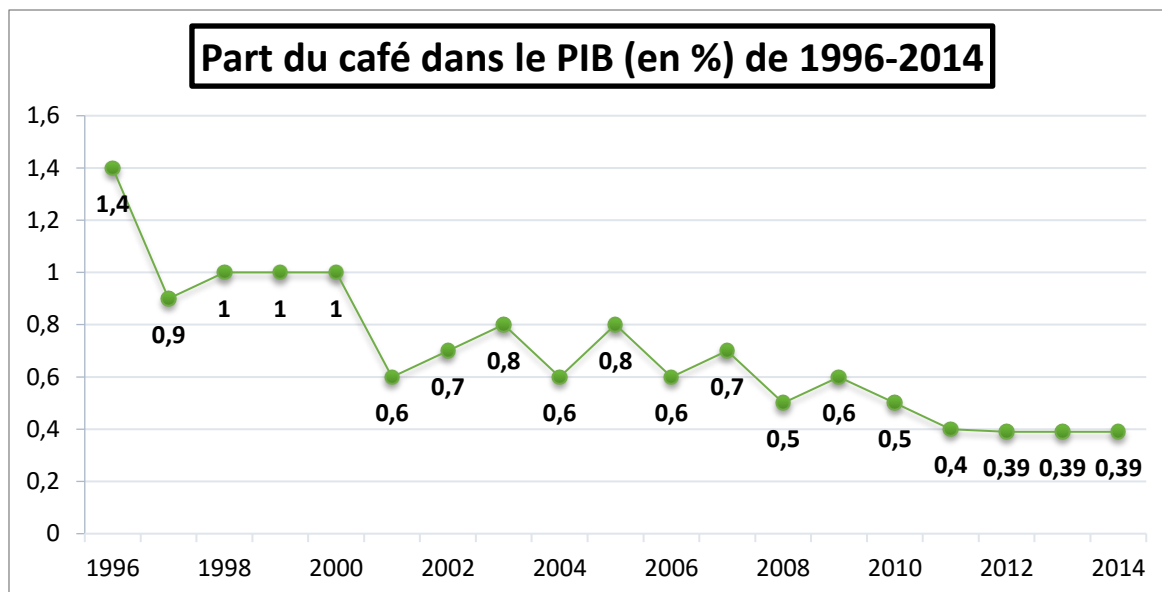
**Source :** Adaptation carte de Nkongsamba base de données SOGEFI Cameroun, Novembre 2019

**Figure 25 :** carte de l'occupation du sol par le verger caféier après la crise

La crise caféière des années 90 a favorisé la diversification agricole (arrachage des caféiers, diversification agricole, émergence de nouvelles cultures) dans les exploitations familiales de Nkongsamba, induisant ainsi une régression des rendements caféiers afin de continuer à entretenir la trésorerie familiale, nous l'observons à travers la figure ci- dessus.

### III.3.7. Baisse des recettes fiscales et du PIB

Depuis le début des années 1990, la conjoncture économique qui menace le monde rural a eu des conséquences non seulement sur le montant des impôts versés par les producteurs de cultures de rente à la commune, mais aussi sur l'ensemble des recettes communales. Les caisses de l'État ont drastiquement baissé, car les sociétés agricoles qui jadis participaient à coût de dizaines de millions par an à son renflouement ont tous fermé. La culture du café est en chute libre et le café en lui-même se vend à vils prix.



Source : INS, 2015

Figure 26 : part du café dans le PIB Camerounais

La figure 26, permet de voir la tendance baissière de la part du café dans le PIB entre 1996 à 2014. Force est de constater que presque chaque année, le PIB généré par le café à baissé considérablement. Passant de 1,4% en 1996 à 0,39 en 2014. Au regard des velléités causées par la chute du PIB du café, on peut dire à partir de 1996 la valeur du café a commencé à baisser dans la ville de Nkongsamba, ce qui l'a conduit à sa décadence aujourd'hui. Le café qui jadis produisait une part importante dans le PIB s'est retrouvé relégué au 2<sup>nd</sup> plan.

### III.3.8. Dans le domaine infrastructurel

En ce qui concerne le bâti dans la ville de Nkongsamba avant les années 1990, les maisons se construisaient rapidement, car l'argent obtenu de la vente de café, permettait au paysan de bâtir son domicile au plus en deux années. Cependant, après les années 1990, le constat est alarmant, car la plupart des chantiers entamés pendant la décennie 1990, sont inachevés jusqu'à nos jours. Ces domiciles exposés aux intempéries, représentent un danger permanent, car devenus le lieu de cachette des reptiles et de certaines bêtes sauvages, comme le présente la planche 5.



**Planche 5** : les maisons inachevées en raison de la crise



Cliché Sen Bassi, Décembre 2022

**Photo 12** : maison inachevée depuis plusieurs années



Cliché Sen, 2022

**Photo 13** : maison inachevée et abandonnée

Le logement observé à la photo 12 a été construit en 1988 et le propriétaire comptait bien l'aménager pendant les années 1990. Aujourd'hui la donne a changé avec la crise et, la maison est tombée en ruine. Mais avec la crise, les travaux n'ont pas repris jusqu'à nos jours. Cette maison est devenue la cachette des rongeurs et des reptiles.

Le logement qu'on voit à la photo 13 a été construit avant 2009 par un caféiculteur aux revenus moyens de la ville de Nkongsamba mais elle reste inachevée.

### III.4. L'ONCPB RUINE PAR LES PROJETS DE L'ÉTAT

Les années fastes de la caféiculture avaient permis d'accroître les réserves de l'ONCPB. Il était par ailleurs devenu une caisse permettant de financer des projets de l'État, de payer parfois les salaires des fonctionnaires et enfin de supporter le coût de certains services rendus aux caféiculteurs<sup>22</sup>. Mais après plus de quinze années de relative stabilité, les cours mondiaux de café et les prix payés aux producteurs vont chuter et connaître une forte volatilité de 1975 à 2005. Or, si une hausse de prix de café est suivie par une hausse décalée dans le temps de l'offre parce que les nouveaux plants de café ne sont productifs qu'au bout d'environ 3 ans, la baisse de l'offre par contre est immédiate dès que les prix baissent du fait de l'abandon ou de la négligence des plantations par les paysans, l'effet du manque d'engrais ou de traitements phytosanitaires se faisant sentir aussitôt. Les prix mondiaux du café s'effondrant à partir de 1976-1977 (CEDEAO et al, 2007), les revenus d'exportation du café qui permettaient d'alimenter l'ONCPB, se sont taris puisque ce sont à la fois les quantités vendues et les prix de vente qui diminuaient.

Pourtant, l'ONCPB a été créée pour être le centre névralgique de la dynamique du secteur café-cacao au Cameroun. Son principal rôle s'articulait autour des opérations de stabilisation et de fixation des prix versés aux producteurs. Cet organisme était administré par les fonctionnaires, nommés par les pouvoirs publics. Les planteurs quant à eux étaient mal représentés dans cet organisme que ce soit au sein du conseil de direction que du conseil d'administration. En effet, dans un environnement international peu favorable avec la suspension des accords café (1989) et cacao (mars 1990) et la compensation de plus en plus partielle des pertes des recettes d'exportation par le fonds de stabilisation des recettes d'exportation (STABEX) (entre 30 et 35% des pertes couvertes), les systèmes nationaux devaient supporter seuls la baisse des cours. Ainsi, la gestion passée des excédents de stabilisation n'aura pas permis les adaptations nécessaires pour maintenir l'équilibre financier des filières. La mauvaise gestion de l'ONCPB constitue la principale raison de son échec et de sa remise en cause (Moupou M, Opt cit). Concernant particulièrement les caisses de stabilisation, leur gestion fut très opaque et la baisse des cours de 1989 n'aura pas permis à cette structure de « *maintenir le souffle* » car les caisses étaient presque vides pour pallier la

---

<sup>22</sup> Un débat d'intellectuels à coutume de s'interroger pour savoir si c'est l'État qui finançait les caféiculteurs ou bien le contraire. Un tel débat, de notre point de vue, participe d'une diplomatie de vocabulaire dans laquelle nous n'entrerons pas ici. Mais, les faits sont têtus, l'État a puisé dans les réserves de l'ONCPB pour de nombreux projets dits de développement qui ont plutôt servi une logique de « clochardisation » des élites politique et intellectuelle et de soutien révérenciel au pouvoir politique.

conjoncture de la nouvelle donne. Et pourtant, les cahiers du CERDI (Opt cit), souligne que « les excédents prélevés par les caisses de stabilisation au Cameroun, estimés à 600 milliards de FCFA auraient pu maintenir les cours aux producteurs autour de 450 F /kg pour 11 campagnes supplémentaires, c'est-à-dire jusqu'à 2001 ». Face aux échecs enregistrés par l'ONCPB, une restructuration du secteur s'est imposée en 1992, dans le cadre vaste programme de la restructuration du secteur café-cacao au Cameroun. C'est dans ce contexte qu'a été créé en 1992 l'ONCC (Office National de Café et de Cacao) qui cherche encore ses « *lettres de noblesse* » dans un marché national fort libéralisé.

#### **III.4.1. La libéralisation du secteur café après les années 1990 : un fléau qui a renforcé la crise caféière à Nkongsamba**

Après la libéralisation de la filière café-cacao par l'État, les planteurs connaîtrons de nouveau une nouvelle crise orchestrée et organisée par les opérateurs privés couramment appelés « coxeurs ». Ces derniers vont utiliser toutes les ruses possibles pour tirer énormément profit sur le dos des paysans.

##### **III.4.1.1. La pratique du coxage et son impact dans la ville de Nkongsamba**

Avant 1991, la commercialisation du café à Nkongsamba et même ailleurs était une exclusivité des usiniers, qui étaient reconnus par l'État, qui les délivrait une autorisation, qui les permettait de fonctionner légalement, car ces derniers payaient des taxes. Mais la donne va changer à l'aube de 1991. En effet, on va noter une prolifération des opérateurs sans professionnalisme dans ce secteur d'activité qui jadis était très organisé et avait permis de réduire de manière significative le chômage dans l'arrondissement à Nkongsamba. Avec plus de dix usines de décortilage de café, chaque usine avait en moyenne 30 employés et un salaire minimum d'environ 35 000 FCFA.

Considéré comme une activité illicite au départ, le coxage va s'officialiser après la libéralisation et devenir un secteur vital, dans lequel vont s'imposer des jeunes hommes. De vingt opérateurs professionnels avant la libéralisation, on en compte à nos jours environ trois cents qui exercent dans la filière café cacao à Nkongsamba (DDADER). Ces jeunes gens aux capitaux en provenance des opérateurs économiques très souvent installés à Douala, ont pour mission de sillonner les différents quartiers et villages en quête de café. Ce café qui jadis se vendait dans des sacs en jute cousu, va connaître une modification. La mesure du café connaîtra une hausse, car de nouveaux types de sacs sont utilisés par des coxeurs. Ces sacs représentent presque le double de la valeur des sacs utilisés par des usiniers autrefois. Aussi avons-nous noté

que le souci du coxeur ne réside pas dans la qualité du café mais plutôt au profit qu'il peut tirer auprès des planteurs.

### III.4.1.2. Le préfinancement de la campagne par les coxeurs : une pratique d'arnaque

Cette pratique consiste à donner un peu d'argent à partir du mois de juillet aux paysans dépourvus, afin de mieux préparer la rentrée scolaire des enfants. Cet argent se fait en contre parti d'un document officiel reconnaissant que le paysan devrait après les récoltes donner un nombre de sacs de café proportionnel à l'argent encaissé. Toujours est-il que le planteur sort perdant de ce jeu car le café pendant ces périodes, coûte moins cher. Une étude effectuée entre 1993 et 2014 par (Bobda Ngankam P, Opt cit et Epanda Edimo F A), montre comment s'est effectué l'enrichissement des coxeurs sur les caféiculteurs.

**Tableau 20** : Évolution du prix du sac de café pré financé de 1993 à 2014

Années	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2010	2014
Prix moyen du sac de café (FCFA)	2000	3500	5000	12000	12000	10000	10000	8000	7000	13000	15000
Prix moyen du sac (FCFA)	3500	10500	22000	20000	18000	17000	15000	10000	6000	18000	22000
Prix différentiel empoché par les coxeurs (FCFA)	1500	6500	17000	8000	6000	7000	5000	2000	1000	5000	7000

**Source** : Enquêtes de terrain, Août 2022

La différence entre les prix préfinancés aux paysans et ceux effectués après les ventes de café par les coxeurs sont grandement opposés. De 1993 à 2014, on est passé de 1500 FCFA sac à 17000 FCFA sac en 1995 avant de connaître une légère diminution de la marge des bénéficiaires. Tous les éléments prouvent combien les coxeurs ont plongé sérieusement les caféiculteurs dans le désespoir et la ruine. Pourtant ces derniers sont partis d'un simple capital pour devenir aujourd'hui des hommes d'affaires aux revenus annuels importants.

#### III.4.1.2.1. La réaction de certains paysans face à l'arnaque des coxeurs dans la vente et le conditionnement du café

À partir de 1991, la vente du café n'est plus conditionnée par le pré-contrôle, le décorticage ou la vérification du taux de torréfaction. En ce qui concerne le coxeur, son souci

ne consiste pas à veiller sur la qualité du café mais plutôt sur la quantité. Le prix se négocie sur place entre le vendeur et l'acheteur. Une fois convenu sur le prix, le coxeur le dépose dans son véhicule ou son porte-tout ou encore sa moto. Ce nouveau métier pendant les années 1994-1996 a rendu également les paysans intelligents, car ayant été abusés par des coxeurs à utiliser les nouvelles stratégies qui consiste à torréfier les grains de café afin que le volume soit plus impressionnant (Essamkouen B 1999). De même, certains mélangeaient des palmistes avec du café pour se faire un peu plus d'argent. La libéralisation va enfin de compte créer une véritable dépendance entre certains planteurs et les acheteurs.

#### **III.4.1.2.2. La recrudescence du vol du café entre 1992 et 1997 à Nkongsamba**

La libéralisation de la filière café-cacao à l'aube des années 1990 a véritablement transformé la mentalité du paysan de Nkongsamba avec l'arrivée des coxeurs. En fait, traversant des situations les plus atroces de l'histoire économique, certains planteurs : hommes et jeunes se sont lancés dans la maraude. Ces derniers se levaient la nuit et allaient cueillir des cerises de couleur verte de café dans les plantations ne leur appartenant pas, afin de les vendre aux coxeurs. D'autres coupaient entièrement les branches de café qui portent les cerises et les enfilèrent dans leurs sacs pour y gagner un peu d'argent. Ce phénomène a été légion, mais au final, les paysans se sont mobilisés pour éradiquer ce fléau inhabituel et grandissant dans la ville de Nkongsamba. D'aucuns ont plutôt opté pour le ramassage du café séché dans les séchoirs en bordure des maisons pendant les heures tardives de la nuit. Ce café ramassé devait être mélangé ou, être vendu quelque jour après chez un coxeur. Le coxage surtout en 1993 a participé énormément au vol du café sur toute les formes : café frais, mûr, séché... phénomène très peu connu pendant la période de faste agricole. C'est aussi pendant cette période que les services de gendarmerie et de police étaient vraiment animés, car tous les jours on conduisait et on déférait au parquet, jeunes et hommes pris en flagrant délit de vol de café.

La libéralisation a eu des conséquences énormes dans la ville de Nkongsamba, car non seulement le planteur a vu son revenu diminuer au quart, mais les coxeurs et les maraudeurs ont contribué énormément à son appauvrissement. C'est pourquoi se séparer de la caféiculture pour d'autres activités s'est avéré difficile à cause de la pauvreté.

Au terme de ce chapitre, nous avons vérifié notre troisième hypothèse de recherche. Celle-ci prouve que la chute du coût du kilogramme de café, la fermeture des unités de production à et le désengagement de l'État du secteur agricole ont plongé les populations dans une grande misère. En effet, de 440 FCFA le prix payé du kilogramme de café en 1988, ce prix



va dégringoler drastiquement pour se retrouver à 175 FCFA. Ainsi, en 1993, le prix du kilogramme de café va atteindre le point le plus bas, jamais enregistré pendant les décennies 1970-1980, soit 110 FCFA le Kilogramme. Cet état des choses est très grave, car avec le désengagement de l'État du secteur agricole, les prix des intrants agricoles vont connaître une augmentation spectaculaire. Ainsi, les plantations seront abandonnées et la crise va se généraliser à Nkongsamba avec la fermeture de la majorité des usines de décortilage de café ainsi que les autres unités de production. Bien plus à cette crise, seront additionnées la baisse drastique des salaires des fonctionnaires en 1994 et la dévaluation du Franc CFA. Pire encore, avec la libéralisation du marché, on va noter dès le début des années 1995, l'arrivée extrémiste des coxeurs de café.

## **CHAPITRE IV :**

### **STRATEGIES ADOPTEES PAR LES DIFFERENTS ACTEURS POUR BOOSTER LE DEVELOPPEMENT DE LA VILLE DE NKONGSAMBA**

Avec la crise caféière des années 1990 et la politique de libéralisation qui s'en est suivie, le secteur agricole a connu de profondes mutations (Gafsi et al. 2007). Depuis près de quinze ans, les difficultés économiques des producteurs vont fortement contribuer à une diversification généralisée des cultures dans les exploitations comme une stratégie de résilience et la multiplication des petits métiers connaissent une évolution remarquable à Nkongsamba. Cette dynamique se remarque aussi bien au niveau des superficies exploitées abritant les vivres qu'au niveau de la production des vivres de toute sorte. L'intensification de ces pratiques agricoles ainsi que d'autres activités économiques contribuent à l'amélioration de la sécurité alimentaire, voire des conditions d'existence des acteurs agricoles. Avec la crise caféière, il fallait faire face aux difficultés de trésorerie et contribuer à l'épanouissement du ménage agricole (Tsalefac. M et al 2021). D'où le développement des cultures de résiliences qui ouvrira une nouvelle ère. Il est question dans ce chapitre de vérifier l'hypothèse selon laquelle l'usage des stratégies adoptées par les paysans et l'État permet de contribuer développement de la ville de Nkongsamba. Ainsi, ces stratégies sont entre autres : l'intensification des pratiques agricoles telles que la pratique du vivrier-marchand, le maraîchage et bien d'autres. Pour mener à bien ce chapitre, nous nous attarderons sur les apports socio-économiques des vivres en général et du manioc en particulier. Aussi, allons-nous nous attarder sur une multitude des suggestions proposées propice à contribuer à l'émergence de la ville de Nkongsamba

#### **IV.1. LES FACTEURS FAVORABLES À LA PRATIQUE DU VIVRIER-MARCHAND ET DU MARAICHAGE**

Hormis les multiples atouts du milieu, d'autres facteurs ont contribué tant bien que mal et tardivement à la reconversion des planteurs de Nkongsamba dans la pratique du vivrier-marchand et du maraîchage.

#### IV.1.1. La crise caféière : un des catalyseurs de la reconversion

La chute des cours mondiaux du café au crépuscule des années 1980 et à l'aube de la décennie 1990 a incité immédiatement les planteurs à une diversification d'activités agricoles, émergence de nouvelles cultures pour continuer d'entretenir la trésorerie familiale (Sanchez ; 2002). Car la caféiculture était essentiellement développée en monoculture et occupait la quasi-totalité des exploitations agricole. Cette crise est due non seulement à l'entrée de certains pays dans la production du café à l'instar du Viêt-Nam, de la Thaïlande, de l'Indonésie, mais aussi au vieillissement des vergers qui, pour la plupart, dépassent plus de 50 ans d'âge. Aussi pouvons-nous parler également de l'appauvrissement des sols qui, pendant des décennies ont été surexploités par les planteurs. De 4 30 F CFA le kilogramme du café robusta en 1985, le prix payé au planteur atteindra en 1992, le niveau le plus bas depuis les années 1975 soit, 100 FCFA le kilogramme. Ainsi, le sac en jute torréfié pesant environ 35 Kg va se vendre entre 3000 à 3500 FCFA auprès des usines. Il est alors impossible pour le planteur d'engraisser la plantation car, les engrais, la même année ont subi une hausse de 1600 FCFA le sac, coûtant ainsi 3500 FCFA à la coopérative et en moyenne 22000 FCFA de nos jours comme le montre le tableau ci- dessous (ONCC, 1997).

**Tableau 21** : Évolution des prix du café de 1970-2021

Années	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010	2015	2021
Prix du kg en FCFA	250	280	315	430	175	125	200	350	500	700	850

**Source** : ONCC ; in Cameroun en en chiffre (1970-1997) + données de la délégation départementale du commerce de Nkongsamba

On observe à travers ce tableau que les prix du kilogramme du café ont atteint le niveau le plus bas.

Avec la légère remontée du prix du kilogramme de café pendant les années 1994 on a observé de la part des paysans la volonté d'accroître le nombre de plants de café pour pallier le déficit de la production du début de la décennie 1990. Mais ni la remontée ni l'accroissement des surfaces caféières n'ont été suffisantes ou durables pour envisager de retrouver l'ancien niveau de vie des populations. C'est alors que le café a perdu son pouvoir attractif, son rôle de

marqueur foncier et de principal symbole de la propriété individuelle. Incapable d'acheter les engrais et de changer de type d'agriculture, le paysan de Nkongsamba va se rabattre vers la parche<sup>23</sup> du café et des ordures ménagères, bref les engrais verts, afin de rehausser la production qui s'est détériorée au fil du temps. Il a fallu attendre le début du XXI<sup>e</sup> Siècle pour voir une poignée de jeunes et de femmes se reconverter dans la pratique du vivrier-marchand et le maraîchage.

## **IV.2. L'EMERGENCE ET LA DIFFUSION DU VIVRIER-MARCHAND**

Longtemps reléguées au second plan derrière la culture du café, les cultures vivrières et maraîchères ont été pendant longtemps réservées aux femmes. Ces dernières, exclues des revenus de la culture du café, se sont contentées d'exploiter les espaces situés dans les zones hydromorphes et les vallées. Ces cultures vivrières étaient jadis essentiellement réservées à l'autoconsommation alimentaire des ménages. Quelquefois le surplus des provisions était vendu sur le marché local, afin acheter les compléments vitaux.

C'est au lendemain de la crise que ces cultures vont prendre une grande ampleur car, pendant la période faste du café, il était interdit aux femmes d'insérer les semences du vivrier et du maraîchage dans les plantations de café de peur d'exposer les racines du « dieu café ».

### **IV.2.1. Les cultures vivrières à tendance spéculative**

Après la chute des cours des produits de rente à partir des années 1989, le planteur de Nkongsamba a diversifié les cultures, en associant dans les caféières des vivres tels que : du manioc, de l'igname, de la patate, du macabo, du taro, piment tomate...

Cette insertion des vivres dans la caféière a tout de même contribué à l'abaissement de la production du café car la culture du vivrier par exemple a exposé les racines des caféières, et a aussi absorbé la grande partie des éléments minéraux qu'absorbait seul, le café dans le sol. En 1994, avec la baisse des produits de rente suivie de la dévaluation du Franc CFA et des salaires des fonctionnaires, la vie se dégrade considérablement à Nkongsamba. Ainsi, les femmes et les jeunes pendant longtemps malmenés et exclus des caféières ont l'autorisation de cultiver le vivrier marchand dans les caféières et ailleurs.

À partir de 1999, les cultures vivrières connaissent une extension sans précédent. Les surfaces aussi bien que la production deviennent très importantes. Les produits de certaines cultures comme : la patate, le manioc, la banane plantain... sont destinées à 75 % à la vente. Celle-ci se fait par les femmes qui contribuent ainsi aux dépenses du ménage. Pour ce qui est

---

<sup>23</sup> Coque renfermant les grains de café que l'on ramasse dans les usines après décortilage pour l'utiliser comme fertilisant du sol.

des jeunes, le développement de ces cultures leur a permis d'être indépendants financièrement et de pouvoir prendre en main leur vie.

#### **IV.2.2. Les cultures vivrières à tendance commerciale : leur évolution.**

La ville de Nkongsamba est considérée comme l'un des greniers du Moungo en raison de son importante production au niveau des cultures vivrières à caractère de subsistance et à caractère spéculative. Les cultures les plus prisées sont : maïs, la patate, manioc, banane, macabo taro, plantain, igname ... Cependant nous nous attarderons dans cette partie uniquement sur **la culture du manioc**, considéré comme une plante magique par les cultivateurs.

##### **IV.2.2.1. Le manioc une plante aux multiples vertus**

Tout comme le maïs et la patate, le manioc fait partie des produits vivriers les plus sollicités à Nkongsamba. Cette plante à tubercules d'origine américaine est d'une importance capitale. Le manioc est une plante qui engrange d'énormes revenus et peut se consommer sur plusieurs formes à savoir : sous la forme de tubercule, sous la forme de couscous « koum-koum » qui est, l'une des principales nourritures des peuples Mbo, sous forme de « water fufu and ero » sous la forme de tapioca, sous la forme de bâton de manioc couramment appelé « Bobolo » ...

Cette plante se cultive aussi bien dans les zones exondées ou sa durée de vie peut atteindre jusqu'à 3 ans que dans les zones hydromorphes où la durée varie entre 7 et 9 mois.

Il existe plusieurs variétés de manioc. Les plus importantes et les plus cultivées sont : le manioc rouge dont la durée de vie peut atteindre jusqu'à 3 ans, le manioc blanc dit traditionnel dont la durée de vie varie entre 1 et 2 ans et le « nyaga cassala » dont la durée est de 7 mois à un an. C'est cette espèce que l'on cultive généralement dans les zones inondables, car elle fait l'objet d'une bonne commercialisation.

**Planche 6:** Les différents champs de manioc



Cliché Sen Bassi, Août 2022

**Photo 14 :** Champ de manioc dans la vallée



**Photo 15** : Champ de manioc sur le rebord du plateau

Cliché Sen Bassi, Août 2022

La photo ci-dessus, présente un champ de manioc dans la vallée et la photo 15 montre une plantation avec plusieurs types de plantes dont le manioc sur le rebord de plateau.

**Tableau 22** : Évolution de la production et des superficies du manioc à Nkongsamba et dans le département du Moungo

Années	1970	1980	1990	2000	2021
Production N'Samba (tonne)	<b>504,22</b>	<b>612,19</b>	<b>717,62</b>	<b>867,35</b>	<b>1211,38</b>

**Source** : Délégation départementale d'agriculture du Moungo

Enquête de terrain, Août 2022

La production du manioc à Nkongsamba va crescendo. De **504,22 T** en 1970, on va atteindre **1211,38 T** en 2021.

### **IV.3. LA PRATIQUE DU VIVRIER-MARCHAND ET DU MARAICHAGE : UNE VICTOIRE CONTRE L'EXODE RURAL ET L'OISIVETE**

La pratique du vivrier-marchand (la culture du macabo, taro, banane-plantain...) ainsi que celle du maraîchage sont des activités agricoles qui fournissent des emplois additionnels et revenus à des millions de personnes dans le monde. Ces secteurs d'activité nécessitent une main d'œuvre abondante, et dans une certaine mesure qualifiée. Ces activités ne nécessitent pas de techniques particulières à Nkongsamba pour produire suffisamment, car les sols pour la plupart sont fertiles. Ce secteur d'activité agricole mobilise diverses catégories socioprofessionnelles (producteurs, techniciens agricoles, récolteurs, acheteurs, consommateurs...) Ceux des cultivateurs qui sont incapables d'accomplir toutes les tâches qu'exige le travail, emploient une main d'œuvre venant de divers coins de la ville, selon les contrats passés de gré à gré. Ils favorisent ainsi l'insertion des jeunes désœuvrés et des femmes en quête de travail, qui finissent

par se stabiliser, annulant leur désir de migrer sans occupation dans les grandes villes du pays. La lutte contre l'exode rural et l'oisiveté prend ainsi tout son sens au travers de la pratique du vivrier-marchand et du maraîchage.

#### **IV.3.1. La pratique du vivrier-marchand et du maraîchage bien structuré : un important driver économique et social à Nkongsamba**

La pratique du vivrier-marchand et du maraîchage est difficilement mécanisable, mais elle constitue surtout une source de revenus élevés et stables comparé aux autres cultures commerciales. Selon certaines estimations, les revenus du travail seraient également bien supérieurs aux autres cultures. Ces secteurs d'activités jouent un rôle moteur dans la création d'emplois et de recettes dans les différentes communes, et continuent d'être un moteur de croissance important, qui contribue à l'amélioration des conditions d'existence des cultivateurs et des commerçants. En effet, les cultures de banane-plantain, macabo, taro, manioc, de la patate et le maraîchage permettent surtout aux jeunes et aux cols blancs et surtout les femmes d'engranger beaucoup d'argent au cours de l'année.

De par ces multiples opportunités qu'offrent les cultures vivrières citées plus haut, il ressort que si on structure bien ce secteur d'activité, il pourra employer plus de 10000 salariés, à Nkongsamba. Toutefois, en menant nos enquêtes sur le terrain, nous nous sommes rendus compte que les différents travaux liés à la pratique du vivrier-marchand et du maraîchage permettent aux différents acteurs agricoles et ceux menant d'autres activités économiques de nourrir leur famille.

##### **IV.3.1.1. Commercialisation des produits vivriers : Une activité féminine**

À Nkongsamba, la commercialisation du manioc et les autres types de tubercules se fait de plusieurs manières par les différents acteurs commerciaux. On note entre autres : la vente à bord-champ, qui se fait par unité de surface cultivée pour les tubercules. En ce qui concerne, la vente dans les sacs, les prix de vente se négocient sur place, dans le bassin de production. Les négociations portent à la fois sur la qualité et la quantité du produit. Une fois les produits achetés, les femmes grossistes et partout certains hommes se chargent elles-mêmes de la récolte des tubercules très tôt le matin. En fait, elles font appel aux jeunes femmes et hommes désireux d'obtenir un peu d'argent pour arracher et transporter les tubercules vers la route ou à la gare, afin de trouver un moyen de transport facile pour la ville. En effet, certains consommateurs se ravitaillent aussi directement sur les sites de production (surtout en cas de cérémonies grandioses). De grands vivriers vendent en partie leurs produits à bord-champ et apportent une autre partie directement au marché. Ils adoptent ainsi une stratégie pour écouler assez vite leurs produits sachant que les produits vivriers sont pour la plupart périssables. La vente directe sur

le marché permet aux producteurs d'établir une relation avec les consommateurs qui est une forme de diversification de la clientèle. Il arrive parfois que le producteur ne parvienne pas à vendre toute sa récolte dans les délais requis. La production non vendue entre dans l'autoconsommation ou est offerte en dons aux amis et connaissances diverses, par manque des moyens de conservation.

#### **IV.3.1.2. Une contribution significative dans l'économie et l'alimentation locale en dépit de nombreuses contraintes**

La pratique du vivrier-marchand à Nkongsamba a subi plusieurs contraintes parmi lesquelles la réduction progressive des intrants agricoles en raison de l'augmentation de leur prix sur les marchés. De même avec l'exode rural, on a du mal à trouver les travailleurs pour la création de grande plantation des vivres. Aussi les techniques de production restent rudimentaires. Cependant, malgré cet état de choses, le dynamisme de certains paysans permet de travailler sans répit dans les plantations de vivres et de certaines cultures de rente à Nkongsamba. Ce travail laborieux effectué par les nouveaux acteurs agricoles fait de cette zone un futur bassin de production du vivrier-marchand, du maraîchage et d'autres cultures commerciales. En effet, malgré les sérieuses contraintes évoquées, l'agriculture rurale joue un rôle phare dans l'économie locale des villes africaines et leur périphérie. Si dans notre zone d'étude, est présente la diversification des produits, il n'en demeure pas moins que dans d'autres régions du continent est noté le même phénomène. Certains vivriers stipulent que la diversification des produits et des récoltes notées également à Nkongsamba rentre dans une stratégie qui permet aux producteurs de lutter contre la faim et de répondre aux besoins des populations de la ville. Les entretiens réalisés indiquent que les autorités de la ville n'accordent pas une grande importance à la pratique des vivres qui pourtant jouent un grand rôle dans le département par l'offre de tubercules et des céréales. Aucune mesure de protection n'est prévue pour assurer la durabilité des activités des vivriers.



## Planche 7: Culture de manioc et de maïs



**Photo 16 :** Tubercules de manioc



**photo 17;** Champs de maïs

**Source :** Cliché Sen Bassi, 2022

La planche 7 présente les cultures vivrières dans la ville de Nkongsamba. D'une part on a la culture de manioc et d'autre part la culture de maïs, preuve de la multiplicité des cultures vivrières.

### **IV.3.2. Les retombées socio-économiques des producteurs de manioc**

#### **IV.3.2.1. L'amélioration des conditions de vie et l'apparition d'une nouvelle classe d'acteurs « les riches de la vente du manioc ».**

La commercialisation du manioc sous toutes ses formes est génératrice de recettes fiscales, soit directement, soit indirectement avec ses effets d'entraînement sur la consommation, l'investissement et le commerce national. Le manioc fait partie des rares vivres qui soient à la fois source de nourriture, objet de commercialisation et matière première pour l'industrie. Sa production contribue à l'amélioration de la sécurité alimentaire en protéine végétale et à l'accroissement des sources de revenus des vivriers. Elle contribue non seulement au développement de la ville de Nkongsamba, mais aussi à l'amélioration des conditions d'existence des cultivateurs. En effet, les vivriers ont vu leur niveau de vie changer depuis environ quinze ans en raison de l'accroissement de la production du manioc et les autres tubercules (patate, taro, macabo, igname...). Les gains provenant de la vente de ces denrées ont permis surtout aux grands et moyens producteurs d'épargner d'importantes sommes d'argent, pour ensuite investir dans un autre domaine d'activité. Ainsi, certains se sont dotés des motocyclettes voire des voitures, pour leurs travaux personnels. En ce qui concerne les petits

producteurs, propriétaires de motocyclette, après avoir fini avec leurs travaux champêtres, ils optent pour le transport clandestin des personnes et de leurs biens dans les différents quartiers, diversifiant ainsi leurs sources de revenus annuels.

Toutefois, le travail sur le terrain a permis de faire le constat selon lequel, l'argent issu de la vente du manioc et d'autres produits agricoles, contribue à plus de 80% dans l'entretien du cadre familial et de la plantation. Le vivrier veille en effet sur l'éducation, l'instruction et la santé des membres de sa famille. Le divertissement de la famille n'est pas en reste, il est désormais assuré par la télévision qu'accompagnent les appareils musicaux Hi-fi (Haute-fidélité, ou même les appareils Haute définition), à défaut de prendre un abonnement chez un distributeur agréé d'images.

Toutefois, la vente des tubercules aussi bien dans les sacs qu'en tonne a façonné depuis pratiquement 15 ans une nouvelle classe de planteurs, qui vit largement au-dessus du seuil de pauvreté. Cette classe sociale se caractérise par des cultivateurs pouvant s'offrir des voitures de luxe, s'acheter des grandes plantations de palmier à huile, envoyer les enfants continuer leurs études à l'étranger et surtout de se construire des somptueuses maisons. Cette amélioration est due en grande partie aux techniques culturales qui s'améliorent et à l'existence des semences à haut rendement.

**Tableau 23** : Réalisations effectuées avec les revenus provenant de la culture du manioc

Biens matériels	Entretien de la famille	Entretien du champ	Autres	Achat d'une moto et auto	Achat d'une nouvelle plantation	Construction d'une maison	Total
Nombre des enquêtés	62	15	04	28	09	11	129
Pourcentage %	<b>62</b>	<b>15</b>	<b>04</b>	<b>28</b>	<b>09</b>	<b>11</b>	<b>100</b>

**Source** : Enquêtes sur le terrain, Décembre 2022

Il ressort du tableau 23 que sur les 129 personnes enquêtées, l'argent tiré de la culture du manioc a permis 62 paysans d'entretenir au quotidien les membres de la famille 15 vivriers affirment entretenir leur plantation avec l'argent issu de la vente du manioc. 04 %, ont effectué d'autres réalisations, 28 ont pu acheter un moyen de locomotion et 11 ont pu construire une maison d'habitation.

#### IV.3.2.2. Les retombées économiques du manioc et de quelques dérivés du manioc

**Tableau 24** : Bénéfices réalisés par les acheteurs et fabricant de « tapioca »

Catégories d'acheteurs et fabricant de « tapioca »	Petits acheteurs	Acheteurs moyens	Grands acheteurs
Quantité achetée et transformée /semaine (sac)	<b>5</b>	<b>11</b>	<b>18</b>
Gain réalisé par sac (FCFA)	<b>3000</b>	<b>3000</b>	<b>3000</b>
Gain réalisé par semaine en (FCFA)	<b>15 000</b>	<b>33 000</b>	<b>66 500</b>
Bénéfices réalisés après écoulement du produit/mois en (FCFA)	<b>Env. 60 000</b>	<b>Env. 132 000</b>	<b>Env. 266 000</b>

**Source** : Enquêtes sur le terrain, Décembre 2022

Le tableau 24 montre qu'à Nkongsamba, chaque acheteur-fabricant de « tapioca » parvient à trouver son compte après la vente des produits. En effet, les petits fabricants, lors de la revente ont un bénéfice moyen de 60 000 Fcfa, contre près de 132 000, Fcfa, pour les fabricants moyens et plus de 266 000 Fcfa pour les grands fabricants.

**Tableau 25** : Bénéfices réalisés par les différents vendeurs de tubercules de manioc

Catégories d'acheteurs de manioc et revendeurs de manioc	Petits acheteurs et revendeurs	Acheteurs moyens	Grands acheteurs
Quantité achetée/semaine (en sac)	6	12	25
Gain réalisé par sac en moyenne (FCFA)	3250	3300	3300
Gain réalisé par semaine en (FCFA)	<b>19 500</b>	<b>39 600</b>	<b>82 500</b>
Bénéfices réalisés après écoulement du produit/mois en (FCFA)	<b>Env. 78 000</b>	<b>Env. 158 400</b>	<b>Env. 330 000</b>

**Source** : Enquêtes sur le terrain, Décembre 2022

Le tableau 25 prouve qu'à Nkongsamba, chaque vendeur de manioc trouve son compte en vendant en gros ou en détail les tubercules de manioc. Les petits vendeurs, lors de la revente ont un bénéfice moyen de 78 000 Fcfa, contre près de 160 000, Fcfa, pour les acheteurs moyens et plus de **300 000** Fcfa pour les grands vendeurs. Toutefois, pendant la période de trêve, la quantité produite est moindre mais les bénéfices sont énormes.

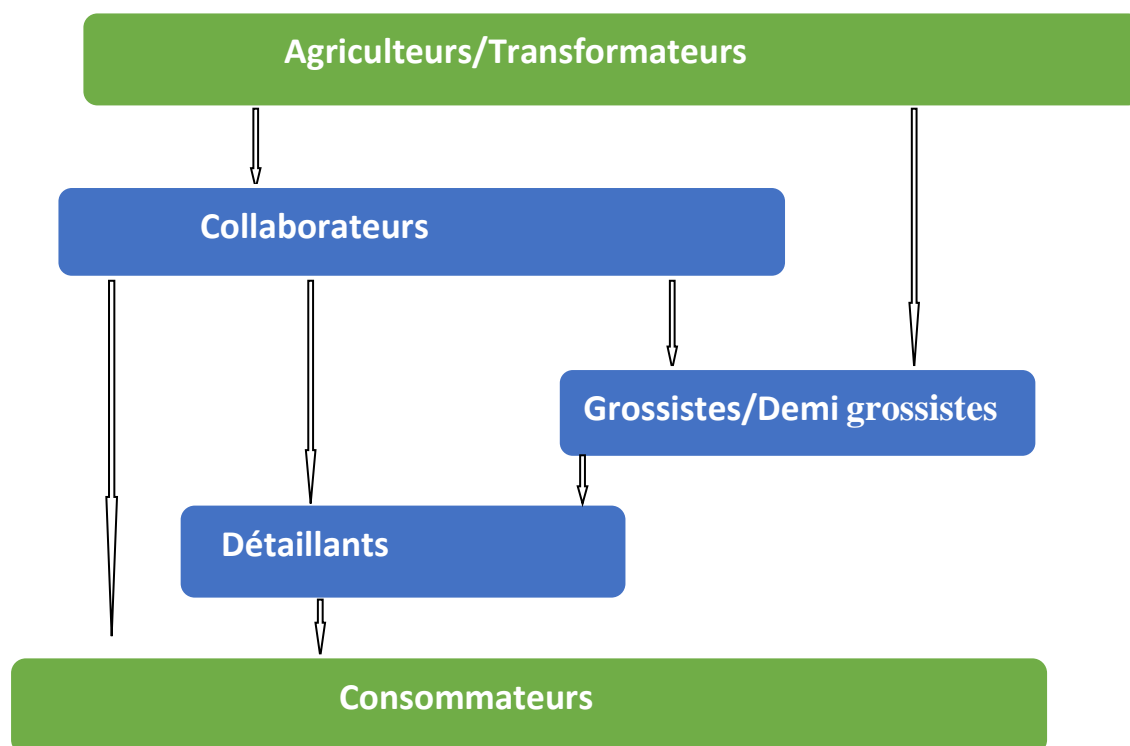
**Tableau 26** : Bénéfices réalisés par les acheteurs et fabricant de « bâtons de manioc »

Catégories de fabricant de « bâtons de manioc »	Petits vendeurs	Vendeurs moyens	Grands vendeurs
Quantité achetée et transformée /semaine (sac)	4	6	11
Gain réalisé par sac (FCFA)	6500	6500	6500
Gain réalisé par semaine en (FCFA)	<b>22 000</b>	<b>39 000</b>	<b>71 500</b>
Bénéfices réalisés après écoulement du produit/mois en (FCFA)	<b>Env. 88 000</b>	<b>Env. 156 000</b>	<b>Env. 286 000</b>

**Source** : Enquêtes sur le terrain, Décembre 2022

Ce tableau montre qu'à Nkongsamba, chaque fabricant de « bâtons » de manioc sont de petits princes, car cette denrée se vend comme des petits pains. Ces derniers se font régulièrement de l'argent et veillent particulièrement sur leur famille. En réalité, les petits fabricant, lors de la revente ont un bénéfice moyen de 88 000 Fcfa, contre près de 156 000, Fcfa, pour les fabricants moyens et plus de **286000 Fcfa** pour les grands fabricants.

#### IV.3. RELATION ENTRE LES ACTEURS DANS LA CHAÎNE DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS VIVRIERS À NKONGSAMBA



**Source** : Réaliser par l'auteur, Décembre 2022

**Figure 27** : relation entre les acteurs dans la chaîne de commercialisation des produits vivriers

La figure 27, résume les relations entre les acteurs dans la chaîne de commercialisation des produits. Au début de la chaîne de commercialisation, on retrouve les agriculteurs et les transformateurs. Par la suite, on a les grossistes et les détaillants et enfin on a les consommateurs. En effet, chaque acteur a un rôle bien précis qu'il joue au sein de la société.

#### **IV.3.1. Les grossistes**

Les commerçants grossistes et demi-grossistes assurent la fonction de regroupement des offres qui a été collecté sur les marchés ruraux. Le siège de leurs activités se trouve dans les grands marchés des chefs-lieux des départements ou des régions. Ils sont rarement spécialisés dans la commercialisation d'une seule denrée alimentaire. Le choix du produit à stocker se fait en fonction des perspectives des prix. Ils constituent souvent des stocks spéculatifs et les grosses ventes débutent lorsqu'ils estiment que les prix sont à leurs plus hauts niveaux. Les grossistes qui commercialisent les tubercules ne sont pas nombreux. La constitution des stocks spéculatifs apparaît donc assez risquée. Les grossistes agissent le plus souvent à distance et opèrent les préfinances des collecteurs, ou grâce à des relais au niveau des grands marchés hebdomadaires de zones de production. Ils sont organisés en association de commerçants avec les représentants qui n'ont en général que des fonctions de représentation auprès des autorités administratives et des responsables des municipalités qui gèrent les marchés urbains.

#### **IV.3.2. Les collecteurs et les détaillants**

Les collecteurs constituent la catégorie des commerçants situés entre les détaillants et les grossistes. Ils assurent le premier niveau de groupement de l'offre des produits dérivés du manioc et des atomisés. Les agriculteurs veulent souvent une petite quantité de leur produit pour subvenir à des besoins ponctuels (familiers, transformations...). Le groupement de ces petites quantités pour constituer des gros stocks est un travail fastidieux pour des grossistes. Le lien entre vendeur et grossiste est d'assurer les nombreux collecteurs qui parcourent les petits marchés des villages et les marchés hebdomadaires. Un collecteur peut agir pour son propre compte ou être au service d'un autre grossiste ou de plusieurs grossistes.

Les capacités financières des collecteurs sont limitées. Les cycles achats-vente doivent être répétés autant de fois que possible pour permettre d'augmenter leur profit par ce que la période d'abondance de l'offre des cossettes n'est pas très étendue.

Si les hommes sont largement majoritaires nombreux dans le commerce de gros et de demi, les femmes elles sont plus nombreuses dans le commerce de détail et dans la fonction de collecte primaire.

#### **IV.4. LES MARCHES DE COMMERCIALISATION**

On distingue trois types de marchés qui se distinguent par la fréquence de leur tenue et les catégories des acteurs qui les fréquentent.

##### **IV.4.1. Les marchés villageois**

Ils se tiennent tous les jours mais possèdent une journée où l'affluence est plus importante et où les produits proposés à la vente sont plus diversifiés. La vente des produits dérivés de manioc humides (bâtons de manioc, beignets) s'arrête généralement à ce stade. La vente des produits dérivés humides sont généralement des activités génératrices des revenus des filles ou des épouses des agriculteurs.

Les quantités de produits dérivés de manioc vendues sur le marché villageois sont faibles et les prix sont bas à cause du faible pouvoir d'achat et la proximité des champs des villageois car eux ils ne transportent pas les produits et en plus ils ne subissent pas le cout des mauvaises routes des zones rurales. Les marchés villageois sont aussi fréquentés par les collectrices qui peuvent utilisées leur proximité avec les agriculteurs pour acheter à des prix avantageux. Les quantités obtenues sont généralement revendues au cours de la même semaine sur les marchés hebdomadaires les plus proches ou les plus accessibles, en fonction de l'état des routes ou des pistes.

##### **IV.4.2. Les marchés hebdomadaires**

Les marchés hebdomadaires sont ceux qui se tiennent une fois par semaine dans les chefs-lieux des cantons, des sous-préfectures et de certains départements. Ils sont des lieux de rencontre entre les commerçants et les agriculteurs. Le premier niveau de constitution des stocks est réalisé à ce niveau par les nombreux collecteurs et surtout des collectrices. L'accessibilité d'un marché détermine son niveau de fréquentation. Les agriculteurs qui sont dans les villages enclavés ou desservis par des pistes ou des routes en mauvais états sont particulièrement défavorisés. C'est un prix d'énormes efforts et de pénible transport en charrettes que certains, à la recherche des meilleurs prix parviennent à atteindre les marchés hebdomadaires importants.

#### **IV.4.3. Les marchés des centres urbains**

Les marchés se tiennent tous les jours mais reçoivent à l'intervalle régulier, de volumes importants de produits agricoles. La fréquence de la tenue des marchés hebdomadaires rythme les approvisionnements. Il est assez rare de rencontrer des agriculteurs, qui viennent vendre directement sur ces marchés. C'est le domaine des grossistes, des demi-grossistes et de nombreux détaillants qui font l'interface avec les consommateurs. Les grossistes sont organisés en association et s'entendent souvent sur la fixation des prix afin de stabiliser les prix de même produits qualité sur le marché.

#### **IV.5. LES RAISONS DE LA FLUCTUATION DES PRIX DES PRODUITS**

Les fluctuations des prix des vivres suivent les mêmes mouvements que ceux des autres produits agricoles. L'abondance des offres durant les périodes qui suivent les récoltes fait baisser les prix. Les prix remontent ensuite progressivement au rythme de la diminution des stocks sur les marchés. Les prix semblent a priori être déterminés par l'offre, mais ils ont en effet arrangé par les acheteurs (grossistes et collecteurs). De par leur position, les producteurs ne peuvent qu'être des « preneurs de prix ». Ils ne sont pas organisés, les quantités qu'ils présentent individuellement sont très faibles et ils sont souvent obligés de vendre pour couvrir des besoins monétaires pressants.

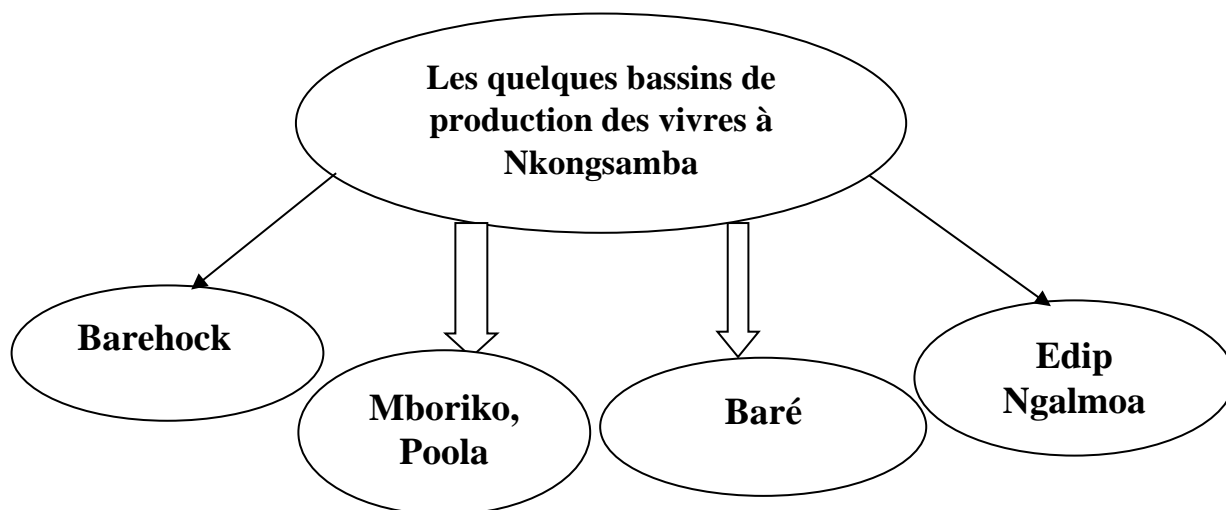
##### **IV.5.1. Le prix du manioc pendant les différentes saisons**

Les premières récoltes des racines de manioc doux se font tout le temps mais les périodes de septembre (période de la rentrée scolaire) les agriculteurs se sentent obligés de vendre une partie de leur récolte pour envoyer leurs enfants à l'école et les prix ne sont pas facilement abordable pour eux car trop de saturation dans les marché, le coût du manioc peut facilement se vendre à **7 000 francs CFA**, les périodes de fêtes comme décembre et janvier sont des saisons pendant lesquelles le manioc se vend très cher à cause de la rareté des tubercules. Cet alors que le sac peut facilement se vendre à **9 000 francs CFA**. Les racines de manioc amères sont récoltées un peu plus tard que le manioc doux, le prix du sac du manioc amer varie entre **5 000** et **6 000** francs CFA et beaucoup ne vendent plus e racines de manioc amères car pour eux ça ne rapporte pas beaucoup de bénéfices ils préfèrent procéder à la transformation.

##### **IV.5.2. Les quelques bassins de production des vivres à Nkongsamba**

Depuis environ 10 ans, certains villages de Nkongsamba ont fait des cultures vivrières leur nouvelle pratique agricole. Cette pratique qui se développe aisément dans tout le

département du Moungo en général et la ville de Nkongsamba en particulier a permis aux jeunes oisifs et surtout aux femmes de se familiariser avec le travail de la terre. Ce bassin de production permet l'autoconsommation alimentaire et surtout de vendre une bonne partie de la production pour résoudre les différents problèmes.



**Source :** Auteur, Décembre 2022

**Figure 28:** Quelques bassins de production de manioc Nkongsamba

## **V. LES SUGGESTIONS ET RECOMMANDATIONS POUR BOOSTER LA PRODUCTION DES VIVRES ET D'AUTRES CULTURES COMMERCIALES À NKONGSAMBA**

L'analyse des résultats de cette étude permet de dégager quelques suggestions en vue d'apporter notre contribution à l'intensification de la pratique du vivrier-marchand et du maraîchage pour booster le développement du département du Moungo notamment la ville de Nkongsamba. Ces suggestions sont entre autres.

### **IV.1.1. Proposer des mécanismes alternatifs rapides et intermédiaires de financement des cultures vivrières (La création d'une banque agricole)**

Vu le nombre d'agriculteurs que regorge la ville de Nkongsamba, il serait nécessaire que l'État crée une banque agricole dans laquelle les agriculteurs pourront faire des prêts d'argent pour intensifier la culture des vivres. En cas de non remboursement de la dette l'huissier de justice pourra vendre aux enchères les biens du paysan pour rembourser l'argent qu'il a prêté à la banque. Cependant, l'État peut rabaisser le taux d'intérêts et permet aux paysans de rembourser la dette sur une période de cinq ans au-moins, ceci permettra de relancer les agriculteurs de la nouvelle génération.



En effet, sans aides il est très difficile que la pratique du vivrier-marchand se développe dans les meilleures conditions. Des mécanismes financiers adaptés et des services financiers abordables apporteraient à ce type d'agriculture l'assistance nécessaire permettant aux acteurs de moderniser leurs équipements de productions, et diversifier les offres de produits et d'exporter dans des conditions similaires à leurs concurrents.

### **V.1.2. Former les agronomes spécialistes dans la culture vivrière**

Le gouvernement camerounais depuis quelques années a décidé de placer l'agriculture et le développement rural en tête de ses priorités politiques. En effet, l'un des objectifs visés par l'État, consiste en l'accroissement de la production agricole et la lutte contre le chômage par l'insertion professionnelle des jeunes dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.

Toutefois, pour que cette politique puisse contribuer de façon efficiente dans les zones rurales, les politiques doivent penser à la formation des spécialistes dans divers domaines agricoles, dans les écoles agronomiques du Cameroun. C'est le cas des spécialités dans les domaines comme la pratique du vivrier. À Nkongsamba, 37% de la population enquêtée réclament de la part de l'État la formation des ingénieurs, spécialistes dans la pratique des cultures vivrières pour véritablement aider le chef-lieu du département du Moungo à booster sa production des vivres. En effet, on se rend compte que le manque de formation global des vivriers impacte fortement sur la production et par conséquent sur les revenus des paysans. En réalité, cette formation des ingénieurs peut être complétée dans les pays tels que le Brésil, l'Indonésie et l'Inde qui sont des pays très avancés dans les techniques culturales du vivrier.

### **V.1.3. La valorisation des déchets organiques du manioc comme au sud du Bénin**

Les dérivés du manioc ont une importance socio-économique au Bénin et contribuent à l'auto-suffisance alimentaire dans le pays. Les conditions de vie des femmes transformatrices du manioc sont difficiles dues à la collecte de la biomasse, mais aussi du danger qu'elles accourent pour leur santé. A cet effet, dans la commune de Zé au Bénin, l'organisation non gouvernementale « Afrique Espérance » soutenu par l'institut francophone pour le développement durable (IFDD), a lancé un projet de revalorisation des déchets en biogaz. Ce projet vise la valorisation des déchets organiques pour l'augmentation des revenus des groupements des femmes transformatrices de manioc dans la commune sur une durée de six mois.

Ce projet permettra de réduire la déforestation et d'accroître les revenus de 250 femmes transformatrices de manioc. Selon l'ONG Espérance, ce projet favorise le développement économique des femmes transformatrices de manioc tout en préservant l'environnement et leurs santés.

À travers ce projet, il sera mis en place un bio digesteur pour déverser les épluchures de manioc et autres déchets organiques de la production de farine de manioc. Le biogaz remplacera le bois de chauffage dans la cuisson de farine de manioc, tandis que l'engrais organique issu de la production du biogaz servira de fertilisant dans les champs de manioc. L'adoption du biogaz comme alternative énergétique permet de renforcer la lutte contre la déforestation dans la commune de Zé et de réduire les couts de production tout en préservant la santé et l'environnement. Ce projet dans la commune de Zé préservera et restaurera les écosystèmes terrestres, contre la déforestation, la désertification et atténuer le processus de dégradation des terres. Ainsi, la ville de Nkongsamba pourrait se rapprocher de celle de Zé au Bénin pour exploiter les déchets de manioc afin de réduire le chômage et surtout de produire son biogaz.

#### **V.1.4. Faire de la farine du manioc : une alternative à la farine du blé**

Face à l'inflation et au risque de pénurie de blé causée par un éventuel problème à l'exemple de la guerre en Russie, le Cameroun pourrait miser sur une denrée locale comme celle du manioc. Les prix explosent depuis fin février et le début des conflits entre la Russie face à l'Ukraine deux gros producteurs de blé, l'offre mondiale s'est effondrée alors que beaucoup de pays africains ne produisent pas de blé et l'importent, la majorité d'entre eux tente aujourd'hui de s'organiser pour éviter que cette hausse ne touche pas le consommateur. C'est le cas aujourd'hui au Cameroun où les le prix des baguettes est plafonné entre 150 et 200 francs CFA (22 et 30 centimes d'euro) selon le poids.

Le continent regorge pourtant de nombreuses ressources qui lui permettraient de subvenir à ses besoins, et remplacer la farine de blé et ses dérivés.

Parmi ces alternatives, on peut notamment citer le millet (qu'on appelle aussi le mil), le sorgho ou le fonio. Ces céréales originaires d'Afrique peuvent vous faire oublier le blé, notamment si vous avez un régime sans Gluten vu qu'elles ne contiennent pas cette protéine.

D'autres solutions peuvent aussi remplacer avantageusement la fameuse farine de blé dans de nombreuses recettes salées ou sucrées : On pense notamment au niébé une sorte d'haricot ou encore le manioc. Mais maintenant que les présentations sont faites, reste à séduire le consommateur

### **V.1.5. Mettre en application les techniques pour combattre les maladies de manioc**

Pour bien contrôler les maladies du manioc il faut, il faut identifier à temps les maladies concurrentes du manioc. Il est très impérieux de se familiariser avec les symptômes des maladies majeures et leurs dégâts et aussi avec les conditions dans lesquelles elles provoquent les pertes sévères. Ceci permettra de juger de la pertinence du niveau de l'intervention à envisager.

Pour cela, il faut utiliser les variétés résistantes aux maladies afin de réduire et retarder les infections, plusieurs variétés de manioc ont été sélectionnées pour un bon niveau de résistances aux principales maladies (telles que la CMD et la CBB). Souvent, comme l'évaluation progresse dès la pépinière à graine jusqu'au stade avancé pendant la sélection, la plupart des clones obtenues n'expriment des signes de maladies. Ces variétés sont disponibles et peuvent être obtenues sur demande auprès de l'IRAD.

Ainsi, il faut utiliser les boutures saines. Des boutures de manioc atteintes de maladies diverses diminuent généralement le potentiel génétique de la culture. Il faudra donc planter des boutures prélevées sur des plants sains sans chlorose foliaire, nécrose apicale, chancre, mycéliums ni sties sur tiges.

Toutefois, le respect des cultures courantes passe par le choix d'un site convenable pour la culture du manioc. De même, il faut assurer une bonne conservation de la fertilité du sol par la fumure, paillage et culture associée afin de favoriser une croissance vigoureuse du manioc qui pourra ainsi résister aux maladies. Aussi, respecter la date de plantation, car on doit planter le manioc au début de la saison pluvieuse. Après récolte des racines ténébreuses, il faut détruire les tiges et les racines de manioc présentant tout symptôme pathologique.

### **V.1.6. L'assainissement dans les champs des boutures à faible productivité**

Malgré les efforts fournis par certains vivriers, le rendement reste toujours bas contrairement aux superficies cultivées. Ceci est dû en partie à la qualité des boutures achetées ou récupérées dans diverses plantations. Ces derniers, dans la plupart des cas ramassent des plants qui sont de variété « tout venant », ce qui compromet la production et par conséquent le revenu du paysan. Pour remédier à cette situation, nous suggérons que l'État assainisse le marché des plants et met à la portée des vivriers des plants à cycle court et à haut rendement à un prix accessible même au petit cultivateur. De même, l'État peut subventionner de 50% les prix de semences à haut rendement, afin que le petit producteur puisse acheter la bonne semence.

### **V.1.7. La recherche d'une agriculture durable à Nkongsamba**

Il s'agit de réfléchir sur une production agricole qui vise à assurer une production pérenne de nourriture et de bois avec des sols respectant les limites écologiques et sociales qui assurent le maintien dans le temps de cette production. Ceci consiste à réduire de manière significative les impacts du secteur en matière environnementale. Cette recherche passe par le développement d'une agriculture biologique qui gère de façon globale la production favorisant l'agro-système, mais aussi la biodiversité, les activités biologiques des sols et les cycles biologiques. Ce type d'agriculture est possible dans les zones hydromorphes, espaces extrêmement fertiles n'ayant pas besoin d'engrais chimiques pour la bonne croissance des plantes en raison de l'apport des alluvions pendant la période de crue. De même, au niveau des zones exondées l'on peut utiliser le compost, la cendre de bois très riche en potassium, les ordures ménagères et, cultiver davantage les arachides à proximité des cultures vivrières telles que les maniocs, patates, car les arachides sont riches en azote et facilitent une bonne croissance et une bonne productivité. Ceci est conforme aux recommandations du Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union africaine tenu à Abuja, Nigéria, le 13 juin 2006. Ce sommet préconisait l'utilisation de la fumure organique, les techniques culturales alternatives (système sous couvert végétal) visant l'amélioration de la fertilité des sols, la lutte intégrée, le contrôle phytosanitaire sur seuil, etc. Ces mesures peuvent permettre, non seulement d'inciter les cultivateurs à accroître leurs productions, mais aussi, de garantir une qualité optimale des productions et de l'environnement.

### **V.1.8. La création d'une association pour le soutien et l'appui aux femmes**

Au regard du dynamisme des femmes vivriers depuis près de 13 ans sur les plans économiques et socioculturels, il serait nécessaire que ces dernières se regroupent en association et en coopérative, pour faire face aux difficultés rencontrées. Ce regroupement pourra les permettre de sortir de leur isolement familial imposé par la coutume, même si c'est déjà le cas de certaines parmi elles. En effet le but de cette association consiste à sortir de chez-elle, travailler avec les autres, se rencontrer, apprendre à se connaître, se sentir unie et prendre conscience en soi. C'est également l'endroit idéal, où elles peuvent mettre en œuvre des stratégies pour sauvegarder leur autonomie, pour réaliser leurs projets, pour faire valoir leur point de vue sur les affaires de l'arrondissement et même pour bénéficier des actions de développement dont elles sont généralement exclues. C'est le cas par exemple de l'accès à la terre, aux intrants agricoles, aux formations et séminaires, à l'appui technique, à l'alphabétisation...

Concernant les femmes productrices de tomate que ce soit dans le cadre de l'autoconsommation et la commercialisation, ayant bénéficié des conseils cités plus haut, elles peuvent étendre leurs activités et chercher à conquérir les marchés d'exportation. Elles doivent, tout comme certains hommes, bénéficier des formations sur les activités économiques, avoir eu accès aux nouvelles technologies leur permettant de s'engager dans de nouvelles activités pour améliorer les pratiques commerciales existantes. Elles pourront également tisser les liens économiques avec les communes asiatiques, qui ont une bonne connaissance dans ce secteur d'activité pour bénéficier du savoir-faire de ces communes dans le domaine du développement des cultures vivrières. On peut également apporter aux cultivatrices de tomates des savoirs indispensables à leur insertion dans la dynamique du développement durable et de l'économie solidaire. Néanmoins, on doit encourager les femmes et les jeunes à rester au village et dans les zones périurbaines, leur montrer comment instaurer les échanges commerciaux et technologiques avec la population urbaine et même avec d'autres zones rurales du pays voire de l'Afrique, qui ont une longue expérience dans ce domaine. Et pour cela, ces dernières ont besoin de formation et d'appui, de ressources humaines et d'un système de financement durable et indépendant pour remplir leurs missions de manière efficiente, comme dans les pays d'Afrique de l'Ouest (Devèze *et al.*, 2005).

#### **IV.1.9. Le rôle des élites locales et urbaines dans l'accroissement de la production des vivres**

L'implication des élites dans l'agriculture en général et la pratique du vivrier-marchand en particulier est liée au vent démocratique qui a soufflé au début des années 1990. En effet, avec l'avènement du multipartisme au Cameroun, les élites, assoiffées par des postes au sein des communes et comme élu à l'Assemblée Nationale, doivent user des méthodes de toute sorte pour s'attirer les faveurs des populations riveraines. C'est ce qu'Elong J. G (2009) appelle « bataille de positionnement politique ». En réalité, pour ces hommes politiques, le pouvoir politique ne prend sa juste valeur que lorsqu'il est ancré sur les villages et la circonscription d'origine des principaux acteurs, pour gagner la confiance de l'électorat. À Nkongsamba, l'élite urbaine s'est engagée dans la distribution des semences au début des années 2010. Mais, pendant les années 2015, certains ont créé de grandes plantations de vivres, ce qui a réduit la dépendance des vivres dans le Moungo.

#### **V.1.10. Absence d'une organisation paysanne**

Contrairement au grand bassin des vivres au Cameroun, où les producteurs font l'effort de se regrouper en organisation paysanne pour décider du prix du kilogramme des

produits agricoles. Les vivriers et les maraîchers de Nkongsamba pour le moment ne sont pas encore constitués en organisation paysanne. Pourtant, cette association a un rôle capital dans l'intérêt global du planteur. En réalité, le regroupement de ces derniers en organisation va leur permettre d'assumer les progrès économique et technique dans ce sens où le travail d'équipe va permettre à ces acteurs d'affronter certaines difficultés, d'avoir une vision panoramique sur ces différentes pratiques agricoles de manière générale, de cultiver le sens du risque. Ces différents éléments peuvent permettre aux maraîchers d'avoir une logique de changement, ce qui va leur permettre d'innover dans ce secteur d'activités. L'organisation existe pour créer de la richesse, pour progresser, pour produire davantage un mieux-être, un surplus de biens, bref un profit. À vrai dire, pour qu'une organisation paysanne puisse bien fonctionner, les GIC et certaines ONG, doivent leur faciliter la tâche comme le montre si bien Elong J. G (2005), qui affirme : « *les GIC sont des lieux d'innovation et d'expérimentation en matière de production agricole* ». Au fait, c'est au sein du GIC que les paysans sont formés aux techniques de la gestion et de la commercialisation, ce qui facilite l'entrée de ces derniers dans la modernité sans grande inquiétude. De même, ils peuvent fixer le prix du kg de tomate, par exemple de sorte que tout maraîcher obtient des prix de vente supérieurs d'environ 10% à ceux obtenus par des ventes individuelles. Aussi, c'est au sein de l'organisation qu'on apprend aux vivriers et aux maraîchers à mieux gérer leur argent, car on lui apprend comment faire une épargne volontaire, afin de pouvoir faire face aux périodes difficiles et de soudure. Toutefois, nous sommes persuadés que lorsque les Coopératives et les ONG vont s'intéresser au secteur lié à la production des tubercules à Nkongsamba, alors ce secteur d'activité va rapidement émerger.

#### **V.1.11. Moderniser les techniques de production agricole à Nkongsamba**

Les techniques culturelles utilisées demeurent manuelles et rudimentaires à Nkongsamba. Introduite il y a plus de 50 ans, les outils de travail tels que la houe, la machette, la hache, le plantoir, la pioche, le pique, le feu de brousse (quelquefois en saison sèche après avoir défriché la forêt, on utilise le feu de brousse pour se débarrasser des cordes et des troncs encombrants) ... Toutes ces techniques restent toujours d'actualité, même s'il est vrai qu'au niveau de la forme de ces outils on remarque une petite amélioration. Cette amélioration permet au cultivateur de fournir moins d'effort contrairement à l'ancien temps. Pourtant, dans les pays de tradition agricole, le niveau d'équipement des plantations est apprécié par les types d'outils et matériels agricoles dont disposent les paysans. Reconnaissons que Nkongsamba est en voie de moderniser son arsenal agricole, car des grands exploitants agricoles ont envisagé acheter des tracteurs pour labourer les sols au niveau des reliefs relativement plat et d'autres engins

pour transporter les produits du champ vers les domiciles où les lieux de commerce. Ceci permettra de produire davantage les tubercules et les vivres frais.

#### **IV.1.12. L'insuffisance de la main d'œuvre dans la pratique vivrier-marchand : un facteur qui limite la production**

Le problème de la main d'œuvre dans la production dans la pratique du vivrier se fait ressentir avec acuité dans toutes les étapes allant de la préparation du sol à la commercialisation du manioc à Nkongsamba. En effet, beaucoup de jeunes préfèrent effectuer d'autres métiers moins contraignants d'après eux, comme le montre le tableau 15. Pourtant, avec l'intensification de la culture du manioc a besoin d'une importante main d'œuvre dans toutes les étapes de ce type de culture. Ceci passe par la modernisation des outils de travail. Ce type d'agriculture doit revoir la qualité de l'outil destiné au travail. Toutefois, nous pensons qu'avec l'avènement de la décentralisation, la commune pourra aider les jeunes à s'investir véritablement dans cette activité très lucrative.

#### **V.1.13. Le coût des engrais toujours très élevé**

À Nkongsamba, l'augmentation du prix des intrants agricoles se fait ressentir depuis la libéralisation du secteur agricole par l'État. Cet état de choses a contribué à l'appauvrissement de certains sols, qui pour la plupart avaient été surexploités par la culture du palmier à huile. En effet, avant la crise de la fin des années 1980, les enquêtes sur le terrain ont montré que dans certaines palmeraies, les engrais étaient suffisamment versés sur le verger. Ce qui permettait un bon rendement. Cette quantité suffisante d'engrais permettait de booster la production des vivres. En réalité, la priorité était accordée à la culture du café qu'aux autres plantes. De nos jours, avec la cherté des intrants agricoles, certains vivriers ont fait recourt aux engrais verts. Type d'engrais qui permet d'avoir une production importance mais aux fruits « bio ». Ainsi, l'État devrait subventionner les intrants agricoles au moins de 50% afin qu'ils puissent être la portée du petit producteur.

Au terme du chapitre 4, qui avait pour objectif d'analyser les stratégies mises sur pied pour booster le développement de la ville de Nkongsamba. Ceci devait permettre de tester l'hypothèse qui montre que l'usage des stratégies adoptées par les paysans et l'État permet de contribuer développement de la ville de Nkongsamba. Il ressort de ce chapitre que depuis plus de dix ans, la pratique du vivrier-marchand, du maraîchage et d'autres activités agricoles connaissent une évolution remarquable aussi bien au niveau de la production que de par les revenus qu'il engrange aux cultivateurs. Mais, la production des vivres reste limitée

contrairement en raison de certains facteurs. Toutefois, il existe des suggestions scientifiques qui, si elles sont prises en compte, pourront remédier à cette situation de crise qui perdure à Nkongsamba.



## CONCLUSION GENERALE

Au terme de notre analyse où il était question de vérifier l'hypothèse selon laquelle la chute des prix du café et le désengagement de l'État du secteur agricole ont eu les impacts socio-économiques dans la ville de Nkongsamba. Il ressort que les premières plantations caféières ont vu le jour à Nkongsamba à la fin des années 1920. Ainsi dès le début des années 1930, vont naître de part et d'autre des plantations de café robusta pour lesquelles les conditions climatiques et pédologiques sont réunies pour une bonne émergence. Cependant, il a fallu attendre 1957, avec la loi portant sur la libéralisation des cultures de rente, pour voir le caféier devenir un élément structurant l'espace autour de la ville de Nkongsamba. C'est ainsi que le café robusta va poser les bases d'une nouvelle forme d'économie. Ces « grains d'or » entre 1970 et 1990 vont engranger des revenus aux paysans à tel point que les conditions d'existence des populations vont s'améliorer progressivement ainsi que leur cadre de vie.

En effet, l'évolution de la production caféière était crescendo entre 1975 et 1990, passant de **8141,85 T** à **19169,7 T**. Cette forte production a permis à la commune urbaine à régime spécial de Nkongsamba d'accroître ses recettes, avec la contribution des revenus de l'impôt forfaitaire. Cet argent a permis d'aménager les pistes, les ponts, les routes dans différents quartiers... faisant ainsi de la ville de Nkongsamba l'une des villes les plus prospères, les plus modernes et les plus riches du territoire national. Mais ce plaisir ne sera pas de longue durée d'autant plus qu'à la fin des années 1980, la crise économique et agricole surviendra et anéantira les bases du développement de ce vieux bassin de production du café robusta.

Passé de 1094 FCFA en 1986, les cours moyens de café robusta vont chuter à 651 FCFA en 1987 avant de se retrouver à 323 FCFA au niveau des marchés internationaux ; c'est-à-dire 100 FCFA le kilogramme au niveau national soit environ 3000 FCFA le sac en jute de café acheté à l'usine. Ces baisses continues des cours du café auront des impacts désastreux chez les producteurs, car « l'arbre à argent » de moins en moins productif serait devenu l'arbre des malheurs multiples. Cependant, la production du café robusta est passée de **17428,8 T** en 1995 à **9405,60 T** en 2015.

Cette situation inhabituelle et inattendue va causer une véritable psychose chez les producteurs qui, débordés, vont plonger dans une misère galopante avec le désengagement de l'État du secteur agricole ainsi que ses structures. Cet état des choses est très grave, car il sera renforcé par la fermeture de la majorité des usines à café de la ville ainsi que d'autres unités de production en l'occurrence les boulangeries, les savonneries, les supermarchés, les hôtels...entreprises qui employaient une bonne tranche de la population riveraine. Bien plus à

cette crise seront additionnées la baisse drastique des salaires des fonctionnaires en 1994 et l'arrivée extrémiste des coxeurs de café.

En revanche avec la dévaluation survenue en janvier 1994, les producteurs ont cru à une nouvelle ère de prospérité avec une augmentation du prix du kilogramme de café à 680 FCFA en 1995. Malheureusement, dès 1997, on va assister de nouveau à une baisse du prix de café suivie d'une hausse des prix des intrants agricoles ; ce qui va faire perdre tout espoir aux paysans et même aux hommes d'affaires.

Diminués et fatigués par les crises multiformes, les producteurs vont chercher les stratégies nouvelles pour diversifier les sources de revenus. Ainsi, ils vont d'abord entreprendre d'augmenter les plants de café, pour résoudre le problème de famine qui persiste. Par la suite, ils vont se rendre compte que cette augmentation des caféiers dans les plantations a plutôt renforcé la misère car les sols sont épuisés par l'intensification de la culture du café et le prix des intrants agricoles ont drastiquement grimpé. Enfin ils vont réduire les charges familiales et d'aucuns vont abandonner l'activité agricole pour se reconvertir vers les activités relevant du secteur informel.

Face à cette situation, on va observer au début des années 2000 une forte implication des nouveaux acteurs dans le secteur agricole. Ces derniers vont se focaliser surtout sur la pratique du vivrier-marchand et du maraîchage ainsi que sur d'autres cultures telles que le palmier à huile, les arbres fruitiers... En effet, les femmes jadis refoulées dans les plantations de café, deviendront des grandes productrices des vivres en l'occurrence le manioc, la patate, le taro, les ignames et les légumes africains. Vu leur détermination dans la production et même dans les finances, elles vont voir leurs pouvoirs et leurs responsabilités s'accroître dans les ménages et bientôt vont substituer aux hommes dans leurs multiples tâches. À côté des femmes, on a les jeunes hommes très dynamiques qui pendant longtemps ont été marginalisés et exploités par leurs parents. Ces derniers vont opter pour le vivrier et le maraîchage et plus particulièrement vont se donner à fond dans la culture du bananier-plantain, manioc, patate, macabo, piment, tomate.... Aussi ont-ils étendu leur action avec la culture du palmier à huile ainsi que les arbres fruitiers dans le but d'arrondir leurs revenus. Par ailleurs, à ces acteurs vont s'ajouter les cols blancs qui vont faire de Nkongsamba en quelques années l'un des greniers du département du Moungo dans la production des vivres.

Toutefois, beaucoup reste à faire dans la production à Nkongsamba car, vu les types de sols et le relief, l'État devrait intervenir pour prêter main forte, assister et encadrer sérieusement les producteurs. Les paysans de leur côté doivent davantage s'organiser en groupes, ils doivent

s'ouvrir au monde agricole pour mieux connaître les rouages des marchés en s'intéressant davantage aux engrais verts pour limiter les impacts environnementaux. Ils doivent aussi s'intéresser fortement à l'élevage intensif afin de produire plus en économisant les sols. Pour y parvenir comme le recommande la Banque Mondiale, nous devons accorder plus d'importance à l'agriculture à tous les niveaux et, l'État doit augmenter le total des dépenses publiques agricoles annuelles au moins de 10% au lieu de 3%, comme c'est le cas de nos jours.

Malgré cet essor et l'argent engrangé par les différents acteurs de ce secteur, la pratique du vivrier-marchand et du maraîchage reste confrontée à un certain nombre de contraintes à Nkongsamba. En effet, de nombreux facteurs qui entravent l'épanouissement du vivrier-marchand sont : les contraintes climatiques liées à la variation des éléments du climat ; les contraintes économiques liées à la pauvreté des populations et surtout à la montée vertigineuse des coûts des intrants agricoles ; les contraintes physiques dues à l'enclavement des routes ; les contraintes dans la commercialisation dues à la fluctuation des prix sur les marchés...

Compte tenu du potentiel de production que possèdent les vivriers et les maraîchers de Nkongsamba, il s'avère urgent d'entreprendre des actions pour l'amélioration de ces secteurs d'activités. Pour ce faire, certaines actions générales et des actions spécifiques peuvent permettre d'intensifier la production végétale. Sur le plan général, il faudra : intensifier, non seulement la formation générale des cadres agricoles, mais aussi la spécialisation des ingénieurs agricoles, sans toutefois négliger la formation des vivriers et la vulgarisation ; assurer un contrôle régulier de la qualité des semences et les prix ; lutter efficacement contre les différentes maladies ; créer des associations afin de réorganiser les circuits commerciaux et d'assurer un contrôle rigoureux des prix de vente des vivres et des fruits. En ce qui concerne les actions sur le plan spécifique, il faudra : sensibiliser et former les vivriers et les maraîchers ; améliorer les conditions de travail. En ce qui concerne la pratique du vivrier-marchand moderne il faut : effectuer un choix judicieux du site géographique pour produire pendant toute l'année.

Ces nombreuses actions nous permettront non seulement à accroître la production, mais aussi à diversifier les revenus des acteurs agricoles, et de lutter efficacement contre l'insuffisance en protéine d'origine végétale à Nkongsamba et de notre pays.

Toutefois, avant de conclure ce travail, nous voudrions revenir sur les difficultés que nous avons pu rencontrer et la nécessité d'une mise en place d'une approche réflexive du travail effectué. Pendant la réalisation de ce travail, nous avons été confrontés à de nombreuses difficultés. La première est celle rencontrée sur le terrain au moment de l'enquête. Cette difficulté était fonction de notre auditoire et de la taille de notre échantillon.

Notre premier auditoire constitué des anciens caféiculteurs, convertis en vivriers, voyaient en nous des agents de l'État chargés de mener les enquêtes sur leur revenu afin de leur imposer de nouvelles taxes semblables à celles des commerçants. Pour cette raison, ces vivriers en majorité les plus âgés biaisait les informations qu'ils donnaient.

Un autre groupe d'acteurs dont la méfiance a dépassé toutes les attentes étaient les acheteurs grossistes des vivres et les revendeurs des vivres, qui n'osaient pas facilement se confier à nous prétextant l'absence ou un voyage du patron. En fait, ils redoutaient qu'on sache l'origine de financement, la marge de profit engrangée au cours d'une campagne ou de la journée afin d'éviter qu'on leur impose de nouvelles taxes.

La seconde difficulté s'est présentée au moment de la prise de vue des photographies : certains pensaient que nous filmions leur champ ou les infrastructures privées pour un but lucratif. C'est la raison pour laquelle ils exigeaient parfois des montants énormes afin de laisser filmer.

La troisième difficulté et sans doute la plus sérieuse est liée aux statistiques qui constituent un élément fondamental dans la compréhension des faits économiques. Dans l'ensemble, les statistiques sont rares, invraisemblables et incomplètes. Dans le cadre de cette étude, nous n'avons pu mettre la main que sur un fragment d'informations. Car de nombreuses statistiques n'existent pratiquement plus à la Délégation Département de l'agriculture et du développement Rural de Nkongsamba ainsi que dans d'autres structures agricoles.

C'est la raison pour laquelle nous estimons que ce mémoire est loin de prétendre avoir fait le tour des différentes préoccupations soulevées par ce mémoire. Ainsi, une étude minutieuse sur les impacts environnementaux liés à la caféiculture mérite d'être étudiée à Nkongsamba. Toutefois, la conception d'un système d'information géographique serait salubre pour le développement de ces secteurs d'activités à Nkongsamba.

En dehors des limites de ce travail certaines perspectives scientifiques peuvent permettre au département du Mounjo en général et la ville de Nkongsamba en particulier d'accroître de manière significative son budget.

Il serait également intéressant d'approfondir les connaissances sur l'analyse du paysage d'acteurs de la pratique du vivrier-marchand en général et la culture du maïs et banane-plantain en particulier, car nous avons constaté que les acteurs sont hétérogènes, et ne disposent pas des mêmes moyens, ils n'ont pas les mêmes logiques.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

### I-LES PUBLICATIONS, ARTICLES ET RAPPORTS

- 1-ACQUAH A. (2005). « La leçon de la crise du café : perspectives africaines ».
- 2-AFRIQUE RELANCE. (2004). « L'agriculture africaine, vecteur de croissance ». In Afrique Relance, vol.174 page 13 [http:// www. Microsoft.com](http://www.Microsoft.com)
- 3-AGRISALON-COM. (2005). « Crise du café : la FAO aide les petits producteurs nicaraguayens à surmonter l'épreuve », in [htmhttp://www.microsoft.com](http://www.microsoft.com)
- 4-AGOSSOU V. (1983). Les sols béninois et leurs potentialités agricoles. Document de Colloque : Premières journées de la science et de la technologie, PNUD/FAO, Cotonou, P.10
- 5-Annuaire Statistique de la FAO. (2009). <http://faostat.fao.org/> [consulté le 17 novembre 2016].
- 6-ASTM. (2004). « Nous vivons avec le café, nous mourons avec le café », in [htm, http://www.astm](http://www.astm).
- 7-BIYA P. (2011). « Discours d'ouverture du comice agro-pastorale d'Ebolowa » Cameroun Tribune, Mardi 18 janvier, pp 3-4.
- 8-Bulletin du réseau TPA N°16 mars 1999, « Des cartonneries à court d'amidon de manioc ».
- 9-BOBDA A. (1992). « Ajustement démographique : crise de la famille providence et liens ville campagne. Observatoire de Yemessoa ». Communication au séminaire de Dschang du 27 au 29 avril 1992 in *Rapport OCISCA Phase I*.
- 10-BRUNETEAU B. (1992). « De Meline à la nouvelle P.A.C. : crises et modèles de développement agricole en France (1892-1992) », in *paysan N° 215*, pp. 15-18.
- 11-CHAMPAUD J. (1969). Coopérative et développement : L'UCCAO. Les cahiers d'Outre-Mer, Janvier-Mars 1969, n°87, p 95-100. (Bordeaux).
- 12-CHARLEARD J.L. (1997). « Temps des vivres, Temps des villes ; pour une nouvelle approche des campagnes ivoiriennes », cahiers d'outre-mer, pp. 261-277.
- 13-CHARLEARD J L. (2000). La place des cultures vivrières dans les systèmes de production en agriculture de plantation : le cas du département d'Agboville (Côte d'Ivoire). Cah. Sci. Hum., 35-49
- 14-CHEDANNE P. (2005). « La crise des politiques agricoles en Afrique » in la Lettre des Economistes de l'Agence Française de Développement n°1, pp 2-6.

**15-**Comment améliorer la production des exploitations agricoles familiales, la voix du paysans  
n°247 décembre 2011 p 4

**16-COUTUREAU G. (1997).** « Groupes domestiques et recomposition sociale de l'agriculture. Le cas des micro-exploitations agricoles du piémont Pyrénéen », dans l'économie rurale. Agricultures, espaces, sociétés n°241, septembre-octobre 1997, pp 27-33.

**17-DEVEZE J. C. (1997).** « Les défis de la modernisation » in lettre de la CADE n°9, pp.2-3.

**18-DUFUMIER M. (2005).** « Agricultures et paysanneries des tiers mondes », (Karthala, 2204) », note de lecture in la lettre des économistes de l'Agence Française de Développement, n° 10 pp 10-11.

**19-ENGOLA OYEP J. (1984).** L'approche intégrée du développement rural au Cameroun. In Actes du séminaire sur les organismes d'intervention en milieu rural dans le processus de développement Vol 2. Dschang, Centre Universitaire de Dschang, p. 173-182.

**20-FONGANG FOUPE G. (2004).** « Crise économique et retour des migrants : nouveau paysage du développement rural » in inter Réseaux : Grain de sel ; Fongang fouepe@yahoo.fr.

**21-GOUDIABY B. (1997).** « Pour un mouvement paysan fort » in la lettre de la CADE n° 9, p 5.

**22-GUILLERMOU Y. (2007).** Organisations des producteurs et dynamiques paysannes dans l'Ouest-Cameroun. Afrique contemporaine, 2007/2, N°222, p.251-271.

**23-HUMBERTO R. (2001).** « Agriculture en crise », in Humberto@ inca.edu.cu

**24-JANIN P. (1996).** Un planteur sans Etat peut-il encore être un planteur? In Politique africaine, n° 62, p. 45-56.

**25-KENGNE FODOUOP F. (1999).** « Demande urbaine et évolution de l'agriculture vivrière et maraîchère dans le sud du Cameroun », Les Cahiers d'Outre-Mer, Vol. 52, N° 207 : 293-322.

**26-LAGARDE V. (2002).** « Influence du profil entrepreneurial dans l'adaptation aux mutations du secteur agricole » ; in Upres Tpa, vincent lagarde@ unilim.fr.

**27-LAMARCHE H. (2001).** « Y a-t-il un modèle grec d'exploitations agricoles ? » in Revue Strates, numéro 10. Villageois et citadins de Grèce. Systèmes de production, Rapports de pouvoir, Sociabilités. 8p.

**28-MARKOWITZ H. (1991).** "Foundations of Portfolio Theory" Journal of Finance, American Finance Association, vol.46(2), pages 469-77, June.

**29-MOUPOU M. et MBANGA AKEI L. (2008).** « Désengagement de l'État et réponses paysannes au Cameroun », Les Cahiers d'Outre-Mer, N° 241-242, Vol. 61 : 163-183.

**30-PORTER M. E. (1991).** « Toward a dynamic theory of strategy », strategic management journal, 12 (special issue: Fundamental research issues in strategy and economics): 95-117.

**31-TCHOUAMO I. R. (1994).** « Les impasses des stratégies de substitutions chez les planteurs de l'ouest- Cameroun », in Le village camerounais à l'heure de l'ajustement, Karthala, pp. 344-353.

**32-THIAW BABACAR. (1993).** « Le rôle de la femme dans le secteur non structuré du Sénégal : Problèmes et perspectives », Paris, Réseau thématique « entrepreneuriat » Université des réseaux d'expression française, Bureau Europe UREF / AUPELF, pp. 14-30

**TSALEFAC. M et al (2021).** « **Relance** de la filière café dans le bassin de production du Mounjo : un échec programmé » département de géographie université de Dschang p 1-9.

**33-UWIZEYIMANA L. et KUETE M. (2002).** « Déprise caféière et recompositions socio spatiales : l'exemple des grandes plantations de café de l'Ouest Cameroun », communication au colloque à Toulouse

**34-YEMMAFOUO A et YONTA B. (2016).** « Du maraîchage vers le vivrier-marchand : pertinence du choix des agriculteurs de Galim (Ouest-Cameroun) face aux risques agricoles », in A S NGO BALEPA, M MOUPOU, B MOUGOUE, Z NJI FOGWE et P TCHAWA, pour une géographie rurale de l'action, Mélanges en hommages au Professeur Joseph Gabriel ELONG, CLE, Yaoundé, 772 p.

- **35-YUNG J.M. (1992).** Les stratégies des producteurs. In Bosc P.M., eds. Le développement agricole au sahel. Montpellier, France : CIRAD, 277-295.
- Office national du cacao et du café, national cocoa and coffee board « histoire du cafe au Cameroun ».
- Organisation interafricaine du café (OIAC) café d'Afrique, un fond de développement du café africain pour l'avenir de la chaine de valeur.
- Organisation internationale du cafe (OIC) : profil sur le café Cameroun
- Profil du café au Cameroun Yamoussoukro, septembre 2017
- Perspective monde 2008
- **Rapport final (2019)**, projet d'appui à la collecte des données statistique dans le Mounjo en vue de l'élaboration d'une base de données dans les filières café 51p

## II. MEMOIRES ET THESES

**37-AMIGUIM D. (2004).** « Une étude des stratégies paysannes de relance de la caféiculture dans l'arrondissement de Santchou », mémoire de Diplôme d'ingénieur agronome, Université de Dschang, 45 p.

**38-ACHANCHO V. (2012).** Le rôle des organisations paysannes dans la professionnalisation de l'agriculture en Afrique subsaharienne : le cas du Cameroun, thèse de Doctorat en Sociologie, AgroParisTech, 2012, 416 p.

**39-AYO TOWO H. (2013).** Crise caféière et valorisation de nouvelles cultures dans l'arrondissement de Kékem, Mémoire DIPESII, ENS, Université de Yaoundé I, 111p.

**40-BALKA TAMMOU F. (1994),** l'impact de la caféiculture sur la plaine côtière. École normale de Yaoundé. Mémoire de Master, 140p

**41- BOBDA NGANKAM P, (2002)** « la crise des produits de rente et ses conséquences dans l'arrondissement de Kekem » mémoire de DIPES II ENS UY1, 114p

**42-BABOLA N. (2002).** La crise des produits de rentes et ses conséquences dans l'arrondissement de Kékem, Mémoire DIPES II, ENS, Université de Yaoundé I, 114p.

**43-BOBDA NGANKAM P. (2002).** « La crise des produits de rente et ses conséquences dans l'arrondissement de Kékem », Mémoire DIPES II, ENS, Université de Yaoundé I., 114 p.

**44-CHARLEARD J. L. (1996).** « Temps des villes, temps des vivres : l'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire », Edition Karthala, thèse d'Etat, 661 p.

**45-DE LUCAS. (1994).** Crise du café et mutations rurales sur le plateau Bamoum, Thèse de Doctorat 3<sup>e</sup> cycle, Université de Yaoundé I, 274 p.

**46-DJOUMESSI J.B. (1984).** Population active et emploi dans la province de l'ouest (Cameroun). Thèse de Doctorat de 3<sup>e</sup> cycle soutenue à l'Université de Yaoundé.

**47-DONFACK Olivier (2018),** programme de relance de la caféiculture au Cameroun : jeux d'acteurs et perspectives dans les départements de la Menoua et des Bamoutos. Thèse de doctorat département de géographie, Université de Dschang 294p

**48-DONGMO J. L. (1981).** Le dynamisme Bamiléké, vol1, CEPER, Thèse D'Etat, 424p

**49-DONGMO J. L. (1981).** « Le dynamisme Bamiléké, la maîtrise de l'espace urbain », Vol I, CEPER, thèse d'Etat, 424 p.

**50-EBANDA EBANDA J (2011).** « Création picturale d'une ville Camerounaise : cas de Nkongsamba », mémoire DEAP, Université de Douala, 72p.



- 51-EPANDA EDIMO F. A. (2012).** L'essor du vivrier marchand et du maraîchage comme solution à la crise caféière à Kékem dans la plaine des Mbo au Cameroun, Mémoire de Master, Université de Douala, 163p.
- 52-EPANDA EDIMO F.A, (2020) :** le palmier à huile dans l'économie rurale de l'arrondissement de KEKEM : Une alternative à la crise caféière, thèse de doctorat PHD, université Douala, 460 p
- 53-ELONG J. G. (1982).** « L'influence des villes sur l'économie rurale en Afrique Noire ». Mémoire du DEA. Université de Bordeaux III, U.E.R. de géographie. 81. P
- 53-ELONG J. G. (2004).** « Les organisations paysannes dans le Cameroun forestier : Regard sur les dynamiques rurales », Tom III, thèse de HDR Géographie, Université Michel de Montaigne, Bordeaux III, 333p
- 54-ESSAMKOUEN B. (1999).** « L'agriculture dans l'arrondissement de Kékem et son impact sur le développement urbain », DIPES II, ENS, Université de Yaoundé I, 113 p.
- 55-ESSOBMADJE P. (1979).** « *Agriculture des plantations et cultures vivrières dans l'arrondissement de Kékem* », mémoire DES, Yaoundé.
- ETOGA Erly. F (1971),** sur les chemins du développement : Essai d'histoire des faits économiques du Cameroun 521p
- 56-FONGANG FOUEPE G. (2008).** « Les mutations du secteur agricole bamiléké (Cameroun) étudiées à travers ses acteurs : Une analyse à partir des localités de Fokoué et Galim, Thèse de Doctorat de Sociologie, Université de Paris Grignon, 415 p.
- 57-GAUCHER V. (2001).** *Évolution du statut de la femme dans l'économie caféière de la région de Foubot (Ouest Cameroun).* Mémoire de maîtrise en Géographie, Université de Toulouse-Le Mirail, 130 p.
- 58-HATCHEU E. T. (2003).** « L'approvisionnement et la distribution alimentaire à Douala (Cameroun) : logiques sociales et pratiques spatiales des acteurs », Thèse de Doctorat soutenue à l'Université de Paris I Panthéon Sorbonne. 2003
- 59-KAMGA A. (2002).** « Crise économique, retour des migrants et évolution du système agraire sur les versants oriental et méridional des monts Bamboutos (Ouest-Cameroun) ». Thèse de Doctorat, Université de Toulouse-Le Mirail, Toulouse, 311p
- 60-MBAHA. J. P. (2006).** « Mutations socio-économiques et recompositions territoriales dans un espace géographique à l'ombre de Douala : Le bas-Mungo/ bas-Wouri (Cameroun) », thèse de Doctorat, Université de Bordeaux III, 327 p.

- 61-MOUGOUE B. (2012).** *Participation populaire au développement dans le bassin versant de la Mingoa à Yaoundé (Cameroun) à l'ère de la décentralisation*, Mémoire inédit d'HDR, Université de Bordeaux 3, Tome II, 340 p.
- 62-MOUPOU M. (2009).** *Dynamiques des territoires et gestion des ressources sur les marges orientales des Hautes Terres de l'Ouest Cameroun*, Mémoire inédit d'HDR, Université de Bordeaux 3, Vol. III, 250 p.
- 63-NANKO G. (1972).** « *La plaine de Mbo, étude géographique* », *Mémoire DES, Université de Yaoundé*, 215 p.
- 64-NGOUFO R. (1988).** « *Les monts Bamboutos : environnement et utilisation de l'espace* », *thèse de Doctorat 3<sup>e</sup> cycle de géographie, Université de Yaoundé*, 349 p.
- 65-NKANKEU F. (2003).** « *Les forêts classées du Moungo (Cameroun) : Analyse des facteurs de leur évolution et conséquences* », », *thèse de Doctorat de Géographie, Université de Toulouse le Mirail*, 197 p.
- 66-NDAM ILIASSOU. (2007).** *Crise du café et recompositions spatio-économiques dans l'arrondissement de Foumbot*, Mémoire de Maîtrise en Géographie, Université de Yaoundé 1, 135 p.
- 67-NGAPGUE J. N. (2006).** *Le maraîchage et le vivrier marchand comme solution à la crise caféière dans la région de Foumbot*. Thèse de doctorat Ph. D, Université de Dschang, 572 p.
- SANCHEZ. S. (2002).** *Synthèse analytique sur l'évolution des systèmes de cultures du caféier dans quatre zones zone de production du Moungo, du kupé Manengouba et du Nkam, compte rendu de mission, CIRAD/IRAD Cameroun ; Avril, 52 p*
- 68-SIETCHIPING R. (1993).** « *Crise cacaoyère : quelles alternatives chez les planteurs des villages de Soa dans la proche campagne de Yaoundé* », *mémoire de Maîtrise en géographie, Université de Yaoundé I*, 136 P.
- 69-TCHAMGME NJENDE D. (1984).** « *La population de Nkongsamba : structure et problème* », *les cahiers d'outre-Mer* p 257-285, vol 37.
- 70-TCHAWA P. (1991)** « *Dynamique des paysages sur la retombée méridionale des hauts plateaux de l'Ouest Cameroun* », *thèse de Doctorat 3<sup>e</sup> cycle, Université de Bordeaux III*, 400 p.
- 71-TCHAWA P. (2002).** « *Enjeux de la participation et développement au sud. Exemple camerounais. Des innovations paysannes aux concepts géographiques* », *HDR, Université de Bordeaux 3, 2 vol. 16*

**72-TCHINDA B. (2006).** « *Mobilités paysannes et dynamique des activités agricoles dans le Bamboutos (Ouest Cameroun)* », mémoire de DEA, Université de Dschang, 99 p.

**73-TSALEFAC M. (1999).** « *Variabilité climatique, crise économique et dynamique des milieux agraires sur les Hautes Terres de l'Ouest du Cameroun* ». Thèse de Doctorat d'ETAT-ES lettres : spécialité géographie physique, option Climatologie, Université de Yaoundé, 520 P

**74-UGINET E. (2002).** *La reconversion des terres à café dans la région de Foumbot : recomposition du jeu d'acteurs, mutations sociales et spatiales.* Mémoire de maîtrise en Géographie, Université de Toulouse-Le Mirail, 158 p.

**75-ZAMBO MANGA H. J. (1998).** « *Caféiculture et nouvelles structures d'encadrement de paysan : enjeux d'un développement durable. Le cas de Bafou Chefferie* ». Mémoire de maîtrise de géographie, Université de Dschang, 89 p.

## **WEBOGRAPHIE**

- ASTM, 2014 « nous vivons avec le café, nous mourons avec le café » in HTM, [http //www ostm](http://www.ostm)
- [https ;// Eco matin. Net/](https://Eco.matin.Net/) café : la descente- aux enfers- de- la- production- locale
- [https:// ecomatin.net/](https://ecomatin.net/) le prix du kilogramme de café
- [https:// WWW. Memoireonline.com](https://WWW.Memoireonline.com)
- [https://FR. M. Wikipédia.org](https://FR.M.Wikipedia.org)
- [https://WWW FAO. Org](https://WWW.FAO.Org)
- [https://WWW Statistics-Cameroon. Org](https://WWW.Statistics-Cameroon.Org)
- [https://WWW Union paysanne](https://WWW.Union paysanne)
- [https://WWW. Camerlex.com](https://WWW.Camerlex.com)
- [https://WWW.Nkongsamba. Net](https://WWW.Nkongsamba.Net) situation géographique

# ANNEXES

## Annexe 1 : QUESTIONNAIRE D'ENQUETE

Ce questionnaire a été réalisé dans un but essentiellement académique. Vos déclarations seront analysées en toute confidentialité comme le stipule la loi N°91/023 du 16 décembre 1991, et serviront à la rédaction de notre Mémoire, portant sur le thème : « **Crise caféière, impacts socio-économiques et stratégies de développement de la ville Nkongsamba** ».

DATE D'ENQUÊTE.....

### FICHE DE COLLECTE DES DONNÉES

#### I-ETAT CIVIL DE L'ENQUÊTÉ

1-Noms et Prénoms .....

2-Age

-30	30-40	40-50	50-60	60-70	+70
-----	-------	-------	-------	-------	-----

3-Sexe

M		F	
---	--	---	--

4-Quel niveau d'étude avez-vous ?

Sans niveau	CEPE	BEPC	Probatoire	Baccalauréat	Licence	Licence +
-------------	------	------	------------	--------------	---------	-----------

5-Quelle était votre profession avant celui de caféiculteur ?

Sans emploi	Chauffeur	Commerçant	Fonctionnaire	Maçon	Réfugié	Autre
-------------	-----------	------------	---------------	-------	---------	-------

6-Avez-vous changé de profession ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

Si oui pourquoi ?

.....

Et depuis quand ? .....

7-Etes-vous marié ?

Oui		Non
-----	--	-----

Si oui depuis quand ? .....

8-Combien de femme (s) avez-vous ?

1	2	3	4
---	---	---	---

9-Quelle activité mène votre (vos) femme (s) ?

Cultivatrice	Commerçante	Ménagère	Couturière	Coiffeuse	Fonctionnaire	Autres
--------------	-------------	----------	------------	-----------	---------------	--------

10-Combien d'enfants avez-vous ?

[0 à 2]	[2 à 4]	[4 à 6]	[6 et+]
---------	---------	---------	---------

## II-FACTEURS FAVORABLES ET LA PRATIQUE DE LA CAFEICULTURE

1-Quand avez-vous commencé à cultiver le café ?

[1960-1970] [1970-1989] [1990-2000] [2000 et + [

2 -Pourquoi le choix de cette culture ? **Très rentable**  **Moins contraignant**

3 -Quelle est la superficie de votre champ en (ha) [0,5 à 1] [1 à 2] [2 à 5] [6 à 9] [10 et + [

4- Comment avez-vous fait pour obtenir la terre à Nkongsamba ?

**Achat**  **Don**  **Héritage**  **Location**

5-Où est situé votre champ ? **Proche d'une colline**  **où ailleurs**

6-Sur quel type de relief est situé votre champ ? **Plaine**  **colline**  **plateau**

7-Pensez-vous que les types de sols, l'hydrographie et climat de Nkongsamba sont des atouts naturels pour la pratique de la caféiculture ?

Oui	<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
-----	--------------------------	-----	--------------------------

8-Quelle était la provenance de vos plants ?

Ramassage	Coopérative	Autres
-----------	-------------	--------

9- Utilisez-vous de l'engrais ? Si oui, quel type d'engrais utilisez-vous ? Chimique  échet ménager Parche

10-La main d'œuvre que vous utilisez pour la culture et la récolte du café est **familiale**  **job**  **manœuvre**

## III- DE LA FORTE PRODUCTION A LA CRISE CAFEIERE A NKONGSAMBA

11-Quel était votre production par an ? (En kilogramme, en tonne)

0,5 à 1 T	1 à 2 T	2 à 4 T	4 et +
-----------	---------	---------	--------

12- Quelles pouvaient être les dépenses engagées par hectares de culture de café (du défrichage, engrais, taille, jusqu'à la récolte ?

[50000 à 100000]	[100000 à 200000]	[200000 à + [
------------------	-------------------	---------------

13-Quels sont les avantages de la culture du café ? **Plus ren****e** **moins exigeant**  **moins contraignant**

14-Quels ont été les investissements effectués avec l'argent du café ?

Maison	Véhicule	Moto	Autre plantation	Entretien de la famille	Autres
--------	----------	------	------------------	-------------------------	--------

15-Quelle somme d'argent avez-vous épargné à la BIAO ? en FCFA

5 0 000 à 15 0000	150 000 à 300 000	300 000 et +
-------------------	-------------------	--------------

16-Pendant la période faste de café, avez-vous pensé un jour à une éventuelle crise caféière ?

Oui	Non
-----	-----

17-Si oui quelles précautions avez-vous mis en place pour résister à une éventuelle crise caféière ?

Épargner de l'argent	Diversifier les cultures	Diversifier ses sources de revenus
----------------------	--------------------------	------------------------------------

18-Quels sont les problèmes que vous rencontrez lors de la production du café ?

.....

.....

.....

19-Quand avez-vous ressenti la crise caféière à Nkongsamba?

20-Quel était le prix du sac en jute du café au début de la crise caféière?

2500f	3000f	3500 f
-------	-------	--------

21-Quelle était votre production annuelle pendant la crise ?

5 à 10	10 à 20	20 à 30	30 et +
--------	---------	---------	---------

22-Votre production permettait-elle de satisfaire les besoins de la famille pendant la crise caféière ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

23-Si oui lesquels ?

Scolarité des enfants	Santé de la famille	Alimentation de la famille	Entretien de la plantation
-----------------------	---------------------	----------------------------	----------------------------

Oui		Non	
-----	--	-----	--

24-Avez-vous épargné de l'argent pendant la crise ?

25-Si oui quelle somme d'argent avez-vous épargné ? En FCFA

50 000 à 100 000	100000 à 150000	150000 à 250000	250000 et +
------------------	-----------------	-----------------	-------------

26-Quels sont ces investissements ?

Maison	Véhicule	Moto	Achat d'une autre plantation	Entretien de la famille	Autres
--------	----------	------	------------------------------	-------------------------	--------

27-Continuez-vous à entretenir les caféiers pendant la crise?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

28-Si oui pourquoi ?

Reste rentable	Culture de rente moins contraignante	Autres
----------------	--------------------------------------	--------

29-Avez-vous utilisé les engrais chimiques pendant la crise?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

30-Si oui combien de sacs/hectare

1 sac	2 sacs	3 sacs	4 sacs
-------	--------	--------	--------

31-Quelle était votre production à l'hectare pendant la crise?

4 sacs	6 sacs	9 sacs	15 sacs et +
--------	--------	--------	--------------

32-Quelle était votre production annuelle de café pendant la crise? (En tonne ; ou en nombre de sacs)

Tonne(s)		Nombre de sacs	
----------	--	----------------	--

### III-IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES LIES A LA CULTURES

33-Avez-vous continué à entretenir votre caféière pendant la crise ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

34-Si oui quelles pouvaient être les dépenses engagées par hectares de culture de café (du défrichage, engrais, taille, jusqu'à la récolte ?

[25000 à 40 000]	[40 000 à 60 000]	[60 000 à + [
------------------	-------------------	---------------

35-Avez-vous inséré les autres cultures dans votre caféière

Oui		Non	
-----	--	-----	--

36-Si oui quelles sont les cultures développées en plus du café ?

Manioc	Patate	Taro	Igname	Bananier	Piment	Autres
--------	--------	------	--------	----------	--------	--------

37-En quelle année avez-vous commencé à insérer les autres cultures ?

1991	1992	1994	1996
------	------	------	------

38-Pourquoi avez-vous choisi ces cultures ?

Plus rentable	Cycle court	Autoconsommation
---------------	-------------	------------------

39-La main d'œuvre utilisée pour ces cultures est-elle :

Familiale	Job	Manœuvre
-----------	-----	----------

40-Avez-vous utilisé les engrais pour ces cultures ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

41-Si oui combien de sacs/hectare par campagne ?

1 sac	2 sacs	3 sacs	4 sacs
-------	--------	--------	--------

42-Utilisez-vous aussi d'autres méthodes de fertilisation ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

43-Si oui lesquelles ? Et pourquoi ?

Déchet ménager	Fiente	Parche de café	Autres
----------------	--------	----------------	--------

44-Quel est votre emploi de temps pendant la journée ? .....

.....

.....

45-Pensez-vous que ces autres cultures rapportent plus que le café ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

46-De quelles activités agricoles provenaient vos revenus ? A combien s'élevaient ces revenus ?



Activités	Caféiculture	Maraîchage	Vivrier	Commerce	Élevage	Autres
Revenus (FCFA)						

47-Quels sont les investissements effectués pendant la période de crise avec l'argent de :

Activités	Maraîchage	Vivrier	Commerce	Élevage	Autres
Investissements en FCFA					

48-Si oui quels étaient les avantages et les inconvénients de la culture du café ? .....

.....  
 .....

49-Quels sont les avantages des autres activités agricoles? .....

.....  
 .....

50-Quels sont les inconvénients des autres activités agricoles?.....

.....  
 .....

51-Quels sont les problèmes que vous rencontrez lors de la production des vivres ?

.....  
 .....

52-Que souhaitez-vous comme forme d'aide ou de soutien à la culture des vivres ou autres cultures commerciales? .....

.....  
 .....

#### IV-LES STRATÉGIES DE DEVELOPPEMENT DE LA VILLE DE NKONGSAMBA

53-Avez-vous remplacé le vieux verger café ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

54-Si oui par quelle variété type d'agriculture ?

Vivrier-marchand	Maraîchage	Autres cultures
------------------	------------	-----------------

55-Quelle est la superficie de votre champ en m<sup>2</sup> ?

Au quartier	IRAD	Autres	
-------------	------	--------	--

55-0ù avez-vous acheté vos plants ?

[1000 à 5000]	[5000 à 10000]	[10000 à 20000]	[20000 et + [
---------------	----------------	-----------------	---------------

56-Votre plantation bénéficie-t-elle d'un encadrement ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

57- Si oui de quel organisme ? .....

58-Si non pourquoi ?.....

59- Si non pourquoi ?

Moyens financiers limités	Manque de temps	Absence de spécialistes dans le domaine	Autres
---------------------------	-----------------	---	--------

60-Quelles sont les difficultés auxquelles vous êtes confrontées lors de la production des nouvelles cultures?

B-

Mauvais état des routes et des ponts	Insuffisance de la main d'œuvre	Prolifération des semences douteuses	Cherté des intrants agricoles
--------------------------------------	---------------------------------	--------------------------------------	-------------------------------

### Recommandations suggestions pour accroître la production des vivres à Nkongsamba

61-A votre avis que faut-il faire pour accroître la production des vivres.....

62-Quelles sont vos attentes de la part de l'État ou des ONG pour accroître la production des vivres et d'autres cultures? .....

63-Quelles sont vos attentes de la part de l'État pour accroître la production des vivres et d'autres cultures et autres activités économiques?.....

64-Avez-vous intégré une organisation paysanne ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

65-SI oui quel est le nom et type d'organisation ? .....

66- Depuis quand avez-vous commencé à tirer profit des revenus provenant des autres cultures ?

2008-2012	2013-2018	2018-2022
-----------	-----------	-----------

67-Pourquoi avez-vous choisi la culture comme activité agricole ?

Fournit régulièrement l'argent	Très rentable	Moins exigeant	Autres
--------------------------------	---------------	----------------	--------

68-Quelle est votre production par champ en sac (kilogramme) ?

[1 à 3]	[3 à 6]	[6 à 12]	[12 et + [
---------	---------	----------	------------

69-Pensez-vous que ces cultures sont plus rentables que le café ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

70-Votre production permet-elle de satisfaire les besoins de la famille ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

71-Si oui lesquels ?

Scolarité des enfants	Santé de la famille	Alimentation de la famille	Entretien de la plantation
--------------------------	------------------------	-------------------------------	-------------------------------

72-Parvenez-vous à épargner de l'argent après une campagne ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

73-Quel est votre gain annuel en FCFA ?

150 000 à 200 000	250 000 à 500 000	500 000 à 1000 000	1000 000 et +
-------------------	-------------------	--------------------	---------------

74-Quels sont les investissements faits avec l'argent de cette culture ?

Maison	Véhicule	Moto	Achat d'une autre plantation	Entretien de la famille	Autres
--------	----------	------	---------------------------------	----------------------------	--------

75-  
Quels  
sont les  
inconvenients  
des autres  
pratiques  
agricoles ?

.....

## TABLE DES MATIERES

DEDICACE .....	
REMERCIEMENTS.....	ii
RÉSUMÉ.....	iii
ABSTRACT .....	iv
LISTE DES FIGURES.....	vi
LISTE DES TABLEAUX .....	vii
LISTE DES PLANCHES.....	viii
LISTE DES PHOTOS.....	ix
LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES.....	x
INTRODUCTION GENERALE.....	1
I. CONTEXTE GENERAL ET JUSTIFICATION DU SUJET .....	2
I.1. CONTEXTE GENERALE DE LA RECHERCHE .....	2
I.2. JUSTIFICATION DU CHOIX DU SUJET .....	3
II. DELIMITATION DU SUJET .....	4
II.1. DÉLIMITATION THÉMATIQUE .....	4
II.2. DÉLIMITATION TEMPORELLE .....	5
II.3. DÉLIMITATION SPATIALE .....	6
III. PROBLEMATIQUE .....	7
IV. CONTEXTE SCIENTIFIQUE ET REVUE DE LA LITTÉRATURE.....	10
IV.1. L’approche préconisant la réduction de la crise par la diversification agricole ...	10
IV.2. L’approche des répercussions mitigées des transformations des zones agricoles .	12
IV.3. L’approche politique.....	13
V. QUESTIONS DE RECHERCHE.....	16
V.1. Question principale.....	16
V.2. Questions spécifiques.....	17
VI.1. Objectif principal .....	17
VI.2. Objectifs spécifiques .....	17
VII. HYPOTHESES DE RECHERCHE.....	18
VII.1. Hypothèse principale.....	18
VI.2. Hypothèses spécifiques .....	18
VIII. INTERET DE L’ETUDE .....	18
VIII.2. Intérêt scientifique .....	19
VII.3. Intérêt socioéconomique .....	19
IX. CADRE CONCEPTUEL ET THEORIQUE.....	20
IX.1. Cadre conceptuel.....	20
IX.1.1. Crise caféière .....	20
IX.1.2. Impacts socio-économiques .....	23
IX.1.3. Développement .....	26

IX.1.4 – Stratégie de développement.....	29
<b>IX.2. CADRE THÉORIQUE.....</b>	<b>31</b>
IX.2.1-La théorie de la croissance économique de ROSTOW. W.W (1962) .....	31
IX.2.2-La théorie de localisation des activités agricoles de VON Thünen (1826) .....	31
IX.2.3-La théorie du changement social (COMPTE A (1848), TOCQUEVILLE A (1856), MARX K (1867) et DURKHEIM E (1895).....	32
<b>X. METHODOLOGIE.....</b>	<b>35</b>
<b>X.1. COLLECTE DE DONNÉES .....</b>	<b>36</b>
X.1.1. Données de source secondaires .....	36
X.1.2. Données de source primaires .....	37
X.1.3. Traitement et analyse des données statistiques .....	42
<b>X.2 LES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES .....</b>	<b>42</b>
X.2.1 Les difficultés liées aux rapports d’activités agricoles de la ville de Nkongsamba	43
X.2.2 Les difficultés rencontrés sur le terrain.....	43
<b>X.3 ARTICULATION DU MÉMOIRE .....</b>	<b>44</b>
<b>PREMIÈRE PARTIE : CAFÉICULTURE À NKONGSAMBA : DE LA PROSPÉRITÉ À LA CRISE.....</b>	<b>47</b>
<b>CHAPITRE 1 : LES FACTEURS FAVORABLES À LA CAFÉICULTURE ET LE RÔLE JOUÉ PAR LE CAFÉ À NKONGSAMBA DE 1975 À 1990 .....</b>	<b>48</b>
<b>I.1.CONTEXTE GEOGRAPHIQUE.....</b>	<b>48</b>
I.1.1 situation géographique de la ville .....	48
<b>I.2. CONTEXTE HISTORIQUE .....</b>	<b>49</b>
I.2.1. Origine de Nkongsamba .....	49
I.2.2. Parcours historique.....	49
I.2.2.1. De la découverte du territoire par les explorateurs allemands en 1904 à 1950 ..	49
I.2.2.2. La période de tension (1950 à 1991) .....	50
<b>I.3. LES FACTEURS DE DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES AGRICOLES .....</b>	<b>51</b>
I.3.1. Les atouts naturels .....	51
I.3.1.1. Le relief .....	51
I.3.1.2. Une variété de sols favorables à l’agriculture .....	52
I.3.1.2.1. Les sols hydromorphes.....	52
I.3.1.2.2. Les sols peu évolués .....	52
I.3.1.2.3. Les sols ferralitiques .....	53
I.3.1.3. Le climat .....	54
I.3.1.4. La végétation .....	56
I.3.1.5. Hydrographie.....	56
<b>I.4. LES FACTEURS HUMAINS .....</b>	<b>57</b>
I.4.1 situation administrative.....	57
I.4.2. Situation démographique .....	59

<b>I.5. LES FACTEURS ECONOMIQUES A LA CULTURE DU CAFE A NKONGSAMBA.....</b>	<b>60</b>
<b>I.5.1. Un régime foncier en mutation à Nkongsamba.....</b>	<b>60</b>
<b>I.5.2. Le régime foncier traditionnel à Nkongsamba.....</b>	<b>60</b>
<b>I.5.3. L’administration coloniale française et la naissance de la propriété privée.....</b>	<b>61</b>
<b>I.5.3.1. Les nouveaux modes d’acquisition ou d’appropriation des terres.....</b>	<b>62</b>
<b>I.5.3.1.1. La cession gratuite ou don.....</b>	<b>62</b>
<b>I.5.3.1.2. Le prêt.....</b>	<b>62</b>
<b>I.5.3.1.3. Location contre remboursement ou à usure.....</b>	<b>63</b>
<b>I.5.3.1.4. La vente des plantations.....</b>	<b>63</b>
<b>I.5.3.1.5. Le métayage.....</b>	<b>64</b>
<b>I.5.3.1.6. Un régime foncier idoine pour le développement de la caféiculture à Nkongsamba.....</b>	<b>65</b>
<b>I.6. CONDITIONS NECESSAIRES POUR LA CULTURE DU CAFE.....</b>	<b>65</b>
<b>I.6.1. Historique du verger café.....</b>	<b>65</b>
<b>I.6.2. Préalables agronomiques du café.....</b>	<b>66</b>
<b>I.6.2.1. La pluviométrie.....</b>	<b>66</b>
<b>I.6.2.2. L’humidité relative.....</b>	<b>66</b>
<b>I.6.2.3. Les températures.....</b>	<b>66</b>
<b>I.6.2.4. Les vents.....</b>	<b>66</b>
<b>I.6.2.5. L’éclairement.....</b>	<b>66</b>
<b>I.6.2.6. Les sols.....</b>	<b>66</b>
<b>I.7. LES ESPECES CULTIVEES ET LEURS EXIGENCES.....</b>	<b>67</b>
<b>I.7.2. Itinéraire technique et l’élaboration du rendement.....</b>	<b>67</b>
<b>I.7.2.1 La pépinière.....</b>	<b>67</b>
<b>I.7.2. La mise en place de la culture.....</b>	<b>67</b>
<b>I.7.3. L’entretien.....</b>	<b>68</b>
<b>I.7.4. La défense des cultures.....</b>	<b>69</b>
<b>I.8. LA CUEILLETTE ET LE TRAITEMENT DES CERISES.....</b>	<b>70</b>
<b>I.8.1. Trempage.....</b>	<b>70</b>
<b>I.8.2. Dépulpage.....</b>	<b>71</b>
<b>I.8.3. Fermentation.....</b>	<b>71</b>
<b>I.8.4. Lavage.....</b>	<b>71</b>
<b>I.8.5. Séchage.....</b>	<b>71</b>
<b>I.8.6. Décorticage.....</b>	<b>71</b>
<b>CHAPITRE 2 : DE LA PRODUCTION CAFEIERE A LA CRISE CAFEIERE A NKONGSAMBA.....</b>	<b>73</b>
<b>II.1. DYNAMIQUES DE LA PRODUCTION DU CAFE A NKONGSAMBA.....</b>	<b>73</b>
<b>II.1.1. Brève description de l’origine du café et des conditions favorables à sa culture.....</b>	<b>73</b>

II.1.2. Les circonstances de l'introduction du café dans le bassin agricole du Moungo et ses environs .....	75
II.1.2.1. Les circonstances de l'introduction du café à Nkongsamba .....	75
II.1.2.2. La promotion de la caféiculture par l'État à Nkongsamba .....	77
II.2. LA PERIODE FASTE POST INDEPENDANCE (1960-1987).....	77
II.2.1. Le rôle déterminant de l'agriculture dans le développement du Cameroun avant la crise de 1986/87 .....	78
II.2.2. Évolution des techniques culturales et transformation du mode de vie à Nkongsamba .....	80
II.3. PERIODE DE GLOIRE ET DE PROSPERITE .....	81
II.3.1. La culture du café : moteur de développement de Nkongsamba .....	83
II.3.1.1. Les transformations sociales : cadre de vie et conditions de vie des populations .....	85
II.3.1.2. Installation des usines de décorticage du café .....	87
II.3.1.3. La modernisation de l'habitat rural .....	88
II.3.1.4. Acquisition de nombreuses épouses .....	89
II.3.1.5. Scolarisation.....	90
II.3.2. Caféiculture, facteur de création d'emplois .....	91
II.3.2.1 Emplois directs .....	91
II.3.2.2 Emplois indirects ou saisonniers .....	92
II.4. LES CAUSES DE LA CRISE ECONOMIQUE ET CAFEIERE.....	93
II.4.1. Les causes de la crise économique de 1985.....	93
II.4.1. 1. La crise économique camerounaise et la politique de déréglementation.....	93
II.4.2. Les causes de la crise caféière.....	94
II.4.2. 1. La chute des cours mondiaux du café.....	94
II.4.2. 2. Le retrait et le désengagement de l'état dans le secteur agricole .....	97
DEUXIEME PARTIE : LES IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES, ENVIRONNEMENTAUX ET LES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT DE LA VILLE DE NKONGSAMBA .....	100
CHAPITRE 3 : IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES DE LA CRISE CAFEIERE A NKONGSAMBA .....	101
III.1. LES IMPACTS SOCIAUX LIES A LA CULTURE DU CAFE A NKONGSAMBA .....	101
III.1.1. Exode rural accentué .....	101
III.1.2. Augmentation de la précarité de la population et la baisse du niveau de vie .....	102
III.1.3. La fragilité de la santé et la montée de la pharmacopée .....	103
III.1.4. La naissance de la pharmacie du poteau ou par terre et la dégradation de la santé des paysans.....	103
III.1.5. Le capital santé du paysan un obstacle à la reconversion agricole .....	105
III.1.6. Pertes importantes d'emplois et mise au chômage des employés .....	106
III.1.6. Le désengouement pour la caféiculture .....	106
III.2. LES CONSEQUENCES SUR LE PLAN CULTUREL.....	108
III.2.1. Les conséquences au niveau du savoir vivre.....	108
III.2.2. La perte des valeurs traditionnelles .....	109

III.3. IMPACTS SUR LE PLAN ECONOMIQUE.....	109
III.3.1. Fermeture des usines de décortilage du café .....	109
III.3.2. Pertes importantes d'emplois et mise au chômage des employés .....	111
III.3.3. Au niveau des revenus des planteurs .....	112
III.3.4. Accroissement des petits métiers et abandon de l'agriculture par les jeunes .....	113
III.3.5. Le vieillissement et abandon des plantations.....	114
III.3.6. Régression de la superficie caféière.....	116
III.3.7. Baisse des recettes fiscales et du PIB.....	118
III.3.8. Dans le domaine infrastructurel.....	119
III.4. L'ONCPB RUINE PAR LES PROJETS DE L'ÉTAT .....	121
III.4.1. La libéralisation du secteur café après les années 1990 : un fléau qui a renforcé la crise caféière à Nkongsamba .....	122
III.4.1.1. La pratique du coxage et son impact dans la ville de Nkongsamba .....	122
III.4.1.2. Le préfinancement de la campagne par les coxeurs : une pratique d'arnaque.....	123
III.4.1.2.1. La réaction de certains paysans face à l'arnaque des coxeurs dans la vente et le conditionnement du café .....	123
III.4.1.2.2. La recrudescence du vol du café entre 1992 et 1997 à Nkongsamba.....	124
CHAPITRE 4 : STRATEGIES ADOPTEES PAR LES DIFFERENTS ACTEURS POUR BOOSTER LE DEVELOPPEMENT DE LA VILLE DE NKONGSAMBA.....	126
IV.1. LES FACTEURS FAVORABLES À LA PRATIQUE DU VIVRIER-MARCHAND ET DU MARAICHAGE .....	126
IV.1.1. La crise caféière : un des catalyseurs de la reconversion .....	127
IV.2. L'EMERGENCE ET LA DIFFUSION DU VIVRIER-MARCHAND .....	128
IV.2.1. Les cultures vivrières à tendance spéculative.....	128
IV.2.2. Les cultures vivrières à tendance commerciale : leur évolution.....	129
IV.2.2.1. Le manioc une plante aux multiples vertus .....	129
IV.3. LA PRATIQUE DU VIVRIER-MARCHAND ET DU MARAICHAGE : UNE VICTOIRE CONTRE L'EXOËTE RURAL ET L'OISIVETE .....	130
IV.3.1. La pratique du vivrier-marchand et du maraîchage bien structuré : un important driver économique et social à Nkongsamba.....	131
IV.3.1.1. Commercialisation des produits vivriers : Une activité féminine.....	131
IV.3.1.2. Une contribution significative dans l'économie et l'alimentation locale en dépit de nombreuses contraintes .....	132
IV.3.2. Les retombées socio-économiques des producteurs de manioc.....	133
IV.3.2.1. L'amélioration des conditions de vie et l'apparition d'une nouvelle classe d'acteurs « les riches de la vente du manioc » .....	133
IV.3.2.2. Les retombées économiques du manioc et de quelques dérivés du manioc ...	135
IV.3. RELATION ENTRE LES ACTEURS DANS LA CHAÎNE DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS VIVRIERS À NKONGSAMBA .....	136
IV.3.1. Les grossistes .....	137
IV.3.2. Les collecteurs et les détaillants .....	137



<b>IV.4. LES MARCHES DE COMMERCIALISATION.....</b>	<b>138</b>
<b>IV.4.1. Les marchés villageois .....</b>	<b>138</b>
<b>IV.4.2. Les marchés hebdomadaires .....</b>	<b>138</b>
<b>IV.4.3. Les marchés des centres urbains .....</b>	<b>139</b>
<b>IV.5. LES RAISONS DE LA FLUCTUATION DES PRIX DES PRODUITS.....</b>	<b>139</b>
<b>IV.5.1. Le prix du manioc pendant les différentes saisons.....</b>	<b>139</b>
<b>IV.5.2. Les quelques bassins de production des vivres à Nkongsamba .....</b>	<b>139</b>
<b>V. LES SUGGESTIONS ET RECOMMANDATIONS POUR BOOSTER LA PRODUCTION DES VIVRES ET D'AUTRES CULTURES COMMERCIALES À NKONGSAMBA .....</b>	<b>140</b>
<b>IV.1.1. Proposer des mécanismes alternatifs rapides et intermédiaires de financement des cultures vivrières (La création d'une banque agricole) .....</b>	<b>140</b>
<b>V.1.2. Former les agronomes spécialistes dans la culture vivrière.....</b>	<b>141</b>
<b>V.1.3. La valorisation des déchets organiques du manioc comme au sud du Benin.....</b>	<b>141</b>
<b>V.1.4. Faire de la farine du manioc : une alternative à la farine du blé .....</b>	<b>142</b>
<b>V.1.5. Mettre en application les techniques pour combattre les maladies de manioc .....</b>	<b>143</b>
<b>V.1.6. L'assainissement dans les champs des boutures à faible productivité.....</b>	<b>143</b>
<b>V.1.7. La recherche d'une agriculture durable à Nkongsamba .....</b>	<b>144</b>
<b>V.1.8. La création d'une association pour le soutien et l'appui aux femmes .....</b>	<b>144</b>
<b>IV.1.9. Le rôle des élites locales et urbaines dans l'accroissement de la production des vivres .....</b>	<b>145</b>
<b>V.1.10. Absence d'une organisation paysanne.....</b>	<b>145</b>
<b>V.1.11. Moderniser les techniques de production agricole à Nkongsamba.....</b>	<b>146</b>
<b>IV.1.12. L'insuffisance de la main d'œuvre dans la pratique vivrier-marchand : un facteur qui limite la production.....</b>	<b>147</b>
<b>V.1.13. Le coût des engrais toujours très élevé .....</b>	<b>147</b>
<b>CONCLUSION GENERALE.....</b>	<b>149</b>
<b>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES .....</b>	<b>i</b>
<b>I-LES PUBLICATIONS, ARTICLES ET RAPPORTS .....</b>	<b>i</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>viii</b>
<b>Annexe 1 : QUESTIONNAIRE D'ENQUETE .....</b>	<b>ix</b>